

Le procès Papon

■ L'historien Michel Bergès fait état d'archives inédites qui relativiseraient le rôle de l'accusé

■ M. Papon affirme qu'il n'a jamais signé d'ordre de déportation

■ Lionel Jospin : « Ne pas confondre la République et le régime de Vichy »

Pages 10 et 11

Le gouvernement propose une profonde réforme de la justice pour en assurer l'indépendance

Les instructions individuelles aux procureurs seront interdites

LE PREMIER MINISTRE, Lionel Jospin, et la ministre de la justice, Elisabeth Guigou, ont présenté, lundi 20 octobre, à Jacques Chirac les grandes lignes de la réforme de la justice, qui fera l'objet d'une communication en conseil des ministres, le 29 octobre, et dont *Le Monde* révèle le contenu. Le gouvernement propose la suppression de toutes les instructions individuelles données par le garde des sceaux aux procureurs et un renforcement des prérogatives du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) dans la nomination des magistrats du parquet. La composition du CSM sera modifiée, les magistrats n'y étant plus majoritaires. La réforme du CSM devra donner lieu à une révision constitutionnelle, ce qui nécessite l'accord du président de la République. La communication du 29 octobre évoquera d'autres aspects de cette réforme d'ampleur, qui reprend des propositions socialistes.

Lire page 6



Pour la Cour de cassation, l'emploi prime sur le salaire

À L'HEURE où le gouvernement souhaite que les entreprises réduisent le temps de travail tout en laissant libres de négocier des réductions de salaire, la jurisprudence de la Cour de cassation accompagne ce mouvement. Dans un arrêt important rendu en février mais jusqu'alors passé inaperçu, la chambre sociale de la haute juridiction estime qu'une baisse de salaire accompagnée d'un maintien de l'emploi est plus favorable aux salariés que la situation antérieure. Par avance, les juges semblent ainsi approuver les réductions de temps de travail assorties d'une baisse de rémunération. Le droit du travail évolue vers un droit à l'emploi. Une évolution qui divise les juristes.

Lire page 18

Le patronat et les 35 heures

Denis Kessler, vice-président du CNPF, déclare au *Monde* que le gouvernement veut « changer la société par décret ».



■ La fin des collections été 98
De Jean-Paul Gaultier à Helmut Lang, le bilan des cent et un défilés parisiens. p. 25

Un ultimatum pour Microsoft

La justice exhorte la firme de Bill Gates à cesser, sous dix jours, d'user de son monopole pour vendre son nouveau logiciel Internet Explorer. p. 19

■ Les archives de l'Est
La possibilité pour les citoyens de consulter les dossiers des anciennes polices politiques ouvre le débat sur la fiabilité de ces fonds. p. 2

La techno entre explosion et répression

À Paris, un salon a permis de vérifier l'engouement pour ce genre musical en pleine mutation, qui effraie les responsables politiques. p. 29 et notre éditorial p. 15

Abonnement : 3 DM : Annonces-Guyane, 9 F : Afrique, 25 ATS : Belgique, 20 F : Canada, 2,50 \$ CAN : Côte d'Ivoire, 250 F CFA : Danemark, 15 KRD : Espagne, 225 PTA : Grande-Bretagne, 1 £ : Grèce, 400 DR : Islande, 1 000 F : Italie, 2000 L : Luxembourg, 40 F : Maroc, 30 DH : Norvège, 14 KRW : Pays-Bas, 3 F : Portugal, 200 PTE : Roumanie, 10 F : Royaume-Uni, 10 £ : Suède, 20 S : Suisse, 1,2 DM : USA DWT, 2 \$: USA (international), 2,50 \$.

M 0147-1022-7,50 F



L'Eglise espagnole refuse de se repentir pour son soutien à Franco

L'ESPAGNE de Franco n'était pas la France de Vichy et l'épiscopat espagnol n'entend pas faire un acte de « repentance » pour sa complicité avec un régime dont l'Eglise était un pilier. Pressé d'imiter la hiérarchie catholique française qui, à Oran, a publiquement regretté son silence sous Vichy, Mgr José Sánchez, secrétaire général de l'épiscopat espagnol, vient de répondre par la négative : « Nous n'avons pas à nous repentir de notre propre initiative et non en fonction de ce que les autres exigent de nous. » Il répondait en particulier à Luis Yanez, député du Parti socialiste (PSOE), qui demande à l'Eglise et à l'armée espagnoles de reconnaître leur « complicité » avec la dictature.

Comme la France, l'Espagne est régulièrement traversée par des polémiques sur son passé. Archevêque de Tarragone, Mgr Ramon Torrela vient aussi d'intervenir dans le débat sur le rôle de l'Eglise, en déclarant, dans *El País* du 12 octobre, que la comparaison entre les épiscopats français et espagnol, respectivement sous Vichy et sous Franco, était « complètement disproportionnée ». Egalement interrogé par le quotidien de Madrid, beaucoup d'évêques se sont fait porter absents ou ont estimé qu'il était « plus utile de regarder l'avenir que de remuer le passé ».

La principale différence entre la situation française et la situation espagnole vient de la guerre civile qui a fait, dans le clergé, des milliers de « martyrs », évêques, prêtres, religieux et religieuses. C'est Franco qui a restauré la liberté religieuse et les écoles catholiques. Pour l'Eglise, il est l'incarnation de la tradition nationale, la promesse d'un ordre nouveau, le remède à la décadence. Nombre d'évêques se rangent derrière lui. Dans des manifestations publiques, quelques-uns rhétoriquent pas à faire avec lui le salut fasciste. Mgr Tedeschini, nonce en Espagne, s'écrit en 1949 : « L'Espagne, nation catholique ! Avec quelques nations comme elle, le monde serait sauvé. »

Le concordat avec le Vatican, signé en août 1953, est un couronnement pour Franco. La religion catholique devient la seule religion officielle. L'Etat reconnaît à l'Eglise son caractère de « société parfaite ». Il prend en charge toutes les dépenses des séminaires et des écoles religieuses. Franco devient « chanoine honoraire » et c'est lui qui nomme les évêques.

Les prêtres espagnols ont l'obligation de prier chaque jour pour l'Espagne et le chef de l'Etat. « L'intérêt du concordat pour Franco », écrit Jacques Georgel dans son histoire du franquisme, « est qu'il consacre l'authenticité catholique du soulèvement et justifie rétrospectivement

les motivations religieuses des croisés. » En 1962, l'année même de l'ouverture du concile à Rome, le nouveau nonce, Mgr Riberi, dénonce encore « les injustes machinations contre le Caudillo qui maintient la nation catholique, par sa parole, par ses sages propositions et par son exemple personnel et éducatif ». Toutefois, après Vatican II (1962-1965), l'Eglise d'Espagne prendra des distances avec le régime, les homélies adoptant un tour de plus en plus sévère à l'égard du pouvoir franquiste et de sa politique sociale.

On touche là aux limites de l'examen de conscience collectif auquel le pape a convié toute son Eglise avant l'an 2000. Lui-même a béatifié nombre de victimes catholiques de la guerre civile. Peut-être édifier des évêques espagnols qu'ils se repentent de leur attitude sous Franco ? Déjà, au cours d'un consistoire extraordinaire au Vatican en 1991, les cardinaux conservateurs avaient mis en garde Jean Paul II contre les risques d'une telle entreprise de réévaluation de l'Histoire, notamment la difficulté d'éviter les appréciations anachroniques et la confusion entre une Eglise qui, en tant que telle, serait inflexible, et les individus la composant qui, eux, seraient tous pécheurs.

Henri Tincq

Lire pages 16 et 17

Lionel Jospin mange son pain blanc budgétaire

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a commencé, mardi 21 octobre, en première lecture, l'examen de la loi de finances pour 1998, après en avoir terminé avec la partie « recettes ». Le gouvernement peut être satisfait : malgré les critiques de la droite, la controverse budgétaire n'a pas eu l'écho qu'il pouvait craindre et, surtout, la majorité « phœnix » s'est révélée disciplinée. Ni les Verts ni les communistes ne se sont livrés à une quelconque surenchère. Du coup, le débat sur les dépenses s'engage avec encore moins de passion. Presque dans l'indifférence.

Il ne faut pas se méprendre sur les causes réelles de cette attitude. Sans doute le gouvernement a-t-il agi avec habileté, mais il y a aussi une seconde raison : en dessinant sa loi de finances pour 1998, le gouvernement a bénéficié de circonstances exceptionnelles, sur lesquelles il ne pourra plus compter en 1999. C'est alors que, pour l'équipe de Lionel Jospin, commenceront les vraies difficultés budgétaires.

En relevant les impôts de près de 14 milliards de francs pour 1998 (et même de près de 35 milliards si

l'on prend en compte l'effet, en 1998, des mesures adoptées cet été pour 1997), le gouvernement a usé d'une facilité qui lui sera interdite lors du budget suivant. Mais c'est surtout dans le domaine des dépenses qu'il a mangé son pain blanc.

Pour 1998, le financement des emplois-jeunes a pu être assuré sans trop de difficultés. Le dispositif commençant à entrer en vigueur, il a suffi de dégager 8 milliards de francs. Qu'advient-il, en régime de croisière, quand les 350 000 emplois auront été créés, pour un coût officiellement évalué à 35 milliards ? Le gouvernement parviendra-t-il, comme il s'y était engagé, à baisser à due concurrence d'autres formes d'aides à l'emploi ? Certains emplois répondront-ils, comme le souhaite Martine Aubry, à une demande qui, progressivement, deviendra solvable ? En réalité, le gouvernement n'a pas encore apporté la preuve que l'opposition a tort de voir dans cette mesure une bombe à retardement budgétaire.

Laurent Mauduit

Lire la suite page 15

Un homme à principes



ROMANO PRODI

IL GOUVERNE à nouveau l'Italie. Romano Prodi, rescapé de la crise politique avec les communistes, continue d'afficher sa détermination à faire entrer son pays dans l'euro. L'intermède de la crise a renforcé l'image de cet homme à principes.

Lire page 14

International	2	Corse	24
France	5	Alsace	25
Belgique	10	Normandie	26
Allemagne	13	Alsace	27
Grèce	14	Culture	29
Entreprises	18	Abonnements	33
Communication	21	Jeunes	33
Finances/marchés	22	Région-télévision	34

Le moment qui vous a
échappé dans le monde
chez votre marchand
de journaux.

ARCHIVES En Europe centrale et orientale, près de huit ans après la chute des régimes communistes, le processus d'ouverture des dossiers secrets s'est récemment accéléré, sou-

levant des controverses quant à la fiabilité des documents consultés, souvent incomplets ou manipulés. L'« épuration » d'anciens agents et d'anciens responsables communistes

est tout aussi sujette à polémique. ● EN ROUMANIE, ainsi qu'en Bulgarie, malgré l'arrivée au pouvoir de nouvelles équipes démocratiques, l'héritage des anciennes polices poli-

tiques pourrait empoisonner longtemps encore la vie politique. ● EN RÉPUBLIQUE TCHÈQUE, comme en Hongrie, chaque citoyen a, depuis le 1^{er} septembre, le droit de voir son dos-

sier personnel, mais cette démarche ne suscite pas le même engouement qu'en Allemagne en 1992, quand les archives de la Stasi, l'ex-police est-allemande, avaient été ouvertes.

Les dossiers secrets de la police renvoient l'Europe de l'Est à son passé

Près de huit ans après la chute des régimes communistes, plusieurs gouvernements offrent la possibilité aux citoyens de consulter leurs documents personnels établis par les anciennes polices politiques. Cette ouverture alimente des controverses sur la fiabilité des archives

POUR LA PREMIÈRE FOIS depuis 1989, un gouvernement roumain a adopté, samedi 18 octobre, un projet de loi visant à ouvrir les dossiers de la Securitate. En République tchèque et en Hongrie, les citoyens ont la possibilité, depuis le 1^{er} septembre, de consulter les dossiers établis sur leur compte par les polices politiques des régimes communistes. En Pologne, des voix s'élèvent au sein de la droite, victorieuse aux élections législatives du 21 septembre, pour réclamer une « épuration »

Le grand puzzle secret de la Stasi

Sept ans après la réunification allemande, la Stasi, l'ancienne police politique, n'a pas fini de dévoiler ses secrets : depuis 1995, un groupe de quarante-cinq personnes, basé à Zirndorf, près de Nuremberg (sud), s'efforce de reconstituer des kilomètres d'archives lacérées lors de l'effondrement de la RDA. Il s'agit de recoller les bouts de papier laissés par les agents de la Stasi qui avaient tenté, en 1989-1990, de faire disparaître des documents compromettants en les déchirant avec des broyeur ou à la main. Environ 10 % des archives auraient ainsi été mises en pièces. La commission Gauck, qui gère les documents de l'ex-police secrète, a hérité de 5 600 sacs remplis de fragments de rapports, lettres, enregistrements et photos. La reconstitution pourrait durer des dizaines d'années. En près de deux ans, l'équipe de Zirndorf a recollé un peu plus de 267 000 feuillets, soit une moyenne d'un sac et demi par employé et par année. (AFP)

des anciens agents de la police secrète.

Chasse aux sorcières ou – selon une expression de Jellou Jeleu, l'ancien dissident et président bulgare – « cathors » indispensables aux jeunes démocraties ? En Europe centrale, le processus d'« épuration » basé sur la consultation des archives secrètes est généralement désigné par le terme « lustration ». D'un pays à l'autre, l'attitude adoptée peut varier fortement. La mise en œuvre de la stricte loi d'épuration

tchèque, par exemple, diffère de la situation prévalant en Hongrie, où le premier ministre, Gyula Horn, récemment mis en cause par une commission d'Etat pour son appartenance, en 1956, à une milice pro-soviétique, a refusé de démissionner.

Aucun pays ex-communiste n'a, semble-t-il, trouvé de solution permettant, sans porter atteintes aux principes démocratiques, d'épingler ceux qui collaboraient avec les polices secrètes, ces organisations tentaculaires. Quelle définition donner à la collaboration ? A quels documents se fier ? Quelles mesures prendre contre les anciens agents ? Près de huit ans après la chute du mur de Berlin, le débat sur la confrontation avec le passé reste ouvert.

A Budapest, c'est à un « Bureau de l'Histoire » que les Hongrois peuvent s'adresser pour accéder à leur éventuel dossier personnel. En cinq semaines, environ mille citoyens ont effectué cette démarche, indique Gyorgy Marko, le directeur du Bureau, nommé en mai par le chef de l'Etat et ancien dissident Arpad Goncz. Le Bureau affirme détenir cent mille documents, établis au fil des ans par les quelque cent quarante mille informateurs du M/3 (« trois par trois »), l'ex-police politique. « De nombreux actes ont été détruits avant le 14 février 1990 – date de la dissolution de la police secrète – mais les documents sauvegardés demeurent des sources importantes », note M. Marko.

« CULPABILITÉ COLLECTIVE »

Le nombre relativement faible de Tchèques et de Hongrois ayant jusqu'à présent demandé à consulter leurs fiches tranche avec la ruée, en 1992, des Allemands de l'Est sur les dossiers de la Stasi, lorsque ceux-ci avaient été rendus publics. Des centaines de milliers de personnes avaient alors découvert les archives, apprenant parfois au passage la trahison d'un proche... C'est que la Stasi avait tissé à travers la RDA le plus implacable réseau de surveillance et de dénonciation d'Europe centrale. Ses six millions et demi de dossiers occupaient quelque 190 kilomètres d'étagères. Elle avait fiché plus d'un adulte sur deux.

L'ouverture des archives est-allemandes avait débouché sur de vastes purges dans la fonction pu-

blique, critiquées par des organisations de défense des droits de l'homme. « De nombreux employés ont été licenciés sans avoir jamais été accusés d'une mauvaise conduite particulière », écrit Human Rights Watch en 1993. Les « lustrations » tchèques ont fait l'objet de réserves semblables. Un rapport de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, publié le 22 septembre, reproche à la loi tchèque d'« accepter le principe d'une responsabilité et d'une culpabilité collectives » et de « ne pas assurer suffisamment le droit à un procès équitable ».

Votee en 1991 et prorogée en 1995 jusqu'à l'an 2000, en dépit d'un veto du président Vaclav Havel, la loi de « lustration » interdit l'accès à certains emplois publics aux anciens collaborateurs de la StB – l'ex-police politique – et aux personnes ayant exercé des fonctions au sein du Parti communiste tchécoslovaque (PCT). Depuis son adoption, quelque dix mille anciens agents – ou présumés tels – ont été dénoncés et exclus de la vie politique.

En Pologne, le processus des « lustrations » est pour l'instant



au point mort, et les citoyens n'ont pas accès aux archives de la SB, la police politique. Une loi de « vérification », votée au printemps, prévoyait que tous les dirigeants politiques, ainsi que les candidats aux élections législa-

tives du 21 septembre, déposent auprès d'un tribunal spécial une déclaration portant sur leur collaboration éventuelle avec les services spéciaux communistes entre 1944 et 1990. Sur sept mille candidats, onze personnes ont

avoué une collaboration. Début septembre, les juges polonais ont toutefois mis leur hola au processus, en refusant de cautionner un tribunal de « vérification » dont ils ont dénoncé le caractère politique et... les salaires insuffisants.

VÉRIFICATIONS DIFFICILES

« La loi polonoise est pourtant la meilleure en Europe centrale », estime Bogdan Borusewicz, un membre du parti libéral (Union de la liberté). Elle définit le terme de « collaboration » : celle-ci se fait en toute conscience, avec signatures fréquentes d'agents, et surtout, de façon rémunérée. « Les dossiers sont incomplets mais les actes de comptabilité de la SB, eux, sont entiers », ajoute-t-il. Mais pour Jacek Rybicki, dirigeant régional du syndicat Solidarité à Gdansk, il faut tenir compte de la lassitude d'une partie des Polonais face à ces controverses récurrentes : « Plus le temps passe, plus les vérifications deviennent difficiles », dit-il. Le débat continue.

Natalie Nougayrède

« Une page d'histoire qui doit être lue avant d'être tournée »

ÉLU il y a près d'un an, le nouveau pouvoir chrétien-démocrate roumain s'apprête à entreprendre les archives de la Securitate, la police politique communiste. Mais la douloureuse gosse d'un projet de loi adopté le 18 octobre par le gouvernement et devant autoriser « tout citoyen roumain à avoir libre accès à son propre dossier établi par la Securitate » démontre qu'il y a plus qu'ailleurs à l'Est, l'ombre des services secrets plane avec insistance sur le paysage politique, huit ans après la chute de la dictature.

Le texte ne franchira pas sans encombre l'épreuve du débat parlementaire. Les résistances sont fortes, du côté de l'opposition, mais également au sein du Parti national paysan - chrétien-démocrate (PNT-CD, au pouvoir) et de ses alliés sociaux-démocrates conduits par l'ancien premier ministre Petre Roman. Le sort réservé à Ticu Dumitrescu, auteur d'une proposition de loi plus radicale que le projet gouvernemental, en atteste. Ce sénateur chrétien-démocrate, qui passa dix ans dans les geôles communistes, a été suspendu un an, début octobre, du PNT-CD, puis écarté de la direction de l'Association des anciens détenus politiques. Son sort est d'avoir clamé un peu trop fort que ses collègues de parti bloquent son texte parce que, selon lui, « ils craignent que l'ouverture des archives ne révèle des faits qui pourraient être embarrassants pour eux ». La plupart des détenus politiques devaient en effet s'engager par écrit à informer la Securitate après leur libération. Les exigences de transparence de M. Dumitrescu devenaient donc gênantes.

Ce débat rappelle que le système répressif construit par Nicolae Ceausescu avait recours à

la pression psychologique davantage qu'aux méthodes expéditives utilisées dans les années 50. « Seulement » 40 000 agents travaillaient pour les services secrets. Dans l'ex-RDA, la Stasi en comptait deux fois plus. En revanche, « les yeux et les oreilles de Ceausescu » comptaient un réseau d'informateurs beaucoup plus dense, (400 000 personnes). Ce pays où 4 millions de personnes sur une population de 23 millions avaient leur carte au parti était « sous occupation roumaine », selon le mot de l'écrivain dissident Paul Goma.

CAPACITÉ DE NUISANCE INTACTE

Le retour de la démocratie, en décembre 1989, n'a que partiellement dissipé ce cauchemar. La Securitate a été officiellement dissoute en mars 1990 (plusieurs milliers d'agents ont été remerciés), et remplacée notamment par le SRI et le Service d'Informations extérieures (espionnage). Le Parlement a été chargé de contrôler leurs activités, et une loi sur la sécurité nationale a été adoptée.

Mais, pendant toute la durée de sa présidence (1990-1996), Ion Iliescu, ancien ministre de la Jeunesse de Ceausescu tombé en disgrâce dans les années 70, s'est bien gardé d'établir la responsabilité de la Securitate ou de ses héritiers du SRI dans les nombreux faux pas de la nouvelle démocratie roumaine. Ces affaires (fuites discréditant des hommes politiques, tensions interethniques...), qui se sont perdues dans les méandres d'une justice dont l'indépendance n'est souvent que théorique, ont accrédité l'idée que la capacité de nuisance des services secrets est intacte.

Si beaucoup se demandent quelles personnalités pourraient être éclaboussées, d'autres mettent en doute la fiabilité des dossiers. La Bulgarie, où un texte comparable a été adopté récemment par le Parlement, est confrontée au même problème. A Sofia, les communistes « réformés » qui ont mené les premières années de transition démocratique ont fait disparaître 130 000 des 280 000 dossiers constitués avant 1989 par le « service de sécurité de l'Etat ». De fausses archives ont vraisemblablement été constituées sur l'opposition de l'époque. Des coupables ont été blanchis.

Dans ces deux pays, les projets de loi ne prévoient d'ailleurs pas de nettoyage en profondeur. Les listes des informateurs ne seront pas publiées. En Bulgarie, les dossiers du président de la République, du vice-président et des membres de la Cour constitutionnelle ne seront pas rendus publics. En Roumanie, le chef de l'Etat, les députés et sénateurs, les membres du gouvernement, les préfets, les responsables des services secrets, les ambassadeurs devront « déclarer sous serment s'ils ont appartenu aux anciens services de la Securitate ». En cas de fausse déclaration, ils seraient obligés de démissionner et poursuivis pour « faux témoignage ». Toute la question est de savoir quelle autorité effectuera ces vérifications.

Pour ses opposants, l'ouverture des archives pourrait dégrader en règlements de comptes politiques. Pour les autres, tel l'ancien dissident et président bulgare Jellou Jeleu, « c'est une page d'histoire qui doit être lue avant d'être tournée ».

Christophe Châtelot

Un journaliste tchèque : « Je veux savoir quelles personnes me dénonçaient »

PARDUBICE (République tchèque)
de notre envoyé spécial
Les Tchèques découvrent les archives de la StB, l'ex-police poli-

REPORTAGE
La plupart des personnes venues consulter les archives repartent abattues

de l'ordre dans tout ce que j'ai vu », dit-il. Dans deux salles de classe, des boîtes ont été aménagées à l'aide de panneaux de feutre afin d'assurer à chacun la plus grande discrétion. Aidée d'une opératrice qui transfère dans la mémoire de l'ordinateur le contenu du CD-Rom sur lequel a été enregistré son dossier, la « personne habilitée », selon le jargon du ministère de l'Intérieur, peut se replonger dans son passé.

Le directeur du centre, Vaclav Slejska, affirme que la plupart des visiteurs repartent abattus. « Après avoir vu leur dossier, certains viennent se confier, chercher des éclaircissements, ou tout simplement une forme de réconfort. D'autres préfèrent réfléchir seuls, relate-t-il. Lorsque vous découvrez que c'était votre conjoint qui vous dénonçait à la StB, cela ne peut vous laisser indifférent, même si vous avez divorcé depuis. » Quelques visiteurs envisagent de s'adresser aux tribunaux pour obtenir « au moins une condamnation morale des agents qui les ont persécutés, ou des dénonciateurs qui ont provoqué la perte de leur emploi ou empêché leurs enfants

d'étudier à l'université », remarque-t-il.

Quelque treize mille Tchèques ont déposé une demande de consultation de leur éventuel dossier. « Je veux savoir quelles personnes me dénonçaient, qui s'arrangeaient pour m'empêcher de sortir la tête de l'eau lorsque, après avoir retrouvé un travail, une perspective d'amélioration se dessinait », explique le journaliste Jiri Pavel Kiz, cinquante ans, venu voir son dossier, « sûrement épais ». Environ six cents personnes ont déjà reçu une réponse positive du Centre, confirmant l'existence d'un dossier à leur nom.

TOURNER LA PAGE

Toutefois, contrairement à leur pressentiment, de nombreux demandeurs (trois mille quatre cents personnes) se sont vu répondre par la négative : soit ils n'ont jamais eu de dossier, soit celui-ci a été détruit dans les semaines qui suivirent la chute du régime communiste ou dans le cadre de la routine administrative, soit encore, s'ils sont d'origine slovaque, leur dossier a été emporté vers Bratislava lors de

l'éclatement de la Tchécoslovaquie. « Sur les six cent mille dossiers que la StB a produits entre 1945 et 1989, seulement soixante mille existent encore dans les archives », indique M. Slejska, surpris par le faible intérêt de la population. Trop de temps s'est probablement écoulé depuis la « révolution », les gens ne sont plus aussi curieux et le ressentiment envers la StB s'est estompé », pense le directeur.

A l'instar du président Vaclav Havel, qui n'a pas « l'intention de solliciter la consultation de son dossier », de nombreux intellectuels préfèrent définitivement tourner la page de la dictature. Et puis, ils ne souhaitent peut-être pas rencontrer dans les couloirs de l'école de Pardubice les informateurs, voire les agents de la StB, qui leur ont mis la loi permet en effet aux collaborateurs de la police politique de consulter les dossiers établis par d'autres agents chargés de les contrôler. « Ces gens-là, qui ont de bonnes situations aujourd'hui, veulent savoir ce qui pourrait être utilisé contre eux », explique M. Slejska.

Martin Plichta

REUSSIR LES ADMISSIONS PARALLÈLES

➤ En 2^e année de DEUG, DUT, BTS
ECOLES DE COMMERCE : ESC Lyon
"Tremplin", "Profils", "Passerelle"...

➤ En année de Licence
ECOLES DE COMMERCE :
HEC-ESCP-ESC, ESC Lyon,
"Tremplin 2", "Profils 2", "Passerelle 2"
SCIENCES-PO
JOURNALISME (CFJ, ESJ, CELSA...)

➤ En année de Maîtrise
ESSEC, EFB/CRFPA, DECF, DESCF
IPESUP

18, rue du Chêne Notre-Dame 75004 Paris
01 43 25 63 30 3615 IPESUP

Les « centristes » reprennent des forces en Russie

Retour de M. Tchernomyrdine sur l'avant-scène politique

MOSCOU
de notre correspondant
L'étoile politique du premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, et de ses forces « centristes », qui pè-

ANALYSE

Le premier ministre a invité son parti à préparer les élections

lissaient nettement au printemps quand il fut flanqué des deux « réformateurs radicaux ». Anatoli Tchoubaïss et Boris Nemtsov, battus à nouveau. M. Tchernomyrdine s'est même prêt, dimanche 19 octobre, à une opération télévisée interprétée comme un acte de candidature à la présidence de l'an 2000. Personne n'imaginait voir dans ce rôle le « vieux » premier ministre, publiquement rabroué quand Boris Eltsine s'employait à promouvoir ses jeunes réformateurs.

M. Tchernomyrdine était constamment épinglé par les médias pour son élocution primaire, ses manières d'apparatich ou la fantaisie sous-évaluation de sa déclaration de revenus, publiée lors d'une énième campagne anti-corruption avortée. Mais, dimanche, interrogé par la chaîne privée NTV (dont Gazprom, maison d'origine de M. Tchernomyrdine, possède

et médiatiques (ceux de Boris Beresovski et Vladimir Goussinski) ont choisi de faire alliance avec M. Tchernomyrdine, contre leur grand rival de la banque Onexim, soutenu par les jeunes réformateurs. Le retour du premier ministre à l'avant-scène de la politique russe s'explique par cette « guerre des banques », jouée en coulisses et par médias interposés.

Mais M. Tchernomyrdine a aussi directement profité de la « crise » politique qui oppose cet automne, comme chaque année en Russie, les pouvoirs législatif et exécutif. Certes, les temps ont changé depuis 1993, quand les haines poussaient les uns à attaquer le siège de la télévision, les autres à bombarder le Parlement. On ne s'aime sans doute pas plus qu'alors, entre communistes, qui dominent à la Douma, et membres du « clan Tchoubaïss », moteurs de l'opposition. Mais on se cote, on se parle et, surtout, on a appris à marchander. Or le rôle central dans ces marchandages est tout naturellement dévolu au « centriste » Tchernomyrdine.

Le mérite revient à la nouvelle Constitution élitienne, qui ne laisse pratiquement à la Douma (chambre basse) qu'une seule prérogative, celle d'approuver le budget. Elle ne peut guère influer sur la composition du gouvernement, alors que Boris Eltsine peut la dissoudre si elle vote deux fois de suite une motion de défiance. Le président peut aussi refuser de signer les lois, que les deux Chambres doivent alors approuver à une plus grande majorité. Mais même dans ce cas, Boris Eltsine a pris l'habitude de renvoyer pour « vices de forme », toujours « détachables » dans les conditions de fonctionnement du jeune parlementarisme russe. Vices achetés et députés mafieux sont une des pâtures quotidiennes des médias, qui soulignent aussi le « confort » acquis des membres de la Douma – logements et revenus divers. Bien que selon les sondages, l'opposition serait aussi majoritaire dans une nouvelle Douma, les députés, individuellement, ne sont pas sûrs de retrouver leur place et ne veulent surtout pas risquer une dissolution. Ce qui s'est vérifié la semaine dernière.

Mis au pied du mur à la veille d'un plénum du Parti communiste où des « radicaux » restent influents, les membres de sa fraction parlementaire ont engagé, jeudi 15 octobre, une procédure de vote de défiance au gouvernement, la première depuis celle qui avorta en 1995. L'incertitude était entretenue par le parti d'opposition démocratique Iaboko, éventuelle force d'appoint. Mais à l'issue de tractations où Viktor Tchernomyrdine a joué un rôle central (qu'il n'a pas manqué de revendiquer) et après un message solennel adressé par Boris Eltsine aux communistes, ces derniers ont décidé de reporter le vote d'une semaine (*Le Monde* du 18 octobre). Iaboko avait entre-temps dit qu'il ne voterait pas la motion communiste, qui n'avait donc aucune chance de passer. Mais M. Eltsine, soit parce qu'il ne voulait pas laisser à des opposants démocrates le mérite de sauver la situation, soit qu'il ne voulait prendre aucun risque, soit enfin qu'il souhaitait rappeler « qui décide de tout dans le pays », a choisi d'intervenir aussi. Tout en suggérant qu'il n'hésiterait pas au besoin à dissoudre la Douma, il a offert un dialogue direct aux communistes, sous forme de « réunions à quatre » – le président, le premier ministre et les présidents des deux Chambres (dont l'un est membre du PC et l'autre le fut avant son élection). La première s'est tenue lundi, d'autres doivent suivre, y compris sous forme de « table ronde » élargie à toutes les fractions parlementaires. M. Tchernomyrdine y gagnera peut-être le calme à la Douma, mais c'est un nouveau coup porté au parlementarisme russe, qui n'en avait pas besoin. Un aspect que soulèvent déjà des banquiers qui craignent d'être exclus de la « table ronde ».

Sophie Shihab

LES BÉNÉFICES DE LA CRISE

La spectaculaire remontée dans les sondages de Boris Eltsine avant sa réélection en 1996 a en effet ancré en Russie l'idée que les médias déterminent les votes. Journaux et télévisions furent donc rachetés par la poignée « d'oligarches » qui se disputent les premiers rôles, en politique comme en affaires. Le schisme entre les banquiers ayant financé la campagne de Boris Eltsine – intervenu cet été lors d'une nouvelle vague de privatisations – a alors entraîné leur réalignement politique. Deux empires financiers

La banque centrale allemande plaide en faveur de salaires nets plus élevés

La Bundesbank déplore le poids des charges sur le coût du travail

En se faisant l'avocat d'une baisse plus audacieuse des prélèvements sociaux sur les salaires, la Bundesbank intervient dans un débat très

actuel, outre-Rhin, sur les modalités d'un relèvement du revenu des ménages pour relancer la croissance. L'institut de Francfort en appelle,

dans le même temps, à la flexibilité et à la modulation salariale, pour les métiers peu qualifiés.

BONN

de notre correspondant
Où l'augmentation des salaires nets, non à un allourdissement excessif des charges des entreprises. Telles sont en substance les recommandations de la banque centrale allemande, qui juge que l'Allemagne devrait s'orienter vers une croissance à moyen terme des salaires nets réels, pour soutenir la demande intérieure. Dans son rapport mensuel d'octobre, la Bundesbank critique le législateur, incapable de réduire les charges pesant sur les salaires. « Le législateur est encouragé à diminuer de façon substantielle et durable l'écart entre le salaire net et le salaire brut », recommande la banque centrale. Le salaire net, qui représentait, en 1991, 55,8 % du salaire brut, n'en représente plus aujourd'hui que 52,5 %.

En revanche, la banque centrale freine les ardeurs de la gauche allemande qui plaide pour une augmentation forte des salaires à court terme. Oskar Lafontaine, président du Parti social démocratique, demande une relance keynésienne de l'économie par les salaires, tandis que Klaus Zwickel,

numéro un du tout-puissant syndicat de la métallurgie IG Metall, a annoncé début octobre « la fin de la modération » pour les négociations salariales.

Les gardiens de la monnaie prônent une hausse modérée des revenus sur plusieurs années

Les gardiens de la monnaie allemande ne veulent pas de dérapage : « Les partenaires sociaux sont encouragés à veiller à une hausse modérée des salaires sur plusieurs années », explique la banque centrale. Celle-ci salue « la plus grande flexibilité du temps de travail et des salaires », visant les accords signés dans la chimie ouest-allemande, qui permettent notamment de baisser les salaires de 10 % lorsque l'emploi est menacé. Le secteur du bâtiment a aussi signé des accords instaurant des salaires plus faibles

qu'auparavant. La banque centrale souhaite une flexibilité accrue – à la baisse – des salaires, pour la main-d'œuvre non-qualifiée. Depuis des années, les experts reprochent à l'Allemagne de réduire l'écart de rémunération entre main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée, ce qui augmenterait le chômage.

La banque centrale craint qu'avec la reprise économique, l'Allemagne ne lâche sur les salaires et gâche les efforts de compétitivité accomplis depuis 1993. « Avec la nouvelle orientation de la politique salariale depuis 1993 en Allemagne de l'Ouest, les conditions pour la création de nouveaux emplois rentables se sont accrues », note la Bundesbank, qui note que « les effets escomptés sur l'emploi d'une politique salariale modérée ne jouent qu'à moyen terme ». Les entreprises, ont été jusqu'à présent peu incitées à embaucher car la hausse des cotisations sociales a réduit les effets de cette modération salariale. La banque critique aussi le rattrapage des salaires à l'Est (qui atteignent désormais 90 % du niveau de l'Ouest), négatif pour l'emploi.

La débat actuel sur les salaires est en grande partie dû à l'échec de la réforme fiscale, qui prévoyait une baisse des charges sociales et de l'impôt sur le revenu. Ne pouvant espérer voir leurs revenus nets augmenter, les syndicats d'ont d'autre solution que de demander des hausses de salaires, même s'ils font dans les faits preuve de grande modération. « Dès le mois de janvier, les cotisations pour les retraites vont augmenter. Le salaire net va encore se réduire », note Klaus Schmitz, économiste à la confédération des syndicats allemands (DGB), dubitatif sur les recommandations de la Bundesbank.

M. Schmitz juge que la compétitivité retrouvée de l'Allemagne est en grande partie due à la dépréciation du mark. Selon lui, la hausse des salaires ne comporte guère de risque inflationniste, tant que les gains de productivité des entreprises sont supérieurs. Et il conteste que le coût du travail soit systématiquement trop cher en Allemagne. « En dépit de salaires très élevés, l'Allemagne fabrique des voitures qui se vendent partout dans le monde », rappelle-t-il.

Arnaud Leparmentier

Le Barbe-Bleue de Molenbeek - Saint-Jean en Belgique

BRUXELLES

de notre correspondant
La maison de l'horreur. C'est ainsi que l'on désigne maintenant, à Bruxelles, l'immeuble du 54, rue Vandermaelen, située dans le faubourg populaire de Molenbeek - Saint-Jean. Les policiers qui ont découvert, lundi 20 octobre, des ossements humains sous une chape de béton dans cette maison appartenant à un « pasteur d'origine hongroise », Andras Pandy, soixante-dix ans, agissaient à la demande du juge d'instruction Bruno Bulthe.

Celui-ci avait ouvert récemment un dossier de mystérieuses disparitions, survenues entre 1986 et 1989, dans la famille de ce pasteur, établi en Belgique depuis le début des années 60 et détenteur de la double nationalité belge et hongroise. Les deux épouses successives de Pandy, Ilona, soixante-huit ans, Edith, cinquante-cinq ans, ainsi que quatre de ses enfants ou enfants d'Edith d'un précédent mariage, s'étaient mystérieusement volatilisés.

Pour Andras Pandy, ancien enseignant de religion dans les écoles flamandes, ces disparitions n'en étaient pas. La preuve : il présentait à la justice et aux autres membres de la famille des lettres envoyées par les « disparus » de

Pétranger. La reprise de l'enquête, décidée comme sur tous les dossiers de disparitions non résolus à Bruxelles à la suite de l'affaire Dutroux, allait détruire le stratagème de Pandy pour échapper à la justice.

La police hongroise faisait savoir à son homologue belge que les personnes recherchées ne se trouvaient pas sur le territoire magyar, et qu'elles pouvaient fort bien avoir été victimes d'actions criminelles hors du pays. De nouvelles perquisitions allaient donc être opérées dans les trois maisons que le pasteur possédait dans la capitale belge.

MACABRES DÉCOUVERTES

On découvrait alors, de faux cachets qui avaient servi à authentifier les prétendus courriers adressés par les disparus à la famille. Ces découvertes ont incité le juge Bulthe à mettre, pendant le week-end, Andras Pandy en état d'arrestation et à le placer provisoirement au secret à la prison de Forest.

Il ne semble pourtant pas que l'on soit encore arrivé au bout de l'horreur dans les recherches qui se poursuivent aux divers domiciles de Pandy. Le porte-parole du parquet de Bruxelles, Jos Colpin, indiquait lundi que de grands morceaux de chair d'origine encore in-

déterminée avaient été trouvés dans des réfrigérateurs de la maison de Molenbeek - Saint-Jean.

D'autres fouilles, effectuées avec des chiens spécialisés dans la détection de cadavres, sont en cours dans d'autres immeubles appartenant à Pandy. Elles pourraient, selon le Parquet, durer plusieurs semaines. Le bourgeois de Molenbeek, Philippe Moureaux (socialiste), s'est rapidement rendu, sur les lieux des macabres découvertes, et a tenu à insister sur le fait que le pasteur présumé coupable de ces horreurs n'habitait plus, depuis longtemps sur le territoire de sa commune, et que son domicile principal se situait non loin de là, mais sur le territoire de Bruxelles-Ville.

Philippe Moureaux est fort peu désireux de voir le nom de la commune qu'il dirige attaché à ce qui est en passe de devenir une version moderne, et peut-être malheureusement bien réelle, de l'histoire de Barbe-Bleue. Cette affaire intervient par ailleurs au moment où doit se dérouler, dans les locaux du palais de Justice, une reconstitution théâtrale du procès Landru, avec la participation de vrais juges et de vrais avocats.

Luc Rosenzweig

L'avocat turc Esber Yamugdereli, condamné pour délit d'opinion, a été arrêté

Plus de 70 personnes sont toujours, aux termes de la loi antiterroriste, en prison pour leurs écrits

CONDAMNÉ le 18 septembre 1997 par la Cour de Cassation d'Ankara à vingt-trois ans et dix mois de prison pour délit d'opinion (*Le Monde* du 4 octobre), l'avocat turc Esber Yamugdereli a finalement été arrêté dans la nuit du dimanche 19 au lundi 20 octobre, alors qu'il sortait des studios de la chaîne de télévision Kanal D, à Istanbul. « La condamnation qui pèse sur moi ne m'empêchera pas de parler, la prison ne me fait pas peur », avait-il martelé lors du long talk-show en direct auquel la chaîne de télévision privée l'avait convié. Il a été « cueilli » à la fin des émissions, vers 1 heure du matin, et conduit vers un commissariat d'Istanbul en attendant son transfert en prison.

Il aura donc fallu un mois aux autorités turques pour se résoudre à arrêter cet intellectuel âgé de cinquante-deux ans, malvoyant, dont les prises de position en faveur d'un règlement pacifique de la question kurde, et d'une amélioration des normes démocratiques dans son pays, sont connues. Depuis la confirmation de sa peine par la Cour de cassation, le 18 septembre, Esber Yamugdereli s'était fait tout petit.

Sa première apparition publique depuis le verdict n'a, semble-t-il, pas été du goût des autorités, et son arrestation constitue une évidente invitation au silence. Mercredi 22 octobre au soir devrait se tenir à Ankara la première d'une pièce de théâtre portant sur le

thème de la liberté d'expression et montée par lui. « Il espérait y assister », raconte un de ses amis.

Son arrestation intervient après que le premier ministre turc, Mesut Yilmaz, de passage à Paris, vendredi 17 octobre, eut rappelé avoir fait voter par la Grande Assemblée une loi d'amnistie « tous les journalistes emprisonnés pour leurs écrits ». « Ils ont été remis en liberté », a affirmé le chef de la

coalition au pouvoir, expliquant que les seules personnes inquiétées désormais étaient celles qui se livraient à « l'apologie du terrorisme ».

C'est occulter que la loi d'amnistie, adoptée dans la nuit du 13 au 14 août par la Grande Assemblée, l'a été dans sa version la plus restrictive. Seuls les rédacteurs en chef et les éditeurs de journaux ont été élargis, soit très exacte-

ment sept personnes, sur les 78 ou 89 (selon les sources) écrivains, caricaturistes, journalistes qui purgent actuellement en Turquie des peines de prison pour leurs écrits, aux termes de l'article 8 de la loi antiterroriste dont l'abolition, souhaitée par une partie de l'opinion publique, ne semble pas être pour demain.

Maria Jégo



M. Blair confirme à M. Kohl sa prudence sur l'euro

LONDRES. Tony Blair et le chancelier allemand, Helmut Kohl, ont eu quatre heures d'entretien, lundi 20 octobre à Chequers, la résidence privée du chef du gouvernement britannique. A propos de l'euro, le premier ministre a « réitéré la position selon laquelle, s'il est peu probable que nous soyons dans la première vague, nous ne chercherons pas à saper ou à saboter [les efforts] d'autres qui militent en faveur de la monnaie unique européenne et nous utiliserons notre présidence de manière constructive », a indiqué son porte-parole. Les mises au point britanniques ont provoqué, lundi, une forte remontée de la livre sterling sur le marché des changes. Tony Blair a également entretenu son interlocuteur de la préparation de la présidence britannique de l'Union européenne, début 1998, que Londres entend notamment utiliser pour des initiatives en faveur de l'emploi. — (AFP Reuters.)

Human Rights dénonce les atteintes à la liberté religieuse en Chine

PÉKIN. « La Chine continue à violer la liberté religieuse, même si les pires formes de persécution — emprisonnements de longue durée et violences physiques contre les militants religieux — semblent avoir diminué », écrit l'association Human Rights Watch dans un récent rapport. Alors que la pratique religieuse observe une « croissance radicale », l'association estime que les autorités poursuivent leur répression par conviction que la religion nourrit « l'instabilité, le séparatisme et la subversion ». La lutte antireligieuse prend un tour plus administratif. Un processus d'enregistrement auprès du bureau des affaires religieuses du Conseil d'Etat permet au gouvernement de connaître les membres des organisations religieuses, la tenue des cultes, les publications et les sources de financement des activités. Au début du mois, la police a arrêté à Baoding (nord) un évêque de l'Eglise catholique, Su Zhimin. — (AFP)

Nouvelles dispositions restrictives pour l'immigration aux Etats-Unis

WASHINGTON. Les services américains de l'immigration ont annoncé, lundi 20 octobre, un durcissement des conditions d'installation aux Etats-Unis. A partir du 19 décembre, tout étranger désirant émigrer aux Etats-Unis devra être « parrainé » par un proche — étranger résident ou américain — qui devra justifier de revenus égaux ou supérieurs à 125 % du seuil de pauvreté, actuellement fixé, pour une famille de 4 personnes, à 20 062 dollars annuels. Pendant cinq ans, les nouveaux immigrants ne pourront en outre prétendre à aucune aide sociale fédérale comme les bons d'alimentation, l'aide aux indigents, le supplément de revenus, ou encore l'aide aux familles dans le besoin. Ces dispositions, qui restreignent les possibilités de regroupement familial, risquent de toucher notamment les immigrants du Mexique et d'Amérique centrale. — (AFP)

L'écologiste russe Alexandre Nikitine pourra émigrer au Canada

MOSCOU. La Russie ne s'opposera pas à un départ vers le Canada de l'écologiste Alexandre Nikitine, poursuivi pour espionnage, a déclaré lundi 20 octobre le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, qui accueillait à Moscou son homologue canadien, Jean Chrétien. « Lorsque l'enquête sera terminée, nous ne le retiendrons pas », a-t-il dit. Ancien officier de la flotte russe, M. Nikitine a été détenu en 1996 pendant dix mois dans une ancienne prison du KGB à Saint-Petersbourg. Le FSB (ex-KGB) lui reproche d'avoir livré des « secrets d'Etat » en enquêtant, pour le compte de l'organisation écologiste norvégienne Bellona, sur les risques de pollution générés par la flotte nucléaire russe du Nord. — (AFP)

DÉPÊCHES

- **RUSSE** : le milliardaire américain George Soros a annoncé, lundi 20 octobre à Moscou, qu'il allait dépenser entre 300 et 500 millions de dollars ces trois prochaines années en Russie pour améliorer les systèmes de santé, d'éducation, et pour des programmes de réinsertion des militaires à la vie civile. Ces nouvelles donations feraient de M. Soros le plus grand investisseur individuel occidental en Russie. Son aide financière à la Russie dépasserait celle des Etats-Unis, qui s'est élevée à 95 millions de dollars en 1996. — (AFP, AP)
- **THAÏLANDE** : après la démission du ministre des finances, alors que les marchés financiers thaïlandais continuent de plonger, les « cols blancs » sont descendus dans la rue, lundi 20 octobre, à Bangkok, pour demander la démission du premier ministre, Chavalit Yongchaiyudh. Deux mille employés, enseignants et hommes d'affaires ont bloqué l'une des principales artères de la capitale.
- **KENYA** : la police kenyane a violemment dispersé, lundi 20 octobre, un rassemblement de l'opposition à Nyeri (centre). Les affrontements politiques ont causé des victimes sur la côte de l'Océan indien ont fait plus de 85 morts depuis juillet au Kenya. Le président, Daniel Arap Moi, a promis lundi des « mesures sévères » contre les agitateurs. — (AFP)
- **IRAK** : les Etats-Unis ont renoncé à réclamer de nouvelles sanctions immédiates contre l'Irak au Conseil de sécurité des Nations unies, ont indiqué, à New York, lundi 20 octobre, des diplomates occidentaux. Devant l'opposition déterminée de la Russie, ils ont proposé verbalement aux membres du Conseil de suspendre pour six mois l'imposition de sanctions additionnelles contre Bagdad. — (AFP)
- **ISRAËL** : le Centre Pères pour la paix a été inauguré lundi 20 octobre à Tel Aviv en présence de nombreuses personnalités internationales. Fondé par l'ancien premier ministre Shimon Peres, il a pour objectif de financer des projets de développement industriel et agricole et de favoriser la paix au Proche-Orient. — (AFP)
- **ARABIE** : les autorités saoudiennes ont lancé une vaste opération pour expulser les travailleurs immigrés clandestins. Leur nombre est estimé à 100 000 personnes. — (Reuters)

Paris présente sa position sur la réforme de la PAC

LUXEMBOURG. Louis Le Penec, ministre de l'agriculture et de la pêche, a précisé, lundi 20 octobre au conseil des ministres de l'agriculture de Luxembourg, la position française dans les négociations en cours sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) : « Il faut, en préalable, définir un modèle agricole européen (...) qui ne conduise pas à un affaiblissement de la préférence communautaire (...) et que la commission s'engage à défendre dans les instances multilatérales ». M. Le Penec a demandé que la vocation du Feoga-Garantie « ne soit pas déournée » en y imputant des dépenses comme l'installation des jeunes, l'amélioration des structures ou des mesures en faveur de la montagne. Il s'est dit préoccupé par les propositions de la commission, « très déséquilibrées au détriment de l'élevage extensif spécialisé dans la production de viande ».

Jacques Chirac souhaite que la Tunisie « approfondisse » l'Etat de droit

Des députés communistes et écologistes boycottent le président Ben Ali

A l'occasion de la visite du président tunisien Zine El Abidine Ben Ali à Paris, lundi 20 et mardi 21 octobre, le président Jacques Chirac a indiqué

que la France soutiendrait les « efforts » tunisiens pour « approfondir » l'Etat de droit. Des députés communistes et écologistes ont décidé

de boycotter la réception à l'hôtel de Lassay du président Ben Ali pour protester contre la situation des droits de l'homme dans son pays.

LE PRÉSIDENT Jacques Chirac a évoqué la question sensible des droits de l'homme en Tunisie à l'occasion de la visite d'Etat à Paris, lundi 20 et mardi 21 octobre, du président Zine El Abidine Ben Ali. Lors du dîner donné lundi soir à l'Elysée, au cours duquel il a rendu hommage à la « réussite exemplaire de l'expérience conduite depuis dix ans » en Tunisie, et alors que l'attitude des autorités tunisiennes suscite la désapprobation unanime des organisations internationales, le président Chirac a indirectement abordé le sujet en assurant que « l'Etat de droit et la démocratie peuvent mieux progresser » dans un pays où, grâce aux réformes engagées, « disparaît la tentation de la violence ».

« En engageant la Tunisie dans la voie de la réforme économique, de la justice sociale, de l'ouverture politique », a ajouté M. Chirac, vous avez privé l'extrémisme, le fanatisme et l'intégrisme des frustrations et des rancœurs qui les nourrissent ». En retour, le président Ben Ali, sourd aux critiques qui se sont multipliées à l'occasion de sa visite, a affirmé que les « profondes réformes » décidées dans une « période relativement courte

par rapport à l'existence des peuples » ont « renforcé la démocratie, le pluralisme et les droits de l'homme » dans son pays.

La porte-parole de l'Elysée, Catherine Colonna, a indiqué que M. Chirac a également parlé des droits de l'homme à l'occasion du tête-à-tête qui a suivi l'arrivée du président Ben Ali, lundi après-midi. La président tunisien a été accueilli dès sa descente d'avion par Jacques Chirac. « La France appuie les efforts de la Tunisie pour approfondir l'Etat de droit », a indiqué la porte-parole. Elle a ajouté que le président français avait avancé « certains dossiers individuels » de personnes aux prises avec le régime et qu'il a fait « écho » aux commentaires de la presse française, très souvent censurée en Tunisie, notamment à propos du respect de la liberté de la presse.

Au cours de leur entretien, les deux hommes ont encore échangé les deux accords conclus par la France et la Tunisie à l'occasion de cette visite d'Etat. Le premier est destiné à faciliter « la mise à niveau » de l'économie tunisienne vis-à-vis de l'Union européenne (UE), suite à l'accord de partena-

riat conclu avec l'UE en 1995, et le second à soutenir les investissements français dans ce pays. M. Chirac s'est enfin félicité du règlement du dossier des biens immobiliers français en Tunisie. Fixé par un échange de lettres, il consiste en la suppression de la procédure administrative d'autorisation de vente pour les biens français en Tunisie. Selon le Quai d'Orsay, qui estime, comme l'Elysée, que l'accord permet de « tourner la page d'un contentieux issu de l'indépendance », deux mille personnes sont « potentiellement » concernées par ce règlement.

HAÏCÈLEMENT DES OPPOSANTS

Après M. Chirac, le président Ben Ali devait être reçu à l'hôtel de Lassay par le premier ministre Lionel Jospin, mardi 21 octobre, pour un déjeuner de travail, avant de se rendre à une réception organisée à l'hôtel de Lassay, la résidence du président de l'Assemblée nationale.

Cette réception devait souffrir de défections parmi les parlementaires français, justifiées par la question des droits de l'homme en Tunisie. Après Jack Lang (PS), président de la commission des af-

aires étrangères de l'Assemblée nationale, le président du groupe communiste au Palais-Bourbon, Alain Biquet, a fait savoir, lundi, qu'il ne se rendrait pas à l'hôtel de Lassay. La présence des autres députés du groupe devait être discutée mardi matin au cours d'une réunion.

De même, six députés écologistes, André Aschieri (Alpes-Maritimes), Marie-Hélène Aubert (Eure-et-Loire), Yves Cochet (Vendée), Guy Hascoët (Nord), Noël Mamère (Gironde) et Jean-Michel Marchand (Maine-et-Loire), ont annoncé qu'ils seraient absents, mardi, car ils n'acceptent pas « que la France cautionne les violations des droits de l'homme de grande ampleur qui continuent d'être perpétrées en Tunisie ».

Dans un communiqué, les six députés ont invité le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius (PS), à demander au président Ben Ali de libérer les prisonniers d'opinion, de combattre les « pratiques avérées de torture », de mettre un terme à la politique de harcèlement des opposants politiques, des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes et de leurs familles.

Jean-Pierre Thuquet

Bentalha, ville martyre, ville fantôme d'Algérie

BENTALHA de notre envoyé spécial. Bentalha est une ville fantôme. Un mois après le massacre de plusieurs centaines de ses habitants par

des groupes armés, elle hésite entre un silence définitif et un retour à la vie. Avec ses rues au revêtement incertain bordées de moignons d'arbres, ses groupes d'hommes accroupis qui attendent on ne sait quoi, ses maisons jamais vraiment terminées, ses terrasses vagues où des moutons cherchent leur pâturage parmi les débris, la petite ville ressemble à ses voisines de la Mitidja. Non, rien de particulier ne distingue Bentalha, située à 40 km au sud d'Alger, de Sidi Moussa, de Raïs. Elles ont grandi ensemble. Depuis cet été, un lien supplémentaire les unit : les tueries collectives qui les ont ensanglantées.

Une partie de Bentalha veut oublier le massacre. « Chez Ali », un café de fortune, on a placé une grande affiche du Front des forces socialistes (FFS). Peut-être à cause de la proximité des élections locales, le jeudi 23 octobre. « Chez Ali », on vend les mêmes pâtisseries que dans le centre d'Alger. A deux pas du café, un vendeur de rue propose des sachets d'un pop-corn bariolé, du tabac à priser, des portefeuilles en plastique à l'effigie de Hasid, « le prince du raï ». Un peu plus loin, c'est un agriculteur qui a fait le voyage dans une Peugeot d'un autre âge pour venir écouler sa production de carottes et de tomates. Mais à quelques mètres existe l'autre Bentalha, celle qui, dans la nuit du 22 au 23 septembre, a connu le feu et le sang. Là, un silence presque religieux domine aujourd'hui. Les rues sont désertes

et la plupart des habitations, à l'abandon. Des blocs de béton renforcent les portes des maisons encore habitées. Leurs habitants, sauf exception, rasent les murs. Des projecteurs flambant neufs ont été installés sur les toits. Sur près d'une centaine de mètres de long, entre le village et la forêt voisine, tous les arbres, tous les arbustes ont été sacrifiés pour dégager la vue et ainsi pouvoir donner l'alerte en cas d'attaque. D'énormes protections : les groupes armés opèrent de nuit.

L'horreur hante toujours ce quartier de Bentalha. Dans une vaste maison à étages, où près d'une quarantaine de personnes ont été égorgées, le récit du massacre se lit à livre ouvert, comme s'il avait eu lieu la nuit précédente. Il suffit de suivre les traces de sang. Le sol, l'escalier en est maculé. Leur couleuvre contraste avec les plafonds noircis par la fumée. A demi-calcinés, des matelas reposent par terre. Des vêtements, des chaussures dépareillées — certaines appartenant à des enfants — traînent encore dans plusieurs pièces.

ÉCOLES FERMÉES FAUTE D'ÉLÈVES

Comment expliquer de telles toeries ? Pourquoi ici et pas ailleurs, dans les autres quartiers, les communes voisines ? Les rescapés de Bentalha se taisent. Non loin de là, à Raïs, où plus de trois cents personnes ont été tuées fin août dans des conditions voisines, les langues, au contraire, commencent à se délier. Oui, dans cette région qui avait voté pour le FIS en 1990 et 1991, les Groupes islamiques armés (GIA) ont, un temps, utilisé la ville comme base arrière après leurs opérations dans la capitale algérienne. A Raïs, les GIA avaient aussi une sorte d'impôt islamique. Jusqu'à ce que des habitants refusent d'être pressurés plus longtemps. Ils se sont tournés vers les autorités de l'Etat et leur ont demandé des armes. Elles leur ont été refusées. Les GIA avaient les mains libres pour se venger.

Arrestation d'un avocat chargé des « disparus » à Alger

Un avocat algérien, M. Mohamed Tahri, a été interpellé lundi 20 octobre, à Alger, à l'issue d'une manifestation de femmes réclamant des nouvelles de leurs proches disparus. M. Tahri, connu pour s'occuper de dizaines de dossiers de disparitions (Le Monde du 13 juin), se trouvait devant la poste centrale d'Alger, où une vingtaine de femmes ont bruyamment manifesté pour réclamer des nouvelles de leurs proches. Des centaines de personnes ont été enrôlées par les Groupes islamiques armés, selon certaines organisations internationales. L'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme, qui dépend de la Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme (FIDH), s'est inquiété, lundi, de cette arrestation, jugée « arbitraire », en estimant que « seul l'engagement de M. Tahri en faveur des droits de l'homme a motivé son arrestation ». L'Observatoire rappelle le vol par effraction du cabinet de l'avocat à été l'objet en juin (Le Monde du 17 juin) et ajoute que « l'intégrité physique et mentale de M. Tahri est sérieusement menacée » par cette interpellation.

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 138, av. Charles de Gaulle
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex
TEL : 01.46.40.26.13 - FAX : 01.46.40.70.86

75 Vente au Pal. de Just. de PARIS, JEUDI 30 OCTOBRE 97 à 14h30
DIVERS BIENS à PARIS (15ème)
138, rue de l'Abbé Groult
MISE A PRIX : 500.000 Frs
S'adr. à Maître Yves LAURIN, Avocat à PARIS (8ème),
10, rue de l'Isly - Tél. : 01.45.22.51.26 (de 10h à 12h)
Visite le Jeudi 23 octobre 97 de 14h15 à 15h15

75 Vente sur folle enchère au Palais de Justice de PARIS
le Jeudi 30 Octobre 1997 à 14h30 - EN UN LOT
UN APPARTEMENT de 5 Pièces
+ cuisine + office + toilette - 2 débarras - WC
Bât. A s/rue 3^{ème} ét. droite - Au 6^{ème} ét. s/rue UNE CHAMBRE
Au sous-sol : UNE CAVE
à PARIS 8^{ème} - 81-83-85, rue La Boétie
MISE A PRIX : 2.000.000 de Frs
S'adr. à M^{re} J. WEISS, Avocat, 130, avenue de Suffren à PARIS 15.
Tél. : 01.43.06.71.99 - Et au Greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS

LA VILLE DE PARIS vend LIBRES
en la Chambre des Notaires de PARIS, 12, avenue Victoria
LE MARDI 28 OCTOBRE 1997 à 16 heures 30

- 3-3 bis, RUE DES BEAUX ARTS à PARIS (6ème)
2 APPARTEMENTS de 5 PIÈCES (96 m² chacun)
1 APPART. de 3 PIÈCES (73 m²) - 1 APPART. de 2 PIÈCES (31 m²)
 - 5-7, RUE DES BEAUX ARTS à PARIS (6ème)
1 APPARTEMENT de 2 PIÈCES avec mezzanine (80 m²)
1 APPARTEMENT de 2 PIÈCES (61 m²) - 1 STUDIO (27 m²)
 - 6, RUE DE SEINE à PARIS (6ème)
1 STUDIO (15 m²)
 - 15, RUE DES GOBELINS à PARIS (13ème)
1 CHAMBRE (16 m²)
 - 42, RUE D'AUBERVILLIERS à PARIS (19ème)
1 PIÈCE (20 m²)
 - 54, RUE D'AUBERVILLIERS à PARIS (19ème)
3 PIÈCES (36 m²) - 1 BOUTIQUE (40 m²)
avec facilité de réunion
 - 28, RUE DU MOULIN DE LA POINTE à PARIS (13ème)
1 STUDIO (23 m²)
 - 176, AVENUE JEAN-JAURES à PARIS (19ème)
1 APPARTEMENT de 4 PIÈCES (60 m²)
1 APPART. de 3 PIÈCES (47 m²) - 1 APPART. de 2 PIÈCES (35 m²)
- Pour visites et renseignements s'adresser à :
Maître BELLARGENT, Notaire associé à PARIS (75001)
14, rue des Pyramides - Tél. : 01.44.77.37.35 - 01.44.77.37.71
Maître BOURGES, Notaire associé à PARIS (75008)
77, boulevard Malesherbes - Tél. : 01.44.90.14.14

L'amertume des réfugiés de Brazzaville, de l'autre côté du fleuve Congo

Ils hésitent à rentrer chez eux tant que la situation est instable

Dans le camp de réfugiés de Kinkole, en République démocratique du Congo (ex-Zaïre), 36 000 Brazzavillois, plongés dans la misère, hésitent à rentrer chez eux, de l'autre côté du fleuve. La situation à Brazzaville reste instable : la capitale congolaise est livrée aux pillages et

des poches de résistance subsistent dans les faubourgs. Le président déchu Pascal Lissouba s'est, pour sa part, réfugié au Burkina Faso.

ont tout perdu. Les réfugiés continuent d'affluer. Cinq familles et quelques hommes seuls sont encore arrivés, lundi 20 octobre, à Kinkole. Quelque trente-six mille personnes sont maintenant recensées. Les habitants des quartiers nord - partisans de Denis Sassou Nguesso - avaient fui les premiers, au début de la guerre. Mais, depuis la victoire militaire des « cobras » de Sassou Nguesso, les quartiers sud - favorables au président Lissouba et à son premier ministre Bernard Kolelas - se sont vidés à

KINSHASA
de notre envoyé spécial
L'été est belle, riche, épaisse. Le costume de laine bleue a eu du chic. Ailleurs, à une autre époque.

REPORTAGE

D'aucuns ont tout perdu, ou presque, d'autres croyaient en Pascal Lissouba

Diplomate rompu aux mondanités, Jean-Baptiste Longuonda le porte à même la peau. Au début de la saison des pluies, les apparitions du soleil sont agressives. Il protège son crâne dégarni d'une casquette de toile ajourée. En fin de carrière, ce conseiller des affaires étrangères préparait son dossier de retraite lorsque l'intensité de la guerre à Brazzaville l'a poussé, avec sa famille, dans les pirogues de l'exode.

Son âge, sa mise et son éloquence le destinaient naturellement à devenir le coordonnateur des réfugiés congolais du camp de Lokali-Kinkole. La victoire des milices du général Denis Sassou Nguesso sur celles du président Pascal Lissouba ne l'a pas surpris outre mesure. Au milieu d'une nuée d'enfants criards, il explique de manière pondérée que les réfugiés ont bien noté l'appel « des nouveaux dirigeants » du Congo à la réconciliation nationale. « Ils savent que l'intelligence brazzavilloise est à Kinkole, dit-il, et les cadres vont rentrer pour répondre présents à l'appel et se mettre au service du pays ».

Le diplomate s'aggrave, remercie le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et les autorités de Kinshasa, comme il porterait un toast, entre la poire et le fromage, dans un dîner d'ambassade. Il est arrivé en juin, parmi les premiers réfugiés, sur cet immense domaine agricole, situé à 45 kilomètres du centre de Kinshasa. La ferme appartenait, il y a peu de temps encore, à Seti Yale, un proche parmi les proches de feu le maréchal Mobutu Sese Seko. Les bâtiments qui abritaient autrefois des batteries d'élevage de poulets ont été immédiatement occupés, séparés en cellules familiales à l'aide d'épaisses bâches de

plastique bleu ou vert. En pleine journée, la chaleur y est suffocante et l'odeur fétide.

A l'extérieur, une multitude d'abris confectionnés dans des mêmes bâches bleues sont serrés les uns contre les autres. En quatre mois, les réfugiés ont pris des habitudes. Au détour d'une venelle du quartier 10, site A, une coiffeuse tresse habilement les cheveux d'une jeune mère de famille. A peine plus loin, un tailleur pique à la machine sur une Singer antédiluviennne émaillée noir et or. « J'ai tout perdu à Brazzaville. J'habitais Mongali et mon atelier se trouvait au Plateau des Quinze Ans. J'employais deux ouvriers. Tout allait bien pour moi », explique Alain Mahoungou, débarqué à Kinshasa fin juin en compagnie de son épouse et de leur fils. « Nous n'avons rien pour vivre. L'assistance du HCR et de la Croix Rouge suffit à peine à nous nourrir. J'ai acheté cette vieille machine au marché de Kingasani. Elle m'a coûté 70 dollars et elle fonctionne mal, mais je me débrouille en faisant des vêtements pour les gens du camp », dit-il.

Avec l'afflux des réfugiés, le camp s'est étendu de l'autre côté d'un profond vallon. Le terrain est sablonneux. La proximité d'une belle piscine et de courts de tennis, proches de l'ancienne résidence de Seti Yale, pourrait donner à ce camp de toile un air trompeur de Club Méditerranée. Les abris bleus sont alignés au cordeau, le long d'allées parfaitement orthogonales. L'avenue, qui mène à la route, est bordée de palmiers et de petits étals, proposant pommes de terre, oignons et quelques produits d'épicerie. Babienne Assogba, solide jeune femme de trente-deux ans, fait griller de petits poissons pêchés dans le fleuve. Elle est là avec vingt personnes de sa famille. Tous vivent ensemble à Poto-poto, un quartier populaire de Brazzaville.

DEUX POISSONS ET UNE GROSSE BLATTE
« La destruction de notre maison n'a pas été une surprise, vu les instruments de mort que les milices utilisaient, et l'Eternel nous avait quand même prévenus de ce qui pourrait se produire », convient cette femme de foi qui ne rentrera pas à Brazzaville avant d'avoir la certitude de pouvoir y vivre de

nouveau en paix. « Avant 1990 (le début de la démocratisation), c'était bien, il n'y avait pas de divisions entre nous. On vivait à l'aise. Là, deux guerres en cinq ans, ça n'est pas normal, s'exclame-t-elle, on a fait douze ans avec Sassou, on n'a pas eu la guerre ». Charles Mpanzu, un vétérinaire de trente-trois ans, « attend beaucoup des nouvelles autorités ». « On ne veut pas de dinosaures, dit-il, on veut un gouvernement d'union nationale et qui travaille ».

Jean-Pierre Oko se présente

Pascal Lissouba s'est réfugié au Burkina Faso

Le président déchu du Congo, Pascal Lissouba, s'est réfugié à Ouagadougou, au Burkina Faso, et a effectué, lundi 20 octobre, une brève visite à Lomé, où il a rencontré le président togolais, Gnassingbé Eyadéma. « Le gouvernement du Burkina Faso a donné une réponse favorable à la demande du président Lissouba simplement parce que nous sommes dans une situation humanitaire », a expliqué le gouvernement burkinabé.

A Brazzaville, les pillages se sont poursuivis. Une relative normalisation se manifeste avec le retour d'habitants qui étaient terrés dans les forêts, mais des poches de « résistance isolée », selon un responsable militaire, subsistent dans les faubourgs. Des tirs attribués aux « Ninjas » de l'ex-premier ministre Bernard Kolelas ont légèrement blessé, lundi, un gendarme français affecté à la sécurité de l'ambassade. Par ailleurs, vingt nouveaux ressortissants étrangers ont été évacués par l'armée française vers le Gabon. - (AFP)

comme un « Bac + 4 ». Il est arrivé début septembre avec quatre personnes de sa famille, chassé de Poto-poto par les engins de destruction massive, les chars, les avions, les orgues de Staline et les pièces d'artillerie « qui ne visaient plus les objectifs militaires mais les populations civiles ». Il compte bien retourner à la fin du mois à Brazzaville. « Celui qui vient de prendre le pouvoir est expérimenté, dit-il, c'est un militaire. Il pourra maîtriser la situation ».

Deux poisons se disputent les restes d'une grosse blatte, au pied d'un palmier. Une vingtaine d'hommes sont assis sous un mangrier et discutent en écoutant une cassette de Franco, le pape de la rumba zaïroise, aussi populaire à Brazzaville qu'à Kinshasa. Seule note dissonante dans ce tableau de village africain, deux hommes bleus, des Touaregs enturbannés d'indigo, sont assis à l'écart. Pris dans la tourmente brazzavilloise, ils ont suivi le flot pour sauver leur vie. Ils sont là depuis deux mois. Ils

leur tour. Deux « sudistes », arrivés dimanche, sont assis à l'ombre, prostrés, la tête dans les mains. Ils avaient évacué Baongo pour se réfugier au kilomètre 17 sur la nationale 1, mais les bombardements des Sukhoi-24 angolais les ont incités à déguerpir.

Ils ont traversé le fleuve sans femmes ni enfants. Ils sont amers. L'un d'eux appartenait au cabinet de l'un des derniers ministres de l'agriculture. « On a eu douze ans de Sassou, avant Lissouba, rappelle-t-il. On le connaît. Il n'a pas changé. Il a pris le pouvoir par la force, alors qu'on aurait pu aller aux élections ». « Combien de ministres, combien d'hommes politiques sont-ils morts pendant cette guerre ? », demande-t-il en maudissant « les entreprises étrangères qui ont financé Denis Sassou Nguesso » par strict intérêt, et en invoquant les maxims africaines : « On ne jette de cailloux que sur l'arbre qui porte des fruits ».

Frédéric Pritscher

Les Etats-Unis expérimentent un rayon laser contre un satellite

WASHINGTON

de notre correspondant

Il est encore trop tôt pour savoir dans quel état se trouve désormais le satellite américain d'observation de la terre MSTI-3, contre lequel a été dirigé, vendredi 17 octobre, un rayon laser émis depuis la base de White Sands (Nouveau-Mexique). Le Pentagone a attendu lundi 20 octobre pour annoncer cet essai, qui est une première mondiale. Cependant, une chose est sûre : pour décrire les résultats de ce tir laser contre un satellite, les Etats-Unis choisiront leurs mots - pour ne pas relancer les spéculations internationales sur la « guerre des étoiles » - avec la même précision que le rayon laser qui, pendant une seconde, puis dix, a « illuminé », c'est-à-dire pris pour cible, le satellite MSTI-3 en orbite à 418 kilomètres de la terre.

Le laser a visé plus spécialement la caméra infrarouge, l'organe le plus sensible. Le satellite a-t-il été désarmé, annihilé, ses fonctions vitales ont-elles été partiellement ou totalement détruites ? C'est la question de fond qui risque d'alimenter la polémique sur le caractère défensif ou offensif de ce test. Ce qui ne manquera pas d'avoir des conséquences diplomatiques.

A partir d'un puissant laser chimique, l'expérience a consisté à diriger un faisceau de 2 mètres de large et à vérifier si ce faisceau, soumis à des turbulences atmosphériques, conserve toute son énergie. Elle devrait permettre d'éprouver la vulnérabilité d'un satellite et de mettre au point son « blindage », c'est-à-dire son apti-

tude à s'autoprotéger. Le laser a déjà une application scientifique dans l'espace, avec sa capacité à mesurer la distance Terre-Lune ou la dérive des continents.

« GUERRE DES ÉTOILES »

Les militaires du centre de White Sands étaient lancés, depuis plusieurs jours, dans une course de vitesse. Alors que le temps manquait pour plusieurs reports de l'expérience, le fabricant du satellite, Spectrum Astro, avait annoncé son intention de modifier rapidement l'orbite de MSTI-3, le mettant hors d'atteinte du laser, lequel répond à l'acronyme de Mirad (mid-infrared advanced chemical laser). Le Pentagone avait assuré ne plus avoir l'usage de ce satellite de 60 millions de dollars (environ 360 millions de francs), pesant 200 kilogrammes et lancé en mai 1996 pour aider à détecter des missiles assaillants. Cette mise à la retraite était jugée très prématurée par Spectrum Astro, pour qui le satellite avait encore plu-

sieurs années de vie utile devant lui. D'autres objections ont été soulevées, à la fois par des responsables du département d'Etat, des membres du Congrès et une partie de la communauté scientifique. Car ce tir de laser peut légitimement être considéré comme un avatar de la « guerre des étoiles » chère à l'ancien président des Etats-Unis, Ronald Reagan, lequel avait donné son feu vert pour faire de Mirad une arme antisatellite. En 1990, les démocrates, majoritaires au Congrès, s'étaient opposés à la poursuite du programme, une décision annulée par les républicains en 1995. Ce que craignent les diplomates, c'est, bien sûr, le mauvais exemple donné par Washington.

Qui sait si d'autres pays - parmi la trentaine, au monde, aptes à domestiquer le laser - ne vont pas se saisir de ce précédent pour se lancer dans une course aux armes antisatellites ? N'affirmer-on pas, d'autre part, un prétexte supplémentaire à la Douma (le Parle-

ment russe) pour refuser de ratifier le traité sur le désarmement nucléaire Strat-II, voire dénoncer une violation du traité antimissiles (ABM) de 1972, même si Washington affirme que cet essai ne viole aucun accord international ?

Le département d'Etat et le Pentagone ont multiplié les propos apaisants, sans conviction. Les Etats-Unis n'ont « absolument aucune intention » d'utiliser ce laser à des fins offensives. L'expérience n'a pour but que de recueillir des informations sur la meilleure manière de protéger les satellites américains contre d'éventuelles attaques de lasers terrestres, ont assuré les responsables du Pentagone. Mais les militaires américains n'écartent pas l'hypothèse selon laquelle cette technologie pourrait être reconfigurée, afin de garantir les Etats-Unis contre l'insécurité de satellites-espions surveillant pacifiquement et, pour l'instant, impunément le territoire américain.

D'autant qu'aucun satellite ne serait à l'abri de Mirad, si le dispositif passait au stade opérationnel. Mirad, dans ces conditions, rendrait aveugle, sourde et muette une défense adverse avant même toute menace d'agression. Ce « dérapage » passible vers une course aux armements antisatellites inquiète les fabricants et les exploitants de satellites commerciaux. Pour eux, le premier résultat de Mirad, en attendant les analyses qui sont en cours au Pentagone, serait d'avoir ouvert une boîte de Pandore.

Laurent Zecchini

Un précédent israélo-américain en 1996

Les Américains n'en sont pas à leur premier coup d'essai en matière de laser à usage militaire. En février 1996, en coopération avec des experts israéliens, l'armée de terre américaine a procédé à un tir laser contre un missile à courte portée, depuis la même installation du Nouveau-Mexique. La nécessité d'un tel dispositif s'est manifestée pendant la guerre du Golfe, en 1990-1991, après que le missile antimissile Patriot ait montré ses limites pour intercepter les missiles sol-sol Scud irakiens. Depuis, outre l'expérimentation israélo-américaine de 1996, les Etats-Unis ont lancé le programme d'un laser aéroporté, à bord d'avion gros-porteur, comme le Boeing-747, ou d'avion de transport et de ravitaillement militaire, comme le KC-335. A cette fin, les groupes Boeing, TRW et Lockheed Martin ont reçu, en 1996, un contrat commun d'une valeur de 6 milliards de francs.

ALAIN PEYREFITTE

de l'Académie française

Alain Peyrefitte

de l'Académie française

C'était de Gaulle

Editions de Fallois

654 p. 150 F

1963, 1964, 1965 : pendant ces trois années, de Gaulle n'allait pas cesser de nous étonner, d'étonner la France, l'Europe, le Monde.

déjà paru : C'était de Gaulle, tome I - 616 p. 150 F

Editions de Fallois
FAYARD

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 22 OCTOBRE 1997

LOIS Le premier ministre, Lionel Jospin, et la ministre de la justice, Elisabeth Guigou, ont présenté, lundi 20 octobre, à Jacques Chirac les grandes lignes d'une réforme de la

justice. Réforme qui fera l'objet d'une communication en conseil des ministres, le 29 octobre. ● LE GOUVERNEMENT propose la suppression de toutes les instructions que peut

donner le garde des sceaux aux procureurs dans des affaires individuelles. Il souhaite également modifier la composition du Conseil supérieur de la magistrature et ren-

forcer ses prérogatives en matière de nomination des magistrats. ● CETTE RÉFORME, qui reprend en grande partie les engagements du Parti socialiste, modifierait le statut

du parquet. Aujourd'hui, les moyens de faire pression sur les procureurs, en particulier dans la gestion d'affaires politico-financières, demeurent multiples.

Le gouvernement présente une profonde réforme de la justice à M. Chirac

M. Jospin et M^{me} Guigou ont, lundi 20 octobre, exposé au président de la République les grandes lignes de leur projet. Sont proposées la suppression des instructions individuelles adressées aux procureurs et une rénovation du Conseil supérieur de la magistrature

LIONEL JOSPIN et Elisabeth Guigou ont été reçus, lundi 20 octobre, par Jacques Chirac à l'Élysée. Au cours de ce rendez-vous qui ne figurait sur aucun agenda officiel, le chef de l'État, le premier ministre et la ministre de la justice ont évoqué les grandes orientations de la réforme de la justice que le gouvernement s'apprête à mettre en œuvre. « Le garde des sceaux ayant l'intention de présenter au conseil des ministres du 29 octobre une communication sur la justice, le premier ministre et M^{me} Guigou ont souhaité en parler au président de la République », a simplement indiqué l'Élysée.

Ce rendez-vous n'était pas une simple visite de courtoisie liée à la cohabitation. En vertu de la Constitution de la V^e République, le chef de l'État est en effet investi d'une responsabilité particulière dans le domaine de la justice : aux termes de l'article 64, il est le « garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire ». Il préside, en outre, le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), qui participe, sous la forme d'avis ou de propositions, à la nomination des 6 000 magistrats français, à l'exception des procureurs généraux.

Depuis son installation à l'Élysée, Jacques Chirac a d'ailleurs montré, à plusieurs reprises, qu'il suivait ce domaine de très près. En décembre 1996, au cours d'une émission télévisée, il avait ainsi déclaré qu'il fallait « sérieusement examiner » la question de l'indépendance du parquet. Un mois

plus tard, au cours d'une cérémonie solennelle, il installait une commission de réflexion présidée par le premier président de la Cour de cassation, Pierre Truche. « J'ai pour ambition de doter la France, au terme de ce septennat, d'une justice modernisée », précisait Jacques Chirac dans sa lettre de mission.

Au cours de leur rendez-vous avec le chef de l'État, Lionel Jospin et Elisabeth Guigou ont évoqué à grands traits la réforme qui sera présentée le 29 octobre. Les textes définitifs n'ont pas encore été rédigés, certains arbitrages interministériels restent en suspens, mais deux principes de base ont déjà été posés : conformément aux engagements du PS pendant la campagne électorale, le gouvernement devrait proposer la suppression totale des instructions individuelles du garde des sceaux aux procureurs. Il devrait en outre prévoir l'avis conforme d'un CSM rénové sur toutes les propositions de nomination concernant des procureurs ou des procureurs généraux.

DÉRIVES NOMBREUSES

Les magistrats du parquet, qui sont placés, aux termes du statut de la magistrature de 1958, « sous l'autorité » du garde des sceaux, peuvent aujourd'hui recevoir des instructions du ministre dans les dossiers particuliers. Depuis l'émergence des « affaires », à la fin des années 80, les dérives ont été si nombreuses que les gouvernements ont peu à peu été



contraints de poser quelques bornes à leurs pouvoirs : en 1993, le garde des sceaux de Pierre Bérégovoy, Michel Vauzelle, avait ainsi fait inscrire dans le code de procédure pénale que les instructions devaient désormais être écrites. Six mois plus tard, le garde des sceaux d'Edouard Balladur, Pierre Méhaignerie, faisait ajouter qu'elles seraient versées au dossier. L'interprétation de l'article du code de procédure pénale sur les instructions a, elle aussi, donné lieu à de nombreux ajustements juridico-politiques. Bien que le texte proscribit implicitement les ins-

tructions de classement sans suite, les ministres de la justice ont longtemps considéré qu'ils pouvaient entraver les procédures. An fil des ans, ce discours est devenu si difficile à tenir qu'au lendemain de l'élection présidentielle de 1995, Jacques Toubon avait admis que ces pratiques étaient contraires au code. « Le ministre ne peut pas empêcher l'ouverture d'une information judiciaire ni ordonner un classement sans suite », avait-il déclaré. Après avoir étudié plusieurs scénarios, le gouvernement de Lionel Jospin semble aujourd'hui prêt à s'engager dans une réforme auda-

ceuse : toutes les instructions individuelles pourraient désormais être supprimées. La chancellerie avait dans un premier temps envisagé de conserver un droit d'intervention dans les procédures concernant les intérêts fondamentaux de la nation ou les relations internationales de la France, par exemple - mais cette restriction aurait pu nourrir une suspicion que la réforme a précisément pour but d'endiguer. Le gouvernement serait donc prêt, sur ce point, à aller au-delà des propositions de la commission Truche (voir ci-dessous) et à engager une réforme profonde du ministère public.

RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

Le second volet, qui a trait à la réforme du Conseil supérieur de la magistrature, concerne plus directement Jacques Chirac. La composition et les pouvoirs de cette institution créée au lendemain de la seconde guerre mondiale sont en effet inscrits dans la Constitution de la V^e République. Sa rénovation suppose donc une révision constitutionnelle, dont l'initiative, précise le texte de 1958, « appartient concurremment au président de la République, sur proposition du premier ministre ». Jacques Chirac devra donc y être associé, comme François Mitterrand avait été consulté, en 1993, sur le projet de réforme constitutionnelle du CSM qu'Edouard Balladur avait engagé en reprenant un projet du gouvernement de Pierre Bérégovoy.

Actuellement, les procureurs généraux sont nommés directement en conseil des ministres, comme les préfets, tandis que les procureurs sont nommés par le ministre après un avis simple du CSM. Conformément aux propositions de la commission Truche, le gouvernement de Lionel Jospin pourrait proposer que le Conseil rende un avis conforme sur les propositions de nominations faites par le ministre. Cette réforme, qui accroît l'indépendance des procureurs et des procureurs généraux, suppose, en contrepartie, une modification de la composition du CSM : afin d'éviter tout corporatisme, Elisabeth Guigou souhaite que les magistrats ne soient plus majoritaires au sein du

Conseil. La communication du 29 octobre sur la réforme de la justice devrait évoquer d'autres points. Elle pourrait ainsi obliger les parquets à motiver les classements sans suite et prévoir un système de recours contre ces décisions. Elle pourrait également évoquer, plus largement, d'autres pans du système judiciaire fran-

Une justice « indépendante et impartiale »

Dans sa déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale, le 19 juin, le premier ministre, Lionel Jospin, avait affirmé que la justice devait être « indépendante et impartiale ». Il avait alors annoncé, « solennellement », que le garde des sceaux ne donnerait « plus aucune instruction concernant des affaires individuelles, de nature à dévier le cours de la justice ».

Le chef du gouvernement avait déclaré que le Conseil supérieur de la magistrature devait « assurer à la carrière des magistrats du parquet les mêmes garanties qu'à celle des juges du siège ». Sans attendre, avait-il ajouté, « les projets de nomination de magistrats du parquet qui recueilleraient un avis défavorable du Conseil supérieur de la magistrature ne seront pas maintenus par le gouvernement ». « La responsabilité d'un exercice équitable et non partisan de l'action publique se trouve ainsi remise aux procureurs généraux et aux procureurs qui en seront comptables devant les citoyens », avait-il conclu.

En cas de création d'un juge de la détention provisoire qui ne serait plus le juge d'instruction, la présence, plus marquée qu'aujourd'hui, de l'avocat lors de la garde à vue, ou la réforme de la carte judiciaire, qui a déjà fait l'objet d'une circulaire signée par M^{me} Guigou.

Arne Chemin

Les propositions de la commission Truche

● Les relations entre le parquet et la chancellerie. La commission Truche propose de maintenir la structure hiérarchique du parquet, placé sous l'autorité du garde des sceaux. L'opportunité des poursuites, qui permet actuellement de classer environ 85 % des procédures, demeure la règle. Le garde des sceaux conserve le droit de définir la politique pénale et peut donc continuer à diffuser aux parquets des circulaires générales sur l'application de la loi.

Pour limiter la partialité de l'action publique, la commission Truche préconise la suppression des instructions dans les dossiers particuliers, mais tempère cette réforme en ajoutant que le ministre doit continuer à discuter des dossiers individuels

avec les parquets. Le dialogue est donc autorisé mais il ne doit pas se conclure par des instructions.

● Les conditions de nomination des procureurs. Actuellement, les procureurs et substituts sont nommés sur proposition du garde des sceaux, avec un avis consultatif du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), qui n'engage en rien les autorités. Les procureurs généraux sont, pour leur part, nommés en conseil des ministres. La commission propose que le CSM rende un avis conforme au sujet de toutes les propositions de nomination, qu'il s'agisse des substituts, des procureurs ou des procureurs généraux. Ces nouveaux pouvoirs doivent être compensés par une

réforme de la composition du CSM, avec une majorité de non magistrats.

● Recours contre les décisions du parquet. La commission propose que le classement sans suite des plaintes soit motivé par les procureurs et systématiquement notifié aux justiciables afin de vérifier que le classement n'est pas en contradiction avec la politique de l'action publique. Enfin, si un parquet classe un dossier ou refuse un réquisitoire supplétoire, le justiciable - à moins qu'il puisse se porter partie civile - pourra déposer un recours auprès d'une commission comprenant des magistrats des trois plus hautes juridictions.

C. Pr.

Du conseil amical à la menace directe, de multiples pressions peuvent être exercées sur les procureurs

QUAND en 1990, Olivier Droupet, tout nouveau procureur de Marseille, annonce à sa hiérarchie son intention de détenir le volet marseillais de l'affaire URBA, qui dort depuis quelques mois dans les cartons de sa juridiction, il ne sait pas encore qu'il va entamer un bras-armé avec le gouvernement socialiste, directement visé par cette affaire de financement politique occulte. « J'ai reçu des instructions de classement écrites, raconte M. Droupet, aujourd'hui procureur général de Colmar. J'ai contesté cette décision et demandé qu'on me poursuive en commission de discipline. Je souhaitais que la question du droit, pour le garde des sceaux, de classer une procédure soit enfin tranchée. Cette demande m'a été refusée. »

En ce début des années 90, les intrusions du pouvoir dans les dossiers politico-financiers ne sont pas encore jugées illégitimes. Aujourd'hui, avec l'accumulation des « affaires », le droit du garde des sceaux de donner des instructions dans les affaires particulières est sur la sellette. Depuis 1993, les différents locataires de la Place Vendôme se sont interdits la possibilité de donner des instructions de classement sans suite, mais ces bonnes intentions se sont trop souvent révélées des vœux pieux, entretenant le doute sur les comportements des hommes politiques, soupçonnés d'entraver le cours de la justice.

Dans la pratique, en effet, les procureurs ont continué à être confrontés à des tentatives

d'étouffement des affaires sensibles, formulées le plus souvent par téléphone. Le classement de l'affaire Mancel, ancien secrétaire général du RPR, ou les retards calculés de l'affaire Cassetta, trésorier officieux du parti néogaulliste, ont été ordonnés verbalement par le directeur des affaires criminelles et des grâces, Marc Moirand. Des demandes instantanées aux formules plus directes évoquant les freins à l'avancement de la carrière, la palette des moyens de pressions offerts à une hiérarchie décidée à empêcher le bon déroulement d'une procédure judiciaire est multiple.

S'exprimant le plus souvent sous le sceau de l'anonymat, les magistrats du parquet confirment, pour la plupart, ces pratiques. Ils sont tenus de rendre compte des décisions qu'ils prennent en matière de poursuites pénales. Dans 90 % des cas, les procédures ne posent aucun problème, et le dialogue permanent qui existe entre le parquet et le parquet général, puis entre le parquet général et la chancellerie se déroule sereinement. Tout se complique cependant quand les parquets sont confrontés à des affaires dites signalées, impliquant des élus ou des décideurs économiques. Les pratiques professionnelles changent alors d'un magistrat à l'autre.

Déclinant les différentes attitudes, un magistrat du parquet explique que les procureurs, soumis à l'obligation d'informer leur hiérarchie de leurs décisions, varient

« entre trois positions ». « Certains disent : "J'attends vos instructions pour savoir quelle suite donner à ce dossier." Ce dernier cas ne pose évidemment aucun problème à la chancellerie. D'autres affirment : "J'ai pris telle décision." Là, si la décision est contraire aux vœux du ministre, il peut y avoir des coups de fils de "bons conseils". Enfin, la plupart écrivent : "Sauf avis contraire de votre part, je m'apprête à..." Dans ce cas, soit la chancellerie donne des instructions

« Un jour, j'appelle un procureur qui me dit qu'il a ouvert une information judiciaire. Je lui laisse entendre que cela ne va pas plaire au cabinet. Il raccroche et rappelle peu après pour me dire qu'il n'y a plus d'information »

écrites pour lancer des poursuites, soit elle joue du téléphone pour donner des instructions négatives. Mais il se peut aussi qu'elle reste silencieuse, laissant le procureur embarrasé, face à ces responsabilités. »

Selon ce membre du parquet, en cas d'instructions verbales de non-poursuite, la chancellerie peut jouer de multiples pressions pour « convaincre » un magistrat d'adopter une attitude sur un dossier. « En cas de conflit, cela peut se concrétiser par des menaces, déguisées, laissant entendre que la décision du magistrat pourrait avoir des

répercussions négatives sur sa carrière. » Ainsi de ce magistrat qui s'est entendu dire, il y a quelques années, que sa décision d'ouvrir une information ne plaisait pas en haut lieu. « Vous avez de la chance que le préfet soit attaché à l'indépendance de la justice, sinon vous sautiez », lui dit alors son procureur général. A la différence de leurs homologues du siège, les magistrats du parquet sont en effet nommés par le pouvoir exécutif, qui reste le grand ordonnateur du

leur des affaires criminelles et des grâces réside dans le fait d'arriver à persuader un procureur que ce que souhaite la chancellerie rejoint ses propres volontés. Les points de vue s'accroissent alors en toute bonne foi. »

Entre allégeance et soumission, certains chefs de parquet vont même jusqu'à anticiper les désirs de leur hiérarchie. Aujourd'hui, procureur de la République à Valenciennes, Eric de Montgolfier a été amené, quand il était en poste à la chancellerie de 1977 à 1985, à donner des instructions : « Je téléphonais aux procureurs pour leur demander quelles étaient leurs intentions sur un dossier. Je ne souhaitais que des informations, mais je sentais souvent comme un entrain de mon interlocuteur à savoir ce que je souhaitais. Ils anticipaient les instructions. » Et M. de Montgolfier de poursuivre : « Un jour, j'appelle un procureur qui me dit qu'il a ouvert une information judiciaire. Je lui laisse alors entendre que cela ne va pas plaire au cabinet. Il raccroche et me rappelle peu de temps après pour me dire qu'il n'y a plus d'information. J'étais soulagé. »

Jusqu'à lors bien huilé, ce système a fini par se gripper. Bien que respectueux de leur hiérarchie, les procureurs ont commencé à s'agacer des interventions intempestives de la chancellerie dans les dossiers individuels. « Parfois, la chancellerie nous demande des informations sur un dossier sans qu'on sache pourquoi elle s'intéresse à cette procédure, constate un par-

quetier du sud de la France. Dans ces cas-là, on ne sait pas si on informe le ministre ou une tierce personne, un député par exemple, qui a demandé à la chancellerie de s'interroger pour lui. Cela crée des tensions, des méfiances. C'est surtout très agaçant pour les membres du parquet, qui ont alors l'impression de satisfaire les caprices du prince. »

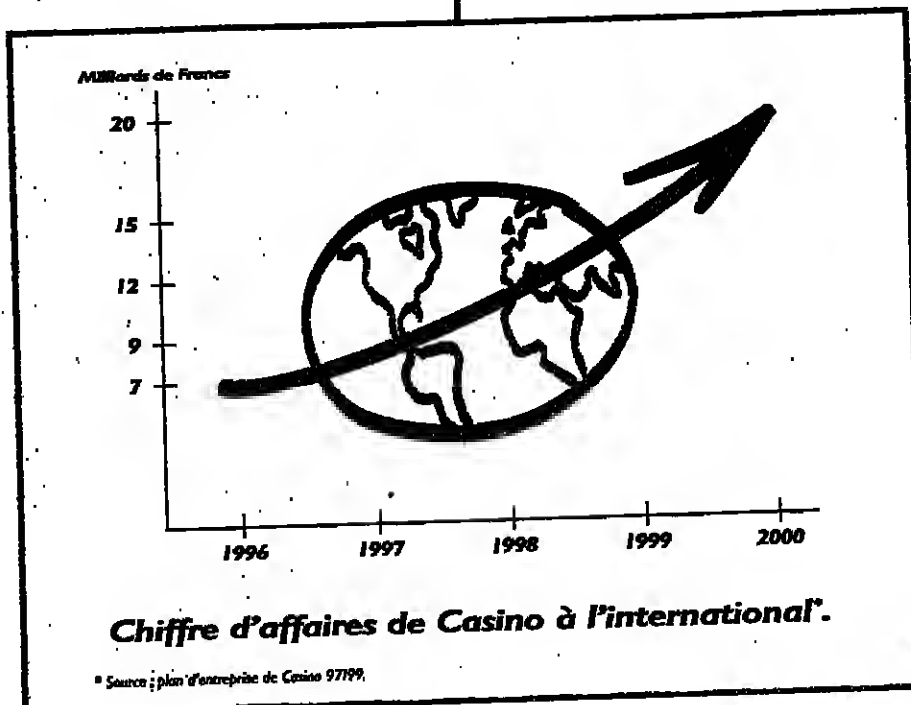
Ce changement de climat a conduit certains magistrats à faire de la résistance. Ce procureur d'une grosse juridiction, confronté à une affaire mettant directement en cause l'ancienne majorité, a dû peser de tout son poids pour refuser de se soumettre à l'ordre de classement qu'on lui prodiguait. « J'ai reçu un coup de téléphone très clair, direct, raconte-t-il, mi-amusé, mi-amer. On m'a fait comprendre qu'on considérait, en très haut lieu, que les poursuites n'étaient pas envisageables, que ma décision d'ouvrir une information judiciaire aurait des conséquences cataclysmiques. Face à une telle pression, j'ai dit que mon poste était à disposition, qu'on pouvait me démissionner. J'ai laissé passer quinze jours et comme une aucune réaction ne venait, j'ai ouvert l'information judiciaire. »

« Après cette histoire, on m'a foutu la paix, poursuit-il. Mais j'ai en garde un sentiment d'amertume, l'idée d'un gâchis. Comme si le fait que la justice avait conquis en s'attaquant aux puissants pouvait à nouveau s'écrouler à tout instant. »

Cécile Prieur

ACTIONNAIRES DE
Casino

Réfléchissez. L'avenir de Casino, c'est Casino.



A l'heure de la mondialisation, un concurrent s'inquiète de la capacité de Casino à se développer à l'étranger. Cette annonce devrait le rassurer.

Depuis 1984 Casino investit aux Etats-Unis sur le créneau porteur du "cash and carry". Son chiffre d'affaires et son résultat courant ont respectivement progressé de 14% et de 22% en moyenne par an depuis 10 ans. Alors qu'après avoir passé 14 ans dans ce pays, Promodès a dû céder ses magasins.

La stratégie de Casino se révèle gagnante parce qu'elle a été ciblée avec soin.

Sur les autres continents, le groupe se concentre dans des pays en forte croissance. Comme en Pologne et à Taïwan, où il est prévu d'ouvrir chaque fois 9 hypermarchés d'ici à l'an 2000. Si l'on considère que le groupe a déjà programmé d'investir à l'étranger plus de 3 milliards de francs dans les trois années qui viennent, on verra à quel point il est déterminé à accélérer sa réussite.

Voilà pourquoi, sur ce sujet comme sur les autres, Casino n'a besoin de personne pour se développer.

Voilà pourquoi nous vous invitons à opter pour l'offre Rallye, la seule qui vous associe à la croissance des résultats de Casino.

Rallyez-vous à une offre de croissance.

Rallye est l'actionnaire de référence de Casino

N° Vert 0800 42 0800

Pour toute information, appelez notre n° vert. Une notice d'information portant le visa COB 97.541 du 1^{er} octobre 1997 est à votre disposition sur simple demande chez les intermédiaires financiers.

Denis Kessler, vice-président du CNPF

« Il faut dresser le bilan du paritarisme à la lumière des choix des autres pays »

Dans un entretien au Monde, Denis Kessler, vice-président du CNPF, chargé des questions économiques, affirme que, avant la conférence du

10 octobre, jamais le gouvernement ne lui avait indiqué qu'il y aurait une date-butoir pour le passage aux 35 heures. Il estime que cette réforme

« joue contre l'emploi » et qu'il faut profiter de l'élection d'un nouveau président du CNPF, en décembre, pour « refonder le dialogue social ».

« Martine Aubry assure que le patronat savait avant la conférence qu'il y aurait une loi sur les 35 heures et une date-butoir. Jean Gandois dit qu'il l'a ignoré jusqu'au bout et qu'il a été « berné ». Qui croire ?

« Le mandat donné par le CNPF, à l'issue d'une assemblée générale et d'un conseil exécutif, était très clair : nous ne pouvions rien négocier dès lors que le gouvernement annonçait une loi-cadre avec une date-butoir pour le passage aux 35 heures. N'ayant pas été associés aux discussions préparatoires entre Jean Gandois et Martine Aubry, Didier Pigneau-Valenciennais et moi-même ne connaissions pas, en arrivant, la teneur des propositions qui ont été annoncées au sommet du 10 octobre.

« La question se pose aujourd'hui : Martine Aubry a-t-elle dit la vérité à M. Gandois lors de la préparation du sommet ? A-t-elle péché par intention ou par omission ? Je suis convaincu que M. Aubry n'a pas tout dit à M. Gandois, qui a eu le sentiment d'avoir été berné, trompé, trahi. Homme d'honneur et de conviction, sa réaction a été à la hauteur de sa déception.

« Le gouvernement ne vous avait pourtant pas caché son intention de passer par la loi.

« À l'ouverture de la conférence, M. Jospin a seulement évoqué une loi qui devait, je cite, « lancer le mouvement ». Au cours de la journée, il n'a jamais été question d'une autre loi ni d'une date-butoir. C'est que dans les deux dernières minutes du discours conclusif du premier ministre que l'on a découvert qu'il y aurait, quel que soit le résultat de la première loi d'incitation, une seconde loi, et que le passage aux 35 heures comportait une date-butoir. Ni l'opportunité ni les modalités de ce passage n'ont été abordées au cours de la conférence.

« Vous n'étiez donc pas hostiles à une loi d'orientation ?

« La loi Robien incite les entreprises à abaisser la durée du travail

en contrepartie d'allègements de charges sociales. Ce dispositif, qui est loin d'avoir les vertus qu'on lui prête, a au moins comme qualité de n'être qu'incitatif. Ce qui nous est proposé dans la première loi est une nouvelle version de la loi Robien - une version coûteuse, car on subventionne lourdement tous les emplois existants pour obtenir une augmentation des effectifs marginaux et qui pourrait n'être que temporaire.

« S'il peut être rationnel pour une entreprise de toucher les subventions qui lui sont offertes, cela conduit à une irrationalité collective, car les entreprises ne sont pas naïves au point de croire que ce que l'Etat donne d'une main, il ne le prend pas de l'autre. C'est ce qu'on appelle l'économie-griboille. Avec la seconde loi prévue en 1999, on quitte l'incitation coûteuse pour l'obligation désastreuse.

« Les syndicats ont reproché au CNPF de n'avoir rien proposé au cours de cette journée du 10 octobre.

« Ce n'est pas vrai. Le CNPF comme la CGPM ont accepté le principe d'ouverture de négociations sur tous les sujets au programme de la conférence. C'était la seule chose envisageable. Un sommet, rite très français, n'autorise pas de négociations fécondes, mais suscite, pour l'essentiel, des effets d'annonce et des déclarations de perron.

« Pour nous, le vrai dialogue social ne peut véritablement se nouer qu'au niveau de l'établissement, de l'entreprise, des branches ou, le cas échéant, au niveau interprofessionnel, mais sûrement pas au niveau législatif.

« N'est-ce pas le choix du gouvernement, puis que ces 35 heures seront négociées entre entreprise par entreprise ?

« Non, car la loi prévue en 1999 contraindrait l'issue des négociations. Négocier suppose liberté et responsabilité. Nous venons d'assister à une nouvelle tentative de « nationalisation » des relations sociales.



DENIS KESSLER

A partir du moment où, entre les employeurs et les syndicats, membres à part entière de la société civile, on introduit des acteurs publics - en l'occurrence le gouvernement et le Parlement - on modifie radicalement le jeu. Aucun pays moderne ne fait appel à l'Etat dans ce qui constitue le cœur de la relation sociale et salariale.

« Aucun des pays qui ont résolu le problème du chômage n'a choisi une baisse massive et généralisée du temps de travail. Aucun pays qui a connu le retour au plein emploi n'a fait l'économie d'une réforme de l'Etat le concernant sur ses missions et réorganisant la société civile. Et le comble, c'est la schizophrénie de l'Etat français : l'Etat-régulateur nous impose ses 35 heures, mais l'Etat-employeur s'interroge !

« Pourquoi le président du CNPF a-t-il donné sa démission ?

« Sa démission est un désaveu de la méthode employée et un refus d'une mesure contraire à l'emploi. Elle signifie aussi que la confiance et la loyauté sont indispensables à un véritable dialogue social. Jean Gandois a exprimé, au soir du 10 octobre, le refus du CNPF d'être « instrumenté » par l'Etat et la volonté des entreprises d'exercer une responsabilité pleine et entière. Son attitude profitera aussi aux organisations de salariés.

« Le dialogue social dont vous parlez n'était-il pas atone ?

« Il n'est pas satisfaisant, je vous l'accorde ; mais, au niveau de l'en-

treprise, il fonctionne bien mieux qu'on ne le croit. Il faut sans doute refonder les relations sociales, en se posant les questions suivantes : de quoi discute-t-on, avec qui et à quel niveau (branche, entreprise, établissement) ? Que signifie un dialogue franco-français, alors que les entreprises s'euro-péanisent et se mondialisent ? Dans tous les cas, il faut que l'Etat respecte le domaine réservé des partenaires sociaux et ne traite pas les acteurs de la société civile comme des irresponsables.

« Dans le cadre de cette refondation du dialogue social, le CNPF doit-il se désengager des organismes paritaires ?

« Il faut dresser le bilan du paritarisme, après cinquante ans de fonctionnement, à la lumière des choix effectués dans les autres pays. Paritaire signifie cogestion à deux, employeurs et représentants des salariés. Si l'Etat s'ingère dans le dispositif social, il transforme de facto la nature du paritarisme. La loi ou la convention, le décret ou l'accord collectif, l'obligation ou la négociation, il faudra choisir.

« Ces questions se posent au nouveau « patron des patrons ». Cet homme devra-t-il être un « tueur », comme l'a dit M. Gandois ?

« Je regrette cette expression, qui n'a aucun sens. Elle ne peut se comprendre que parce que M. Gandois s'est senti trahi. Le prochain président du CNPF devra être un fédérateur, un européen convaincu et ouvert sur le monde, un entrepreneur ayant réussi et un refondateur des relations entre les entreprises et les syndicats d'un côté, les entreprises et les pouvoirs publics de l'autre.

« Sa mission sera de montrer que le seul objectif du CNPF est de tout faire pour créer un environnement économique, financier, fiscal et social favorable aux entreprises, donc à la croissance, donc aux salariés, donc à l'emploi, donc à la France. »

Propos recueillis par Jean-Michel Bezat

Désaccord persistant au sein de la municipalité grenobloise sur la gestion de l'eau

Le maire socialiste s'oppose aux écologistes

LYON

La « majorité plurielle » qui est aux commandes de Grenoble depuis 1995 pourra-t-elle résister longtemps encore aux assauts répétés du deuxième adjoint, l'écologiste Raymond Avallier, contre la politique menée, par le maire, Michel Destot (PS), dans le domaine de la gestion de l'eau ?

Lors de la réunion du conseil municipal, lundi 20 octobre, le « tombeur » d'Alain Carignon, également pourfendeur, depuis huit ans, de la Lyonnaise des eaux, a rappelé son opposition résolue à la présence dans les murs de la ville d'une société qui, selon M. Avallier, a « corrompu » le contrat de privatisation du service de l'eau et de l'assainissement approuvé, en 1989, par la majorité de droite d'alors.

Sept ans plus tard, les dirigeants locaux et régionaux de la Lyonnaise furent condamnés par la cour d'appel de Lyon. S'appuyant sur cet arrêt, le Conseil d'Etat a annulé, le 1^{er} octobre 1997, la délibération qui était attaquée par l'écologiste, mais il a maintenu en vigueur les contrats. En 1996, ceux-ci furent renégociés par la nouvelle municipalité, « dans la hâte et le secret », déplore aujourd'hui « Eau-se-cours », une association proche de la gauche qui plaide pour le retour intégral du service de l'eau dans le giron de la ville.

Le maire de Grenoble, qui dispose, depuis trois semaines, des moyens juridiques nécessaires pour se séparer d'un partenaire encombrant, donne l'impression de vouloir le préserver. L'opposition de droite, mais surtout les « adversaires » de M. Destot au sein de sa

propre majorité rappellent les promesses électorales qu'il fit, en 1995, pour attirer les voix écologistes. Entre les deux tours des élections municipales, les écologistes rallièrent la liste PS-radical-PC sur la promesse que le futur maire municipaliserait le service de l'eau.

Aujourd'hui, la ville peut demander au tribunal administratif de Grenoble de prononcer la nullité des contrats ou résilier, de sa propre initiative, mais avec le risque de devoir payer de fortes indemnités, ceux qui la lient à la Lyonnaise ainsi que les avenants négociés après les élections municipales. Les élus écologistes soulignent que leur maintien permettrait à la société privée de conserver la quasi-totalité de ses privilèges sur l'eau pendant encore quinze ans. « Le bon sens, le droit et la morale exigent que ces contrats soient formellement annulés », affirme M. Avallier. « Les vices emportant la déchéance [de 1989] et les contrats initiaux ont été corrigés par les décisions ultérieures [les avenants conclus en 1996 et 1997], plaide pour sa part M. Destot.

Devant le conseil municipal, M. Destot a précisé que « [son] objectif est d'écarter au maximum l'emprise de la Lyonnaise des eaux. Si nous avons pu le faire complètement sans dédommagement, nous l'aurions fait », a précisé le maire. Selon l'entourage de M. Destot, l'affrontement public entre le maire et son deuxième adjoint sur la gestion de l'eau est une « divergence actée depuis la campagne de 1995 » qui n'a pas eu jusqu'alors de conséquences sur les autres grands dossiers de la ville.

Claude Francillon

Une élection cantonale partielle dans la Nièvre

Le premier tour d'une élection cantonale partielle, rendue nécessaire par le décès du titulaire du siège, a eu lieu dimanche 19 octobre à Lully, dans la Nièvre. Vacant depuis le décès de Bernard Dollet (divers droite), ce canton devait revenir à Marcel Joyeux (divers). Le candidat du Front national, Marc de Visscher, a progressé, par rapport au scrutin de 1992, au détriment de celui du Parti communiste, Christian Tinoit.

L. 4.243 ; V. 2.715 ; A. 36,01 % ; E. 2.660. Marcel Joyeux, div., m. de Lully, 1.293 (46,35 %) ; Jean-Louis Rollot, PS, 959 (36,05 %) ; Marc de Visscher, FN, 215 (8,08 %) ; Marc Le Mignot, écol., 135 (5,07 %) ; Christian Tinoit, PC, 118 (4,43 %)... BALLEOTAGE.

[22 mars 1992 : L. 4.561 ; V. 3.425 ; A. 24,30 % ; E. 3.233 ; Bernard Dollet, div. d., 1.610 (49,79 %) ; Didier Guenault, app. PS, 1.196 (36,99 %) ; Louis Cougny, PC, 269 (8,32 %) ; Jean-Pierre Rogez, FN, 158 (4,88 %)]

DÉPÊCHES

■ **« AFFAIRES »** : président de l'UDF, François Léotard, a fait part, lundi 20 octobre, à Marseille, de son « sentiment de nausée » après les attaques du livre *L'affaire Yann Fiat* et a appelé ses partisans à un « sursaut républicain » à l'ouverture de la campagne des élections régionales. Le député du Var a qualifié de « mythe » l'attaché du député RPR Renaud Muselier, qui avait douté du bien-fondé de la candidature de M. Léotard à la suite des rumeurs provoqués par le livre sur Yann Fiat.

■ **PROVENCE** : Jean-Louis Bianco, député socialiste et maire de Digne-Bains (Alpes-de-Haute-Provence), s'est dit prêt, mardi 21 octobre sur RMC, à favoriser, le cas échéant, l'élection d'un président UDF ou RPR à la région PACA « à condition qu'il n'y ait aucun pacte public ou occulte » entre la droite et le FN.

■ **CHÔMAGE** : le gouvernement a rendu public, lundi 20 octobre, le rapport sur le chômage qui avait été commandé par Alain Juppé, alors premier ministre, au Commissariat général du plan. Rédigé par Le Monde dans son édition du 3 septembre, ce document intitulé *Chômage : le cas français*, souligne que sept millions de personnes sont aujourd'hui touchées par le sous-emploi (chômeurs, temps partiel subi, pré-retraite, chômeurs en formation).

Martine Aubry assure qu'un espace est laissé à la négociation

« LES 35 HEURES ne se feront pas ou pas codécidées », a assuré, lundi 20 octobre, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité. Dix jours après la conférence nationale sur l'emploi, les salaires et le temps de travail, au terme de laquelle Jean Gandois, chef de la délégation du CNPF, avait accusé le gouvernement de l'avoir « berné », M. Aubry a voulu donner des assurances sur la « souplesse » et le « pragmatisme » du dispositif, qui comportera, selon elle, « moins de contraintes que la loi Robien ».

« Les entreprises auront le temps et la latitude nécessaires pour négocier dans les conditions les plus adaptées à leur situation. » Ce sera aussi pour elles, a dit M. Aubry, « l'occasion d'une nouvelle organisation du travail », qui permettra plus de « flexibilité », un concept cher au patronat. La ministre a encore assuré que les baisses des charges prévues par le gouvernement vont alléger le coût du travail, « notamment pour les bas salaires ».

LE SEUIL DE L'EFFECTIF

Les entreprises qui signeront, dès 1998, un accord sur la réduction d'au moins 10 % du temps de travail lié à une augmentation d'au moins 6 % de leurs effectifs bénéficieront de réductions dégressives de charges pendant cinq ans (voir tableau). Pour les années suivantes, « une aide structurelle sera définie à la fin de 1999 », a annoncé M. Aubry. Ces entreprises seront tenues de maintenir leurs nouveaux effectifs pendant au moins deux ans. Un dispositif parallèle sera mis en place pour celles qui utiliseront la loi afin de diminuer les suppressions d'emplois dans le cadre d'un plan social. M. Aubry a souligné que l'administration sera particulièrement attentive à ces dossiers, « afin d'éviter les effets d'aubaine, comme il y en a eu par-

Des baisses de charges dégressives					
DATE D'ENTRÉE DANS LE DISPOSITIF DES 35 HEURES	MONTANT DE L'AIDE PAR SALARIÉ en francs				
	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année	4 ^e année	5 ^e année
DÈS 1998	8 000	8 000	7 000	6 000	5 000
AU 1 ^{er} SEMESTRE 1999	8 000	7 000	6 000	5 000	5 000
AU 2 ^e SEMESTRE 1999	7 000	6 000	5 000	5 000	5 000

À partir de 2000, l'Etat versera une aide structurelle dont le montant sera déterminé dans le cadre de la seconde loi sur les 35 heures prévue fin 1999.

fois dans le volet « défensif » de la loi Robien.

Le projet de loi d'orientation et d'incitation sera « l'un des premiers discutés à l'Assemblée nationale en 1998 », a annoncé M. Aubry. Le texte est « quasiment prêt », a-t-elle assuré, à « un ou deux points près », qu'elle entend discuter avec les organisations, manière pour elle d'affirmer que le dialogue n'est pas rompu avec le patronat. D'ailleurs, insiste-t-elle, de « nombreux chefs d'entreprise » l'ont déjà contactée pour lui exprimer leur intérêt.

Parmi les points à préciser, le seuil de l'effectif salarié des entreprises concernées par le passage aux 35 heures au 1^{er} janvier 2000 n'est pas le moindre. Le 10 octobre, le premier ministre avait parlé d'entreprises de « plus de dix salariés ou pour un seul voisin ». Autrement, elles auraient jusqu'en 2002 pour se conformer au nouvel horaire légal. Depuis, Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat chargée des PME, et Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, ont proposé de relever ce seuil à vingt salariés.

Après une consultation avec les

partenaires sociaux, ce sera au premier ministre de trancher, a précisé M. Aubry, qui a expliqué que le gouvernement est « très ouvert » sur cette question. L'enjeu de ce débat concerne plus de 120 000 établissements qui em-

ploient entre 10 et 19 salariés, soit un effectif global de 1,6 million de personnes.

Le passage aux 35 heures va aussi toucher au délicat sujet des heures supplémentaires. M. Aubry a affirmé que « ce problème sera réglé dans la seconde loi », qui sera élaborée au second semestre de 1999. Enfin, le gouvernement va devoir revoir les modalités d'aide au temps partiel : jusqu'ici, les entreprises bénéficient d'abattement sur les charges pour des salariés travaillant entre 16 et 32 heures par semaine. Ce seuil maximal pourrait être abaissé à 30 heures.

En présentant les incitations financières du passage aux 35 heures, M. Aubry a déclaré : « Notre pays adare les crises. Pour moi, la seule crise pour laquelle il me semble légitime de me battre, c'est le chômage. » Elle a assuré n'avoir pas d'« inquiétude » sur l'attitude du CNPF.

Bruno Caussé

Philippe Séguin consulté sur le cumul des mandats

LIONEL JOSPIN devait poursuivre, mardi 21 octobre, ses consultations sur le cumul des mandats, qu'il envisage de restreindre, en recevant Alain Madelin, président de Démocratie libérale. Après René Monory (UDF-FD), président du Sénat, Laurent Fabius (PS), président de l'Assemblée nationale, et Robert Hue, secrétaire national du PCF, Philippe Séguin s'est rendu lundi à Matignon où il a eu un entretien d'une heure, notamment sur ce sujet, avec le premier ministre. Le président du RPR lui a fait part de « deux pistes de réflexion ».

Il s'est prononcé pour un aménagement de la législation en vigueur, portant sur la « suppression », ou « à tout le moins » l'abaissement des seuils actuellement inscrits

commune de vingt mille habitants ou plus autre que Paris pour les maires et commune de cent mille habitants ou plus autre que la capitale pour les adjoints - et sur la limitation à une seule fonction exécutive. Le code électoral dispose qu'il est interdit de « cumuler plus de deux mandats électoraux » comme député ou sénateur, représentant au Parlement européen, conseiller régional et général, conseiller de Paris, maire et adjoint dans les conditions définies ci-dessus, ou plus de deux « fonctions électives ».

Exprimant une position personnelle, M. Séguin a précisé que les instances du RPR « se prononceraient le moment venu, en particulier les groupes parlementaires sur des propositions qui leur seront faites ». Il a re-

gretté que M. Jospin « ne choisisse pas délibérément la voie d'une initiative parlementaire ». Le président du RPR s'est élevé contre « l'hypocrisie » conduisant à interdire aux ministres d'être maire, tout en leur laissant occuper les « fonctions de premier adjoint avec une délégation générale » (Le Monde du 11 septembre). C'est le cas de plusieurs ministres du gouvernement Jospin. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie et des finances, par exemple, ne parvient pas à se faire à l'idée qu'il n'est plus maire de Sarcelles. Il s'est présenté comme tel lors d'un débat télévisé avec Edouard Balladur et dans une émission diffusée le 8 octobre par la BBC.

Olivier Biffaud

Le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non venant dans les kiosques) offre un dossier complet sur :

« Pour une meilleure justice »

Envoyer 80 F à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolot, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 220 F pour l'abonnement annuel (80% d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Attention, cette annonce risque de faire gravement grimper votre niveau d'exigence.

Voici la Garantie de Satisfaction Totale Grandoptical.

Vos lunettes en 1 heure
ou la livraison gratuite.

Si ce délai pour fabriquer vos lunettes est
dépassé, nous vous les livrons, où vous voulez.

Une esthétique parfaite ou le remboursement sous 30 jours.
Si vos lunettes ne vous plaisent plus, nous vous les échangeons
ou nous vous remboursons. A votre guise.

Le confort maximum ou le remboursement sous 30 jours.
Si vous ne vous habituez pas à vos lunettes, nous vous les échangeons
ou nous vous remboursons. A votre guise.

Le modèle vu au bout du monde.
Si vous avez vu une monture que, par hasard, nous n'aurions pas
en magasin, nous vous la trouverons. En 48 heures.

En cas de casse, des solutions de rechange pendant 1 an,
ou 3 ans avec la carte Grand'Avantage.
Un échange gratuit, des petites réparations à volonté et un équipement
de secours en attendant.

Vos lunettes sur mesure.
Si vous ne trouvez pas le modèle qui vous va,
nous vous le fabriquons sur mesure.

Un prix compétitif ou le remboursement de la différence.
Si dans le mois suivant l'achat, vous trouvez vos
lunettes affichées moins chères ailleurs,
nous vous remboursons
la différence.

GRAND OPTICAL

Simplifiez-vous la vue.

PARIS - Champs-Élysées - Forum des Halles - Haussmann - Italie 2 - Montparnasse - Opéra - Saint-Lazare - REGION PARISIENNE - Belle Épine - Bercy 2 - Cergy Les Trois Fontaines - Claye-Souilly - Créteil Soleil - Evry 2 - Ivry - Les Arcades - Les 4 temps - Parinor - Parly 2 - Rosny 2 - Saint-Quentin - Vélizy 2 - Villiers Carrefour - Ulys 2 - REGIONS - Aix - Bayonne - Antibes - Aubagne - Avignon - Bordeaux (2 magasins) - Bègles - Brest - Calais Coquelles - Clermont-Ferrand - Ecully - Etrembières - Grenoble Meylan - Lille - Villeneuve d'Ascq - Lyon Part Dieu - Lyon République - Marseille - Montpellier - Mulhouse - Nancy - Nice Cap 3000 - Nice Etoile - Reims - Rennes - Rouen Tourville - Strasbourg - Toulon Grand Var - Toulon Mayol - Toulouse Blagnac - Valence - Val Thoiry - EUROPE - Barcelone - Lisbonne - Porto - Luxembourg

JUSTICE La neuvième journée du procès de Maurice Papon a été marquée par les dépositions de plusieurs témoins cités par la défense. ● **AU CŒUR** des débats, une question : un

fonctionnaire devait-il, en 1942, démissionner ? ● **DANS UN ENTRETIEN** au Monde, l'historien Michel Bergès, qui fut, en 1981, à l'origine de la mise en accusation de Maurice Papon, ex-

plique que de nouveaux documents le conduisent à relativiser le rôle de l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde dans la déportation des juifs. « Parce qu'il a signé

beaucoup de documents, on met sur le dos de Maurice Papon l'ensemble des déportés israéliens », affirme-t-il. ● **MARDI**, Lionel Jospin devait répondre à Philippe Séguin, qui, dans

Le Figaro, réitére ses attaques contre le gouvernement, coupable selon lui d'entretenir à l'occasion de ce procès une atmosphère délétère qui ferait le jeu du Front national.

La responsabilité des fonctionnaires au cœur du procès Papon

En 1942, fallait-il ou non rester à son poste ? Plusieurs témoins cités par la défense ont défendu, lundi, devant la cour d'assises, le choix de l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde. Ce dernier a affirmé qu'il n'a « jamais laissé pourchasser des enfants »

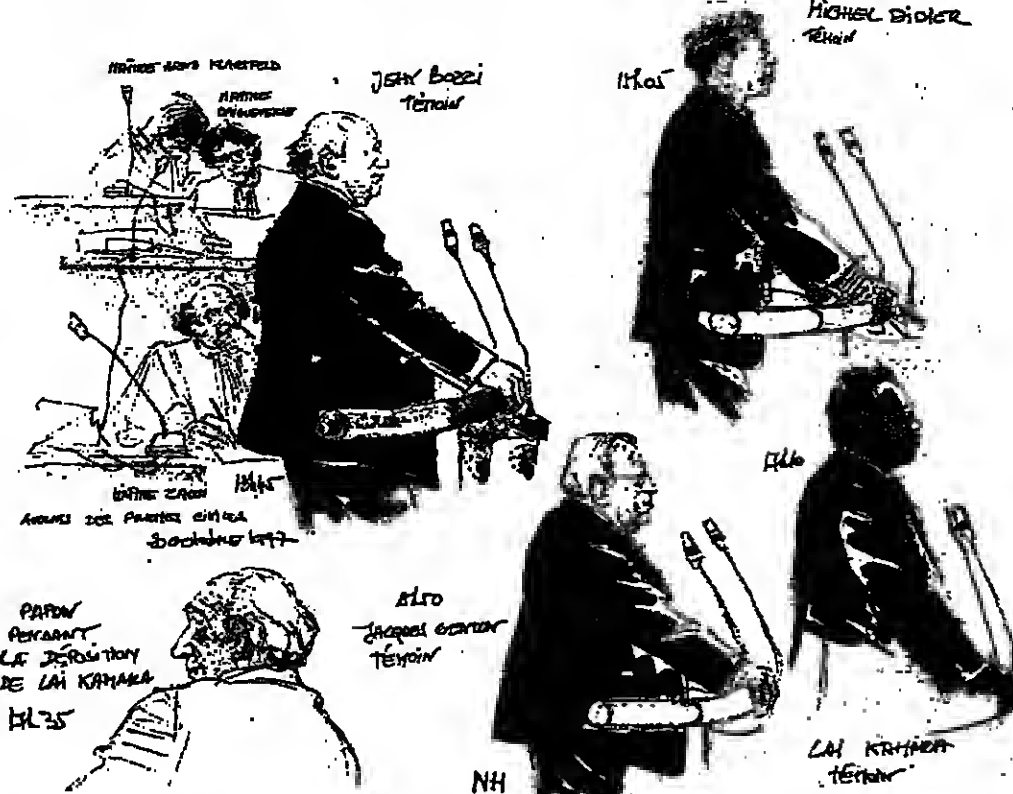
BORDEAUX

de notre envoyé spécial
Londres ou Vichy ? Partir ou rester ? En 1942, un fonctionnaire devait-il démissionner ?... « Si les fonctionnaires français avaient refusé d'accomplir les ordres allemands, nous aurions eu un Gauleiter (représentant la tutelle allemande), la Milice. C'eût été atroce », sautillent Jean Bozzi, soixante-dix-huit ans, préfet honoraire et ancien membre du cabinet du ministre de l'Intérieur Roger Frey dans les années 60.

Venu témoigner, lundi 20 octobre, en faveur de Maurice Papon, cet ancien parlementaire corse, qui « fréquentait quotidiennement » le préfet de police de Paris de 1962 à 1966, ravive, pour les besoins de la démonstration, la théorie de « l'état bouillier » composant avec les autorités nazies pour éviter le pire aux populations civiles. Sur un registre un peu similaire, mais sans parler expressément de la période de Vichy, l'accusé avait développé la semaine dernière ce credo : « Démissionner, c'est désertion. Pardonnez-moi d'être vulgaire, mais c'est se dégonfler. »

« La plupart des préfets et beaucoup de secrétaires généraux ont été déportés parce que beaucoup ont fait ce que le devoir patriotique leur commandait », affirme Jean Bozzi. « Pensez-vous que Maurice Papon a fait son devoir patriotique ? », demande alors un avocat de la partie civile. « Je considère, en conscience, que Maurice Papon ne savait pas le sort atroce (qui était réservé aux juifs), sinon, tel que je le connais, il aurait démissionné. »

M. Alain Lévy, pour la partie civile, rappelle au témoin les conclusions du jury d'honneur, constitué en 1981 et composé de grands résistants, qui estimait précisément que Maurice Papon aurait dû démissionner en 1942, au moment des premières déportations. D'autres avocats, complétant inévitablement sur l'examen des



faits, programmé à partir du 31 octobre, s'interroge sur le point de savoir comment Maurice Papon pouvait « ne pas savoir », « alors qu'il signait des ordres d'arrestation et de déportation ».

« Je suis persuadé qu'il ne le savait pas », rétorque Jean Bozzi, qui dit avoir acquis sa conviction du travail effectué, dans les années 60, aux côtés de l'accusé. « Qu'aurait-il fait vous-même ? », demande alors une autre voix. Le témoin hésite, se donne un court instant de réflexion. Il a déjà dit à la cour et aux jurés combien il avait trouvé en son temps « abominable » l'obligation du port de l'étoile jaune et « scandaleuse » la livraison des juifs à l'accusé. « Quotidiennement (...), je fais des ré-

ponses qui alternent suivant la force d'âme, j'aurais pu démissionner au lieu d'être resté par devoir en me disant que quelqu'un d'autre risquait peut-être de faire pire. » Un autre temps s'écoule : « Ma réponse n'est pas glorieuse, mais elle est nette, elle est franche. »

« JE ME PEUX LAISSER DIRE... »

Le président Jean-Louis Castagnède prend acte de la réponse et purge les questions de part et d'autre des bancs des avocats. Maurice Papon se lève et, sur le ton de l'indignation : « Je ne peux laisser dire que le service des questions juives a signé des ordres d'arrestation, comme je ne peux laisser dire que j'ai mal-même signé des ordres d'envoi au camp de Drancy. »

Le moment venu, je demanderai qu'on produise la pièce selon laquelle j'aurais donné des ordres d'arrestation. L'accusé se rasseyait.

A la franchise de Jean Bozzi succède alors une interrogation d'un nouveau témoin, Jacques Genton. « Démissionner ? Pouvez-vous le faire ? », demande le sénateur (Union centriste) du Cher, qui vient lui aussi témoigner en faveur de son ancien voisin Maurice Papon, jadis député et maire de Saint-Amand-Montrond. D'une voix calme, l'homme qui fit carrière dans la préfecture au lendemain de la Libération avant d'embrasser celle de parlementaire veut prendre le recul qui sied à son âge : soixante-neuf ans.

« C'est un problème dont il est plus facile de s'entretenir cinquante ans après qu'il ne l'était sur le coup et dans l'immédiat après-guerre. »

Le cheveu blanc, la voix posée, le sénateur et ancien maire de Saint-Amand-Montrond, Jacques Genton, ouvre à titre d'exemple une page sombre de l'histoire locale de son pays. En juin 1944, les francs-maçons partisans (FTP) du sud du Cher et de la Creuse décident de libérer Saint-Amand. « Ils ont culbuté les soldats allemands et même enlevé la femme du chef de la Milice. Mais les Allemands sont revenus quelques jours plus tard, et plus nombreux. Il y eut de cinquante à soixante fusillés. Chaque année, on dépense des fleurs... » De la même voix posée, il poursuit : « Le sous-préfet de l'époque était parti, envolé. Il n'avait ni démissionné ni été révoqué. Il était simplement parti. Alors un préfet militaire a été nommé (par Darnand, secrétaire général au maintien de l'ordre), qui a pris contact avec la Gestapo de Bourges. Ils ont arrêté entre trente et quarante Israélites en représailles, il les ont emmenés à la maison d'arrêt, puis ils les ont jetés dans un puits. J'ai toujours pensé que si ce sous-préfet de Vichy était resté, il aurait pu intervenir auprès de l'armée allemande. »

« HUMANISME »

Un long silence suit. « Vous voulez dire que mieux valait un préfet collaborateur qu'un préfet collaborationniste ? », demande M. Bertrand Favreau, pour la Ligue des droits de l'homme. « Il aurait pu dialoguer. C'était une sécurité », répond le témoin. Puis, comme les anciens ministres Olivier Guichard et Philippe Messire et comme l'ancien commissaire de police Jean Caille, Jacques Genton rapporte le soutien exprimé par les grands résistants, tel Maurice Bourges-Mauvoisy, ancien délégué militaire du général de Gaulle pour la zone sud et ancien président du conseil, à Maurice Papon.

Délégué général de l'association Résistance, vérité, souvenir, comité

de soutien à l'accusé, Lai Kamara, cinquante et un ans, confirme. L'association, dont Maurice Bourges-Mauvoisy était précisément le président, a été créée en 1988 « parce que ces grandes figures de la Résistance s'ingéniaient des détails de la procédure et avaient peur de ne pouvoir témoigner au procès de Maurice Papon ». Proche conseiller de l'ancien ministre du budget de Raymond Barre, Lai Kamara fait part de « l'humanisme » de Maurice Papon, ce qui ne manque pas de faire grincer les dents sur le banc des parties civiles. Il livre une information inédite concernant une mission secrète « humanitaire » opérée par l'accusé, et menée en 1978 et 1979 en Argentine, qui aurait abouti à la libération de six Français détenus. Il cite les noms des personnes concernées.

« Est-ce faire preuve d'humanisme que de déporter des enfants ? », demandent en retour et en substance M. Caroline Daigueperse et Amos Klarsfeld pour les parties civiles. Lai Kamara s'insurge. « Il n'est pas convenable de poser cette question. Je n'étais pas né. Enfin, comment juger après coup ce qui a pu se produire ? Ce que je peux dire, c'est que les grands résistants - Marie-Madeleine Fourcade, Jacques Soustelle, Gaston Guin - m'ont dit : qu'il était très difficile à cette époque d'exercer des fonctions dans la préfecture, comme dans la gendarmerie ou la magistrature, et qu'à aucun moment M. Papon n'a démissionné. Ils l'ont dit devant moi au président de la République (François Mitterrand), ils l'ont dit aux différents gardes des sceaux que nous avons rencontrés. »

Mais déjà Maurice Papon veut faire « une observation majeure » et saisit cette parole que, comme pour tout accusé, on lui donne en dernier : « Je ne peux laisser dire que j'ai laissé pourchasser des enfants, alors qu'au contraire je me suis employé corps et âme à les sauver. »

Jean-Michel Dumay
Dessin : Noëlle Herrenschildt

Michel Bergès, historien

« Parce qu'il a signé beaucoup de documents, on fait de M. Papon un mythe politique »

« En 1981, vous avez été à l'origine de l'affaire Papon », en contribuant à la découverte des archives qui en ont alimenté le dossier. Aujourd'hui, pourtant, vous semblez plus que réservé par rapport au procès. Pourquoi ce « retournement » qui semble vous placer, désormais, en contradiction avec les parties civiles dont vous étiez naguère un consultant ?

« J'ai en effet soutenu le combat des parties civiles - c'est-à-dire des porte-parole de la mémoire de la communauté juive - tant qu'il s'agissait d'un combat élargi ou l'an jugeait Papon mais aussi quelques autres. Après, l'appareil judiciaire est devenu autonome et les parties civiles ont écarté les historiens. Si l'an ne peut dire qu'il y ait eu, depuis, malhonnêteté dans l'analyse des archives, on peut en revanche parler de dérapages. Parce qu'il a signé beaucoup de documents, on met sur le dos de M. Papon l'ensemble des déportés israéliens, on en fait un personnage médiatique, maladroitement déformé en responsable de tout le mécanisme, un mythe politique. »

Pourriez-vous décrire les étapes de votre basculement, de votre révision de vos positions premières ?

« Je préfère ne pas parler de révision, vu la connotation du terme. Mais, chez certains porte-parole des parties civiles, je pourrais parler de « révisionnisme à l'envers », au de réductionnisme, c'est-à-dire de projections unilatérales, nouvelles, homogénéisantes ou la construction de la mémoire fait des infidélités à la vérité historique. Ainsi, si au cours de la période d'occupation on déporte des Israélites, on déporte aussi des

politiques, on fusille près de trois cents otages dans la région bordelaise, à quoi s'ajoutent les victimes du STO... La vérité historique est plus globale, plus collective, moins sélective que la mémoire ou l'ordre judiciaire. »

Dans le cas de Maurice Papon, qu'avez-vous découvert dans les archives pour modifier à ce point vos engagements premiers ?

« J'ai découvert récemment les archives de l'Union générale des Israélites de France (UGIF) de Bordeaux et l'importance décisive des documents sauvegardés, microfilmés au Centre de documentation juive contemporaine (CDJC) à Paris, ainsi que les archives familiales du grand rabbin de Bordeaux, Joseph Cohen. En outre, déterminants ont été les documents du SRPJ de Bordeaux sur les enquêtes d'après-guerre, ainsi que les documents du commissariat régional de la République dirigé par Gaston Cusin (qui se trouvent aux archives départementales de la Gironde). »

« J'ai, en outre, retrouvé dans les dossiers d'instruction de la cour de justice de Bordeaux contre André Besson-Rapp, responsable régional du Service de renseignement antimacaronique (le SRAM), des fiches sur tous les fonctionnaires de la préfecture, depuis le préfet Maurice Sabatier, nommé au printemps 1942, jusqu'aux simples dactylos. »

Est-il question de Maurice Papon dans ces dossiers ?

« Bien entendu, puisque c'est lui qui a la haute main sur le personnel de la préfecture. Dans la note du SRAM qui le concerne on trouve un rapport d'une page, daté du 8 janvier 1943 (note 24 du dossier Besson-Rapp), dans lequel on lit que M. Pa-

pon considérait que « les ordres venant de Vichy n'avaient pas gros intérêt pour lui et qu'il préférait s'attacher aux demandes formulées par les anciens déportés, conseillers généraux, etc. ». Il y est décrit comme « amical, sympathique », très proche du préfet, tenant de l'ancien régime », ami personnel de Sabatier. Il est suspecté par tous ceux qui l'observent. »

En quoi votre portrait de Maurice Papon est-il différent de celui qui apparaît dans l'acte d'accusation ?

« En ce qui concerne son attitude en poste, la question est : sabote-t-il les affaires juives ? Ma réponse est : oui. Il y a des preuves. Maurice Papon sabote le fichier juif par des radiations en accord avec le grand rabbin Cohen et Pierre Garat (le chef du service des affaires juives, en poste depuis janvier 1941). »

On le sait, tout simplement parce qu'il s'est fait prendre. Des lettres datées du 28 avril et du 25 juin 1943 nous montrent qu'il est repéré par Dehan et le délégué régional de la police des questions juives. Testes de Folmont, qui envoient des lettres au directeur de cabinet de Darquier de Pellepoix, lequel dirige le Commissariat général aux questions juives.

Combien de personnes, selon vous, auraient été ainsi radiées du « fichier juif » par Maurice Papon ?

« Le chiffre de 130 radiations est avancé dans le rapport des experts de la première instruction (rapport d'expertise) d'une seule de la première instruction, NDLR. Mais moi j'aboutis à un chiffre de 300 à 400 personnes, mais bien sûr en tenant compte du rôle primordial joué par le grand rabbin Joseph Cohen, qui commence à saboter autant que faire se peut le processus des 1941, bien avant l'arrivée de Papon à Bordeaux en juin 1942. »

Pourquoi n'avez-vous pas averti la justice, comme vous l'avez fait en 1983, de tous ces documents que vous avez découverts ?

« Parce que, le 10 janvier 1988, toute la communauté des historiens a été écartée du dossier, et que l'on a renoncé à l'expertise historique. J'avais donné, en 1983 et en 1986, une partie de ces documents que j'avais classés pendant des années. De 1983 à 1988, j'ai lancé une grande enquête avec des témoins dont

En ce qui concerne son attitude en poste, la question est : Sabote-t-il les affaires juives ? Ma réponse est : Oui, il y a des preuves

beaucoup sont morts. Tout cela a dormi depuis. Je suis resté jusqu'en 1996 sans bouger, attendant que l'appareil judiciaire produise une analyse de ces textes. Ce que j'ai pu constater ce sont surtout d'immenses lacunes dans l'arrêt de renvoi : à l'école de la magistrature, on n'apprend pas à lire les archives ! Seule la critique historique le peut. »

Que reprochez-vous à l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation dans les conclusions très différentes qu'il tire de l'analyse des documents ?

« Notamment d'avoir confondu les minutes avec les originaux. Maurice Papon signe les minutes des originaux du préfet régional (pour les réquisitions de la gendarmerie lors

des convois), et il signe les originaux des minutes de Pierre Garat pour les affaires traitées par le service de ce dernier. De même signe-t-il, de façon « hypohiérarchique », l'ensemble du courrier desdits services pour lesquels il a l'attribution réglementaire de signature et non d'autorité. Avec, en plus, tous les documents partant en direction des services allemands. »

S'agissant de deux convois où serait impliquée la responsabilité de Maurice Papon, l'arrêt de renvoi a confondu la date des signatures des minutes avec la date des convois eux-mêmes (page 38 on donne la date des minutes - le 28 août et le

d'arrestations. - Votre thèse est-elle désormais que Maurice Papon paie pour d'autres ?

« Ecoutez, je vais vous dire quel serait selon moi le procès idéal, non certes justifiable pour un historien, mais, disons, au moins acceptable. Dans le box des accusés il faudrait le préfet régional Maurice Sabatier, l'intendant de police Duchon, le commissaire divisionnaire Fredou, son directeur technique, Norbert Thouchère et Pierre Garat. A titre personnel, je n'y placerais pas Papon parce qu'il n'intervient qu'après coup, uniquement dans des actes d'écriture et de signatures, ou d'interventionnisme a posteriori. Pour tous ces hommes, je parlerais plutôt d'« homicide involontaire », puisqu'il faut tenir compte de la menace et de la contrainte qui pèsent sur eux de la part des SS. Pour moi, les responsables ont perdu leur honneur pour assumer leur devoir, dans l'humiliation et avec abnégation. »

« Inculperais en revanche pour crimes contre l'humanité - outre la police française des questions juives - le SS Knochen, qui vit encore et qui a été gracié par de Gaulle, Haggen, l'adjoint du chef de la police SS en France, qui a préparé la rafle de juillet à Bordeaux avant d'être promu à Paris, les membres de la police allemande de Bordeaux, notamment ceux qui étaient chargés des questions juives : Doberschütz, Machule, Luther et Nahrich ainsi que Mayer. Mais ce procès aurait dû avoir lieu à la Libération. »

Par rapport à tous ces hommes, Papon joue un rôle secondaire. »

Propos recueillis par
Nicolas Weil

Les parties civiles souffrent d'un manque d'unité dans leurs rangs

Des divergences quasi-familiales les opposent.

BORDEAUX de notre envoyé spécial. « Dans tout couple, il y a des problèmes; Alors, vous comprenez avec quarante personnes ! » René Panaras faisait partie du groupe initial qui, autour de M. Gérard Boulanger, lançait, en 1981, les premières attaques contre Maurice Papon. Aujourd'hui, il veut minimiser les disputes qui, depuis l'ouverture du procès, divisent les parties civiles et leurs avocats. « Il n'y a aucune divergence de fond, ajoute-t-il, nous voulons avant tout que la lumière soit faite sur la responsabilité réelle de Maurice Papon. » « Il ne faut pas exagérer nos divergences », renchérit Eliane Dommenge, elle aussi militante de la première heure et qui voit d'un mauvais œil les débats entre les parties civiles étalés sur la place publique. Ces divergences ressemblent fort à des « bisbilles » quasi familiales entre des personnes qui lutent ensemble, jour après jour, depuis plus de vingt ans. Beaucoup se connaissent depuis leur enfance, passée dans le quartier

populaire de Méridadeck, et se retrouvent sur l'essentiel : faire condamner Maurice Papon. La personnalité de Michel Sittitsky, dont le rôle fut primordial, ne sont pas là pour calmer les esprits. Alors que la hache de guerre - mille fois déterrée, mille fois enterrée - entre les deux hommes semblait oubliée, voilà que, ce week-end, Michel Sittitsky s'en est de nouveau pris à Gérard Boulanger, son avocat. « Il manque un chef d'orchestre aux avocats des parties civiles », estime M. Sittitsky, qui souhaite que Serge Klarsfeld remette sa robe d'avocat et assume ce rôle. L'avocat ayant déjà répondu par la négative, Michel Sittitsky souhaite rechercher un « grand témoin parisien » pour répondre à Maurice Papon et à son défenseur, Jean-Marc Varaut.

OFFENSIVE INATTENDUE En fait, plusieurs parties civiles ont été surprises par l'offensive de Maurice Papon, inattendue compte tenu de ce que l'on croyait savoir de son état de santé. Elles ne supportent pas non plus le défilé des témoins cités par la défense. « Nous qui avons été touchés dans notre chair, nous sommes révoltés par ce que nous entendons », dit ainsi Juliette Benzazon.

Pour contrer cette offensive, elles souhaitent des avocats plus pugnaces et plus unis : « Nous sentons, précise Juliette Benzazon, que nos avocats ne sont pas toujours d'accord entre eux, et nous souhaitons que leur stratégie soit plus orchestrée. »

Toutes les parties civiles ne partagent pas ce point de vue. Même si elles sont, autant que les autres, choquées par les témoignages de moralité appelés par la défense, elles rongent leur frein mais attendent, sur les conseils de leurs avocats, la suite des débats et, surtout, que l'on en arrive, enfin, aux faits reprochés à Maurice Papon.

Alors, l'horreur réconciliera tout le monde.

José-Alain Fralon

Le revirement du découvreur de l'affaire Papon

QU'EST-IL ARRIVÉ à Michel Bergès, l'un de ceux par qui le scandale Papon est arrivé, en 1961, alors qu'il exhumait avec l'archiviste Jean Cavignac les premiers documents

PORTRAIT

Michel Bergès situe l'origine de sa volte-face à début 1988.

que Michel Sittitsky devait transmettre au *Canard enchaîné*. Né en 1952, Michel Bergès était avant tout un chercheur de terrain, un « localier » de l'histoire, sans cesse à l'affût des sources enfouies sur la région bordelaise dans les années d'occupation. Longtemps, dit-il, il a été un « militant contre Vichy, en bloc », sympathisant avec les associations de victimes. En 1994, il avait soutenu une thèse sur « L'étatisation de la police en France de 1862 à 1940 » à l'université de Toulouse. Après trois ans passés au CNRS et une agrégation de sciences politiques, il est aujourd'hui professeur à l'université Montesquieu-Bordeaux-IV.

L'origine de la volte-face qui lui a fait abandonner ses anciens « compagnons d'armes », Michel Bergès la situe en janvier 1988. On est alors en pleine deuxième instruction de l'affaire Papon, lorsque le parquet général demande une expertise historique afin d'étudier, entre autres, le mécanisme des dévolutions de pouvoir pendant l'occupation allemande. Les avocats de la partie civile dénoncent un artifice de procédure et craignent qu'un dé-

lai supplémentaire ne vienne retarder encore l'instruction. Pour Michel Bergès, ce rejet sous le glas de son engagement militant. Il se retire sur une sorte d'Aventin théorique. Désormais, ce sera sous l'égide de l'École des *Annales* et de l'analyse critique des documents découverts par ses informateurs qu'il s'inscrira en faux contre la plupart des conclusions et interprétations de ceux dont il avait partagé la lutte.

MÉDIATISATION « PARISIENNE » Michel Bergès manifeste surtout de l'agacement contre la médiatisation « parisienne » qui, à son croire, s'est emparée de l'affaire Papon. Il accorde maintenant plus d'importance et de responsabilités aux acteurs allemands de la « solution finale » et moins aux fonctionnaires français de la préfecture régionale de Maurice Sabatier, le supérieur de Maurice Papon. La publication de l'arrêt de renvoi de Maurice Papon aux assises par la chambre d'accusation de Bordeaux a apparemment réveillé sa fièvre d'écriture.

Tout en achevant un livre sur Gaston Cusin - le commissaire de la République qui a assuré le reclassement de l'ancien secrétaire général de la Gironde, à la Libération -, Michel Bergès rédige un ouvrage sur la question juive à Bordeaux, pour lequel il dit avoir réalisé de longues heures d'entretien avec Maurice Papon, début 1997. Sera-t-il à même d'en remonter aux avocats et aux magistrats ? Réponse le 1^{er} décembre, si Michel Bergès vient témoigner à la barre. Comme la défense l'y invite.

Nicolas Weil

Philippe Séguin accuse le gouvernement de vouloir gonfler la force électorale du Front national

M. Jospin devait lui répondre mardi devant les députés

Sous le titre « Assez, assez, assez ! », le président du RPR, Philippe Séguin, revient, mardi 21 octobre dans *Le Figaro*, sur les polémiques provo-

quées par le procès de Maurice Papon qu'il juge être le « catalyseur » d'une manipulation des esprits. Il accuse le gouvernement d'observer

« une attitude ambiguë » face à « la dégradation inquiétante de l'esprit public ». M. Jospin devait lui répondre mardi à l'Assemblée nationale.

LE DÉBAT POLITIQUE sur Vichy, qui a pris un tour aigu avec l'intervention de Philippe Séguin sur France 2, dimanche 19 octobre, ne semble pas près de s'apaiser. Le président du RPR y revient, mardi 21 octobre, dans *Le Figaro*, en s'en prenant au gouvernement, accusé d'observer « une attitude ambiguë » face à la « dégradation inquiétante de l'esprit public ». Après avoir réaffirmé qu'à ses yeux, « la France, réduite à l'impuissance, ne peut être tenue pour responsable des fautes de ceux qui la dirigent ou de ceux qui l'administrent » à Vichy, M. Séguin revient sur l'idée que le procès de Maurice Papon serait le « catalyseur » d'une « manipulation des esprits, d'autant plus efficace et redoutable qu'elle revêt les oripeaux du moralisme », d'une « dérive » « désormais hors du contrôle des apprentis sorciers qui auront donné la mesure de leur irresponsabilité, dérive dont, une fois de plus, et comme par hasard, M. Le Pen s'efforce de tirer profit en s'essayant à sauter le général de Gaulle et la Résistance ».

« Mais que cherchent certains à gauche ? s'interroge le président du RPR. A poser ? (...) A faire oublier les réalités du présent en excitant les haines d'autrefois ? » « Je me demande tout de même jusqu'à quel point cette atmosphère délétère, si soigneusement entretenue, n'est pas au service d'un objectif implicite : celui de continuer à gonfler la force électorale du Front national, dans l'espoir qu'il finira par évincer l'opposition républicaine, assurant ainsi aux socialistes de longues années de pouvoir », accuse-t-il. Et, même s'il ne veut pas faire « à M. Jospin et à ses amis le grief d'une machination aussi consciente », M. Séguin « constate » que le « gouvernement a oscillé trop longtemps entre indifférence et bienveillante connivence, face au malaise très grave qui s'est développé sous le prétexte du procès ».

La première intervention du président du RPR, dimanche, a poussé François Hollande, premier secrétaire délégué du PS, à accuser M. Séguin de vouloir « faire une affaire politique » du procès de Maurice Papon. « Vouloir mettre là je ne

sais quel enjeu politique, c'est faire fausse route et mettre une confusion dont les victimes et leurs familles seront les premières couronnées », a-t-il indiqué lundi lors d'un point de presse.

« ARRIÈRE-PLANS HISTORIQUES »

Ce même jour, Lionel Jospin avait estimé que le procès de Maurice Papon était « le procès d'un homme » et qu'il ne devait pas « dévier de ce cours ». « Je ne suis pas sûr de voir très clairement les termes de ce débat, tels qu'ils ont été exposés ces derniers jours », a indiqué le premier ministre. « Qu'on éclaire les arrières-plans historiques de cette période me paraît normal. Que les historiens travaillent sur ces questions est absolument nécessaire. Que pour les Français on fasse le clair sur une période sombre de notre histoire, oui - sans confondre, naturellement, la République et le régime de Vichy, les collaborateurs et les résistants, les prudents et les justes », a ajouté le chef du gouvernement. Son entourage indique qu'il devait y revenir devant les députés, mardi, lors de la

séance de questions au gouvernement.

Pour sa part, le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, François Bayrou a jugé, mardi sur France-Inter, « profondément malsain » de transformer « insidieusement » le procès de Maurice Papon « en procès d'une époque de l'après-guerre et de la guerre d'Algérie ». Estimant que « lorsqu'un pays s'est déchiré, la première règle à appliquer est la réconciliation », l'ancien ministre de l'Éducation a déclaré que « le général de Gaulle, Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand avaient raison sur ce point ». Affirmant que « c'est particulièrement vrai pour la guerre d'Algérie », M. Bayrou a souligné « le besoin de cicatrisation de l'histoire ». « Je ne suis pas de ceux qui instruisent à propos de ces drames le procès de la France, de la société française comme s'il fallait constamment se couvrir la tête de cendres et se jeter », a-t-il ajouté.

Cécile Chambraud

CET HOMME A DÉJÀ TOUT POUR DEVENIR LEADER MONDIAL DES SERVICES COLLECTIFS DE PROXIMITÉ

● Cet homme, qui incarne le groupe Suez Lyonnaise des Eaux, a rendez-vous avec le monde. Il est né pour répondre aux attentes de son époque.

● Énergie : développement dans l'électricité en Thaïlande, transport de gaz naturel au Kazakhstan.

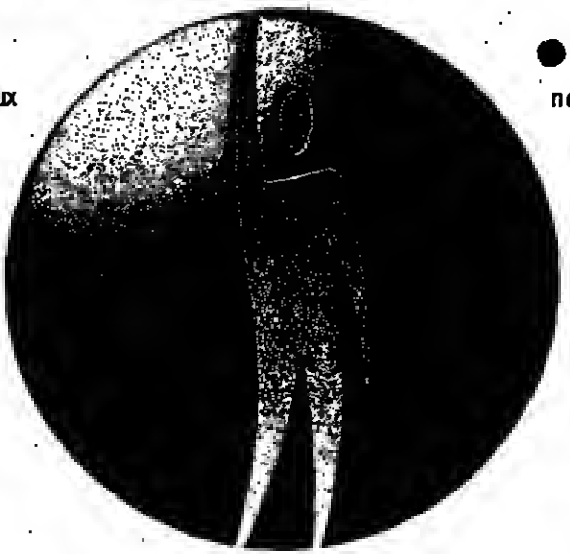
● Eau : nouveaux contrats de Manille, Budapest, Casablanca, Djakarta, La Paz...

● Propreté : leader au Brésil suite à une acquisition majeure.

● Cet homme est le symbole d'un groupe industriel aujourd'hui constitué en société à Directoire et Conseil de Surveillance qui a cédé, depuis le début de l'année, pour 10 milliards d'actifs afin de mieux se développer sur ses 4 métiers centraux de services collectifs de proximité : l'énergie, l'eau, la propreté et la communication.

● Cet homme a déjà su démontrer sa valeur : Suez Lyonnaise des Eaux a réalisé un premier exercice semestriel en avance sur ses objectifs avec un résultat courant net de 1,980 milliard de F, en progression de 15 %.

● Parce qu'il sait répondre aux besoins croissants des grandes villes du monde, cet homme a enregistré, en 1997, des succès significatifs dont voici quelques exemples :



● Cet homme rappelle que notre première ressource est humaine : 184 000 femmes et hommes dans plus de 100 pays, au service de nos clients, partenaires et actionnaires.

SUEZ LYONNAISE DES EAUX

A Perpignan, le responsable départemental du Front national a été placé en garde à vue

Il est soupçonné de malversations dans son entreprise

LE SECRÉTAIRE départemental du Front national des Pyrénées-Orientales, Jean-Louis de Noël, a été placé en garde à vue, lundi 20 octobre, puis relâché mardi 21 octobre, dans le cadre d'une enquête préliminaire ouverte, cet été, à la suite d'une dénonciation du commissaire aux comptes de son entreprise d'exportation de fruits et légumes Privat-Ribera. Les enquêteurs soupçonnent ce conseiller municipal de Perpignan et candidat aux élections législatives en 1997 d'avoir détourné, depuis 1994, plus de deux millions de francs par le biais d'un système de sociétés en cascades destiné à cacher les pertes financières.

Cette audition n'a pas donné lieu à une présentation devant le juge d'instruction. Au regard des éléments recueillis à ce jour, par la police judiciaire, en charge des investigations, rien ne permet, en effet, de conclure que la destination des fonds puisse être de nature politique. Seule une information judiciaire, qui devrait être ouverte dans la semaine pour

«abus de biens sociaux», pourra éventuellement être en mesure de le démontrer. L'expert-comptable et commissaire aux comptes de l'entreprise, installée sur le marché d'intérêt national (MIN) Saint-Charles de Perpignan, a été également gardé à vue. A l'origine de cette enquête, par sa dénonciation au parquet de Perpignan d'un déficit important sur un compte courant, cette personne n'a pourtant effectué cette démarche que trois ans après la découverte des faits alors que la loi l'oblige à saisir le ministère public dans le plus bref délai. Le propre expert comptable de la société, Jacques Rifat, a également été interrogé par les policiers.

L'entourage politique et professionnel de Jean-Louis de Noël, chef de file du FN, affirme que cette situation est le produit d'un «manège politique» et que la situation comptable de l'entreprise Privat-Ribera a été certifiée par des experts agréés et reconnus.

Jacques Follorou

La Ville de Paris s'engage à reloger les habitants d'un immeuble insalubre

LE CONSEIL DE PARIS a voté à l'unanimité, lundi soir 20 octobre, une délibération autorisant le maire de Paris, Jean Tiberi, à exproprier l'immeuble du 5-7, rue Louvel-Tessier (10^e arrondissement) afin de faire appliquer la loi Vivien sur la résorption de l'habitat insalubre. Cet immeuble, où vivent 350 personnes, dont 150 enfants, dans des conditions d'extrême précarité, est, depuis plus de dix ans, laissé à l'abandon par son principal propriétaire, qui détient 85 % des logements (Le Monde du 18 octobre). Depuis le début du mois, les habitants, soutenus par plusieurs associations de quartier, campent dans la rue. Pour la deuxième fois en un mois, un plafond s'est effondré lundi dans un logement. L'adjoint au logement du maire de Paris, Michel Bulté, a précisé devant le conseil que seule une opération de démolition de l'immeuble paraissait « envisageable ». La loi Vivien prévoit une indemnisation du propriétaire exproprié mais sur la seule valeur du terrain nu, moins le coût de la démolition, a rappelé M. Bulté. Ce dernier s'est, par ailleurs, fermement engagé à reloger la totalité des familles habitant actuellement l'immeuble.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE** : la société Moulinex vient de bénéficier d'un non-lieu dans une affaire l'opposant à l'utilisatrice d'un appareil défectueux, blessée au poignet par les débris du couvercle et du filtre d'une centrifugeuse Moulinex de type 202 (Le Monde du 27 septembre 1995). L'appareil, qui avait déjà provoqué d'autres accidents, avait été retiré du marché dès 1993 et la société Moulinex avait invité par voie de presse les utilisateurs à faire changer gratuitement le couvercle de leur appareil.

■ **BIZUTAGE** : Plus de cinq cents élèves de l'école nationale supérieure des arts et métiers de Lille ont formé un monôme, lundi 20 octobre de 21 à 23 heures, pour protester contre la fermeture de l'établissement décrétée le 14 octobre à la suite d'affaires de bizutage. « L'usage de l'Ensam n'a rien à voir avec le bizutage, le ministère de l'Éducation nationale se trompe de cible », ont déclaré les manifestants. (Corresp.)

■ **TERRORISME** : l'avocat d'Ilhith Ramirez Sanchez, dit « Carlos », a saisi la Cour de cassation pour obtenir le dessaisissement du juge d'instruction Jean-Louis Brugière dans l'enquête sur l'attentat du drugstore Saint-Germain à Paris, en 1974. M. Ramirez Coutant-Peyre estime que le magistrat a failli à son devoir d'impartialité en manifestant son soutien à l'association SOS-Attentats, partie civile dans plusieurs des procédures qu'il instruit.

■ **JUSTICE** : Philippe Brillault, maire (RPR) du Chesnay (Yvelines), a été condamné, lundi 20 octobre, à huit mois de prison avec sursis et 30 000 francs d'amende pour corruption passive, par la 5^e chambre du tribunal correctionnel de Versailles. Il lui était reproché d'avoir exigé de l'un de ses administrés le versement de 700 000 francs au centre communal d'action sociale de la ville contre la levée, par le conseil municipal, d'une réserve foncière rendant son terrain constructible. M. Brillault a décidé de faire appel. (Corresp.)

■ **JUSTICE** : le sénateur (UDF) du Morbihan Henri Le Breton a été condamné à un an de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende pour « abus de confiance » et « complicité de faux en écriture de commerce », lundi 20 octobre, par le tribunal correctionnel de Paris.

■ **HARKIS** : un petit-fils de harki, en grève de la faim depuis une semaine à Peyrolles-en-Provence (Bouches-du-Rhône), a été hospitalisé, lundi 20 octobre, à l'hôpital d'Aix-en-Provence. Cinq personnes poursuivent encore le jeûne. Le même jour, à Farnack (Moselle), environ 150 personnes de la communauté harkie ont perturbé la visite de la ministre de la jeunesse et des sports, Marie-George Buffet, et du secrétaire d'État aux anciens combattants, Jean-Pierre Masseret. Elles réclament, elles aussi, des aides spécifiques en matière d'emploi, de dette et d'aide aux veuves des anciens combattants.

■ **POLLUTION** : l'exposition chronique à des taux relativement faibles de pollution de l'air pourrait abréger l'espérance de vie d'une durée pouvant aller jusqu'à dix-huit mois, selon une étude publiée dans la revue mensuelle britannique Occupational and Environmental Medicine.

■ **ESCROQUERIE** : Miguel Mellick, fils de l'ancien ministre socialiste Jacques Mellick, a été mis en examen, lundi 20 octobre, pour faux, usage de faux, escroquerie et tentative d'escroquerie. Miguel Mellick, pharmacien à Bethune (Pas-de-Calais), est soupçonné d'avoir acheté des médicaments en Belgique et de les avoir revendus en y apposant des vignettes françaises.

Trois jeunes adeptes de Satan sont condamnés à des peines de prison ferme

Lors d'une messe noire, ils avaient profané une sépulture à Toulon, en juin 1996

Le tribunal de Toulon a condamné, le 20 octobre, à des peines de deux à quatre ans de prison trois jeunes gens qui avaient profané une sépulture.

en juin 1996. Cérémonies sataniques, messes noires dans les cimetières, faras idéologique où Satan voisine avec Hitler. « On voulait se faire

un cadavre pour se faire plaisir », avaient dit aux enquêteurs les condamnés, qui n'ont avancé que de pâles explications devant le tribunal.

TOULON

Le tribunal de grande instance de Toulon a condamné, lundi 20 octobre, trois des quatre jeunes gens ayant profané une sépulture dans la nuit du 8 au 9 juin 1996. Christophe Magnoni, 21 ans, a été condamné à deux ans de prison, Emilie Dervillers, 19 ans, à trois ans, et Anthony Mignoni, 21 ans, à quatre ans. Ces peines sont toutes nuancées par un an de sursis et assorties de trois ans de mise à l'épreuve, avec interdiction de fréquenter les cimetières et de se rencontrer.

Une autre adolescente, âgée de moins de dix-huit ans, ayant participé à cette profanation, sera jugée ultérieurement par un tribunal pour enfants. Elle devrait répondre des mêmes chefs d'accusation : « violation et profanation de sépultures, atteinte à l'intégrité physique d'un cadavre » et « volonté délibérée de s'attaquer au symbole de la religion supposée de la personne ».

« Ce n'était que surcensure verbale et provocation. » Comme un leitmotiv, cette pâle justification revient chaque fois que la présidente du tribunal, Isabelle Verdeaux, confronte Anthony Mignoni à ses propres aveux, faits aux enquêteurs le lendemain de la profanation.

«FASCINATION»

Elle lit des extraits d'audition permettant de reconstituer la préparation de cette opération macabre, l'exhumation du cercueil d'Yvonne Foin, une septuagénnaire enterrée vingt ans plus tôt.

La présidente évoque l'effraction de l'enveloppe de zinc sur laquelle Emilie Dervillers va sauter à pieds joints pour la faire éclater, avant de se retrouver en face d'un



cadavre embaumé qui la « fascine » et dont elle dégriffe le corse pour en découvrir et caresser la poitrine. Sous le regard de Christophe Magnoni, le couple, auquel la jeune S. prête main forte, s'acharne ensuite sur le cadavre, le frappant à plusieurs reprises sur le crâne à l'aide d'un marteau avant d'enfoncer dans ce corps momifié un crucifix renversé à hauteur du cœur.

« Ce soir-là, on voulait se faire un cadavre pour se faire plaisir... Les morts dans les cimetières ne sont que du bétail. » C'est ainsi qu'un des jeunes expliquera cette profanation à des policiers médusés par le calme déterminé des quatre jeunes. Devant le tribunal, ils ont perdu de leur verve et leurs explications, avancées d'une voix fluette, manquent de conviction.

Emilie ne laisse rien paraître derrière un visage de cire au large front et aux cheveux tirés en

chignon. Derrière ses lunettes de métal, le regard paraît absent et il est difficile de voir en elle cette « succube » (démon femelle) dont elle a longtemps revendiqué le titre. Insensiblement, Emilie se rapproche d'Anthony dont le visage aux traits fins et réguliers est éclairé d'un sourire.

Tel le leader du groupe, il répond aux interrogations de la présidente avec des phrases polies, en rupture avec ses déclarations initiales qui exaltaient cette « jouissance » et cette « extase » ayant succédé au forfait. Christophe se tient à l'écart de ses deux comparses d'hier ; enfoncé dans son veston gris, les cheveux longs peignés en tresse, il est avare de mots.

SOUS-CULTURE

Peut-on trouver des raisons objectives ou rationnelles à cette profanation ? C'est la question

Les écoutants du numéro vert Enfance maltraitée se mettent en grève

MARDI 21 OCTOBRE, entre 13 heures et 17 heures, le standard du numéro vert de l'enfance maltraitée devait rester muet. Les écoutants du 119 sont en grève, pour marquer leur désaccord avec les orientations mises en œuvre par la direction du Service national d'accueil téléphonique pour l'enfance maltraitée (Snatem). Leur mouvement a lieu le jour de l'assemblée générale du Snatem, qui réunit des représentants de l'Etat et des conseils généraux, qui financent ce numéro vert.

Les salariés dénoncent une « dérive technocratique » incompatible avec leur mission. « Nous refusons une politique d'entreprise trop technocratique et pernicieuse à l'égard des enfants et des adultes qui nous font confiance depuis plus de sept ans », expliquent-ils. Les relations avec la direction sont particulièrement tendues depuis qu'en mars, une note de service leur a imposé des résultats quantitatifs.

« Dans l'intérêt du service, indique cette note, chaque chargé d'accueil téléphonique devra prendre au minimum une moyenne de 35 appels par plage de quatre heures (...). [La direction] prendra les mesures qui s'imposent pour sanctionner les écarts systématiques par rapport à la moyenne exigée. »

« Il est un devoir de désobéir à une telle in-

jonction », estiment les salariés. Certains jugent même « ridicule » de passer en moyenne sept minutes par appel, temps de rédaction d'un compte-rendu compris. « Cela n'a aucun sens, surtout depuis l'affaire Dutroux et le lancement de la grande cause nationale sur l'enfance maltraitée. Nous traitons des cas de plus en plus lourds », explique une psychologue. En 1994 déjà, la direction avait proposé qu'une partie de la prime annuelle versée aux écoutants soit calculée en fonction du nombre de signalements effectués. Les salariés avaient refusé ce système.

HIATUS INITIAL

Annie Gaudière, directrice du Snatem, reconnaît pour sa part qu'il y a un problème de compréhension. « Mais, ajoute celle qui dirige le numéro vert depuis six ans, ce hiatus existe depuis le démarrage du numéro vert. La majorité des écoutants sont des psychologues et des psychanalystes qui pensent devoir faire de la thérapie. Or nous ne pouvons faire de la prise en charge. Nous sommes chargés d'évaluer les appels, de les orienter et de les transmettre aux professionnels dans les départements qui, eux, sont chargés de la prise en charge. »

Le numéro vert reçoit en moyenne au-

jourd'hui près de 3 000 appels par jour. Au printemps, alors que les affaires de pédophilie se multipliaient, près de 8 000 appels ont été enregistrés certaines journées. Seuls 450 sont traités chaque jour. « Nous devons tenir compte des critiques, estime Annie Gaudière. Les gens nous disent : "Vous n'êtes jamais joignables". Il nous faut répondre à cette demande. D'autre part, nous avons observé de profondes disparités entre les écoutants, certains ne prenant que quelques appels par jour, d'autres, jusqu'à dix fois plus. »

Jacques Baudot, président (UDF-FD) du conseil général de Meurthe-et-Moselle, soutient la directrice du SNATEM. « La loi de 1989 qui a créé le numéro vert est claire, indique celui qui préside l'assemblée générale du 21 octobre. Les écoutants doivent faire du dépistage. Si certains refusent, nous avons alors deux solutions : soit nous modifions la loi, soit ils reconnaissent qu'ils se sont trompés d'employeur. »

Les conseils généraux financent pour moitié le budget du numéro vert, qui devrait passer à 17,4 millions de francs (8,7 pour l'Etat ; 8,7 pour les départements) en 1998.

Michèle Aulagnon

Les protestants vont commémorer en 1998 les 400 ans de l'édit de Nantes

APRÈS la commémoration par l'Eglise catholique, en 1996, du quinzième centenaire du baptême de Clovis, les protestants français, à leur tour - cette fois sans grand risque de polémiques -, vont rémonter le temps et célébrer le souvenir d'un autre événement qui fut, pour eux, fondateur : celui de l'édit de Nantes, signé il y a exactement quatre siècles, en avril 1598, par le roi Henri IV.

A cette date, la France est épuisée par quarante années de guerre entre catholiques et protestants, qui ont fait quatre millions de victimes. L'édit de Nantes est signé après deux années de discussions entre les représentants du roi et ceux de l'organisation politique huguenote créée à la suite des massacres de la Saint-Barthélemy (1572). Ce document proclame une totale liberté de conscience, ouvre à tous, sans distinction d'appartenance reli-

gieuse, l'accès aux charges et fonctions et met fin aux guerres de religion. Hélas, qualifié de « perpétuel et irrévocable », l'édit de Nantes est révoqué par Louis XIV à Fontainebleau en 1685.

«TOLÉRANCE RELIGIEUSE»

En décidant de célébrer le quatrième centenaire de cet événement, que l'historien Jean Baubérot qualifie de « premier acte de tolérance religieuse dans un Etat centralisé », la Fédération protestante de France n'entend pas ressasser le souvenir de pages parmi les plus tragiques de l'histoire de France, ni même faire claironner le « cocorico huguenot », comme a dit Jean Tartier, président de la Fédération protestante, jeudi 9 octobre.

Il s'agit, a-t-il poursuivi, d'actualiser la réflexion sur la liberté religieuse et la coexistence entre

les religions dans un pays laïque comme la France. Un comité national a donc été mis en place. Sous le patronage de Jacques Chirac, présidé par Michel Rocard, il comprend des personnalités comme Jérôme Monod, Christian Peugeot, Jean Baubérot, Alain Duhamel, Pierre Chabau, Suzanne Citron, Paul Ricœur, Théodore Monod, etc.

La principale des manifestations prévues aura lieu les 28 février et 1^{er} mars 1998 au Palais des congrès à Paris, à l'initiative des deux hebdomadaires protestants Réforme et Christianisme au vingtième siècle. 3 500 personnes sont attendues pour débattre du thème « Foi et tolérance en France ». Les représentants des autres confessions seront associés à cette initiative. Le 18 février, une séance plus officielle est aussi prévue à l'Unesco en présence du président de la République. De

nombreux colloques d'historiens sont enfin inscrits au programme.

A propos d'un passé moins lointain, le conseil de la Fédération protestante s'est aussi réjoui de la « déclaration de repentance » de l'épiscopat pour son attitude sous Vichy. Jean Tartier n'a pas nié les zones d'ombre, mais a rappelé que les protestants, à l'image du pasteur Marc Boegner, alors président de la Fédération, avaient eu « le courage de la protestation ». Il se félicite de cet effort de « réconciliation des mémoires » engagé par l'Eglise catholique dans la perspective de l'an 2000 - le pape a récemment condamné en France les massacres de la Saint-Barthélemy -, mais il n'en a pas moins souhaité que Jean Paul II lève au plus tôt l'excommunication de 1521 contre Martin Luther.

Henri Tincq

L'Etat s'engage pour huit projets de transports en commun en site propre

Jean-Claude Gayssot annonce la réalisation de 120 kilomètres de liaisons nouvelles de tramway ou de bus à Nantes, Brest, Rennes, Maubeuge, Lyon, Valenciennes, Bordeaux et Saint-Denis de la Réunion. Le ministre de l'équipement veut donner un « coup de fouet » aux transports collectifs

LE PROJET DE LOI de finances 1998 du ministère des transports marquait déjà un premier inféchissement des priorités en accordant un bonus de quelque 10 % aux autorisations de programme concernant les transports collectifs en site propre en province. L'enveloppe de crédit est en effet passée, d'un budget à l'autre, de 581 millions de francs à 646 millions de francs (*Le Monde* du 26 septembre).

Un geste beaucoup plus significatif vient d'être accompli par Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement, au lendemain de

la journée du transport public, jeudi 16 octobre, qui a connu une médiatisation particulièrement forte. C'est d'ailleurs au cours de cette journée qu'un sondage de la Sofres a montré que deux tiers des Français sont désormais convaincus que la circulation automobile devra reculer en ville pour faire plus de place aux transports publics (*Le Monde* du 17 octobre). M. Gayssot a en effet annoncé que l'Etat s'engageait pour la réalisation d'environ 120 kilomètres de liaisons en site propre.

Le détail des projets concerne huit villes :

● A Nantes, création de la

ligne 3 du tramway sur une longueur d'environ 10 kilomètres (coût estimé : 1,3 milliard de francs) et extension de la ligne 1.

● A Rennes, création d'un axe est-ouest de bus en site propre sur environ 7 kilomètres (coût estimé : 250 millions de francs).

● A Brest, modernisation de la desserte avec notamment le passage en site propre de plusieurs lignes de bus sur 8,5 kilomètres dont 2,4 kilomètres en site propre intégral (coût estimé : 120 millions de francs).

● A Maubeuge, création d'un site propre de bus sur 7,5 kilomètres (coût estimé : 280 millions de francs).

● A Saint-Denis de la Réunion, création d'un site propre de bus sur 5,5 kilomètres (coût estimé : 250 millions de francs).

● A Bordeaux, création d'une ligne de tramway sur tout ou partie d'un parcours de 22 kilomètres (coût total estimé : 3 milliards de francs).

● A Valenciennes, création d'une ligne de tramway sur tout ou partie d'un parcours de 11 kilomètres (coût total estimé : 1,2 milliard de francs).

● A Lyon, création de deux lignes de tramway, Perrache - La Doua et Perrache - Bron-Parilly sur une vingtaine de kilomètres (coût estimé : 1,5 milliard de francs).

La « prise en considération » de ces programmes d'équipement constitue une étape décisive car elle permet aux collectivités territoriales concernées de parachever le financement d'un projet qu'elles ont déjà précisé-

ment défini et de passer à la phase de réalisation. La décision de l'Etat est irrévocable. Elle ne se traduit cependant pas par un engagement financier immédiat et ce n'est que sur les exercices à venir - de 1999 à 2002, vraisemblablement - que le déblocage des fonds (*lire ci-contre*) interviendra. Presque simultanément au premier coup de pioche.

Pour prendre la mesure de l'effort consenti par l'Etat, il faut

savoir que sur les trente derniers mois trois projets seulement avaient été « pris en considération », même s'il s'agissait de programmes importants : la première ligne de tramway de Montpellier, la première ligne de tramway d'Orléans et la deuxième ligne de tramway de Strasbourg, soit au total près de 40 kilomètres de lignes. Depuis le changement de majorité, M. Gayssot a déjà pris en considération le projet de bus guidé de Caen (sur 14 kilomètres).

Les esprits malicieux observeront qu'aucune municipalité communiste ne figure parmi les heureux bénéficiaires de la manne gouvernementale mais qu'en revanche la ville de Brest, où des réductions d'effectifs annoncées dans les arsenaux alourdissent considérablement le climat social (*Le Monde* du 14 octobre) et où doit se tenir le prochain congrès du Parti socialiste, constitue la seule surprise de ce plan de développement puisqu'elle ne figurait pas dans le tableau de bord du ministère.

Robert Belleret

Spectaculaire progression du vélo à Paris

An cours d'un débat du Conseil de Paris consacré à la propreté de la ville, lundi 20 octobre, le maire, Jean Tiberi, a indiqué que la part des déplacements en vélo a fortement augmenté dans la capitale. Elle est passée de 1 % avant l'ouverture des pistes cyclables en juin 1996, à plus de 5 % en septembre 1997. Cette augmentation est comparable à celle que l'on observe dans toutes les villes qui s'équipent de pistes cyclables. Le 1^{er} octobre, jour de mise en œuvre à Paris de la circulation alternée pour cause de pollution, ce taux a atteint 7,3 %. La municipalité a l'intention d'installer une cinquantaine de kilomètres de pistes cyclables supplémentaires.

Mme Voynet veut renforcer le rôle des agglomérations et des « pays »

DOMINIQUE VOYNET, ministre (Verts) de l'aménagement du territoire et de l'environnement, a évoqué devant la commission des affaires économiques du Sénat le projet de loi destiné à réviser la loi Pasqua d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire de 1993. Ce projet doit être déposé au Parlement début 1998.

Selon le bulletin des commissions diffusé lundi 21 octobre et rendant compte de cette audition, qui a eu lieu le 15 octobre, Mme Voynet a affirmé en substance : de nombreux textes d'application manquent à l'appel, le pad de maîtrise cohérente du développement du territoire s'est avéré vain, beaucoup reste à faire pour la simplification des structures intercommunales et peu de moyens financiers sont venus augmenter les fonds prévus par la loi. La ministre a jugé le texte de Charles Pasqua inadapte car se fondant sur le postulat d'une France fracturée entre la désertification des campagnes et l'hyperconcentration de ses agglomérations, sans prendre en compte l'impact de la globalisation de l'économie sur l'organisation spatiale du territoire.

Mme Voynet a indiqué que le futur texte avait trois objectifs : une poli-

tique d'aménagement du territoire durable, en cohérence avec les besoins réels des habitants notamment en matière de transports ; une politique ambitieuse sur l'avenir des villes et l'accès équitable de tous aux équipements et aux services publics ; l'entretien et la réhabilitation de l'espace rural. La ministre veut mettre en place des « schémas de service » notamment dans le domaine des transports, de la consolidation de la politique des « pays » et l'affirmation du rôle des agglomérations en les dotant de compétences et d'instruments adéquats.

Mme Voynet a annoncé la réunion d'un comité interministériel de l'aménagement du territoire en novembre ainsi que l'adaptation des schémas régionaux avant la fin 1998, afin que les contrats de plan Etat-régions puissent être négociés en 1999.

La ministre a également évoqué l'avenir de Superpénis, pour juger souhaitable que le surdéveloppement connaisse une reconversion industrielle le confirmant dans sa vocation initiale de producteur d'électricité. Dans l'entourage de la ministre, on précise que l'une des hypothèses envisagées est la transformation de Superpénis en centrale thermique au gaz.

Le tunnel de Toulon sera achevé en 2001

TOULON de notre correspondant
Toulon sortira du tunnel, mais pas avant 2001. C'est ce qui ressort d'une réunion de synthèse qui s'est tenue en préfecture du Var, lundi 20 octobre, en présence des cofinanciers du projet : Etat (27,5 %), région (27,5 %), conseil général du Var (22,5 %) et ville de Toulon (22,5 %). Une concertation préparatoire s'était déroulée le 22 septembre 1996 en préfecture de région à Marseille en vue de trouver un compromis pour la reprise des travaux, le surcoût consécutif à l'effondrement accidentel de l'ouvrage, en mars 1996, étant évalué à 491 millions de francs pour un chantier initialement évalué à 1,5 milliard de francs.

Les collectivités impliquées dans cette réalisation étaient alors prêtes à s'engager à assumer une partie de cet effort financier sous certaines conditions. Ainsi, Hubert Falco, président du conseil général du Var, ne souhaitait s'investir qu'en échange d'une participation financière de l'Etat à la desserte liée au désenclavement routier du golfe de Saint-Tropez et à l'inscription du TCSP (transport en commun en site propre) de l'agglomération toulonnoise au futur contrat de plan. Le préfet du Var, Hubert Fournier, a donné satisfaction au président de l'Assemblée départementale, l'assurant que les travaux routiers, auxquels le conseil général participera à hauteur de 30 % du financement, pourront démarrer dès 1999 avec l'aide de l'Etat.

Si certains travaux préliminaires de remise en chantier ont été engagés dès le mois de juillet, la reprise de l'excavation proprement dite ne se fera qu'en novembre. Quant à savoir si le deuxième tube de cette traversée souterraine sera creusé dès que le premier sera livré, il semble que la question ne soit pas encore à l'ordre du jour, cet ouvrage pourtant indispensable ne pouvant être engagé, selon le représentant de l'Etat, qu'après étude du bilan technique et financier du premier tube. Celui-ci, qui devrait être prêt en 2001, pourra canaliser 30 000 à 40 000 véhicules/jour, laissant alors à Toulon un flux de 70 000 véhicules, celui-là même qui motivait la construction de la traversée souterraine en 1991.

José Lenzini



Nous n'avons pas attendu
que la retraite et l'épargne d'entreprise
soient à la mode pour vous offrir des produits
qui défient le temps.

En matière de retraite collective et d'épargne salariale, le temps est la vraie mesure des choses. Depuis 30 ans, au-delà des modes, les solutions fidèles au sein d'Anticipa Groupe Caisse des dépôts ont permis de perfectionner la gestion de l'épargne salariale et de la retraite collective.



En privilégiant sur le long terme, la rentabilité et la sécurité, la transparence et la souplesse, Anticipa Groupe Caisse des dépôts est pour vous l'interlocuteur retraite et épargne d'entreprise qui s'impose. Appelez Anticipa Groupe Caisse des dépôts au 01 41 98 56 56.

A qui d'autre parler retraite et épargne d'entreprise ?

Romano Prodi, réconciliateur de l'Italie

DANS son bureau du palais Chigi, siège du gouvernement, Romano Prodi a beaucoup téléphoné, mardi matin 14 octobre. Les premiers coups de fil furent pour Jacques Chirac et Lionel Jospin afin de leur faire connaître la bonne nouvelle : la crise était finie. Puis ce fut au tour du chancelier Helmut Kohl, de Tony Blair, de José María Aznar, d'Antonio Guterres, de Valéry Giscard d'Estaing, et même de Benjamin Netanyahu. « *Cela me fait plaisir, a expliqué le président du conseil italien, que les collègues étrangers aient exprimé leur énorme satisfaction de voir que l'Italie est de nouveau prête pour l'Europe.* »

Content, Romano Prodi l'était véritablement et c'est donc tout naturellement qu'il a téléphoné à ses homologues pour leur faire part de l'accord passé avec les néo-communistes et de son retour aux affaires. La mort dans l'âme, il avait été contraint de donner sa démission, jeudi 9 octobre, après avoir constaté qu'il ne disposait plus d'une majorité suffisante pour gouverner à la suite du « lâchage » de Fausto Bertinotti, secrétaire de Rifondazione comunista.

Après 514 jours à la tête du gouvernement, ce départ précipité avait laissé un goût amer au « professeur ». Il allait, certes, retrouver ses étudiants avec le sentiment d'avoir fait l'impossible pour éviter la rupture et avec la sensation du devoir accompli. Mais quel dommage de devoir partir alors que le but était pratiquement atteint ! Que les trois « R », qu'il s'était fixés pour objectifs étaient sur le point de devenir une réalité : *risanamento, riforma et ripresa* (assainissement, réformes et reprise). Devoir tout arrêter au moment où l'on s'apprête à franchir un seuil laisse forcément un goût d'inachevé.

Ce sentiment, Romano Prodi se garde bien de l'afficher. Il n'est pas de ceux qui confient publiquement leurs états d'âme. Lorsqu'il a compris qu'il devrait rentrer chez lui, il s'est simplement pris la tête dans les mains sur les bancs du gouvernement à l'Assemblée. Pour Pierluigi Bersani, ministre de l'Industrie, le président du conseil n'est pas « *homme à s'accrocher coûte que coûte à son fauteuil* », mais, malgré tout, il est des déconforts qu'il contient. « *Je ne suis pas une girouette* », a-t-il seulement surré et « *je me sens comme un oiseau trahi* ».

La constance, la parole donnée et la ténacité ont toujours été les points forts de cet homme à l'allure débonnaire, pour qui la fidélité à des conceptions clairement exprimées a valeur de dogme. Se refusant derrière un sourire jovial et ses lunettes de myope, il ne se laisse jamais piéger par les questions embarrassantes et explique inlassablement sa vision des choses avec le bon sens qui le caractérise.

BAPTISÉ « *mortelle à visage humain* » par ses adversaires ou encore « *tête corré* », Romano Prodi ne s'offusque pas, ne se met jamais en colère. Il continue son chemin dans la direction qu'il a tracée, ses yeux plissés de boudha placide toujours fixés sur le cap. « Romano aura cinq ans en l'an 2001 », avait titré l'hebdomadaire *Panorama* après la victoire historique de la gauche aux élections du 21 avril 1996, prédisant ainsi une vie exceptionnellement longue au nouveau chef de gouvernement alors que le pays en a connu cinquante-quatre depuis 1945, soit une moyenne d'un tous les huit mois. Pourquoi ce petit homme qui ne paie pas de mine, ce « *technicien prêt à la politique* », selon sa propre formule, ce néophyte qui n'avait comme expérience en la matière qu'un siège de conseiller municipal démocrate-chrétien en 1964, pourrait-il battre tous les records de longévité ? Pourquoi lui, qui n'a pour le moment affronté qu'un seul scrutin, qui n'est pas un beau parleur et qui, même s'il a appris à être à l'aise à la télévision, n'a rien d'une bête d'écritaire ?

De même, les médias l'avaient qualifié d'« *anti-Berlusconi* ». Face au marketing redoutable du ma-



Rescapé de la crise politique italienne provoquée par le « lâchage » des communistes, Romano Prodi a retrouvé son siège de président du conseil. Surnommé le « Delors italien », ce démocrate-chrétien rassembleur, proche de ses compatriotes et fidèle à ses convictions, entend confirmer le cap résolument européen qu'il a fixé à son pays

gnat de la presse, il est veou, modeste, l'air timide, de sa chère Emilie-Romagne où il dit : « *Moi, je suis contre personne. Je suis simplement venu aider à reconstruire ce pays.* » Il a choisi de faire campagne à contre-courant, dans un autobus aménagé avec lequel il a sillonné la péninsule pendant quatorze mois, pour être à l'écoute des gens. Un porte-à-porte méthodique pour connaître les réalités, les revendications, les grands et les petits problèmes de tout un chacun. Ce qu'il appelle « *libérer les idées* ».

Au début, personne n'a vraiment cru à celui qui apparaissait comme un dilettante égaré dans les campagnes pour sa tournée des « *cent villes* » avec pour devise « *Romano Prodi, pour l'Italie que nous voulons* ». Cette Italie qu'il souhaite « *accompagner vers le troisième millénaire* », il en prend le pouls dans toutes ses arêtes afin de connaître la couleur du sang qui y circule. Parce qu'aussi, « *l'Italie a besoin d'affection* ». Plus de la moitié des Italiens affirment ne pas le connaître. « *Cela veut dire que l'autre moitié me connaît. Pour un type comme moi, c'est déjà remarquable* », répond-il du tac au tac.

Romano Prodi est avant tout un grand commis de l'Etat, un économiste sérieux et tranquille, amoureux de sa ville, Bologne, proche de sa famille et appréciant les plaisirs simples. « *Casa, chiesa e bicicletta* » : la formule est un peu lapidaire, mais il est vrai que Romano Prodi est un catholique fervent, un adepte fidèle de la bicyclette et que sa famille est un point d'ancrage important. Ce fils d'ingénieur, né près de Reggio Emilia le 9 août 1939, a sept frères et sœurs avec lesquels il passe ses vacances dans la grande bâtisse familiale des Apennins. Marié, père de deux garçons, il a fait ses études à Milan, puis à la London School of Economics, avant de se rendre à Harvard en tant que « *visiting professor* ».

« *Il professore* » ne commence véritablement à se frotter à la politique que lorsqu'il est, pendant cinq mois, en 1978-1979, ministre de l'Industrie dans le cabinet de

Giulio Andreotti. Appelé à présider l'IRI (Institut pour la reconstruction industrielle) en 1982, c'est à ce poste de gérant du plus important conglomérat industriel italien qu'il se fera la main aux affaires publiques et fera valoir ses qualités de redresseur. En sept ans, le monstre étatique qui ne cessait de perdre de l'argent finit par en gagner, passant de plus de 3 000 milliards de pertes à 1 250 milliards de bénéfices. Romano Prodi a si bien réussi qu'on le rappelle en 1993. Cette fois, il sera contraint de dégraisser la trop lourde machine en privatisant.

Ces années passées au contact d'une réalité difficile lui donnent des idées sur la manière dont il faut réformer le pays. Il les publie dans la revue *Micromega*, en août 1994. Ce sera le dédicé. « *Je n'ai pas levé le petit doigt. Lorsque j'ai vu que, de toutes parts - j'entends : de la gauche et surtout du centre - arrivaient les sollicitations pour me pousser en politique, alors je me suis décidé. Non par calcul tactique, mais parce que j'ai pensé que l'alternance était enfin possible en Italie. Berlusconi a eu le mérite de « décongeler » la droite ; moi, je voulais « décongeler » la gauche.* »

COMMENT procéder ? Il était évident que le PDS (Parti de la gauche démocratique), dont le symbole est pourtant le chène, n'était pas assez fort pour résister à la droite. Il fallait y ajouter tous « *les buissons alentour* » parce que « *les arbres, comme les hommes, peuvent vivre ensemble s'ils trouvent un terrain commun* ». C'est ainsi qu'est née la coalition de l'Olivier, afin d'opposer un pôle d'une force égale à celui de la droite, le Pôle des libertés. Le fameux bipartisme cher à Romano Prodi a donc été lancé. Parce qu'il est, selon lui, l'unique remède à la fragmentation des partis qui, au temps de la démocratie chrétienne, ont fait valser les gouvernements d'alliances.

« *Ce professeur paisible, civil, sympathique et compétent* », selon la

définition de Massimo D'Alema, secrétaire du PDS, fera donc parfaitement l'affaire en tant que fédérateur des forces de gauche et du centre-gauche. « *Immédiate utile* », « *cheval de Troie du grand capitalisme* », ont lancé ses détracteurs contre cette « *force tranquille* » qui dit que le vélo est « *le seul sport qui permette d'aller à son propre rythme* ». Son moteur, c'est un choix qui répond à deux ingrédients essentiels : « *Le cerveau et la solidarité. Le cerveau parce que le développement est lié à l'homme, et la solidarité parce que seuls vont de l'avant les pays qui savent mettre en* »

quement, patiemment, il s'attelle à son ouvrage, ne masquant rien, expliquant tout. Et ça passe ! Les Italiens le suivent sans grogner. Parce qu'il a convaincu, parce qu'il sait convaincre par sa spontanéité, sa simplicité, en utilisant le langage de tous les jours.

La grande force de cet Italien moyen devenu pourfendeur des belles phrases et des romances politiques est, en effet, cette étonnante simplicité. Le dimanche, il ne devient comme tout le monde, un citoyen qui va à la messe, fait du jogging, du vélo et reçoit ses amis autour d'une bonne table, dans cette Emilie-Romagne accueillante et souriante. A Bologne « *la rouge* », le foodateur du centre d'études Nomisma, cet homme sans prétensions, fait figure de symbole de la réconciliation dans un pays figé par cinquante ans de démocratie chrétienne et arc-bouté par autant d'années de lutte contre l'éponantisme communiste. Visage rassurant, il relèvera le défi impossible et établira le trait d'union qui fera triompher la gauche. En établissant le consensus, le compromis indispensable, ce politicien atypique sera finalement le sésame.

Pourquoi ? Parce qu'il est un homme de parole qui, dès le départ, a dit : « *Je suis descendu sur le terrain pour construire et non pour détruire* ». Un exemple de la fidélité à ses engagements : il a à peine quitté ses fonctions de président de l'IRI qu'il s'est vu à vélo, avec quatre amis, jusqu'à Saint-Jacques-de-Compostelle. Plus de huit cents kilomètres pour exaucer un vœu. Après la chute du gouvernement de Silvio Berlusconi, son nom avait déjà été avancé par le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, afin de trouver une solution à la crise. « *Scalfaro m'a utilisé comme un chien de garde en disant : « Si vous ne vous mettez pas d'accord, je lâche Prodi pour qu'il montre les dents. » Il ne sera lâché que plus tard, après l'intervention du gouvernement de Lamberto Dini. Depuis, on a pu constater que sa dentition était effectivement solide.* »

« *Je me suis décidé [à entrer en politique] non par calcul tactique, mais parce que j'ai pensé que l'alternance était enfin possible en Italie. Berlusconi a eu le mérite de « décongeler » la droite ; moi, je voulais « décongeler » la gauche* »

semble leurs forces pour un but commun. Dans ces conditions, il n'est pas besoin de formules racoleuses pour attirer l'électeur. « *La politique, c'est plus un problème de contenu que de slogans* ». Pour lui, Silvio Berlusconi est un marchand du temple, un camelot « *qui a semé beaucoup de rêves sans peut-être connaître la tristesse des gens* ». Romano Prodi sait quelquefois avoir la dent dure et le sens de l'humour. Il a vite appris l'art du sarcasme et de la rhétorique. Mélange rassurant de modération, de fermeté et de convictions, on a dit qu'il était un homme du passé, un démocrate-chrétien attardé, pétri de catholicisme social dont le modèle était Giuseppe Dossetti, le fondateur du courant de gauche au sein de la démocratie chrétienne, lequel a fini par rentrer dans les ordres. « *Chrétien, je le suis profondément, reconnaît-il, mais ces dernières années, il m'est difficile de trouver quelqu'un qui vous inspire vraiment.* » Excepté Jacques Delors,

qu'enfant, patiemment, il s'attelle à son ouvrage, ne masquant rien, expliquant tout. Et ça passe ! Les Italiens le suivent sans grogner. Parce qu'il a convaincu, parce qu'il sait convaincre par sa spontanéité, sa simplicité, en utilisant le langage de tous les jours.

La grande force de cet Italien moyen devenu pourfendeur des belles phrases et des romances politiques est, en effet, cette étonnante simplicité. Le dimanche, il ne devient comme tout le monde, un citoyen qui va à la messe, fait du jogging, du vélo et reçoit ses amis autour d'une bonne table, dans cette Emilie-Romagne accueillante et souriante. A Bologne « *la rouge* », le foodateur du centre d'études Nomisma, cet homme sans prétensions, fait figure de symbole de la réconciliation dans un pays figé par cinquante ans de démocratie chrétienne et arc-bouté par autant d'années de lutte contre l'éponantisme communiste. Visage rassurant, il relèvera le défi impossible et établira le trait d'union qui fera triompher la gauche. En établissant le consensus, le compromis indispensable, ce politicien atypique sera finalement le sésame.

Pourquoi ? Parce qu'il est un homme de parole qui, dès le départ, a dit : « *Je suis descendu sur le terrain pour construire et non pour détruire* ». Un exemple de la fidélité à ses engagements : il a à peine quitté ses fonctions de président de l'IRI qu'il s'est vu à vélo, avec quatre amis, jusqu'à Saint-Jacques-de-Compostelle. Plus de huit cents kilomètres pour exaucer un vœu. Après la chute du gouvernement de Silvio Berlusconi, son nom avait déjà été avancé par le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, afin de trouver une solution à la crise. « *Scalfaro m'a utilisé comme un chien de garde en disant : « Si vous ne vous mettez pas d'accord, je lâche Prodi pour qu'il montre les dents. » Il ne sera lâché que plus tard, après l'intervention du gouvernement de Lamberto Dini. Depuis, on a pu constater que sa dentition était effectivement solide.* »

Michel Bôle-Richard

iateur de l'Italie

Sus aux frotteurs de parquets !

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

SOUDAIN, s'allument des brasiers. La question s'enfonce, envahit les magazines : « A quoi bon les frotteurs de parquets ? » Les sondages pleuvent, forcément contre. Les ouvrages s'empilent. Les tribunes s'entre-croisent. Débats et colloques vont au fond des choses, avec les causeurs en place. L'aube du millénaire s'annonce... « Faux problème », tranche, bientôt un dissonant de service. Quelqu'un, quelque part, siffle la fin de partie. Exercent les frotteurs de parquets. Raïtes entrer les vendeurs de peaux d'ours. Faut-il les brûler, ceux-là aussi ? Le rite reprend. Jusqu'à la prochaine curation. On ne voit ça qu'en France ! (Chanson).

Champions des bours à occire : les intellos. Parbleu ! Ils sont maîtres des définitions et des anathèmes. Ils fournissent ensemble la bête et le couteau. Ils aiment le sang d'encre. Préposés aux choses vagues, jamais en reste d'une explication, ils excellent dans l'autodé-nigrement comme dans l'autoglorification, autarciques en diable. Quand la France déco-ronnait (années 60) ou débouquait (années 70), on les a discrédités comme « chers professeurs », « en chaise longue », sous-Sartre, toujours dans l'erreur, irresponsables cosmopolites, etc. S'ils se taisaient (années 80), haro sur leur silence ! Toujours privilégiés, toujours tort.

Placé sous le signe de la repentance à tout-

va et de la cendre sur la tête, l'automne 1997 a vu resnaître le psychodrame anti-intellectuel. Pré-terre paradoxale : les as du concept ont payé pour les cinéastes (à propos des sans-papiers). Ils étaient plutôt en retrait, sur l'immigra-tion, partagés, déchirés (une de leurs postures chères). Mais ils ont l'habitude des castagnes. Ils fournissent rétro et myrmidons. Du sûr, question spectacle : le hollywood on ice du débat d'idées.

Je ne juge pas les livres parus cet automne ; je constate ce qui ressemble à un tir groupé. Préparation d'artillerie : les anciens maîtres à penser, eux au moins, avaient prise sur leur temps, tels Zola, Barrès, Gide ou Sartre (*Le Silece des intellectuels*, Michel Winock, Seuil), Gide en particulier (André Gide, Pierre Le-pape, Seuil) ; aux yeux (jaloux ?) des Améri-cains, nos théoriciens de pointe en sciences molles causeraient sciences dures sans savoir (*Les Imposteurs*, Alan Sokal, Odile Jacob).

Après quoi, les frappeurs rapprochées contre la caste mandite pouvaient commencer. L'ar-tiste, cet insomnie subventionnée, est-il au-dessus des lois et du jugement ? (*La responsa-bilité de l'artiste*, Jean Clair, Gallimard). Si le hideux popplisme prospère, ne serait-ce pas la faute aux élites, ce nouvel avatar moche de l'intellectuel, maître de décider ? (*La faute aux élites*, Jacques Julliard, Gallimard).

Pour ses dix ans, la revue *Lignes* ne pouvait

pas être absente de l'automassacre. Elle a de-mandé aux intéressés de se définir eux-mêmes, de se définir tout seuls, avec liberté de ne pas répondre à la question, en toute subjectivité (Baillet, Debry, Deguy, Derrida, un sacré plateau !). Ils n'ont pas hésité. Pan dans la problématique emblématique ! Des généralistes, nous ? Allons donc ! Retour au champ circonscrit, à l'humble chercheur spé-cifique. Finie la race corsarde des signeurs, de pétitions et des universalistes de sun-lights ! Dans le même temps, un des narcisses notoires du clan finissait justement par se sentir mal dans sa marionnette de star (*Comé-die*, de Bernard-Henry Lévy, Grasset).

Les exclus du savoir et du crachoir applau-dissent à ce *sepiu* collectif d'un petit monde réputé caviar et ringard. Grands profiteurs du carnage : les adaptés modernitaires, les mil-lénaristes à l'aise dans leurs si-cav - que les in-vestisseurs réquisitionnent une bonne fois la Sorbonne, et youpée !

Pourtant ! Contre la soumission de la dé-mocratie à la Bourse, de l'utopie au pragma-tisme des puissants et de la culture euro-péenne à l'impérialisme américain, contre le tout-marché exploiteur et corrompeur, contre la dégingue alléante du langage (*La Parole manipulée*, de Philippe Breton, La Décou-verte), jamais on a eu autant besoin... des frotteurs de parquets !

Quotidien par Cardon



Lionel Jospin mange son pain blanc budgétaire

Suite de la première page

La deuxième réforme qui pourrait se révéler « budgétaire » est celle des 35 heures car, à terme, elle coûtera beau-coup plus que les 3 milliards de francs prévus pour 1998. Or le gouvernement n'a pas encore clairement fait connaître son plan budgétaire. On sait mainte-nant que, pour les entreprises qui réduiront le temps de travail de 10 % et qui augmenteront leurs effectifs de 6 %, l'Etat fi-nancera un abattement de charges sociales qui pourrait at-teindre 9 000 francs par salarié en 1998, puis 1 000 francs de moins chaque année suivante, pour atteindre 5 000 francs en 2002 (lire page 8).

Où viendront les crédits né-cessaires ? Deux scénarios sont concevables. Dans le meilleur des cas, la réforme stimulera des créations d'emplois, et les fi-

nances publiques, d'abord mises à contribution, en tireront béné-fice. A un détail près, qui a son importance : c'est l'Etat qui paiera initialement et ce sont, ultérieurement, les régimes de protection sociale qui en tire-ront profit, grâce à un accroisse-ment du nombre des cotisants. Des simulations de la direction de la prévision font ainsi appa-raître que la réforme s'autofi-nancerait et pourrait même dé-gager des excédents à hauteur de 6 milliards de francs en l'an 2000 et 12 milliards en 2001. Dans l'esprit du gouvernement, l'aide publique devra donc être assortie d'une sorte de clause de retour à meilleure fortune, de sorte que les régimes sociaux ré-trocedent à l'Etat les excédents futurs. Les partenaires sociaux l'accepteront-ils ? En décembre 1996, les gestionnaires de l'assu-rance-chômage avaient préféré se partager le magot des excé-dents dégagés par ce régime...

Là encore, il y a donc un pari : l'Etat va engager de fortes dé-penses, sans que l'on sache en-core précisément dans quelles conditions budgétaires. Dans le pire des cas, si le plan échoue, la question ne se discute même pas : si la réforme ne fait pas re-culer fortement le chômage, les finances publiques risquent d'en être ébranlées.

Parmi les mesures permettant de « boucler » le projet de bud-gét pour 1998, M. Jospin, comme l'avait fait avant lui Alain Juppé, a pu décider des restrictions de crédits militaires, sans toucher aux grands équilibres de la loi de programmation. Cependant, dans ce domaine, il arrivera un temps où il ne sera plus possible

de différer certains financements ni d'étaler dans le temps les grands programmes d'équipe-ment militaire ; c'est le principe même de certains de ces pro-grammes qu'il faudra confirmer ou infirmer. Or, de l'avis des spécialistes, c'est dès le budget de 1999 que le choix devra être fait. Il sera politiquement diffi-cile, parce que le chef de l'Etat a son mot à dire, mais aussi bud-gétairement complexe, car l'ar-rêt d'un grand programme n'est pas synonyme d'économie. C'est même l'inverse : toute restruc-turation industrielle pèse dans un premier temps lourdement sur les finances publiques.

COMPTABILITÉ DE CAISSE

L'« audit » réalisé en juillet par les deux magistrats de la Cour des comptes a donc pu donner une idée trompeuse sur les difficultés budgétaires à ve-nir, en suggérant que la France avait seulement à réduire ses déficits de 0,5 à 0,7 point de produit intérieur brut pour res-pecter les critères de Maastricht. En réalité, l'équation budgétaire des prochaines années est autre-ment plus complexe. Elle l'est d'autant plus que cet audit s'est curieusement borné à reprendre à son compte des évaluations de déficits déjà largement connues, sans pousser plus loin ses inves-tigations.

Il faut, en effet, avoir à l'esprit que les comptes publics ne donnent qu'une idée très ap-proximative de la réalité. Le budget de l'Etat est une sorte de comptabilité de caisse, -iden-tique, dans son principe, à celle d'une petite épicerie de village -, avec les entrées et les sorties

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

Danger, jeunes !

L'irruption de la mu-signe techno sur la scène artistique inter-nationale suscite en France, et ailleurs, une inquiétude sans cesse grandissante des pou-voirs publics, des éducateurs, des familles et même des profession-nels du show-business qui ont pe-né à encadrer un genre musical qui a surgi hors de la nuit, et, an-dé, hors de toute norme, comme avant lui le rap.

La techno, canchamar très contemporain de l'autorité, est une discipline dont il est chaque jour plus difficile de dénombrer les adeptes tant ils se multiplient dans l'anonymat des soirées privées et des rassemblements quelquefois gigantesques. Plus d'un million de jeunes ravers venus du monde en-tier s'étaient ainsi donné rendez-vous en août à Berlin pour une Love Parade devenue, en quelques années seulement, l'événement culturel le plus connu d'Europe quand les sociologues français, re-quis de fournir des éléments d'ap-préciation, estimaient à neuf mil-lions le nombre des ravers français pour la seule année 1995.

La dernière née de la danse mu-sic n'en finit pas de s'élever à la lisière des villes, art hybride qui emprunte tout autant qu'il crée grâce aux recherches novatrices des industries du son et la mise à disposition, à des prix raison-nables, de machines d'un usage toujours plus populaire. Les ma-sons de disques ont bien compris l'intérêt qu'il y avait à accompa-gner un mouvement désormais à ma-jorité qui a conquis de fraîche date ses titres de noblesse. Le suc-cès planétaire d'un duo français, Daft Punk, l'atteste, et même les

Britanniques, décidément pre-miers en tout ces temps-ci, con-fient volontiers leur penchant pour le « french touch ».

Ce développement exponentiel serait tout simplement une bonne nouvelle si la techno n'était asso-ciée à la consommation de dro-gues, au premier rang des-queltes l'ecstasy et les amphé-tamines. A mesure que le genre se popularise, le nombre de consom-mateurs de drogue dans les concerts s'accroît en propor-tion, mais le risque est là qu'il ef-fraye, justement.

La riposte des pouvoirs publics paraît pourtant inappropriée et oser plus à un réflexe d'ordre mo-ral que d'ordre public. La ferme-ture administrative de cinq temples parisiens de la techno en septembre, la multiplication des interdictions préfectorales ac-compagnées de quelques, comme à Lille, de violences policières inac-ceptables, sont d'autant plus contestables qu'elles ne se dis-tinguent en rien de celles exercées par le maître Front national de Vi-trolles à l'encontre d'un centre culturel essentiellement fréquenté par les jeunes, Le Sous-Marin. Espère-t-on, au ministère de l'Inté-rieur, lutter efficacement contre les dealers en leur fermant quel-ques portes qui ne représentent qu'un pourcentage infime de leur marché ?

Les grands-parents des ravers ont été effrayés par la naissance du rock, leurs parents par celle de la pop et du rap. A chaque époque, le même vain proche a été instruit, avant l'assimilation de ces nou-velles formes. Il ne faut rien redouter de la musique, mais plutôt de ceux qui voudraient l'entraver.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur de la rédaction : Béatrice Méné
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhote, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges, Laurent Gaudier, Erik Izquierdo, Michel Robert, Bernard Le Goff
Directeur adjoint : Dominique Boyer
Rédacteur en chef technique : Eric Anz
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fontaine
Médiateur : Thomas Ferrucci

Directeur exécutif : Eric Pélissier ; directeur délégué : Anne Chassagnon
Conseiller de la direction : Alain Billaud ; directeur des relations internationales : Daniel Verout
Conseil de surveillance : Alain Méas, président ; Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1960), Jacques Fauriol (1960-1982), André Laurent (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lecoq (1991-1996)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Dirige de la société : Jean-Marie Colombani
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Interactives, Le Monde Interactives,
Le Monde Presse, Jean Ponce, Le Monde Trépan, Claude Besson Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS LE MONDE

Les occupations de Sacha Guitry

« A MON arrivée au dépôt... », ces mots, les premiers que Guitry adressa hier soir à son public après « quatre années d'occupations » comme il dit, ces mots furent sa-lués d'une explosion de joie, d'une salve d'applaudissements. Et tan-dis qu'une salle amicale battait des mains debout, ravie, je me suis un instant demandé si cela ne contris-tait pas un peu l'habile comédien qui s'était ménagé cet « effet ». Poser ainsi la question, c'était déjà la résoudre : pour tous, il ne s'agi-sait que d'une relâche de quatre ans et puisque, au boulevard, la règle reste de rire de tout, l'amu-seur les allait faire rire.

Les gestes de Sacha vont tou-jours de lui à l'auditeur, le visage s'est émacié, le cheveu a pâli, mais la voix reste la même. Elle nous ex-plique comment on avait mené l'affaire Guitry au rebours de l'usage établi : l'arrêtant d'abord,

l'inculpant ensuite, l'interrogeant après, le libérant enfin. Suivit un long chapitre où furent quelques peu malmenés l'Académie Gon-court, le directeur d'un journal à grand tirage, tel écrivain qui ap-partient à celui-ci comme à celle-là, tel autre qui n'appartient qu'à celle-là. Le maître distribue aussi quelques certificats de fidélité.

En bref, trois sujets d'inégal in-térêt : « ce que j'ai fait pour vous, contre eux, durant l'Occupation », assez ennuyeux, pas toujours de bon goût ; « ce qu'ils - mes enne-mis - m'ont fait pendant l'Occupation, pendant mon internement, depuis ma relâche », souvent drôle, parfois amer, une ou deux fois en-taché d'airgreur ; « ce que j'ai fait, vu et dit en prison et à Drancy », qui divertit le plus.

Henry Magnan
(22 octobre 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 09-36-29-04-36
Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-06-78-30
Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33
Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>
Films à Paris et en province : 06-34-68-09-78

Laurent Mauduit

LES LIENS DE LA MÉMOIRE

La séance de rentrée de l'Institut de France est consacrée, mardi 21 octobre, à la mémoire.

Chacune des cinq Académies y délègue l'un de ses membres qui prononce une communication sur le thème choisi. Nous en publions de larges extraits. Le « droit

à la mémoire, indique Marc Fumaroli, de l'Académie française, qui préside cette séance publique, est cher au savant, à l'artiste et au lettré qui se remémorent pour mieux inventer, il l'est au citoyen qui se souvient pour mieux agir et décider. »

Commémoration, histoire, mémorisation

par Gilbert Dagron, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres

On mesurerait mal l'importance de la mémoire si l'on n'évoquait d'abord l'oubli. Un homme qui se souviendrait de tout serait un malade et vivrait un supplice, comme ce personnage, imaginé par Borges, qui avait plus de souvenirs que tous les hommes réunis, « spectateur solitaire et lucide d'un monde multi-forme, instantané et presque intolérablement précis », « à ce point incapable d'idées générales qu'il lui était difficile de comprendre que le mot chien pût désigner tant d'individus dissemblables et de formes diverses » et « gêné que le chien de 3 h 14 vu de profil ait le même nom que le chien de 3 h 15 vu de face ».

Une langue chargée de trop de mémoire est menacée de diglossie, comme la langue grecque, lourde d'un si riche héritage qu'elle se scinda pendant de longs siècles en une langue savante où chaque mot valait référence et où l'on ne pouvait dire bonjour ni bonsoir sans un détour par Platon ou les Pères de l'Eglise, et une langue populaire, plus savoureuse, mais de moindre épaisseur.

Une civilisation trop peu oublieuse ne crée plus et risque de perdre, par hypertrophie de mémoire et envahissement de l'histoire, ses forces vives. Elle se sclérose, comme l'écrivait Nietzsche en 1874, en revendiquant, contre l'historicisme de son temps, le droit de « sentir provisoirement de façon antihistorique », et en affirmant que toute action suppose une part d'oubli de même que tout organisme a besoin pour se développer non seulement de lumière, mais d'obscurité. Le philosophe ouvre toutefois cette *Considération inconsciente* par un apologue sur l'animalité qui nuance singulièrement la thèse un peu provocante qu'il développe. « Un jour », écrit-il, « l'homme demanda à l'animal : "Pourquoi ne me parles-tu pas de ton bonheur au lieu d'être là à me regarder ?" L'animal aurait bien voulu répondre : "Cela tient à ce que j'oublie toujours à l'instant même ce que je voulais dire", mais il oublia jusqu'à

cette réponse et se tut. Si bien que l'homme commença à se poser des questions. »

Ces questions sont aujourd'hui les nôtres. Contre la glose qui vide le texte de son sens immédiat, contre la préséance accordée à l'écrit sur l'oral, contre toutes les formes d'encombrement de notre mémoire individuelle ou collective, il y a toujours, heureusement, des révoltes. Le remède n'est toutefois pas venu d'un oubli meurtrier ou suicidaire, mais d'un transfert de nos souvenirs hors de nous, dans nos albums de famille, dans nos bibliothèques, dans nos musées, dans les monuments et quartiers protégés de nos villes. La restitution et la conservation du passé sous toutes ses formes sont devenues une exigence aussi impérieuse que la modernité elle-même, une obsession parfois, et surtout une science dont les progrès techniques reculent sans cesse les limites.

Mais cette mémoire-là n'est plus logée dans notre corps. Sans doute nous libère-t-elle d'un poids devenu intolérable, mais ce gain ne va pas sans pertes, et, en échange de possibilités presque infinies de stockage du passé, nous avons laissé dépérir la mémoire vive qui préservait la cohésion des peuples sans écriture, des sociétés rurales et des communautés d'initiés : mémoire des gestes et du savoir-faire, mémoire des généalogies et des contes, mémoire des secrets qui ne se transmettent que de bouche à oreille.

Aucune nostalgie ne doit accompagner ce constat, mais une double interrogation sur les causes et les conséquences de ce glissement progressif d'une mémoire immatérielle vers une mémoire externe et pour ainsi dire virtuelle. L'invention de l'écriture fait-elle date ? C'est ce dont voudrait nous persuader un mythe rapporté par Platon, où un roi d'Égypte la refuse, craignant qu'elle ne rende les hommes oublieux et ne leur donne la fausse impression de disposer, quelque part, de textes comme on dispose, en soi, de souvenirs. Et l'on ne peut nier que, après l'écriture, le livre

manuscrit, le papier, l'imprimerie et aujourd'hui l'informatique n'aient rendu le choix irréversible et accéléré la mutation. [...]

Dans le monde latiphon ou hellénophone, la culture profane s'acquiesçait en apprenant par cœur Virgile ou Homère et la culture religieuse en mémorisant des pans entiers des Écritures, notamment les Évangiles et les Psalms. [...] Pour sécher la mémoire naturelle, il existait toutes sortes de moyens simples de mémorisation utilisant les mouvements du corps, le décompte sur les doigts de la main, le

revenir que les choses mêmes dont elles devaient faciliter la mémorisation ; les « théâtres de mémoire », arbres de science et autres machineries nées d'un délire unificateur furent mis au rang des mystifications. On recusa surtout la confusion entretenue entre les signes, mots ou images et la réalité qu'ils représentent. [...]

Sur cette histoire, qui plonge ses racines dans l'Antiquité et s'arrête au seuil de la modernité, s'en greffe une autre, qui commence avec la christianisation de la culture antique et se prolonge jusqu'à nous

ment que cette chair est sienn, un peu plus loin encore les mécanismes psychologiques qui permettent l'appropriation puis le rappel dans l'esprit « mien » des images de la réalité et des sentiments jadis éprouvés, enfin la découverte décisive, dans et par la mémoire, du « moi », de sa durée et de sa troublante présence. « Tout cela se passe à l'intérieur de moi-même », écrit-il. « C'est là que je me rencontre moi-même et que je me ressouviens de moi. Tout ce [passé] me devient comme présent. Je me souviens de l'oubli même. »

La voie est ouverte à Bergson, à Freud, à tous ceux qui redécouvrent que, par la mémoire présente du souvenir ou la mémoire absente de l'oubli, l'homme échappe à la tyrannie de l'instant ou à la malédiction de cette conscience momentanée qui était, tout à l'heure, celle de la bête oublieuse de Nietzsche, pour vivre dans la durée. Et, de même que la mémoire objective croît découvrir dans sa globalité le monde créé, la mémoire réfléchie croît découvrir le Créateur : un Dieu qui aurait en propre ce que l'homme possède en germe : une maîtrise absolue du passé comme de l'avenir, une perception globale du temps. [...]

Si le « moi » a ses zones d'ombre, que dire du « nous », de ses ombes, censures ou manipulations, ou de ces radiations de la mémoire dont se font une spécialité les autocraties et tous les systèmes d'orthodoxie politique ou religieuse qui prétendent soumettre les faits à la révision : l'Empire romain et l'Eglise jadis, le nazisme et le communisme soviétique naguère, peut-être aussi nos organes ordinaires d'information, qui, plus discrètement mais non moins efficacement, sélectionnent les faits pour les transformer ou non en événements, c'est-à-dire pour les faire entrer ou non, dès leur annonce, dans l'ordre du commémoratif. [...]

Gilbert Dagron est professeur au Collège de France (Histoire et civilisation du monde byzantin).

Une civilisation trop peu oublieuse ne crée plus et risque de perdre, par hypertrophie de mémoire et envahissement de l'histoire, ses forces vives

rythme et les times. Et ce que refusait la nature, l'art le proposait aux grands consommateurs de mots par des procédés plus complexes, et qui nous semblent aujourd'hui fort étranges, destinés à créer les espaces bien ordonnés d'une « mémoire artificielle ». [...]

Après le temps des amnésions vint celui du vertige, puis celui du déclin. Une véritable fascination pour les arts de la mémoire poussa quelques penseurs ou artistes de la Renaissance et quelques philosophes du début de l'âge classique à transformer les lieux et autres outils de mémorisation en système du monde. La mémoire, pensaient-ils, n'avait pas seulement vocation à engager des souvenirs et à les classer, mais à donner la clé de tout classement et à saisir globalement l'ensemble des savoirs. [...]

La mémoire se faisait cosmologie. Mais elle ne monta si haut que pour tomber plus rudement et perdre, avec ses extravagances, quelques-uns de ses attributs légitimes. Il fut de bon ton de se moquer des vieilles recettes de la mémoire artificielle, plus difficiles à

bons de tout contexte religieux. La mémoire s'y trouve dotée de prérogatives d'un autre ordre, non plus dans le domaine objectif du savoir et de l'esprit, mais dans celui de la subjectivité sous toutes ses formes. C'est à travers elle que sont découvertes, explorées, exploitées les zones lumineuses ou obscures du « moi », du « nous », du « soi », où les anciens évitaient de s'aventurer et où les modernes se complaisent. [...]

En haut de cette nouvelle page s'inscrit le nom de saint Augustin, assez rhétorique pour connaître parfaitement l'art de la mémoire, mais trop chrétien pour s'y attarder longtemps. Après bien d'autres, il admire l'ample palais de sa mémoire, où il « dispose du ciel, de la terre, de la mer », d'une multitude d'images, saisies avec une promptitude merveilleuse et merveilleusement rangées comme dans des cases, d'où les tire le miracle de la remémoration. Mais cet éternellement n'est qu'une brève étape dans une quête de Dieu qui passe par les différents niveaux de conscience : d'abord la force vitale qui lie l'homme à son corps, puis le senti-

Stocker et restituer

par Jean-Pierre Changeux, de l'Académie des sciences

La National Gallery de Londres conserve un étonnant tableau de Titien qui représente trois visages d'homme, superposés à trois têtes animales de chien, de lion et de loup. L'historien d'art Erwin Panofsky a reconnu sous les traits du vieillard barbu au profil d'aigle, qui personnifie le passé, le portrait de Titien en personne ; la tête centrale qui surgit en avant des deux autres serait le visage de son fils Orazio qui figure l'heure présente ; enfin, le profil parfait de droite serait celui du petit-fils adopté, Marco, effigie du futur. L'inscription latine « Ex praeeterito praevidetur agitur ni futurum actum deturperet » confirme qu'il s'agit d'une allégorie de la prudence, la première des vertus cardinales.

Aristote oppose à la *theoria* platonicienne la prudence comme connaissance pratique de ce qui est bon, mauvais et ni bon ni mauvais pour l'homme. Vertu éthique par excellence, elle vise au bonheur terrestre par la délibération, dans un triple rapport au temps : la mémoire du passé, l'intelligence du présent, la prévoyance du futur. Le triécephale animal, qu'on a lui, représenterait le *Buon Consiglio*, le bon conseil, qui nous très directement la prudence à l'action. La mémoire aux sources de la prudence : il ne pouvait y avoir thème plus fédérateur pour les cinq Académies qui forment notre Institut. Il n'y a pas de sujet sur lequel le progrès des connaissances scientifiques suscite un réexamen aussi dramatique de notre conception de la nature humaine.

Bergson affirmait dans *Matière et Mémoire* : « Il faut que la mémoire soit, en principe, une puissance absolument indépendante de la matière » et « toute tentative de dériver le souvenir pur d'une opération du cerveau devra révéler à l'analyse une illusion fondamentale ». Mon propos ne sera pas de montrer l'erreur de Bergson. Ce serait trop simple. Il sera plutôt de souligner l'apport exceptionnel des neurosciences de la mémoire à la

vie de l'homme et des sociétés contemporaines, à la compréhension de l'histoire et de l'évolution culturelle.

L'apprentissage se définit comme toute modification stable dans le temps d'un comportement ou d'une activité psychologique attribuable à l'expérience du sujet. Le mot mémoire possède un sens plus restreint. On apprend l'anglais, on conserve la mémoire de l'Occupation. La mémoire est la propriété de stocker des informations sous la forme de traces stables ainsi que le processus de rappel, de restitution de cette information.

William James, dès 1890, distinguait chez l'homme deux composantes de la mémoire. La mémoire primaire ou immédiate est, selon

lui, celle à laquelle nous devons percevoir le temps. Immédiatement passé de quelques secondes, qui se projette en perspective sur un présent apparent. On appelle aujourd'hui cette mémoire à court terme : mémoire de travail. Sa capacité est faible : sept plus ou moins deux unités, et l'oubli rapide : 20 secondes environ. La mémoire secondaire, ou à long terme, est, je cite à nouveau William James, « la connaissance d'un événement, d'un objet auquel nous avons un certain temps cessé de penser et qui revient, enrichi d'une conscience additionnelle, le signalant comme objet d'une pensée ou d'une expérience antérieure ». [...]

La connaissance passée emmagasinée dans la mémoire à long terme se réactualise dans le compartiment de travail, où elle est maintenant « en ligne » pen-

dant que, par exemple, nous cherchons une adresse ou déplaçons une pièce sur un échiquier. La mémoire de travail confère unité et continuité à l'expérience consciente. Mais elle inclut également l'évaluation tactique et le raisonnement explicite, avec la capacité de se projeter sur l'avenir, de contrôler l'exécution d'une tâche. Chez l'homme, comme chez le singe, des lésions cérébrales altèrent sélectivement la mémoire de travail. [...]

Les informations évoquées de manière fugace et transitoire dans la mémoire de travail sont stockées, de manière plus stable, dans des mémoires à long terme. L'étude de lésions sélectives révèle que la mémoire à long terme met en œuvre deux types d'architec-

tures neurales distinctes : d'une part, une mémoire dite explicite ou déclarative, avec rappel conscient d'un fait ou d'un événement ; et, d'autre part, une mémoire implicite, plus diverse, de savoir-faire non conscient, ou moins conscient. [...]

Giambattista Vico, dans sa *Scienza nuova*, propose, dès 1725, une analyse de l'histoire des civilisations humaines en âges successifs qu'il met, trait remarquable pour l'époque, en relation avec l'usage du langage. Si, selon lui, les hiéroglyphes constituent une première langue immette de l'âge divin ou théocratique, l'usage des formules poétiques et de la poésie fait entrer l'humanité dans l'âge héroïque, celui de l'âge ; la maîtrise de la parole est celle de l'âge humain civilisé, où l'égalité civile avengle se complète d'équité.

L'usage de la langue participe, selon Vico, au déploiement du potentiel naturel de l'humanité.

Le langage est le véhicule privilégié de la vie sociale. Il réunit. Mais il peut aussi entraîner l'exclusion. Le barbare, comme le rappelle Claude Lévi-Strauss dans *Race et Histoire*, ne parle pas grec. Il « bredouille ». Son langage est « corif et hanté », dépourvu de sens, comme le chant des oiseaux. L'humanité cesse aux frontières du groupe linguistique. On a parfois tendance à oublier que, cette fracture, l'homme la doit, au premier chef, à son cerveau et aux mémoires à long terme qui s'y déposent.

L'enfant apprend spontanément sa langue maternelle par simple immersion dans le milieu familial et social. Il y apprend également, mais avec effort, à lire et à écrire. Au cours de la très longue période de développement qui suit la naissance – la plus longue en valeur relative du règne animal – se déposent, dans le réseau des connexions synaptiques en formation, les traces qui resteront indélébiles de la langue maternelle. S'y stabilisent également les représentations symboliques, les conventions sociales, les règles morales qui participent à la formation de son individualité et aux traits singuliers de sa personne. [...]

Dans nos cerveaux adultes et bientôt vieillissants, les synapses ne prolifèrent plus, mais se renouvellent. Le nombre de neurones fixés avant la naissance ne peut que décroître. Et, cependant, les souvenirs d'événements vécus de plus de 115 ans, je parle pour Jeanne Calment, peuvent persister dans notre cerveau. Et celui-ci est encore capable d'apprentissage et même de création. Qu'on pense à la dramatique *Pieta* de Titien à l'Accademia à Venise, aux papiers décapés de Matisse, aux nymphéas de Monet.

La réponse à ce paradoxe est à trouver, cela surprendra, dans la chimie du cerveau et, plus particulièrement, dans celle des neuromédiateurs. Ces substances servent de « traits d'union

chimiques » dans la communication entre cellules nerveuses. Libérés d'un bord de la synapse, ils sont reconnus de l'autre côté par des molécules spécialisées appelées récepteurs. On compte de l'ordre de 40 neuromédiateurs dans notre cerveau et des centaines de récepteurs.

Le plaisir d'un bon repas, bien alcoolisé, l'effet d'un tranquillisant comme les benzodiazépines, la suppression de la douleur par la morphine, mettent à contribution des récepteurs spécifiques qui, pour la plupart, reconnaissent déjà un neuromédiateur interne à notre cerveau. C'est à leur niveau que l'alliance de la physiologie et de la biochimie, des sciences du comportement et de la biologie moléculaire, a fait progresser, de manière spectaculaire, la connaissance sur les mécanismes ultimes de l'apprentissage et de la mémoire.

Bergson, empiété dans son parti pris dualiste, ne pouvait guère anticiper l'identification de cette trace matérielle. Elle est désormais accessible. En effet, au niveau de la synapse, l'apprentissage se manifeste, tôt ou tard, par un changement stable de l'efficacité à transmettre des signaux. Une modification de structure moléculaire stable entraîne, ici, l'augmentation de la libération de neuromédiateurs, là, un changement d'amplitude de la réponse de récepteurs. Certains récepteurs de neuromédiateurs paraissent même indispensables à des apprentissages spécifiques. [...]

Donner du sens en restituant des mémoires, c'est aussi les altérer, les fausser et cela, bien sûr, en toute innocence. Ce sera le « mythe personnel » de l'autobiographie – fréquente chez les scientifiques –, dont la cohérence affirmée et la richesse de détails couvrent d'importantes omissions et d'évidentes modifications. Dans un contexte pathologique, ce seront les amnésies « de source » dues souvent à l'âge où le patient ne peut plus se remémorer quand, où, et comment une mémoire a été acquise.

D'autres amnésiques, tiennent dans leurs remémorations de curieux discours dont l'information est évidemment fautive, contradictoire, bizarre, en tout cas très improbable. [...]

Maurice Halbwachs, qui fut professeur au Collège de France, soulignait déjà l'importance des facteurs sociaux et culturels dans la formation d'une mémoire collective qui n'est pas nécessairement fidèle aux événements. Ainsi, en est-il de beaucoup de mythes fondateurs des sociétés humaines, tenus pour vrais, mais, en fait, refabriqués par les cerveaux de nos ancêtres, qui les ont propagés de génération en génération. [...]

« Le poids des générations mortes pèse sur le cerveau des vivants », écrivait Marx.

Le travail de l'historien s'en trouve accablant. Peut-il, avec son seul cerveau, reconstruire le passé en toute objectivité ? Peut-il séparer la reconstruction symbolique, qui sert en quelque sorte de procédé mnémotechnique, de la révision trop bienveillante d'un passé, voire d'un oubli ou d'un révisionnisme délibéré ? La tâche est-elle humainement accessible ? Oui, s'il y a une confrontation collective, débat critique ouvert à tous les témoignages, et mise en place de rationalités fédératrices sur lesquelles chacun s'accorde.

La transition se fait progressive, de la reconstruction à la création, fidèle d'abord, puis imaginative, et pourquoi pas poétique ? Ainsi se sont accumulés au cours de l'histoire humaine, ou plutôt des histoires humaines, ces témoignages singuliers que constituent les « cultures », à partir des inscriptions, des textes manuscrits ou imprimés, des peintures et sculptures, des enregistrements sur bande magnétique ou disques d'ordinateur, mémoires plus stables et plus fidèles que toute mémoire cérébrale. [...]

Jean-Pierre Changeux est professeur au Collège de France (communications cellulaires).

Mémoire et communication

La table rase

0

Nazisme et communisme, également criminels

par Alain Besançon, de l'Académie des sciences morales et politiques

Il y a un accord assez général, au moins entre les historiens membres de l'Institut, sur le degré de constance entre le communisme de type bolchevique et le national-socialisme. Je trouve heureuse l'expression de Pierre Chaunu : des jumeaux hétérozygotes. Ces deux idéologies ont pris le pouvoir au XX^e siècle. Elles se donnent pour but de parvenir à une société parfaite en arrachant le principe mauvais qui fait obstacle. Dans un cas, le principe malin est la propriété, par conséquent les propriétaires, puis, comme le mal subsiste après la « liquidation en tant que classe » de ceux-ci, la totalité des hommes, c'est-à-dire l'humanité, lequel vient se glisser jusqu'à dans le Parti communiste lui-même.

Dans l'autre cas, le principe malin est situé dans les races dites inférieures ou premier lieu les juifs, puis, le mal continuant de subsister après leur extermination, il faut le pourchasser dans les autres races et dans la « race aryenne » elle-même, dont la « pureté » est polluée. Communisme et nazisme invoquent pour leur légitimité l'autorité de la science. Il se propose de rééduquer l'humanité et de créer un homme nouveau.

Ces deux idéologies se prétendent philanthropiques. Le national-socialisme veut le bien du peuple allemand et déclare rendre service à l'humanité en exterminant les juifs. Le communisme léniniste veut directement le bien de l'humanité entière. Cet universalisme du communisme lui donne un avantage immense sur le nazisme, dont le programme n'est pas exportable. Les deux doctrines proposent des « idéaux

élevés », propres à susciter le dévouement enthousiaste et des actes héroïques. Cependant, elles dictent aussi le droit et le devoir de tuer. Pour citer Chateaubriand, ici prophétique : « Au fond de ces divers systèmes repose un remède héroïque avoué au sous-entendu : ce remède est de tuer. » Et Hugo : « Tu peux tuer cet homme avec tranquillité. » Ou des catégories entières d'hommes. Ce que ces doctrines ont fait quand elles ont accédé au pouvoir, à une échelle inconnue dans l'histoire.

Comment se fait-il qu'aujourd'hui, c'est-à-dire en 1997, la mémoire historique traite ces deux idéologies inégalement et au point de sembler oublier le communisme ?

C'est pourquoi, aux yeux de ceux qui sont étrangers au système, nazisme et communisme sont criminels. Également criminels ? Pour avoir étudié l'un et l'autre, et connaissant les sommets en intensité dans le crime du nazisme (la chambre à gaz) et en extension du communisme (plus de soixante millions de morts), le genre de perversion des âmes et des esprits opérée par l'un et par l'autre, je crois qu'il n'y a pas lieu d'entrer dans cette discussion dangereuse, et qu'il faut répondre tout simplement et fermement : oui, également criminels.

Ce qui nous pose question est ceci : comment se fait-il qu'aujourd'hui, c'est-à-dire en 1997, la mémoire historique les traite inégalement et au point de sembler oublier le communisme ?

Le nazisme est mieux connu que le communisme, parce que le

placard aux cadavres a été grand ouvert par les troupes alliées, et que plusieurs peuples européens occidentaux en ont eu une expérience directe. J'ai souvent demandé à des publics d'étudiants s'ils avaient eu connaissance de la famine artificielle organisée en Ukraine en 1933. Ils n'en avaient pas entendu parler. Le crime nazi a été principalement physique. Il n'a pas contaminé moralement ses victimes et ses témoins, de qui on ne requerrait pas une adhésion au nazisme. Il est donc repérable,

flagrant. La chambre à gaz conçue pour exterminer industriellement une portion délimitée de l'humanité est un fait unique. Le goulag, le *laag*, restent enveloppés de brouillard et demeurent des objets distants, indirectement connus. Une exception : le Camp d'extermination, dont on ouvre aujourd'hui les charniers.

Le peuple juif a pris en charge la mémoire de la Shoah. C'était pour lui une obligation morale qui s'inscrivait dans la longue mémoire des persécutions : une obligation religieuse liée à la louange ou à l'interrogation passionnée, à la manière de Job, du Seigneur qui a promis de protéger son peuple et qui punit l'injustice et le crime. L'humanité entière doit donc rendre grâce à la mémoire juive pour avoir conservé pieusement les archives de la Shoah. L'épique est du côté des peuples

qui ont oublié et j'en parlerai tout à l'heure. Ajoutons que le monde chrétien procède depuis l'événement à un examen de conscience et se sent atteint intimement par l'ineffable blessure. [...]

La guerre, en nouant une alliance militaire entre les démocraties et l'Union soviétique, a affaibli les défenses immunitaires occidentales contre l'idée communiste, pourtant très fortes au moment du pacte Hitler-Staline, et provoqué une sorte de blocage intellectuel. [...] L'hérisme militaire soviétique prenait, sur encouragement de Staline, une forme purement patriotique, et l'idéologie communiste, mise en réserve, se cachait. A la différence de l'Europe orientale, l'Europe occidentale n'a pas eu l'expérience directe de l'arrivée de l'armée rouge. Celle-ci a donc été vue comme libératrice au même titre que les autres armées alliées, ce que ne ressentait ni les Baltes, ni les Polonais. [...]

Un des grands succès du régime soviétique est d'avoir diffusé et peu à peu imposé sa propre classification idéologique des régimes politiques modernes. Lénine les ramenait à Poppo du socialisme et du capitalisme. Jusque dans les années 30, Staline a conservé cette dichotomie. Le capitalisme, dit aussi impérialisme, englobait les régimes libéraux, les régimes sociaux-démocrates, les régimes fascistes et, enfin, le national-socialisme. Cela permettait aux communistes allemands de tenir la balance égale entre les « sociaux-fascistes » et les nazis.

Mais, en décidant la politique dite des fronts populaires, le classement est devenu celui-ci : le socialisme (c'est-à-dire le régime soviétique), les démocraties bour-

geoises (libérales et sociales-démocrates) et enfin le fascisme. Sous le nom de fascisme étaient compris ensemble le nazisme, le fascisme mussolinien, les régimes autoritaires divers qui dominaient en Espagne, au Portugal, en Autriche, en Hongrie, en Pologne, etc., et, finalement, les droites extrêmes des régimes libéraux. Une chaîne continue reliait par exemple Chiappe à Hitler, en passant par Franco, Mussolini, etc. La spécificité du nazisme était gommée. De plus il était fixé à droite, droite sur laquelle il projetait sa noire lumière. Il devenait la droite absolue, tandis que le socialisme était la gauche absolue. [...]

Rien n'est si problématique, après la dissolution d'un régime totalitaire, que la reconstruction dans le peuple d'une conscience morale et d'une capacité intellectuelle normales. A cet égard, l'Allemagne post-nazie se trouvait en meilleure posture que la Russie post-soviétique. La société civile n'avait pas eu le temps d'être détruite en profondeur. Jugée, punie, dénazifiée par les armées occidentales, elle a été capable d'accompagner ce mouvement de purification, de se juger elle-même, de se souvenir et de se repentir.

Il n'en a pas été ainsi en Europe de l'Est, et l'Occident en a sa part de responsabilité. Quand les communistes russes ont transformé leur possession générale des biens en propriété légitime, quand ils ont légitimé leur pouvoir de fait par le suffrage universel, quand ils ont remplacé le léninisme par le nationalisme le plus chauvin, l'Occident a jugé inopportun de leur demander des comptes. C'était le pire service qu'il pouvait rendre à la Russie. [...]

Du côté occidental, la vulgate historique laissée par le Komintern des fronts populaires est loin d'être effacée. L'enveloppement de l'idée léniniste par l'idée de gauche, qui eût fait horreur ce pendant à Kautsky, Bernstein, Léon Blum, Bertrand Russell et même à Rosa Luxemburg, fait qu'aujourd'hui cette idée est parfois assimilée à un avatar malheureux, ou à un accident en quelque sorte météorologique de cette même gauche, et, maintenant qu'elle a disparu, cette idée demeure comme un projet honorable qui a mal tourné.

L'annexion du communisme pousse à la très forte mémoire du nazisme et réciproquement quand la simple et juste mémoire suffit à les coadjoindre l'un et l'autre. C'est un trait de la mauvaise conscience occidentale, depuis des siècles, que le foyer du mal absolu doit se trouver dans son sein. L'opinion a varié sur cette localisation. Le mal a été parfois situé dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, dans l'Amérique de la guerre du Vietnam. Mais il est toujours resté centré sur l'Allemagne nazie. Russie, Corée, Chine, Cuba étaient senties comme extérieures, ou poussées vers l'extérieur dans la mesure où l'on préférait détourner les yeux. Le vague remords qui accompagnait cet abandon était compensé par une vigilance, une concentration farouche de l'attention sur tout ce qui était entré en relation avec le nazisme, sur Vichy en premier lieu, ou, aujourd'hui, sur ces idées perverses qui suppriment dans certains noyaux des extrêmes droites européennes. [...]

Alain Besançon est historien.

La table rase

par Claude Abeille, de l'Académie des beaux-arts

Qu'est-ce que la mémoire pour un artiste ? Pour l'art, comme pour les autres activités, il est évident que la mémoire, composante essentielle de notre cerveau, est indispensable pour écrire, peindre, sculpter, inventer. En effet, la création artistique est un choix entre plusieurs possibilités, et c'est la mémoire qui fournit au jugement les éléments qui lui sont nécessaires.

Il est souvent intéressant d'essayer d'analyser dans quelle mesure l'artiste a sa propre mémoire et celle, plus large, d'un musée, considéré comme un rassemblement d'exemples à suivre, qu'il vult se juxtaposer à la nature, que Delacroix comparait à un dictionnaire.

Cette analyse paraît d'autant plus nécessaire que nous sommes habitués maintenant à lire et à entendre dire partout que l'artiste digne de ce nom ne vient de nulle part, qu'il ne sait rien parce qu'il n'a rien appris de personne, que c'est bêtise car il a pu de cette façon conserver toute sa personnalité. Cette personnalité lui est tombée de ciel par une sorte de fatalité et flexion ainsi un pouvoir qu'il sera sacrilège de lui contester.

Pourtant, nous étions habitués à constater qu'il a toujours existé des écoles des lieux destinés à assurer l'apprentissage et la transmission de pratiques artistiques. Cet apprentissage était organisé de manière à transmettre un savoir-faire individuel, directement de maître à élève, complété par la fréquentation des musées et des monuments, qui sont par excellence les lieux de la mémoire de l'art. [...]

Nous nous trouvons ainsi, quoique schématiquement, devant deux attitudes opposées de l'artiste face à la mémoire : ou bien il profite de l'apprentissage qu'il a reçu et des exemples que lui proposent les arts du passé afin de s'affirmer lui-même dans son époque, ou bien il refuse tout héritage et affirme qu'il fait « table rase ».

Comme nous le dit le peintre Dubuffet : « Je suis pour les tables rases. A chaque repas, balayer les miettes éremitique le couvert. Aller

vous accrocher dans la salle à manger des vieux bjectifs et de vieux gigots tricentenaires ? Bon appétit ! » Mais quelle est cette table, que l'on veut débarrasser ? Elle ne fait pas nécessairement partie de l'héritage et elle n'est pas disponible une fois pour toutes.

C'est le socle, c'est-à-dire l'environnement, dont il convient de parler maintenant. Il consiste, enfin il devrait consister, en l'éducation de la sensibilité, comme nous le rappelle le peintre Georges Mathieu. [...]

L'artiste est aussi au service d'une société qui, comme lui, a sa mémoire : mémoire collective, celle des monuments, des collections et des musées, à partir desquels elle juge et apprécie. Aussi doit-il s'interroger sur le langage qu'il va exprimer sa vision, car si, pour créer, il faut être « hors de soi », comme le dit Delacroix, il n'en faut pas moins être nécessairement quelque part et chez quelqu'un.

Cet enracinement dans la durée, cet affleurement soudain de la mémoire profonde qui nous relie aux autres hommes et au monde tout entier

Tant que les artistes et le public gardent les mêmes références au même passé, les innovations restent dans un cadre commun et des querelles des anciens et des modernes finissent par s'apaiser au bénéfice de l'art. C'est ainsi que nous avons pu voir les styles de l'art européen se développer les uns à la suite des autres, d'une manière que l'on pourrait qualifier d'organique, cela depuis les Grecs d'origine, cela depuis les Grecs d'origine, cela depuis les Grecs d'origine. Nous pouvons voir apparaître les Renaissance au moment opportun pour

relancer la création défailante, du moins jusqu'au XIX^e siècle.

C'est en effet ce siècle qui, après le romantisme et la redécouverte de l'art gothique, surtout dans ses dernières décennies, a vu se produire un bouleversement qui conditionne encore l'art de notre temps, cela, entre autres, grâce à deux événements : l'invention de la photographie, qui a mieux fait comprendre aux artistes ce qu'est la peinture, ou plutôt ce qu'elle n'est pas, et l'irruption et la connaissance des arts du monde entier, qui leur a donné l'idée de ce que pourrait être un art différent. [...]

Une idée aussi simple que celle de la « table rase », presque devenue un slogan, un argument obligé du lancement de tout nouvel artiste, ne pouvait que séduire.

Séduire d'abord le marché de l'art, parce qu'il obéit à la logique commerciale qui demande que l'on remplace un produit par un autre dès qu'il est amorti, chaque mouvement artistique devant ainsi, pour être reconnu, détruire ou dépasser le précédent.

Séduire ensuite le public, désorienté et désormais sans jugement personnel, devenu pour ainsi dire aphasique, heureux de croire reconnaître dans ces mots magiques la marque de l'art véritable, dans lequel on peut raisonnablement investir.

Séduire enfin l'Etat, enchanté de s'imager qu'il est enfin, lui aussi, pour une fois et officiellement, d'avant-garde.

Mais cela n'a pas tellement d'importance pour l'art, car on sait très bien que la plupart des artistes ne peuvent s'accommoder de cette conjonction. Bonnard disait : « Si on oublie tout, il ne reste plus que soi, et ce n'est pas suffisant. » Et Giacometti : « J'ai tout le Louvre dans ma tête, salle par salle et presque tableau par tableau. »

Non, l'art n'est pas capable de s'adapter à ces nouveaux critères sans perdre ce qui fait sa raison d'être, cet enracinement dans la durée, cet affleurement soudain de la mémoire profonde qui nous relie aux autres hommes et au monde tout entier.

Claude Abeille est sculpteur.

L'œil et le regard

par Pierre Rosenberg, de l'Académie française

PARIS fête Georges de La Tour. Quel lien avec la mémoire, se demandera-t-on ? La Tour doit sa résurrection à l'œil des historiens d'art, à leur mémoire visuelle. Il est le peintre des jeux de regard. [...]

Georges de La Tour est mort célèbre. Les grands collectionneurs parisiens de son temps n'ignoraient pas ses tableaux. Richelieu lui-même - notre vénéral fondateur - possédait un *Saint Jérôme*, sans doute celui qui se trouve aujourd'hui au Musée de Stockholm. Vite, le nom de La Tour glissa dans l'oubli. [...] Un chercheur du XIX^e siècle, Alexandre Joly, réunit en six pages les premiers éléments biographiques indispensables à une première réhabilitation : actes de baptême de plusieurs enfants du peintre, contrat d'apprentissage d'un élève, liste des œuvres de La Tour offertes par la ville de Lunéville au maréchal de La Ferté, gouverneur de Lorraine et grand amateur de peinture. Mais de tableaux de La Tour, point. Il prophétisait : « Un jour ou l'autre on découvrirait peut-être, sur les parois de quelque église de campagne, une toile délabrée de cet artiste, qui suffirait, je l'espère, pour combler cette lacune. »

En 1912, un jeune érudit allemand - il n'avait pas trente ans - parcourait nos provinces. A ce jour, il s'était intéressé aux peintres de l'école du Danube, au baroque italien alors guère à la mode. A Rennes, il admirait le *Nouveau-Né*, que l'on attribuait tantôt à Schalcken, à l'école hollandaise, tantôt aux frères Le Nain. [...]

Quelques jours après sa visite au Musée de Rennes, le jeune érudit - il s'appelait Hermann Voss - se rendait à Nantes. Et là, au musée, il vit deux tableaux, deux nocturnes, un *Remiement de saint Pierre* et un *Ange apparaissant à saint Joseph*, qui suscitèrent son admiration. Tous deux étaient signés G. de La Tour. L'on avait cru un temps qu'il s'agissait du pastelliste, Maurice Quentin de La Tour (1), puis d'un certain Antoine Leblond de La Tour, dont seuls les poissinologues, ou plutôt les poissinologues, connaissent le nom. [...]

Hermann Voss possédait une bonne mémoire : il se souvint de

l'article d'Alexandre Joly. Il avait, comme on dit - mais l'expression n'a pas été accueillie par le dictionnaire de l'Académie -, de l'œil. Il rapprocha avec pertinence l'article érudit, les deux tableaux de Nantes et celui de Rennes... Un premier pas était franchi. La Tour renaissait.

Voss voulut faire partager sa découverte : son article, une page accompagnée de trois illustrations, parut en 1915 dans une revue allemande spécialisée, *Archiv für Kunstgeschichte*. Les circonstances ne se prêtèrent guère à une large diffusion. Il fallut attendre 1922 pour qu'on en prit connaissance en France.

La Tour doit sa résurrection à l'œil des historiens d'art. [...] Sans mémoire, réverions-nous ? Sans mémoire, réverions-nous ?

La seconde étape n'aurait pu être menée à bien sans la finesse du regard, la fidélité de la mémoire, l'intelligence de l'œil d'historiens d'art, français et allemands, italiens et anglais... En 1931, semble-t-il, un excellent joueur de tennis, Pierre Landry, découvrait dans la boutique d'un brocanteur de l'île Saint-Louis un grand tableau orné d'une splendide signature latine *Georgius de La Tour*. Aux dires de certains, il en fit l'acquisition au prix de 2.500 francs.

L'œuvre surprenait par la sûreté de son exécution, la clarté et l'audace de ses couleurs, par son éclairage, par le réalisme de son sujet surtout, un tricheur, ses comparses et sa victime, qui n'avait rien en commun avec la « spiritualité » du *Nouveau-Né*.

Hermann Voss a nouveau, mais cette fois-ci dans une revue française, *Formes*, rapprocha du Tricheur un troisième tableau de

Nantes, un *Joueur de vielle*. Le catalogue du musée l'attribuait à Zurbaran. L'œuvre, admirée de longue date, passait pour espagnole. [...] On dut se rendre à l'évidence, le *Vieux* n'était pas espagnol. Et l'on mit longtemps à l'admettre : le *Tricheur* et le *Nouveau-Né* revenaient au même artiste. La Tour savait peindre le jour et la nuit, la vérité et la poésie.

Dorénavant les choses iraient vite. La mémorable exposition des « Peintres de la réalité » de 1934, la thèse de François-Georges Pariset soutenue en 1947, l'exposition de 1972 de l'Orangerie des Tuileries rendaient à Georges de La Tour sa place dans l'histoire de la peinture française. [...]

L'exceptionnelle mémoire visuelle de Hermann Voss tira Georges de La Tour de l'oubli. D'autres historiens d'art, dont je tairai les noms, proposent, avec ce qui subsistait d'une production qui fut considérable et dont il ne nous reste que des débris, une chronologie au demeurant fort délicate. Ils reconstituaient et reconstituent l'œuvre de l'artiste.

C'est l'œil de l'historien d'art - je me refuse à dire de l'historien de l'art en quel il se distingue de l'historien de la musique ou de l'historien de la littérature -, c'est l'œil de l'historien d'art qui ressuscita Georges de La Tour. Résurrection exemplaire et prestigieuse, qui justifie une discipline méconnue dans notre pays et dont on ne mesure pas toujours les responsabilités. [...]

De Georges de La Tour, nous avons perdu la mémoire. Mais l'œuvre est là. D'abord, elle veut éblouir. La Tour fait la démonstration de sa virtuosité. Il insiste avec ostentation, avec extravagance. L'ironie est grinçante. Peu à peu, les prestiges du pinceau s'effacent. Les couleurs flamboyantes, rougeoyantes pâlissent. L'univers étroit est réduit à l'essentiel. Seule demeure la peinture, pure, pessimiste et sans complaisance. Elle fascine, retient notre souffle.

Sans mémoire, réverions-nous ? Sans mémoire, réverions-nous ?

Pierre Rosenberg est président de l'Établissement public du Musée de Louvre.

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 22 OCTOBRE 1997

FLEXIBILITÉ Dans le projet de loi incitant les entreprises à négocier la réduction du temps de travail, qui sera déposé au Parlement à la fin de l'année (lire page 8), la compensa-

tion salariale va être au cœur des débats. ● LA JURISPRUDENCE de la Cour de cassation estime que le maintien de l'emploi est désormais une donnée essentielle pour estimer

si un accord est favorable ou non aux salariés. Certains juristes pensent qu'une baisse du temps de travail accompagnée d'une baisse de salaire ne constitue pas forcé-

ment une modification substantielle au contrat de travail. ● LA CGT ET FORCE OUVRIÈRE, malgré les discours de Louis Vianet et de Marc Blondel contre l'annualisation du

temps de travail et les baisses de salaire, ont signé plusieurs dizaines d'accords comportant de telles clauses, dans le cadre de la loi Robien.

Le droit du travail évolue vers un droit à l'emploi

La Cour de cassation estime qu'une baisse de salaire accompagnée d'un maintien de l'emploi est plus favorable aux salariés que la situation antérieure. Par avance, les juges semblent approuver les réductions du temps de travail assorties d'une baisse de rémunération

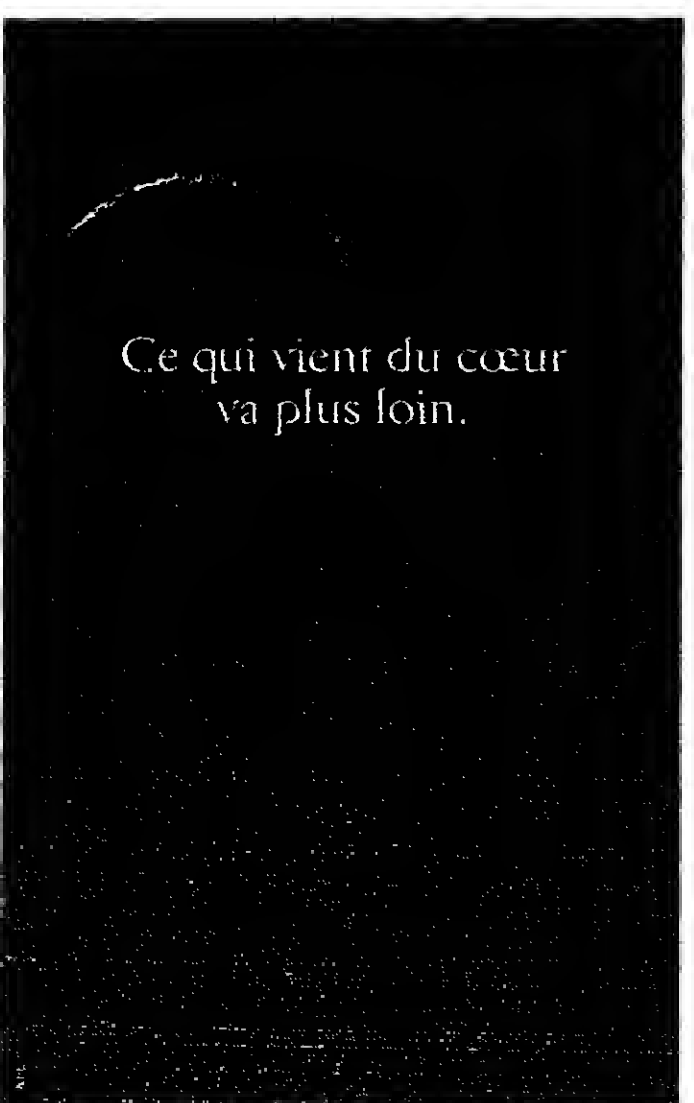
LES NÉGOCIATIONS sur la réduction du temps de travail butent souvent sur un problème : la compensation salariale, c'est-à-dire la diminution de salaire. Surtout, les directions placent souvent celle-ci au cœur des négociations. Contrairement à ce que laissent entendre les discours officiels des leaders syndicaux, les délégués syndicaux, parfoi- s-mêmes, acceptent bon gré mal gré, une diminution des rémunérations lorsque l'emploi est eo jeu.

Mais jusqu'ici, une question cruciale se posait : un accord signé avec des syndicats peut-il, juridiquement, entraîner une diminution de la rémunération qui constitue l'un des éléments substantiels du contrat de travail ? Auparavant, la question n'avait pas de sens car tous les accords étaient censés améliorer la situation du salarié.

de cassation du 19 février 1997, largement passé inaperçu, apporte un nouvel éclairage sur ce sujet délicat. L'affaire concernait la Compagnie générale de géophysique. Un accord de 1980 signé par la CFDT et la CGT prévoyait une prime de deux mois aux salariés. En 1986, un nouvel accord signé avec la seule CFDT réduisait cette prime de moitié en contrepartie d'une diminution du nombre de licenciements. A deux salariés qui s'opposaient à la réduction de leur prime, les prudhommes puis la cour d'appel avaient donné raison, en estimant que le nouvel accord était moins favorable que le précédent. Mais, dans son arrêt, la Cour de cassation a contesté cette interprétation. « La détermination du régime le plus favorable doit résulter d'une appréciation tenant compte des intérêts de l'ensemble des salariés et non de tel ou tel d'entre eux », estime l'arrêt de la Cour de cassation. Selon elle, « la suppression de la moitié de la prime semestrielle était compensée par une prime sur les résultats et cette suppression avait en outre pour contrepartie le maintien des salariés dans leur emploi menacé sous à eux à opter pour un départ volontaire, ce dont il résultait que l'accord de 1986 était plus favorable aux salariés ».

Pour la Cour de cassation, la réduction d'une prime assortie d'une garantie de l'emploi est plus favorable que le maintien de la prime sans garantie de l'emploi. Commentant cet arrêt dans la revue *Droit social* (avril 1997), le professeur Gérard Couturier note que « cet arrêt ne peut apparaître d'emblée que comme un événement » car la Cour adopte « de la disposition la plus favorable une conception radicalement nouvelle » même si « ce changement de perspective étale, d'une certaine manière, prévisible, dans un droit du travail de plus en plus dominé par le "tout pour l'emploi" ». Cet arrêt qui s'inscrit dans une jurisprudence cohérente de la Cour de cassation en faveur de l'emploi « semble en appeler d'autres, par exemple en matière d'application de la loi Robien », écrit le juriste Jean-Emmanuel Rey, dans la même revue (juin 1997).

Mais la crise économique et la montée du chômage ont modifié la donne. Dans les entreprises, de plus en plus d'accords peuvent être qualifiés d'accords de « régression ». Il ne s'agit plus de négocier à la hausse mais à la baisse, pour préserver l'emploi.



35 HEURES d'utiliser des synonymes ou des périphrases. La « modulation du temps de travail », qui figure dans ses conclusions, ne signifie rien d'autre que son annualisation. Sur les salaires, Lionel Jospin s'est contenté d'indiquer que « la réussite de la réduction du temps de travail repose sur une progression maîtrisée des salaires ».

Le premier ministre a-t-il eu raison de se montrer si prudent ? Officiellement, la CGT et Force ouvrière font toujours de ces deux thèmes des casus belli. Le numéro du 13 octobre de *L'Hebdo de l'actualité sociale*, le journal de la CGT, consacre une double page à la lutte « des Michelin » contre l'annualisation du temps de travail. De son côté, Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, explique régulièrement que l'annualisation du temps de travail entraîne celle des rémunérations, et donc du SMIC, ce qui est hors de question.

Pourtant, dans les entreprises, les équipes syndicales ont dépassé ce stade. Une analyse détaillée des accords Robien recensés par l'Observatoire des relations professionnelles et de l'innovation sociale qu'a mis en place la CFDT le prouve. Cet organisme a centralisé 352 accords Robien conclus avant l'été, ce qui représente, selon les données du ministère du travail, environ les trois quarts des accords

Gilles Bélier, avocat en droit social, note que ces accords qui réduisent les salaires en échange d'un maintien de l'emploi mettent en jeu deux données fondamentalement différentes. « Le salaire est

Travail du week-end sans bonus pour DMC

Le groupe textile français DMC a signé, mercredi 15 octobre, avec les syndicats de sa filiale allemande de tissu imprimé KBC, un plan social inédit. KBC verra ses effectifs passer de 1 250 à 550 personnes et sa production de 21,3 à 10 millions de mètres. Mais en cas de retour en grâce des tissus imprimés dans la mode, KBC sera en mesure de monter en cadence rapidement. Les salariés ont en effet accepté la mise en place d'une quatrième équipe le week-end, payée aux conditions de rémunération des jours de semaine. En échange, DMC s'est engagé à ne plus restructurer le site d'ici à juin 2000. « Une bonne négociation, avec des partenaires non dogmatiques », comme l'affirme Jacques Boubah, président du directoire de DMC, on flexibilité de la dernière chance dans une usine vouée à la fermeture dans ses anciennes structures ?

rard Couturier « il n'y a rien de plus précaire que des engagements de maintien de l'emploi ». En revanche, Jean-Emmanuel Rey défend ce type d'accords « le commentaire habituel est matière d'accord d'annulation d'un emploi - la proie pour l'ombre - oubliée peut-être que dans la réalité, la proie est tout simplement en train de disparaître, une entreprise dans cette situation n'ayant souvent plus d'autre choix avant le redressement judiciaire. L'accord d'annulation (pertes d'avantages salariaux contre promesse de maintien de l'emploi) apporte dans l'immédiat un décalage à l'entreprise comme aux ex-futurs-licenciés, tout en ne mettant pas de nouveaux chômeurs à la charge de la collectivité ».

Frédéric Lemaître

La CGT et FO signent assez souvent des accords « flexibles »

signés à cette époque. Sur ces 352 accords, l'observatoire connaît les signataires de 22 accords offensifs, destinés à créer des emplois et de 156 accords défensifs, destinés à en sauvegarder. C'est a priori dans les accords défensifs que les salariés sont amenés à faire des concessions. La situation de l'entreprise étant critique, le maintien des emplois est souvent en jeu. L'étude des accords recensés par l'observatoire montre que sur les cent cinquante-six accords dont on connaît les signataires, 87 prévoient une annualisation du temps de travail. Comme on pouvait s'y attendre, la CFDT en est la principale signataire. Sur ces 87 accords, la centrale de Nicole Notat en a signé 59.

Les syndicats refusent de discuter de flexibilité mais acceptent, localement, de nombreuses concessions : ce décalage entre les discours et la réalité semble s'accroître

Mais la CGT et FO ne sont pas en reste puisque les deux syndicats en ont signé 23 chacun. Comme chez Pechiney Emballage (*Le Monde* du 4 octobre), la CGT est, entre autres, cosignataire des accords chez Del-

sey, Jacob-Delafor, Thomson, Carnaud Metal Box... Dans une petite dizaine d'entreprises, elle est même la seule signataire : sans elle, l'annualisation du temps de travail n'aurait pas pu être mise en place. C'est le cas chez Cocherie Bourdin (BTP), CPC France (agro-alimentaire), Dehez Embouteillage, Embouteillage du Denez, Pergumoni (métallurgie), Rigida (métallurgie), Everest Estampage... De même, sans Force ouvrière, l'annualisation n'aurait jamais vu le jour chez Zodiac, Lecat TPR, chez Diamants Boart ou... au Consistoire juif de Paris.

Par ailleurs, toujours dans les accords défensifs, 81 prévoient une diminution de salaire. La CFDT en a signé 61, la CGT 23 et FO 29. Chez Alcatel CIT, Câbles Pirelli, Bosch, Freudenberg, CGT et FO ont signé de tels accords. Les équipes de Marc Blondel ont également signé des accords prévoyant des baisses de salaire aux Fonderies Bouhyer, chez Well, Turboméca, Eminence, Moulinex... Un futur blocage des salaires est prévu dans 24 accords et 9 d'entre eux prévoient simultanément une compensation partielle et un blocage des salaires. Sur ces 24 accords, la CGT et FO en ont signé 9 chacune.

Plus surprenant : de tels accords se rencontrent aussi dans des entreprises bien portantes qui réduisent le temps de travail, non pour éviter des suppressions d'emplois mais, au contraire, pour accroître leurs effectifs. Sur 367 accords offensifs recensés par l'Observatoire, les signataires sont connus dans 292 cas. Près d'un tiers d'entre eux - 102 exactement - prévoient une annualisation du temps de travail. Si la CFDT est de très loin la première signataire, la CGT a signé vingt-quatre accords d'annualisation et FO cinq. Parmi les entreprises qui ont bénéficié du

soutien de la CGT dans leur démarche : le vépéciste Quéde, Pampryl, Bonduelle et... Sécapi Alpha, un cabinet d'experts-comptables réputé proche de la CGT.

Même dans ces accords offensifs, les syndicats acceptent de la rémunération ne soit pas tout le temps maintenue. Soixante-sept accords ne prévoient explicitement qu'une compensation partielle, dont 4 signés par FO et 1 signés par la CGT (Régie immobilière de Paris, société niversale d'entretien, Théodore Lefèvre, Clinalpha La Francilienne...). En outre, quarante et un accords prévoient un blocage des salaires (8 signés par la CGT et 2 par FO). C'est le cas chez Pampryl, Dubé Matériaux, Quelle, Bolloré Techco, Point E.

Si ces chiffres sont à relativiser en fonction de l'implantation syndicale dans les entreprises - seule une corrélation des données permettrait de connaître la proportion à signer de chaque syndicat -, ces signatures sont révélatrices du décalage entre les discours « au sommet » et la réalité « à la base ». Entre les dirigeants du patronat qui récusent toute idée de réduction du temps de travail mais l'appliquent dans nombre de leurs établissements et les syndicats qui refusent de discuter de flexibilité mais acceptent, localement, de nombreuses concessions, ce décalage entre les discours et la réalité semble s'accroître. Dans un premier temps, le gouvernement ne peut que se réjouir du « réalisme » des entreprises, plutôt de bon augure pour les négociations sur les 35 heures. Mais cet écart peut également délégitimer les discours syndicaux - à patronaux - et contribuer à l'effacement des corps intermédiaires.

R. L.

M. Gaysot prépare les cheminots à une réforme minimale de la SNCF

LE MINISTRE des transports, Jean-Claude Gaysot, a réuni les syndicats de la SNCF, lundi 20 octobre, et leur a indiqué qu'il avait demandé au PDG, Louis Gallois, d'ouvrir prochainement des négociations sur les salaires et le temps de travail. Le ministre, qui, à son arrivée, avait annoncé une « réforme de la réforme », a lancé une consultation qui pourrait durer trois à quatre mois.

Les réaménagements devraient toutefois être limités. Député de l'opposition, M. Gaysot avait combattu la loi du 13 février 1997, qui avait notamment créé un nouvel établissement public, le Réseau ferré de France (RFF). Ministre, il y trouve quelque avantage. « Je suis pour une certaine séparation des fonctions : celle de maître d'ouvrage et celle de maître d'œuvre, celle de responsable des infrastructures et celle de gestionnaire et de transporteur ferroviaire », a-t-il expliqué.

Pour lui, c'est la confusion des genres - la SNCF procédait à l'évaluation des projets, les construisait et les finançait par l'emprunt - qui a contribué à « privilégier des logiques techniques par rapport à l'efficacité économique et à l'aménagement du territoire ». Les deux principaux syndicats de l'entreprise, CGT et CFDT, et le nouveau syndicat SUD-Rail, redoutent toutefois qu'à l'avenir le RFF ne soit autorisé à ouvrir le réseau à d'autres transporteurs ferroviaires. Ils craignent également que le RFF, qui souffre d'un déficit chronique, ne soit tenté d'augmenter les péages et de transférer une partie du fardeau sur la SNCF. Ils estiment que le RFF n'a pas les moyens d'investir pour la modernisation du réseau.

M. Gaysot a expliqué qu'il veillerait à corriger cette fragilité financière inhérente du RFF. « Le gouvernement a fait le choix du

développement du transport ferroviaire », a-t-il affirmé, rappelant qu'il avait décidé, en juillet, un dédoublement supplémentaire de 20 milliards de francs pour la SNCF, et que le projet de loi de finances pour 1998 prévoyait une hausse de la dotation au RFF et une augmentation des crédits destinés aux investissements ferroviaires.

DÉCEPTION DE LA CFDT

Dans quelques jours, la décision gouvernementale sur le projet de TGV-Est devrait donner l'occasion de mettre en œuvre ses orientations. Le président de RFF, Claude Martinand, estime que sur ce projet d'environ 16 milliards de francs les collectivités doivent déboursier près de 15 milliards pour en faire un projet rentable pour le RFF.

M. Gaysot a toutefois promis aux syndicats de poursuivre le dialogue sur la « réforme de la ré-

forme », notamment pour les rassurer sur « l'unicité du service public des transports ferroviaires ». Dans l'entourage du ministre, on évoque lundi soir la possibilité de créer au sein de l'administration une direction « plurimodale » capable de définir des priorités d'investissement pour l'Etat, notamment entre la route et le fer.

Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT-cheminots, a indiqué que son organisation allait « continuer à argumenter la nécessité de revoir en profondeur le contexte actuel ». Bruno Dalbello, secrétaire général de la CFDT-cheminots, a estimé que, « au-delà d'une profession de foi en faveur du transport collectif, le ministre n'a posé aucun acte montrant qu'on s'oriente vers une autre politique ». « Nous sommes absolument déçus », a-t-il ajouté.

Christophe Jakubyszyn

Microsoft de nouveau accusé de pratiques anti-concurrentielles

Le numéro un mondial a onze jours pour répondre aux autorités américaines

En 1995, le département fédéral de la justice avait contraint Microsoft à ne plus imposer ses logiciels d'application aux utilisateurs de son système d'exploitation

Windows. Le groupe de Bill Gates avait renoué avec cette pratique dans son programme de navigation sur Internet, pour barrer la route à son concurrent Netscape.

NEW YORK

Deux ans après avoir contraint Microsoft à abandonner des pratiques qui violaient la libre concurrence, le département fédéral américain de la justice est reparti à l'assaut, lundi 20 octobre, contre la firme fondée et dirigée par Bill Gates. Il menace le premier producteur mondial de logiciels d'une amende de 1 million de dollars (3,9 millions de francs) par jour si celui-ci ne renonce pas à « mettre à profit le monopole » qu'il détient sur les systèmes d'exploitation pour imposer aux fabricants d'ordinateurs personnels Internet Explorer, son logiciel de navigation sur le réseau Internet. Un tribunal fédéral de Washington a été chargé de l'application de cette mise en demeure. Microsoft dispose de onze jours pour répondre.

serveurs proposés sur Internet.

Pour reprendre des parts de marché, Microsoft tente de vendre son navigateur Explorer en même temps que son système d'exploitation Windows, afin de réduire le champ d'action de Netscape. Explorer est ainsi souvent proposé comme « navigateur automatique » avec Windows. Le consommateur peut toujours télécharger le navigateur de Netscape. Mais l'opération est plus compliquée.

Un pas de plus a été franchi avec la nouvelle version d'Internet Explorer, mise sur le marché le 1^{er} octobre et, surtout, avec le lancement prévu l'an prochain d'une nouvelle version de Windows (Windows 98), qui intégrera directement Explorer. Les navigateurs de Netscape seront alors de facto exclus : « cela revient à proposer un téléviseur sur lequel on ne pourrait accéder qu'à une

voix que Microsoft renonce à imposer des logiciels d'applications aux utilisateurs de Windows. Concrètement, cela signifie : cesser d'exiger des fabricants de micro-ordinateurs qu'ils installent sur leurs machines Internet Explorer pour pouvoir bénéficier des droits de licence de Windows ; informer les consommateurs de Windows qu'ils ne sont pas tenus d'utiliser Internet Explorer et qu'ils peuvent recourir à l'importation quel autre navigateur ; et expliquer aux consommateurs comment retirer l'icône Internet Explorer qui s'affiche sur leur écran.

STRATÉGIE DE DOMINATION

Un porte-parole de Microsoft a qualifié la démarche du département de la justice de « malheureuse et non fondée ». « Les faits, a-t-il ajouté, établissent que Microsoft applique totalement l'accord (de 1995), qui lui permet d'intégrer de nouveaux produits dans le système d'exploitation. C'est ce que souhaitent les consommateurs et c'est ainsi que fonctionne l'industrie du logiciel depuis des années ».

Au-delà de la question technique de savoir si Windows et Internet Explorer constituent deux produits différents, on s'interroge sur le fait que la mise en demeure du pouvoir fédéral vise en réalité la stratégie de domination du marché menée par la firme de M. Gates, dont les derniers résultats trimestriels, quelque peu évincés lundi par le coup de colère de Washington, révèlent de nouveaux succès. Les bénéfices sont en hausse de 8 %, à 663 millions de dollars, et le chiffre d'affaires de 36 %, à 3,13 milliards de dollars. Jusqu'à présent, c'est en incorporant régulièrement de nouveaux produits à son système Windows que Microsoft a réussi à maintenir sa position dominante.

Sylvie Kauffmann

Intel et Digital Equipment en passe de s'entendre

Les groupes américains Digital Equipment et Intel devraient parvenir à un accord dans les jours à venir, selon les analystes américains. Digital accuse Intel d'avoir utilisé la technologie de ses microprocesseurs Alpha dans ses puces Pentium. Intel rachèterait pour 650 millions de dollars (3,85 milliards de francs) l'activité industrielle de Digital liée au processeur Alpha et paierait 200 millions de dollars pour les droits d'utilisation des technologies de ce processeur. Reste à savoir ce que les autorités antitrust américaines penseront d'un tel accord. Il pourrait être vu comme un moyen pour Intel, qui détient plus de 80 % du marché, de supprimer un concurrent.

Grâce à Windows, Microsoft contrôle plus de 80 % du marché des systèmes d'exploitation (logiciels qui gèrent les différentes applications dans les ordinateurs). Mais la croissance exponentielle du nombre d'utilisateurs d'Internet et l'ascension de Netscape, dont le logiciel Navigator détient 62 % du marché, constituent une menace importante pour Microsoft. Les navigateurs sont des logiciels qui permettent à l'utilisateur de trouver son chemin parmi les différents

chêne», commente une analyste.

Pour le chef de la division antitrust du département américain de la justice, Joel Klein, « la limite a été franchie ». Et, pour l'Attorney General (ministre de la justice), Janet Reno, « profiter illégalement du monopole de Windows pour protéger et étendre ce monopole, c'est franchement mal ».

Les autorités fédérales demandent à Microsoft de cesser de violer la loi anti-trust et d'appliquer l'accord conclu en 1995, qui pré-

AT&T attend Michael Armstrong comme le messie

NEW YORK

Pour un peu, on aurait dit de jeunes mariés. Michael Armstrong, PDG de Hughes Electronics,

PORTRAIT
Son arrivée met un terme à la crise de succession à la tête du groupe

et John Ziegls, vice-président d'AT&T, ont été ensemble dimanche 19 octobre et, affirme le premier, « ce fut une rencontre formidable. Nous sommes vraiment allés au fond des choses. On n'a presque rien mangé, tellement on avait à se dire ». La soirée fut si concluante que, dès lundi 20 octobre, « John et Mike » étaient présentés comme le tandem gagnant pour AT&T. Michael Armstrong, 59 ans, sera à partir du 1^{er} novembre le responsable opérationnel (chairman et chief executive officer) de l'exploitant téléphonique américain, à la place de Robert Allen, 62 ans, dont la gestion était très critiquée depuis plusieurs mois. John Ziegls, 50 ans, nommé président, sera son bras droit et fera office de dauphin.

Cette combinaison, dont les analystes attendent avec délectation de voir comment elle résistera à l'épreuve du pouvoir, a le mérite de mettre un terme à la longue crise de succession, qui freinait depuis plusieurs mois l'expansion du numéro un américain du téléphone. Un moment pressenti comme le mieux placé pour succéder à M. Allen, M. Ziegls, ancien conseiller juridique d'AT&T, n'a pas emporté l'adhésion des investisseurs qui, tout en appréciant sa connaissance de l'entreprise et le soutien dont il jouit au sein de l'encadrement, craignaient son manque d'expérience en matière de management.

Wall Street, disait-on, lui préférait un poids lourd venu de l'ex-

terieur, capable d'insuffler une réelle vision à l'entreprise. Le choix se tourna naturellement vers M. Armstrong qui, après 31 ans chez IBM, fut des merveilles depuis 1992 à la tête de Hughes Electronics, spécialiste de la construction de satellites qu'il a reconstruite aux services de télévision.

La présence de M. Ziegls à ses côtés devrait compenser les quelques lacunes inévitables pour qui n'est familier ni d'AT&T ni du secteur des télécommunications et de ses arcanes juridiques. Chargé de la direction stratégique d'AT&T, M. Armstrong en assurera la gestion conjointement avec M. Ziegls. Comment se fera le partage des tâches ? « Nous ne savons pas encore », a reconnu le nouveau PDG, tandis que M. Ziegls se félicitait de cette évolution « à mi-parcours » de sa carrière. Le charisme, en tous cas, c'est Michael Armstrong qui l'a. Le sourire à la fois charmeur et un brin camassier, cet amateur de Harley-Davidson respire l'optimisme et la volonté d'en découdre. Tout en avouant qu'il va lui falloir « deux ou trois mois » pour connaître l'entreprise, il sait déjà quelle sera sa stratégie : « Investir pour grandir ».

« Il n'y a pas de formule magique, explique-t-il. Dans une industrie qui explose au niveau mondial, il faut investir. On a investi, on en a eu. » Le nouveau PDG d'AT&T, issu de l'industrie spatiale, sait de quoi il parle. « L'investissement est indispensable dans une industrie en pleine croissance, poursuit-il, et les acquisitions feront partie de cette stratégie d'investissement ».

Pour M. Armstrong, cette nécessité s'impose aussi bien sur les marchés locaux que mondiaux : « Pour pouvoir affronter la concurrence au niveau mondial, il faut avoir une infrastructure compétitive. » Autre élément de sa stratégie de croissance : la réduction des coûts. « On ne peut pas être leader dans un secteur donné sans être

Starwood veut racheter ITT Sheraton pour 13,3 milliards de dollars

Sous le coup d'une OPA hostile d'Hilton le groupe dirigé par Rand Araskog accepte l'offre amicale du promoteur immobilier

L'ANNONCE DU RACHAT amical de ITT Sheraton par Starwood Lodging, spécialiste de la promotion immobilière, pour 13,3 milliards de dollars (78,5 milliards de francs) met - provisoirement - un terme à la bataille boursière qui opposait depuis dix mois Sheraton, sixième groupe mondial, à Hilton Corp., huitième du classement. Elle illustre aussi le mouvement de concentration dans lequel se sont lancées les grandes chaînes hôtelières pour atteindre la taille critique.

Depuis le 29 janvier, ITT Sheraton, spécialiste de l'hôtellerie et du loisir, propriétaire, entre autres, de Ciga et de Four Points (hôtellerie économique) et des casinos Caesars Palace, faisait l'objet d'une offre publique d'achat (OPA) hostile de la part de Hilton pour 9,7 milliards de dollars (dont une reprise de dettes de 3,2 milliards de dollars). Hilton proposait 55 dollars par titre, une offre supérieure de 30 % au cours d'ITT Sheraton à la Bourse de New York à la veille de l'annonce. A l'époque, les observateurs avaient été surpris : le scénario inverse, une attaque d'ITT sur Hilton, leur paraissait plus plausible.

Mais Rand Araskog, président d'ITT Sheraton, ne l'entendait pas ainsi et organisait la défense. Ce qui allait conduire Hilton à prolonger son offre, puis à la relever en proposant 70 dollars par titre, valant le groupe à 11,5 milliards de dollars.

Les dix premiers groupes mondiaux

En intégrant la reprise d'ITT Sheraton par Starwood, MKG Conseil établit un nouveau classement des dix premiers groupes mondiaux.

- HFS (Days Inns, Ramada, Super 8 Motel, Howard Johnson). Etats-Unis, 5 500 hôtels, 500 000 chambres.
- Holiday Inn Worldwide (Holiday Inn, Holiday Inn Express, Crown Plaza). Grande-Bretagne, 2 260 hôtels, 386 323 chambres.
- Choice Hotels International (Comfort, Quality, Econolodge, Sleep Hotel). Etats-Unis, 3 646 hôtels, 317 423 chambres.
- Accor (Novotel, Sofitel, Mercure, Motel 6, Formule 1, Ibis). France, 2 465 hôtels, 279 145 chambres.
- Marriott International (Marriott Hotels, Courtyard,

Residence Inn, Fairfield). Etats-Unis, 1 081 hôtels, 218 303 chambres.
- Starwood-ITT Sheraton (Sheraton, Sheraton Inn, Sheraton Luxury Collection, Westin, Prisa Hotels). Etats-Unis, 650 hôtels, 214 960 chambres.
- Promus Corp. (Hampton Inns, Embassy Suites, Homewood Suites). Etats-Unis, 848 hôtels, 110 268 chambres.
- Hilton Hotels Corp. (Hilton Hotels). Etats-Unis, 247 hôtels, 101 174 chambres.
- Carlson Hospitality Worldwide (Radisson Hotels, Country Inns and Suites). Etats-Unis, 434 hôtels, 90 515 chambres.
- Hyatt International (Grand Hyatt, Park Hyatt). Etats-Unis, 174 hôtels, 79 332 chambres.

tant que l'absence de consultation des actionnaires pour prendre de telles mesures était illégale. Hilton obtenait gain de cause fin septembre et se félicitait d'une décision qui allait donner aux actionnaires d'ITT « l'opportunité légitime de contrôler le destin de leur société ».

INTERVENTION INOPINÉE

De son côté, Rand Araskog persistait dans son rejet de l'offre d'Hilton, affirmant qu'elle était « insuffisante » et qu'il le prouverait à ses actionnaires d'ici avant le 12 novembre, date de l'assemblée générale. Par son intervention inopinée, Starwood ne lui en aura pas laissé le temps.

Le nouvel ensemble issu de la fusion de Starwood et d'ITT Sheraton devrait se situer dans les dix premiers groupes hôteliers mondiaux sur la base du nombre de chambres. En termes de capitalisation boursière et de chiffre d'affaires, le groupe pourrait être dans les trois premiers hôteliers de la planète. Cette OPA amicale reste soumise à l'approbation des actionnaires des deux entreprises et aux autorités antitrust. L'acquisition d'ITT Sheraton n'est pas une première pour Starwood, qui avait annoncé en septembre l'acquisition de Westin Hotels and Resorts pour 1,6 milliard de dollars.

Barry Sternlicht, PDG de Starwood, qui devrait devenir le patron du nouveau groupe a souligné, lundi 20 octobre, que « l'industrie hôtelière est devenue une affaire mondiale qui bénéficie d'économies d'échelle sur les produits et la distribution. Cette acquisition renforce notre position sur des marchés-clés tels que l'Europe, l'Amérique latine et l'Afrique ». Rand Araskog a estimé, pour sa part, que cette opération offrait aux actionnaires d'ITT « un énorme potentiel de croissance sous la direction de Starwood ». Si le PDG d'ITT réussit cette dernière opération, il effectuera une sortie en beauté après 18 années passées à la tête du groupe et n'aura pas à rejoindre Harold Green, son prédécesseur, qui habite aujourd'hui, selon Bloomberg, au Waldorf Astoria de New York, propriété d'Hilton.

Les grandes manœuvres dans l'hôtellerie risquent de se poursuivre car Hilton, prédateur éconduit, pourrait trouver dans les mois qui viennent une autre cible.

François Bostnavaron

Voir avec le cœur
c'est voir loin.

S. K.

PRÉFECTURE DE LA CHARENTE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL Bureau des affaires juridiques et de la Documentation AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE MISE À 2 X 2 VOIES DE LA R.N. 10 ENTRE POITIERS ET ANGOULÊME

Par arrêté interpréfectoral des préfets de la Charente, des Deux-Sèvres et de la région Poitou-Charentes, préfecture de la Vienne, a été prescrite l'ouverture d'une enquête publique préalable à :

- la déclaration d'utilité publique portant sur :
 - des opérations d'aménagement de capacité (mise à 2 x 2 ou 2 x 3 voies) de la R.N. 10 entre POITIERS et ANGOULÊME
 - Dans le département de la Vienne
 - au niveau de CROUTELLE
 - Dans le département de la Charente
 - au niveau de LES CHAUVAUDS (commune de CHAMPNIERS)
- des opérations d'aménagements lourds de sécurité sur différents tronçons :
 - Dans le département de la Vienne
 - entre VILLORET et VIVONNE
 - entre VIVONNE et LES MINIERES (commune de PAYRE)
 - entre LES MINIERES et COUË
 - entre CHAUNAY et la limite départementale Vienne/Deux-Sèvres
 - Dans le département des Deux-Sèvres
 - entre LIMALONGES et MONTEMBERG
 - Dans le département de la Charente
 - entre RUFFEC et MAISONS ROUGES (commune de LONNES)
 - entre MANSLE et TOURRIERS
- des travaux de mise en conformité sur plusieurs sections :
 - Dans le département de la Vienne
 - au niveau de VIVONNE
 - VIVONNE nord, sud et centre
 - déviations de COUË
 - déviations de CHAUNAY
 - Dans le département de la Charente
 - CHEZ BRANGER (commune de LES ADJOTS)
 - déviations de RUFFEC
 - MAISONS ROUGES
 - déviations de MANSLE
 - déviations de LA CHIGNOLLE (commune de CHAMPNIERS)
 - déviations d'ANGOULÊME

la modification des catégories d'usagers autorisés sur la R.N. 10 entre POITIERS (PR 60.100) et ANGOULÊME (PR 56.00). Cette modification concerne les communes de :

Pour le département de la Vienne : POITIERS - CROUTELLE - FONTAINE - LE COMTE - LIGUGÉ - ITEUIL - MARCAY - VIVONNE - PAYRE - CHATILLON - COUË - BRUX - CHAUNAY - CHAMPAGNE LE SEC - LINAZAY.

Pour le département des Deux-Sèvres : LIMALONGES - MONTEMBERG.

Pour le département de la Charente : LES ADJOTS - RUFFEC - LA FAYE - VILLEGATS - BARRO - VERTEUIL SUR CHARENTE - SALLES DE VILLEFAGNAN - LONNES - CHENON - BAYERS - MOUTONNEAU - FONTENILLE - FONTCLAIRAU - MANSLE - PUYREAU - MAINE DE BOIXE - AUSSAC - VADALLE - VILLEJOUBERT - TOURRIERS - ANAIS - VARS - CHAMPNIERS - GOND PONTOUYRE - SAINT YRIEUX SUR CHARENTE - ANGOULÊME - SAINT MICHEL - LA COURONNE.

La mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de CROUTELLE, LIGUGÉ et VIVONNE dans le département de la Vienne et de la commune de CHAMPNIERS dans le département de la Charente avec les travaux.

Les dossiers d'enquête sont déposés du 12 novembre au 17 décembre 1997 inclus, dans les mairies susvisées, où ils peuvent être consultés aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

Les observations peuvent être consignées sur les registres ouverts à cet effet ou être adressées par écrit, avant la clôture de l'enquête à M. Bernard CHANGÉY, président de la commission d'enquête à la préfecture de la Charente - secrétariat général - bureau des affaires juridiques et de la documentation.

Un dossier accompagné d'un registre est aussi mis à la disposition du public :

— à la préfecture de la Charente, le lundi de 9h00 à 13h00, le mercredi de 9h00 à 15h45 et le vendredi de 13h00 à 15h45, bureau des affaires juridiques et de la documentation, porte 122 ;

— à la préfecture de la Vienne du lundi au vendredi de 9h45 à 17h00, direction des relations avec les collectivités locales et du cadre de vie, bureau de l'environnement ;

— à la sous-préfecture de Montmorillon du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30 ;

— à la préfecture des Deux-Sèvres, du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00, direction de l'environnement et des relations avec les collectivités locales, mission de coordination pour l'environnement.

La commission d'enquête désignée par le Tribunal administratif de Poitiers est composée de : MM. Bernard CHANGÉY, Roger FRAIGNEAUD, René GUDICE, Benoît GUICHARD, Guy DONZEAU, Robert LOUDES et Léonide FRADET.

La commission d'enquête ou un membre de celle-ci siège à la mairie des communes suivantes :

- pour le département de la Vienne :
 - le 17 novembre à CROUTELLE de 14h00 à 17h00
 - le 17 novembre à VIVONNE de 9h00 à 12h00
 - le 18 novembre à LIGUGÉ de 14h00 à 17h00
 - le 19 novembre à COUË de 14h00 à 17h00
 - le 25 novembre à PAYRE de 9h00 à 12h00
 - le 01 décembre à CROUTELLE de 14h00 à 17h00
 - le 03 décembre à LINAZAY de 15h00 à 18h00
 - le 03 décembre à VIVONNE de 9h00 à 12h00
 - le 10 décembre à MARCAY de 14h00 à 17h00
 - le 10 décembre à ITEUIL de 9h00 à 12h00
 - le 11 décembre à CHAUNAY de 9h00 à 12h00
 - le 15 décembre à CHATILLON de 14h00 à 17h00
 - le 16 décembre à COUË de 14h00 à 17h00
 - le 17 décembre à CROUTELLE de 14h00 à 17h00
 - le 17 décembre à LINAZAY de 15h00 à 18h00
 - le 17 décembre à LIGUGÉ de 9h00 à 12h00
 - le 17 décembre à VIVONNE de 9h00 à 12h00
- pour le département des Deux-Sèvres :
 - le 13 novembre à LIMALONGES de 14h00 à 17h00
- pour le département de la Charente :
 - le 13 novembre à RUFFEC de 9h00 à 12h00
 - le 14 novembre à VILLEGATS de 13h30 à 16h30
 - le 14 novembre à TOURRIERS de 15h00 à 18h00
 - le 14 novembre à VERTEUIL SUR CHARENTE de 9h00 à 12h00
 - le 14 novembre à CHAMPNIERS de 9h00 à 12h00
 - le 21 novembre à PUYREAU de 14h00 à 17h00
 - le 21 novembre à ANAIS de 14h00 à 17h00
 - le 21 novembre à MAINE DE BOIXE de 9h00 à 12h00
 - le 21 novembre à la préfecture de la Charente (Angoulême) de 9h00 à 12h00
 - le 25 novembre à MANSLE de 14h00 à 17h00
 - le 27 novembre à AUSSAC-VADALLE de 14h00 à 17h00
 - le 28 novembre à TOURRIERS de 14h00 à 17h00
 - le 28 novembre à CHAMPNIERS de 9h00 à 12h00
 - le 04 décembre à FONTCLAIRAU de 14h00 à 17h00
 - le 04 décembre à VILLEJOUBERT de 9h00 à 12h00
 - le 11 décembre à ANAIS de 14h00 à 17h00
 - le 11 décembre à CHAMPNIERS de 9h00 à 12h00
 - le 16 décembre à AUSSAC-VADALLE de 14h00 à 17h00
 - le 16 décembre à RUFFEC de 9h00 à 12h00
 - le 17 décembre à VERTEUIL SUR CHARENTE de 14h00 à 17h00
 - le 17 décembre à SALLES DE VILLEFAGNAN de 9h00 à 12h00

A l'issue de l'enquête, une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête sera déposée à la préfecture de la Charente, à la préfecture des Deux-Sèvres, à la préfecture de la région Poitou-Charentes, préfecture de la Vienne, à la sous-préfecture de Montmorillon, et dans toutes les mairies susvisées. Toute personne intéressée pourra en demander communication en adressant sa demande au préfet de la Charente - secrétariat général - bureau des affaires juridiques et de la documentation - 7,9 rue de la Préfecture - 16017 ANGOULÊME CEDEX.

Angoulême, le 7 octobre 1997
PIÉ PRÉFET, Le Secrétaire Général,
Philippe PAOLANTONI

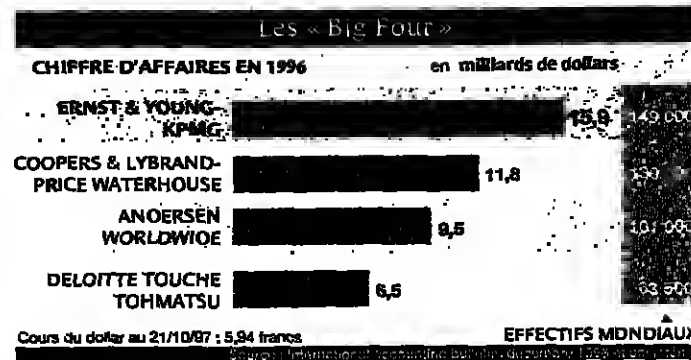
Le mouvement de concentration dans les cabinets d'audit s'accélère

La fusion KPMG-Ernst & Young confirme la domination américaine sur le secteur

Un mois après le rapprochement de Coopers and Lybrand et de Price Waterhouse, KPMG Ernst & Young ont décidé de s'associer pour

prendre la première place du classement des grands cabinets d'audit. Ce mouvement de concentration, qui répond à une logique de

mondialisation des activités financières, renforce la domination américaine sur les métiers du chiffre.



regarder attentivement la commission des ententes aux Etats-Unis et la Commission de Bruxelles.

Deuxième préoccupation plus européenne, le centre de décision de ces deux groupes risque de partir définitivement outre-Atlantique. Même si le nouveau groupe formé par KPMG et Ernst & Young a annoncé que son siège mondial serait à Amsterdam et non à New York, le poids des Etats-Unis, des clients et de la culture américaine ne fait guère de doute. Et l'influence américaine sur l'harmonisation des règles et pratiques comptables à travers le monde risque de se faire encore davantage sentir. « Que penseront les autorités locales françaises, comme le conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables ou la Compagnie des commissaires aux comptes en France, face à de tels mastodontes ? », se demande un expert comptable. « La France doit s'interroger sur l'harmonisation de son organisation et de ses modalités d'exercice avec le reste du monde, et notamment au niveau européen », reconnaît volontiers René Ricol,

président du Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables.

Ces grandes fusions soulèvent une dernière question pour les autorités de chaque pays : l'indépendance des cabinets d'audit et de conseil est-elle toujours garantie ? Au cours des dix dernières années, les « big four » ont en effet considérablement développé leur activité de conseil en s'appuyant sur l'image de sérieux et de fiabilité que pouvait leur donner leur métier de commissaire aux comptes. Ils sont aujourd'hui présents dans le conseil en organisation, en définition de systèmes informatiques, et se développent même dans la sous-traitance de tâches informatiques ou administratives. « Celui qui conseille et celui qui contrôle peuvent-ils être une seule et même personne ? », s'interroge René Ricol. Il rappelle qu'une mission de certification des comptes de grande entreprise se facture une dizaine de millions de francs, alors que la mise en place de nouveaux systèmes d'information peut rapporter des centaines de millions.

Les grands cabinets assurent qu'il existe une muraille de Chine entre les deux grands types d'activités. Il faut toutefois être vigilant. La loi française prévoit que les activités de conseil doivent rester accessoires par rapport à celle d'audit légal. « Et la séparation entre conseil et contrôle est en voie d'être reconnue partout comme une sécurité indispensable », poursuit René Ricol.

Malgré ces questions, la tendance à la concentration paraît inéluctable. Ce mouvement a pour but de permettre aux réseaux d'avoir une part de marché de tout premier rang et des équipes très étoffées dans tous les pays du monde, en un mot d'être « globaux ». Les « big two » estiment ainsi qu'ils seront les mieux placés pour accompagner leurs grands clients, américains ou non, qui ont eux-mêmes une stratégie universelle et se développent de plus en plus dans les pays dits émergents. Ils estiment également répondre aux exigences des marchés financiers, qui réclament une standardisation de l'information financière d'un pays à l'autre.

Face à ces impératifs, la concentration va encore continuer et les petits cabinets de chaque pays vont devoir renforcer leur stratégie d'alliance et d'internationalisation. Les « big four » seront-ils ensuite voués à devenir les « big three » ? Jacques Manardo, président de Deloitte Touche Tohmatsu Europe, s'y refuse, catégoriquement. Chez Andersen Worldwide, on se montre moins affirmatif, tant que la question de la séparation possible des activités d'audit et de conseil n'est pas complètement réglée.

Sophie Fay

Le scénario d'une entrée tardive de Londres dans l'euro dope la livre

LE FEUILLETON sur la date d'entrée du Royaume-Uni dans l'Union monétaire continue à provoquer des turbulences sur les marchés financiers britanniques. La livre sterling a progressé, lundi 20 octobre, de 0,92 % à 1,06 %. Le même constat vaut pour les rendements à court terme, déterminés par les banques centrales. Le principal taux directeur de la Banque d'Angleterre se situe à 7 % contre 3,30 % pour celui de la Bundesbank et de la Banque de France. Une participation du Royaume-Uni dès le 1^{er} janvier 1999 aurait eu pour conséquence de ramener rapidement les taux britanniques vers ceux de la France et de l'Allemagne. Au contraire, si Londres se tient à l'écart, la politique monétaire britannique devrait continuer à se resserrer au cours des prochains mois pour tenir compte du dynamisme de l'économie outre-Manche.

La perspective de bénéficier durablement de taux d'intérêt plus élevés que le mark profite à la livre sterling. De surcroît, une participation de Londres à l'euro supposerait - c'est une condition requise par le traité de Maastricht - un retour de la livre dans le Système monétaire européen (SME). Il ne pourrait se faire, compte tenu de la surévaluation actuelle du sterling, qu'à des niveaux nettement inférieurs. Enfin, en l'absence de participation de Londres à l'euro, la livre fait figure, à l'instar du franc suisse, de monnaie refuge en Europe, de nombreux investisseurs estimant que l'Union monétaire constituera une zone risquée au moins à ses débuts.

En raison de ses conséquences monétaires négatives - maintien de taux élevés et vigueur de la livre -, le scénario d'une entrée tardive du Royaume-Uni dans le bloc euro est une mauvaise nouvelle pour la Bourse britannique. Les experts estiment que la cersivité des marchés durera tant que le gouvernement de Tony Blair n'aura pas précisé sa position à l'égard de l'euro, ce qui devrait être fait, début novembre, devant la Chambre des communes.

BOURSE

Dépêches économiques et financières 24 h/24 (Agence Reuters)

3615 LE MONDE

Pierre-Antoine Delhommais

Les salariés d'Air Littoral mettent fin à la grève

LES SYNDICATS de pilotes, d'hôtes et de stewards d'Air Littoral ont décidé, lundi 20 octobre, de mettre un terme au mouvement de grève qu'ils avaient entamé vendredi 17 octobre. Les pilotes ont voté, en fin de journée, à 72 % la reprise du travail, rejoints ensuite par les hôtes et stewards. Air Littoral, qui emploie 1 300 personnes et compte 130 destinations en France, Italie, Espagne et Allemagne, pensait pouvoir assurer environ 75 % des vols mardi. Les grévistes protestaient contre des conditions de travail « inacceptables ». La direction et les 260 pilotes sont convenus d'« amender l'accord d'entreprise d'octobre 1996 ». Les heures de vol mensuelles sont désormais limitées à 84 (contre 88 dans le précédent accord). Les salaires des pilotes ont été débloqués.

DÉPÊCHES

■ **FRANCE TÉLÉCOM** : l'action de l'opérateur a terminé en hausse de 13,5 % à 206,5 francs, au terme de sa première cotation à Paris. A Wall Street, où France Télécom faisait également son entrée, le titre s'est inscrit en hausse de 3,6 % à 34 \$ 58 dollars.

■ **ENDIGSA** : le titre de la compagnie électrique espagnole en cours de privatisation a fortement baissé à la Bourse de Madrid lundi 20 octobre en raison de démentis concernant le rachat au Chili de l'électricien Enersis, une opération jugée floue par les investisseurs. Les 16 millions de particuliers qui ont souscrit à l'OPV ont été autorisés à annuler leurs ordres dans la journée (Le Monde du 18 octobre).

■ **LA FARGE** : le groupe français a annoncé, lundi 20 octobre, l'acquisition auprès de Ciments français d'une participation de 39 % dans le cimentier espagnol Cementos Molins, pour 19,5 milliards de pesetas (750 millions de francs).

■ **BESNIER** : le groupe laitier de Laval (Mayenne) a annoncé, lundi 20 octobre, avoir racheté en totalité la holding familiale Holidval-Valle SA, qui exploite quatre fromageries fabriquant du camembert AOC en Basse-Normandie. Besnier conforte son premier rang dans le secteur du camembert.

■ **BANC ONE** : la cinquième banque américaine en termes de capitalisation boursière va prendre le contrôle de First Commerce. Banc One devient ainsi le numéro un du secteur en Louisiane. L'opération sera réalisée par échange d'actions pour un montant estimé de 3 milliards de dollars (18 milliards de francs).

■ **TRANSPORTS ROUTIERS** : le ministre des transports, Jean-Claude Gaudy, a rappelé, lundi 20 octobre, que l'accord de novembre 1996 conclu dans les transports routiers sur la mise en place du congé de fin d'activité à cinquante-cinq ans « inclut les conducteurs du transport de voyageurs ». Les négociations entre syndicats et patronat sur cette question sont restées jusqu'ici sans résultat.

CORRESPONDANCE

Une lettre de GE Capital

A la suite de notre article « General Electric négocie avec Suisse de Re la cession d'Employers Re » (Le Monde du 17 octobre), nous avons reçu un courrier de J. Khalilouf, responsable de GE Capital en France.

GE Capital dément fermement tout projet de cession d'Employers Re. Toutes les rumeurs circulant sur sa vente ou sur une cession partielle de notre activité dommage sont infondées. Comme l'avait souligné Kaj Ahlmann, directeur gé-

ral d'Employers Re, dans un entretien à Reuters en date du 9 octobre, il existe de nombreux projets de développement d'Employers Re dans le cadre du groupe General Electric.

Employers Re est une des grandes activités de General Electric et génère un cash-flow significatif pour sa maison mère. Nous espérons que cette rumeur insolite ne participe pas d'une campagne de déstabilisation.

Les séries s'affirment comme l'avenir de la fiction à la télévision

Une étude confirme la meilleure rentabilité économique des séries sur les téléfilms. Elles garantissent aux chaînes et aux annonceurs une audience plus sûre que les fictions unitaires, dont le coût est encore alourdi par la tendance actuelle à la diminution des rediffusions

HORS la fiction point de salut. « Julie Lescaut », « L'Instinct » ou « Navarro » se sont imposées comme les vedettes du petit écran. « Aujourd'hui la fiction est considérée comme un produit fort à la télévision », commente Pierre-Alain Benoit, directeur de Télécoop Conseil, et auteur d'une étude sur « Cinq saisons de fiction TV française en prime time ». Outre les longs métrages, les chaînes réservent deux soirées hebdomadaires à la diffusion de fictions en prime time. France 2 est la plus « accro » avec trois fictions chaque semaine contre une seule à France 3.

Ce goût s'explique par les audiences enregistrées. Selon l'enquête, « la fiction TV en première diffusion s'inscrit dans les standards de prime time de TF1, de France 3 et de M6. Elle en épouse les fluctuations ». En clair, la moyenne des audiences réalisées par ce genre télévisuel rejoint la moyenne générale des audiences de chacune des chaînes. Sur TF1, selon les chiffres de Médiamétrie, la diffusion de fictions françaises en prime time (entre 20 h 30 et 21 h 20) a réalisé, en moyenne, 35,8 % de parts d'audience entre septembre 1996 et juin 1997 auprès des ménages de moins de cinquante ans. Sur cette cible, la part d'audience moyenne de la Une s'est établie autour de 37 %.

Pour France 3, l'unique cas de fiction s'est révélée « une stratégie efficace », signale le directeur de Télécoop Conseil. Selon lui, « la part d'audience moyenne des fictions TV est désormais au niveau de la moyenne du prime time de la chaîne ». M6 s'en tire un peu moins bien avec 12,4 % de part d'audience sur les quinze ans et plus.

Pour France 2 en revanche, explique Pierre-Alain Benoit, « la programmation de fictions TV françaises en première diffusion constitue clairement un des principaux éléments de la promesse marketing de la chaîne en prime time ». Cela signifie que les annonceurs ont la garantie d'audiences supérieures aux standards

de la chaîne tant auprès des ménages de moins de cinquante ans (27,5 %) que sur les quinze ans et plus (28,4 %).

A l'examen, toutes les fictions ne réalisent pas les mêmes performances. « Les séries arrivent en tête pour leur efficacité », précise l'auteur de l'étude. Mieux : « La série s'inscrit parfaitement dans les codes de la télévision en incarnant une logique de rendez-vous », Jean-Pierre Cotte, directeur général chargé de l'antenne sur France 2 ne dit pas autre chose. Selon lui, « l'avenir de la télévision va dans le sens de ce type d'écriture ».

TF1, chaîne commerciale, en a déjà tiré la leçon. Les séries, surtout

policières, représentent 53 % des fictions diffusées par la Une entre septembre 1996 et juin 1997. Dans le même temps, les téléfilms unitaires sont tombés à 33 % et leurs audiences sont « en nette perte de vitesse ».

AUDIENCE STABLE

Avec retard, France 2 met ses pas dans les traces de TF1. Toutefois, les téléfilms unitaires représentent encore 41 % de son offre de fictions. Au contraire de TF1 et France 2, France 3 et M6 restent très majoritairement fidèles (68 % et 78 %) aux téléfilms unitaires. Selon Pierre-Alain Benoit, la domination des sé-

ries sur le téléfilm unitaire s'explique « par la prise de risque minime qui incombe aux chaînes ». D'après lui, « la diffusion du premier épisode détermine la suite. Le fantasme du feuilleton dont l'audience baisse au fur et à mesure des épisodes n'a pas lieu d'être. Il y a eu un seul exemple en dix ans ». Avec une série, une chaîne peut assurer des audiences stables et plutôt fortes aux annonceurs. Outre l'arrivée en force des séries, les chaînes délaissent le traditionnel 90 minutes pour programmer deux 52 minutes. Plus courts, donc plus faciles à réaliser, ces formats réduits permettent une coupure publicitaire supplémentaire.

Au contraire des séries, « les téléfilms unitaires ont des résultats très divers », signale le directeur de l'antenne de France 2. Pour Jacques Peskine, président de l'Union syndicale de la production audiovisuelle (USPA), « les téléfilms unitaires sont une particularité française. A l'étranger, les grandes chaînes programment uniquement des séries ».

Toutefois, les téléfilms « participent à la richesse de l'offre des chaînes », modère Pierre-Alain Benoit. Jean-Pierre Cotte les défend aussi : « Les téléfilms unitaires sont économiquement fragiles mais il faut veiller à ce que l'évolution de la pro-

duction française de fictions permette l'accès à l'écriture télévisuelle de nouveaux auteurs, de nouveaux comédiens ».

La montée en puissance des séries et le comportement erratique des téléfilms unitaires pèsent sur les rediffusions en prime time des fictions. Selon l'étude, sur 183 fictions françaises programmées à l'antenne de TF1, France Télévision et M6 entre septembre 1992 et août 1993, 94, soit 51 %, n'ont jamais été rediffusées. Seules, 76 (42 %) ont eu droit à un second passage et 13 (7 %) à un troisième. Pour la saison suivante, le phénomène s'est encore amplifié. Sur 177 fictions françaises diffusées entre septembre 1993 et août 1994, 111 n'ont pas eu de rediffusion. Sur TF1, les rediffusions concernent à 79 % les séries. A l'inverse, France 3 et M6 rediffusent principalement des téléfilms, respectivement à 83 % et 73 %.

A terme, la diminution constante des rediffusions devrait peser sur la valeur des catalogues. Les chaînes thématiques, second marché tant attendu des producteurs, ne peuvent se substituer aux chaînes hertziennes. Un téléfilm produit entre 7 et 10 millions de francs par France 3, France 2 ou TF1 est acheté aujourd'hui 18 000 francs par Festival pour une multidiffusion sur six mois.

Toutefois, signale Jacques Peskine « les prix augmentent très vite ». Ils devraient passer 40 % en 1998 pour s'établir autour de 25 000 francs par téléfilm. Pour le président de l'USPA, « les détenteurs de droits devront apprendre à vendre à petit prix ». Ils devront aussi prendre patience : « Si, dans dix ans, les chaînes thématiques représentent 20 % du marché, elles achèteront les téléfilms au prix de 150 000 francs l'unité ».

Guy Dutheil

★ Cinq saisons de fiction TV française en prime time », par Télécoop Conseil : 30, rue d'Orléans 92200 Neuilly-sur-Seine. Tél : 01-46-43-14-00.

Propos recueillis par Guy Dutheil

Monique Dagnaud, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel

« La séparation producteur-diffuseur est une bonne mesure anti-concentration »

A L'INITIATIVE de Monique Dagnaud, le CSA a créé un groupe de réflexion sur la production audiovisuelle. Il aura pour objectif d'éclairer le Conseil dans toutes les décisions ou recommandations qu'il prendra touchant les relations entre producteurs et diffuseurs.

« Les obligations de diffusion et d'investissement dans la fiction ont-elles été bénéfiques ?

Le constat est unanime : la mise en place des obligations d'investissement et de diffusion a eu pour effet de permettre la constitution d'une industrie de programmes. Un savoir-faire a été développé et, aujourd'hui, les œuvres françaises sont, après les journaux télévisés, le genre télévisuel le plus regardé. Les chaînes hertziennes investissent environ 3 milliards de francs par an dans la production d'œuvres audiovisuelles, dont 2 milliards sont consacrés à la fiction longue ou légère, apportés à près de 90 % par TF1, France 2 et France 3. A elle seule, TF1 a investi en 1996 908 millions de francs, soit 456 heures de fictions.

En diffusant deux fois 52 minutes, les chaînes respectent-elles la réglementation ?

Toutes les chaînes se lancent dans le 52 minutes parce que c'est le seul genre qui s'exporte. Mais ce n'est pas dénué d'arrière-pensées publicitaires. Toutefois, cela pose des

problèmes juridiques, car les chaînes sont tenues de diffuser un volume horaire d'œuvres européennes commençant entre 20 heures et 20 h 50. Si les chaînes optent pour le 52 minutes, cela pourrait rendre plus difficile le respect des quotas. TF1 doit, par exemple, diffuser 120 heures d'œuvres européennes ou françaises dans ce créneau. France 2 et France 3 doivent en diffuser 96 heures, auxquelles s'ajoutent 24 heures d'éventuelles rediffusions. Si l'on prend la législation au pied de la lettre, seul le premier 52 minutes entrerait dans le calcul du volume d'œuvres diffusées entre 20 heures et 20 h 50. Il y aura sûrement un débat juridique sur la manière de comptabiliser ce volume horaire de diffusion. Toutefois, le sujet essentiel est que les chaînes apportent de l'argent à la production « fraîche ».

L'arrivée de la télévision numérique ne va-t-elle pas remettre en cause la circulation des œuvres ?

Notre principe d'exception culturelle repose complètement sur les chaînes hertziennes. Le financement du cinéma et des œuvres audiovisuelles est assuré à plus de 50 % par les chaînes elles-mêmes. La législation est bien adaptée à la production fraîche, de première diffusion. C'est moins vrai pour le numérique, qui implique la circulation des œuvres. Les chaînes thématiques, qui sont soumises à

des quotas de diffusion, doivent avoir accès aux droits des œuvres françaises ou européennes. Pour l'instant, ces droits sont capés par les chaînes hertziennes, ce qui est normal, car ce sont elles qui investissent. Des mécanismes sont à trouver pour assurer la circulation. Les quotas de production sont un principe essentiel, car ils nous permettent d'avoir une offre alternative aux programmes américains.

Le mouvement de concentration des sociétés de production est-il salutaire ?

Douze à quinze sociétés de production font l'essentiel de la production, notamment de fictions. Cette évolution vers la concentration va entraîner la constitution de pôles de production. C'est inévitable et même souhaitable. Certes, il faut défendre la production indépendante, mais cela ne veut pas dire nécessairement les petits producteurs isolés qui font deux ou trois films par an. La production indépendante est celle qui a une autonomie, une indépendance capitaliste par rapport au diffuseur. La séparation producteur-diffuseur est une très bonne mesure anti-concentration, car elle introduit un nouvel acteur dans le jeu audiovisuel. Elle favorise la circulation des œuvres, leur diversité et la créativité.

La Turquie, nouvelle étape de l'internationalisation d'Europe 1

ISTANBUL

de notre envoyée spéciale. MC Solaar, le rappeur français, et Izel, chanteuse turque, étaient les vedettes du lancement, jeudi 9 octobre à Istanbul, de Genç Radio, la dernière née d'Europe Développement International (EDI), filiale du groupe Europe 1 Communication.

Cette station est à l'image des 18 radios créées depuis 1989 par le groupe, et elle est symbolique de sa stratégie de développement à l'étranger, depuis que la dérégulation radiophonique est à l'ordre du jour. Dès que la législation locale le permet, EDI se cherche un partenaire local pour prendre pied sur ce nouveau marché.

En Turquie, le groupe de Jean-Luc Lagardère s'est associé avec Osman Altan, un fou de radio âgé de trente ans, qui avait déjà lancé une radio pirate en 1992. Deux années de travail en commun leur ont permis de mettre sur pied une radio nationale, une société de production, Radyonet, qui produit deux pro-

grammes différents, Popnet et Hitnet, auxquels devraient être ajoutés 160 radios d'ici à la fin de l'année. Une régie publicitaire, Fulmedya, a été créée pour vendre les espaces de cet ensemble.

DANS 75 VILLES

Présente dans 75 villes, Genç vise un public jeune dans ce pays où les moins de trente ans représentent plus de la moitié de la population. Peinture propre, musique et meubles neufs, studios étroits et matériels modernes sentent encore le neuf dans les bureaux où les trente-huit personnes de la radio et de la régie publicitaire viennent de s'installer. Pour être en conformité avec la loi turque qui stipule qu'un investisseur étranger ne doit pas posséder plus de 20 % du capital d'une entreprise de média, EDI et ses associés ont été contraints d'imaginer une architecture complexe de répartition de l'actionariat : création d'une holding et système de participations croisées avec la société de production musicale Raks.

« Notre objectif est d'arriver les premiers au bon moment. Nous profitons de la dérégulation radiophonique au fur et à mesure qu'elle se produit pour nous installer dans un pays où les perspectives de croissance du PIB et d'émergence des classes moyennes sont importantes », explique Martin Brisac, directeur délégué des activités radio. A chaque fois le système est le même : association avec un partenaire local auquel le groupe Europe 1 Communication apporte son expertise sur les programmes, la gestion et le management, mise en place des équipes et création d'une régie publicitaire.

TOUJOURS PLUS À L'EST

En Turquie, l'investissement s'élève à 10 millions de francs pour le groupe français, qui refuse de communiquer les résultats de ses activités à l'étranger. « Aux résultats immédiats, nous préférons la valorisation de nos investissements », précise Jacques Lehn, président délégué d'Europe 1 Communication. Et les dirigeants

de ce groupe ne se font pas prier pour raconter les offres qui leur ont été faites par des groupes britanniques et américains pour des radios qu'ils ont créées en Russie ou en Tchecoslovaquie, il y a quelques années.

Pour l'avenir, ils regardent toujours plus à l'est. En 1998, ils espèrent la libéralisation des ondes, maintes fois promise en Inde, ils négocient en Indonésie et ils savent qu'ils n'ont pas épuisé leurs ressources dans la vaste Chine.

Grâce à ses implantations à l'étranger et ses 500 émetteurs ou radios locales retraçant ses programmes, Europe 1 Communication revendique une zone de couverture de 400 millions de personnes en dehors de la France et de 30 millions d'auditeurs quotidiens. Une aubaine pour l'image de marque du groupe, légèrement écornée par les difficultés que rencontre la station mère pour remonter son audience dans l'Hexagone.

Françoise Chivot

RMC Moyen-Orient veut traduire sa métamorphose à l'antenne

ONZE MOIS après être passée du giron de la Sofrad à celui de Radio France Internationale (RFI), Radio Monte-Carlo Moyen-Orient (RMC MO) lancera, lundi 27 octobre, une nouvelle grille de programmes à l'intention de ses deux millions d'auditeurs reconvertis dans les pays du Moyen-Orient et du Golfe.

Il ne s'agit pas d'un simple lifting de rentrée, mais d'une « profonde mutation » dans la vie de cette radio parabolique créée en 1972. De la gestion passée, la nouvelle direction a voulu faire table rase à la faveur d'un plan de restructuration qui a entraîné des soubresauts internes (Le Monde du 20 septembre). Ces changements se traduiront à l'antenne par un remaniement sensible de la programmation, tandis qu'un

nouveau logo et un nouvel habillage musical complèteront la métamorphose de RMC MO.

Dans le paysage médiatique du Moyen-Orient, où les concurrents sont la BBC, Voice of America et Deutsche Welle ainsi que les très nombreuses FM locales, RMC MO a l'ambition, exprimée lundi 20 octobre au cours d'une conférence de presse, par Jean-Paul Chuzel, président de RFI, « d'apporter une plus-value en proposant une vision décalée de la situation » de la région. La

nouvelle grille, « enrichie et diversifiée », proposera quatre tranches d'information en continu (de 8 h 30 à 9 h 30, de 13 heures à 13 h 30, de 17 heures à 18 h 30, puis à 21 heures), des rendez-vous réguliers à chaque heure, des chroniques économiques et culturelles, ainsi

qu'un magazine quotidien. Assurée en arabe par une rédaction parisienne de vingt-cinq personnes et une vingtaine de correspondants locaux, cette production sera complétée par trois demi-heures d'informations en français reprises de RFI.

Pour les programmes, l'accent sera mis, selon Christian Charpy, directeur de RMC MO, sur « la proximité avec l'auditeur » : les matinées seront « féminines et pratiques », les après-midi « jeunes et musicales », et chacun aura droit à la parole grâce à une boîte vocale accessible aux auditeurs à Paris (33-1-40-39-22-77) et dans les grandes capitales du monde arabe.

Pour reprendre son développement dans la région, RMC MO compte sur le doublement de la puissance, dès janvier 1998, de son

émetteur en ondes moyennes situé à Chypre, puis sur la mise en place d'un réseau de stations FM, notamment dans les pays du Golfe. Le renforcement de l'audience en Arabie saoudite, où RMC MO compte 6,7 % d'audience cumulée, est une priorité pour Christian Charpy afin « d'attirer les annonceurs ». La politique de redressement de la radio pour atteindre l'équilibre économique en 1999 passe par la restauration de recettes publicitaires devenues gravement amenuisées (moins de 2 millions de francs en 1996 contre plus de 30 millions avant la guerre du Golfe). Un contrat avec la régie saoudienne Thiama devrait être signé « dans les prochains jours ».

Jean-Jacques Bozomet

Le groupe Hersant cède ses parts dans la Société du journal téléphonique

LA SOCPRESSE, la principale société du groupe Hersant, dirigée par Yves de Chaisemartin, a cédé ses parts dans la Société du journal téléphonique (SJT) au dirigeant de l'entreprise Alain Bernard. Selon Les Echos du 21 octobre, la cession des 66 % aurait rapporté au groupe Hersant près de 200 millions de francs. La Société du journal téléphonique, créée en 1986, gère de nombreux services d'informations en ligne par téléphone, Minitel ou Internet, notamment dans le domaine bancaire et institutionnel (déclarations d'impôt). La SJT gère également le fructueux service télématique du quotidien hippique du groupe Hersant, Paris-Turf.

L'opération qui a été conclue, jeudi 16 octobre, prend la forme d'un rachat de l'entreprise par ses managers (LMBOS). La nouvelle structure ABFI est contrôlée à 56 % par Alain Bernard, à 44 % par la banque néerlandaise ABN-Amro et à 5 % par le directeur général de la société Didier Dupraz. Pour le groupe Hersant, cette vente, après son désengagement dans les pays de l'Est et dans l'Inde, marque le début d'une stratégie de désendettement afin de faire face à ses échéances.

■ PRESSE : Arthur Ochs Sulzberger Junior, quarante-six ans, succède à son père, Arthur Ochs Sulzberger, soixante et onze ans, à la direction du New York Times. Ce passage de relais marque une étape dans l'histoire du quotidien qui, dans le cadre de sa nouvelle formule, utilise la couleur en « une » depuis la fin de la semaine dernière. Le coût de l'effort de modernisation est de 800 millions de dollars (4,8 milliards de francs) sur dix ans (Le Monde du 16 septembre).

■ L'Association des agences-conseils en communication (AAC) estime l'amendement La Guen, qui prévoit l'institution d'une taxe de 1 % sur la publicité hors-média reversée à la presse, « injustifiée car il n'y a aucune corrélation prouvée entre le développement du hors-média et les difficultés de la presse quotidienne ». Elle dénonce une mesure « hâtive et non concertée ». Vendredi 17 octobre, le Syndicat de la presse gratuite (SPG) s'était également inquiété du projet de taxe, affirmant qu'il pénaliserait un secteur représentant « cinquante mille emplois directs et indirects » et « composé pour près de 50 % de ses titres d'éditeurs indépendants ».

■ TÉLÉVISION : les studios Universal, filiale cinéma du groupe canadien Seagram, ont annoncé, lundi 20 octobre, la fusion de leurs activités télévision avec Home Shopping Network (HSN), chaîne thématique de téléachat. En contrepartie de l'apport des chaînes USA Network et Sci-Fi Network et des studios de production pour la télévision, Universal Studios prendra 45 % du capital de HSN et recevra 1,2 milliard de dollars (environ 6,9 milliards de francs) (AFP).

■ MULTIMÉDIA : l'américain UUNET, fournisseur d'accès Internet pour les professionnels et filiale de WorldCom, a acquis la totalité du capital du fournisseur français Internet-Way. Créée en 1994, cette société a réalisé 12,5 millions de francs de chiffre d'affaires en 1996.

■ PUBLICITÉ : Olivier Farkas vient d'être nommé directeur délégué du groupe Publicis, où il sera chargé du suivi des programmes d'acquisition et de développement en France et à l'étranger. Olivier Farkas, quarante ans, avait débuté chez Publicis, avant de rejoindre le poste de conseiller au CCF, poste qu'il a occupé pendant huit ans.

هكذا من لامل

■ LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance de mardi 21 octobre en légère baisse. Le Nikkei des principales valeurs s'est inscrit en baisse de 0,49 % en clôture.

■ LE DOLLAR était ferme, mardi matin, face aux devises européennes, lors des premières transactions entre banques. Il s'échangeait à 1,7756 marks et 5,9516 francs.

■ LA BOURSE de Hongkong s'inscrivait à nouveau en forte baisse, mardi, en milieu de séance. L'indice Hangseng cédait 3,2 %, après avoir déjà perdu 4,63 % la veille.

■ WALL STREET a progressé, lundi 20 octobre. L'indice Dow Jones a gagné 74,41 points (+0,95 %) à 7 921,44 points, soutenu par l'annonce de bons résultats trimestriels.

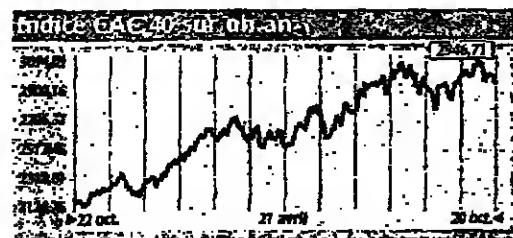
■ LES COURS DU PÉTROLE ont progressé, lundi, sur le marché à terme de New York. Le baril de brut « light sweet crude », livraison novembre, a gagné 11 centimes à 20,70 dollars.

LES PLACES BOURSILIÈRES

Rebond à la Bourse de Paris

LA BOURSE DE PARIS rebondissait mardi 21 octobre après la bonne tenue de Wall Street la veille et la publication de statistiques économiques et financières en Allemagne. En hausse de 0,41 %, à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard un gain de 0,50 %. Aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises gagnaient en moyenne, 0,56 % à 2 963,09 points. Le montant des échanges s'élevait sur le marché à règlement mensuel à 2,4 milliards de francs. Environ 489 millions étaient échangés sur les AGF et 680 millions de francs pour France Télécom.

Les statistiques publiées mardi en Allemagne étaient plutôt bonnes pour les marchés. La masse monétaire M3, un des principaux paramètres pris en compte par la Bundesbank pour élaborer sa politique monétaire, a baissé plus qu'attendu en septembre. Par ailleurs le climat des affaires s'est nettement amélioré en septembre en Allemagne selon le baromètre de l'institut de conjoncture Ifo qui a grimpé à 100,1



contre 98,9 en août. Du côté des valeurs, France Télécom, qui a réussi son entrée à la Bourse de Paris mais aussi à Wall Street affichait un repli de 0,2 % à 206 francs. AGF gagnait

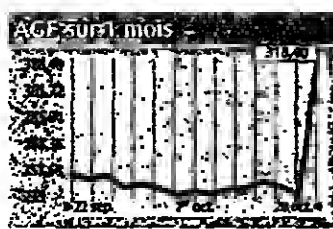
0,3 % à 320,30 francs. Les milieux financiers croient à une surchaleur sur les AGF qui font l'objet d'une OPA à 300 francs l'action de la part de Generali.

AGF, valeur du jour

L'ACTION AGF a terminé la séance du lundi 20 octobre en hausse de 35,49 %, à 318,4 francs, au premier jour de reprise de sa cotation après l'annonce, une semaine auparavant, d'un projet d'offre publique d'achat lancé par le groupe italien Generali, au prix de 300 francs. Plus de 4,6 millions de titres ont été échangés.

Les opérateurs parient sur une surchaleur et sur le scénario d'une contre-offre dans laquelle pourrait intervenir l'assureur allemand Al-

lianz. Un porte-parole de ce dernier a déclaré lundi que son groupe suivait de très près l'évolution du dossier AGF.



Légère baisse à Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO a terminé la séance de mardi 21 octobre en légère baisse. L'indice Nikkei des principales valeurs s'est inscrit en baisse de 0,49 % en clôture.

La veille, Wall Street avait progressé, grâce à une stabilisation du marché obligataire et à l'annonce de résultats meilleurs que prévu, notamment ceux d'ATT.

L'indice Dow Jones des valeurs vedettes avait gagné 74,41 points (+0,95 %) à 7 921,44 points, au lendemain de l'anniversaire des dix ans du krach boursier du 19 octobre 1987.

Sur le marché obligataire, le rendement moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, avait légèrement reculé à 6,42 %, contre 6,43 % vendredi.

L'activité avait été dominée par une chasse aux bonnes affaires

après les pertes de la semaine dernière.

Ralph Acampora, stratège de Prudential Securities, a indiqué qu'il s'attendait à ce que Wall Street continue à progresser, mais « il y a des signes montrant que le marché houeiller est en pleine maturité ». « La fourchette de fluctuation du Dow Jones entre 7 600 et 8 200 points est encore intacte », a-t-il ajouté.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 20/10	Var. %
Paris CAC 40	2963,09	+0,56
New York DJ	7921,44	+0,95
Tokyo Nikkei	17478,40	-0,49
Londres FT100	5271,10	+0,32
Frankfurt Dax	4081,50	+0,12
Bruxelles Euronext	3383,53	+0,19
Bourse de Séoul	2920,36	+0,70
Bourse de Hong Kong	2389,51	-3,20
Milan MIB 30	1216	-
Amsterdam AEX	621,90	+0,05
Madrid IBEX 35	586,70	+0,42
Singapore Straits	3111,44	+0,13
Hong Kong Hang Seng	3389,90	-3,20
Singapore Straits	1827,39	+0,27

NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones

	20/10	19/10
Alcoa	79,87	79,31
Allied Signal	42,35	41,75
American Express	81,75	81,87
AT & T	47,50	45,25
Boring Co	53,50	51,62
Caterpillar Inc.	58,81	58,37
Chevron Corp.	66,87	66
Coca-Cola Co	58,81	58,50
Dynegy Corp.	85,56	85,62
Du Pont Nemours & Co	56,37	57,50
Eastman Kodak Co	62,56	62,93
Exxon Corp.	64,93	63,62
Gen. Motors Corp.	69,87	69,43
Gen. Electric Co	70,10	68,56
Goodyear T & R	48,50	48
Hewlett-Packard	66,18	64,62
IBM	97,50	95,43
Intl Paper	56,56	57,25
J.P. Morgan Co	118,75	119,12
Johnson & Johnson	99,00	98,91
McCormick & Co	47,87	46,31
Merck & Co Inc.	94,56	95
Minnesota Mining & Mfg	93,81	94,37
Philip Morris	40,68	40,68
Procter & Gamble	71,81	70,43
Roche & Co	40,50	40,78
Schering-Plough	73,43	72,68
Transocean	48,93	49,18
Union Carb.	79,87	79,37
Walt Disney	35,37	34,68

LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100

	20/10	19/10
Allied Lyons	3,15	3,21
Barclays Bank	16,75	16,54
B&A Industries	5,85	5,81
British Aerospace	16,95	16,92
British Airways	6,29	6,35
British Petroleum	9,31	9,26
British Telecom	4,72	4,69
BT Group	2,35	2,33
Canary Wharf	5,30	5,28
Eurotunnel	0,65	0,65
Fortis	13,27	13,49
Glaxo Wellcome	5,74	5,87
Granada Group Plc	2,35	2,33
Grand Metropolitan	6,30	6,26
Guinness	6,30	6,30
Hanson Plc	0,87	0,87
Great O	7,17	7,08
H&M	18,59	18,78
Imperial Chemical	9,49	9,53
Legal & General	5,14	5,08
Lloyds TSB	7,26	7,26
Marks & Spencer	6,25	6,27
National Westminster	9,72	9,72
Peninsular Oriental	7,27	7,40
Reuters	7,25	7,25
Sainsbury	1,13	1,13
Shell Transport	4,57	4,66
Tate and Lyle	4,76	4,72
Zeneca	20,49	20,56

FRANCFORT

Les valeurs du DAX 30

	20/10	19/10
Allianz Holding AG	430,80	438,50
Bayer AG	68,10	68,55
Bayer AG	68,10	68,55
Bayer AG	68,10	68,55
Bayer AG	68,10	68,55
Bayer AG	68,10	68,55
Bayer AG	68,10	68,55
Bayer AG	68,10	68,55
Bayer AG	68,10	68,55
Bayer AG	68,10	68,55

LES TAUX

Recul du Matif

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE FRANÇAIS a ouvert en baisse, mardi 21 octobre. Après quelques minutes de transactions, le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, perdait 16 centimes, à 97,98 points.

Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 5,72 %, soit 0,04 % au-dessus du rendement du titre allemand de même

échéance. La veille, les obligations américaines avaient terminé la séance sur une note stable, dans un marché peu actif en l'absence de publication d'indicateurs économiques.

Le redoublement du titre à 30 ans s'était inscrit à 6,42 % en clôture. La Banque de France a laissé inchangé, mardi matin, à 3,38 %, le taux de l'argent au jour le jour.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

	20/10	19/10	Achat	Vente
1 mois	3,3750	3,3750	3,3750	3,3750
3 mois	3,3750	3,3750	3,3750	3,3750
6 mois	3,3750	3,3750	3,3750	3,3750
1 an	3,3750	3,3750	3,3750	3,3750

MATIF

	20/10	19/10	Achat	Vente
Notional 5,5 %	97,98	98,14	98,06	98,22
Notional 5,5 %	97,98	98,14	98,06	98,22

PIB 3 MOIS

	20/10	19/10	Achat	Vente
Notional 5,5 %	97,98	98,14	98,06	98,22

CONTRATS À TERME SUR L'INDICE CAC 40

	20/10	19/10	Achat	Vente
Notional 5,5 %	97,98	98,14	98,06	98,22

LES MONNAIES

Fermeté du dollar

LE DOLLAR était ferme, mardi matin, face aux devises européennes, lors des premières transactions entre banques. Il s'échangeait à 1,7756 marks et 5,9516 francs.

Il cotait par ailleurs 120,88 yens. Richard Wagoner, président de General Motors pour l'Amérique du Nord, a déclaré lundi, au cours d'une conférence de presse avant le Salon automobile de Tokyo, souhaiter

une parité de la monnaie japonaise autour de 100 yens pour un dollar. « La situation serait certainement plus équilibrée », a-t-il affirmé, en déplorant les avantages dont bénéficient les constructeurs japonais du fait de la faiblesse du yen.

Le franc était stable, mardi matin, face à la monnaie allemande, à 3,3515 francs pour un deutsche-

PARITÉS DU DOLLAR

	21/10	20/10	Var. %
FRANCFORT 1 USD/DM	1,7726	1,7727	-0,01
TOKYO 1 USD/Yen	121,200	120,880	+0,32

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	21/10	20/10	Var. %
Devises compensées	1,7726	1,7727	-0,01
Yen (100)	121,200	120,880	+0,32
Deutsche Mark	3,3515	3,3515	0,00
Franc Suisse	4,0227	4,0227	0,00
Lire Ital. (1000)	3,4380	3,4380	0,00
Libre Sterling	1,6461	1,6461	0,00
Peseta (100)	3,9779	3,9779	0,00
Franc Belge (100)	16,258	16,258	0,00

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	1 mois	3 mois	6 mois
Libre Sterling	5,54	5,54	5,54
Eurodollar	5,54	5,54	5,54
Eurofranc	5,54	5,54	5,54
Eurodeutsche Mark	5,54	5,54	5,54

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

	Taux au 20/10	Taux au 19/10	Indice des prix
Taux 20/10	5,72	5,72	1,70
Taux 10 ans	5,72	5,72	1,70
Taux 30 ans	6,42	6,42	1,70
Taux 6 mois	6,42	6,42	1,70
Taux 1 an	6,42	6,42	1,70

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

	Taux au 20/10	Taux au 19/10	Indice
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4,22	4,22	88,50
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	4,96	4,96	100,09
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,47	5,47	101,48
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	5,81	5,81	101,20
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,39	6,39	102,17
Obligations Françaises	5,76	5,76	101,02
Fonds d'Etat à TME	1,95	1,95	98,28
Fonds d'Etat à TRE	2,18	2,18	98,86
Obligat. Franç. à TME	2,20	2,20	99,14
Obligat. Franç. à TRE	2,07	2,07	100,14

L'OR

	cours 20/10	cours 19/10
Or fin (1 lb. barre)	61500	61600
Or fin (en lingot)	62400	62500
Once d'Or Londres	324,30	324,30
Pièce française (20)	355	356
Pièce suisse (20)	356	357
Pièce union (20)	356	357
Pièce 20 dollars us	2435	2420
Pièce 10 dollars us	1237,50	1237,50
Pièce 50 pesos mex.	2290	2310

LE PÉTROLE

	cours 21/10	cours 20/10
Brent (Londres)	19,76	19,76
WTI (New York)	21,13	20,59
Light Sweet Crude	20,50	20,66

LES MATIÈRES PREMIÈRES

	21/10	20/10	Var. %
Dow Jones	136,10	136,10	0,00
Dow Jones	143,35	143,35	0,00
CRB	242,32	242,32	0,00
Aluminium	1600,50	1600,50	0,00
Aluminium 3 mois	1600,50	1600,50	0,00
Plomb 3 mois	599,25	599,25	0,00
Plomb 3 mois	609,50	609,50	0,00
Plomb 3 mois	609,50	609,50	0,00
Plomb 3 mois	609,50	609,50	0,00
Plomb 3 mois	609,50	609,50	0,00

Le Franco-Américain Paul Cayard gagne la première étape de la Whitbread Cup

Victorieux au Cap, « EF-Language » a déjoué les pronostics. Il doit encore affronter les mers du Sud lors des quatre prochaines manches de ce Tour du monde à la voile avec escales

LA MOUSTACHE de Paul Cayard a dû en frémir. Mardi 21 octobre à 7 h 55 min, heure française, sous la pluie et dans le brouillard, le skipper franco-américain et ses onze hommes ont touché terre au Cap, en Afrique du Sud. Les vents faiblissant à l'approche des côtes ont rendu leur six dernières heures de navigation interminables mais ils ont surpris. Qui eut cru, en effet, qu'EF-Language et son équipage de spécialistes du match racing et de la Coupe de l'America remporteraient la première étape de cette grande classique océanique ?

Paul Cayard prétend qu'il avait tout prévu. Depuis le départ, il

Cup et le norvégien Kvaerner-Innovation étaient attendus pour une arrivée bord à bord mardi vers 16 heures. Ils semblaient pourtant tous deux plus à même de devancer EF-Language. Tout au projet de « défi » qu'il dirige à San Francisco pour l'édition de l'an 2000 de la Coupe de l'America - prévue en Nouvelle-Zélande -, Paul Cayard n'a pris la direction d'EF-Language qu'à la fin 1996. English First, l'entreprise suédoise de séjours linguistiques implantée dans quarante pays qui sponsorise le bateau lui a laissé carte blanche lorsque le skipper britannique, Lawrie Smith, s'est désisté pour barrer l'Anglais

voyant, il est également déterminé à faire appel dans les étapes courtes, à un « marin local » connaissant vents et courants.

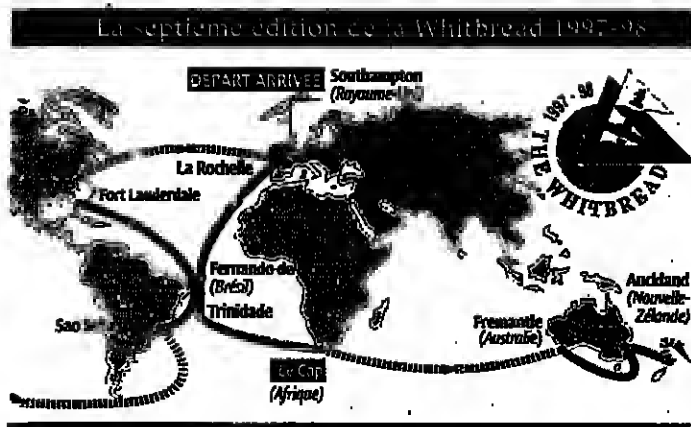
QUALITÉS DE MENEUR

Avec cette victoire dans cette première étape du Tour du monde à la voile avec escales, Paul Cayard a fait le plus gros. Trente et un jours de mer et 7 350 milles parcourus depuis le départ de Southampton (Royaume-Uni) le 21 septembre en laissant à l'arrière les deux bresiliennes de Fernando de Noronha et de Trinidad. Ce segment, le plus long dans cette course océanique en neuf étapes qui devrait s'achever à la fin du mois de mai 1998, a donné confirmation de son talent de tacticien, de sa capacité à s'entourer des hommes les plus adéquats à la tâche et de ses qualités de meneur.

Le plus dur l'attend dans les mers du Sud, lors des quatre prochaines étapes qui mèneront les bateaux en Australie, en Nouvelle-Zélande puis au Brésil par le Cap Horn. En trente-huit ans d'existence, il ne s'est guère éloigné des côtes. Formé dès l'âge de neuf ans à la régatée dans la baie de San Francisco, il a peu de goût pour le grand large.

Depuis le décès de son mentor, le grand marin américain Tom Blakely, en 1989, il poursuit sa quête : il rêve de rapporter au pays la Coupe de l'America. Sa détermination lui avait valu de se faire traiter de mercenaire lorsqu'en 1992, il avait installé sa famille à Milan pour « skipper » le défi italien Il Moro di Venezia. A l'époque, l'homme légendaire de la Coupe, Dennis Conner, ne lui laissait pas l'ombre d'une chance auprès des sponsors. Déjà, Paul Cayard avait ignoré les frontières et traité avec l'étranger sans se soucier des chauvinismes.

Patricia Jolly



comptait secrètement d'amer le pion des « vétérans de la Whitbread ». Cette année, pour la première fois, tous les bateaux de la course étaient identiques. Le skipper moustachu, homme d'affaires des pontons, polyglotte, a flairé sa chance. « Cette Whitbread s'est avérée être la régatée que j'avais imaginée, a-t-il déclaré. Nous avons maintenu le maillot jaune, mais il ne sera pas facile à conserver. Nous le savons et nous serons très concentrés pour la suite. »

Le bateau monégasque Merit-

de Silk-Cut. Engagé dans l'aventure à la condition sine qua non d'être seul maître à bord, Paul Cayard a ramené sans attendre une partie de l'équipage associé à son projet de Coupe de l'America. A ses fidèles lieutenants, Kimo Worthington, quatre fois membre d'une campagne de Coupe de l'America, et un champion olympique Steve Erickson, il a délégué le projet. En fin stratège, il s'est adjoint quelques familiers de la Whitbread, le Suédois Magnus Olsson et le Sud-Africain Marco Constant. Pré-

Comment le football belge a perdu son ressort

Face à l'AS Monaco, mercredi 22 octobre, le FC Lierse défend l'honneur national

Arrêt Bosman, structures vieillissantes, affaires de corruption, équipe nationale en manque de résultats, le football belge n'est plus aussi dominateur qu'il le fut dans les années 70. Seule la présence du FC Lierse en Ligue des champions rassure les supporters d'outre-Quévrain.

BRUXELLES

de notre correspondant
Déclin inéluctable ? Mauvaise passe momentanée ? Les récents déboires du football belge font



FOOTBALL

magique vient mettre tout le monde d'accord, provisoirement : « L'arrêt Bosman ». Cet arrêt n'a rien à voir avec une quelconque performance de gardien de but, mais a immortalisé le nom de ce modeste joueur belge dans un jugement de la Cour européenne de justice qui a établi la liberté totale de circulation des footballeurs au sein de l'Union européenne. La petite Belgique en a subi, plus que d'autres, les conséquences.

Les clubs d'outre-Quévrain ont été littéralement vidés de leurs meilleurs éléments, qui, pour certains, n'ont eu à se déplacer que de quelques kilomètres pour aller trouver meilleure pittance aux Pays-Bas. Raymond Goethals, le mythe et pittoresque entraîneur de l'équipe nationale, les « Diables rouges », avant de faire les belles heures de l'Olympique de Marseille de Bernard Tapie, est aujourd'hui un paisible retraité qui va chaque jour faire sa belote dans un débit de boisson proche du stade du Heysel. Il voit avec consternation les meilleurs éléments quitter la Belgique.

FAIBLESSE FINANCIÈRE

« On paye pour un jeune, pour lui apprendre le football, on le loge, on le nourrit, et puis, pfiou, dès qu'il est formé et peut réaliser des performances, il file en Angleterre ou en Italie », explique-t-il, furibard,

avec son inimitable accent des faubourgs populaires de Bruxelles. Jean-Louis Dommay, le chef de la rubrique des sports du Soir, le principal quotidien francophone de Belgique, est plus nuancé. « Les départs des joueurs de Belgique ont commencé bien avant l'arrêt Bosman », précise-t-il. En 1978, une loi nationale avait déjà considérablement réduit les indemnités dues aux clubs en cas de rupture de contrat. »

La mauvaise santé actuelle du football belge se traduit par les contre-performances des trois clubs-phares qui ont été, pendant un demi-siècle, les piliers d'un championnat national très disputé : le RSC Anderlecht, trois fois vainqueur en Coupe d'Europe, le Standard de Liège et le FC Bruges, formation favorite du premier ministre, Jean-Luc Dehaene. Ces clubs n'ont pas pu suivre, en raison de leur relative faiblesse financière, la surenchère européenne en matière de transfert. « On est obligés de se fournir non pas dans le deuxième club, mais dans le troisième choix ! », constate Raymond Goethals, toujours aussi furibard.

Le manque de moyens des principaux clubs belges est lié à la structure du pays. Les municipalités sont pauvres, et les villes trop proches les unes des autres pour qu'une équipe puisse être, à l'image d'Auxerre ou de Laval, le porte-drapeau de toute une région.

Ainsi, Anderlecht, qui est une des communes de l'agglomération bruxelloise, vit de son club plutôt qu'elle ne l'aide à vivre. Elle perçoit la taxe sur les spectacles et laisse les sponsors payer. On peut imaginer quelle épée de Damoclès constitue, pour cette équipe, la menace de retrait du principal d'entre ses sponsors, la Générale de banque, après le scandale de la

corruption de l'arbitre du match Anderlecht-Nottingham, qui resurgit douze ans après les faits.

Un seul club fait figure d'exception dans ce tableau plutôt misérabiliste, l'Excelsior de Mouscron, qui se trouve actuellement en bonne place dans le classement de la première division après avoir été éliminé par le FC Metz lors du premier tour de la Coupe de l'UEFA. Cette cité accolée à l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing, mais de l'autre côté de la frontière, soutient matériellement son club, influencée par le modèle français très proche.

PHYSIQUE DÉFAILLANT

Les effets pervers de l'arrêt Bosman et le manque de moyens n'expliquent pas tous les problèmes du football belge. Pour Jean-François Lauwers, autre spécialiste du ballon rond au Soir, la mauvaise préparation physique des joueurs est un facteur aggravant. « Ceux qui partent dans les clubs étrangers sont très surpris, dit-il. Ils racontent qu'ils en font plus en matière de préparation physique en une semaine dans leur nouveau club qu'ils n'en avaient fait en un an dans leur équipe belge. »

Raymond Goethals, de plus en plus furibard, n'est pas de cet avis : « Nos gens sont aujourd'hui aussi physiques que ceux d'autrefois. Ils tapent dans le ballon, quand les Français le caressent. Mais ce qui nous manque, ce sont des talents ! Ah, si nous avions des Zidane ou des Djorkaeff... » Tout espoir n'est cependant pas perdu au pays de Beudens et de Thyl Eulenspiegel : que les « Diables rouges » se qualifient pour la Coupe d'Europe en battant l'Irlande en match de barrage (29 octobre-15 novembre), et la morosité pourrait tourner à la joie.

Luc Rosenzweig

La piste de descente des Jeux olympiques de Nagano est trop courte

LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DE SKI (FIS) a garanti, mardi 21 octobre, aux organisateurs des Jeux Olympiques de Nagano (Japon) que l'extension de la piste de descente masculine, jugée trop courte par rapport aux normes en vigueur pour les JO, n'occasionnerait aucun dommage à l'environnement. A quatre mois de l'ouverture de la compétition (7-22 février), les organisateurs refusent, en effet, d'allonger la piste, qui reste, pour l'instant, la plus courte de l'histoire olympique (2 696 m, soit une descente de 1 min 27 sec environ), sous prétexte que les quelques centaines de mètres supplémentaires réclamés par la FIS sont situés dans un domaine écologique protégé. Pour la FIS, l'argument écologique ne tient pas car des centaines de milliers de skieurs empruntent chaque année cette piste, y compris dans la zone protégée. « Nous commencerons la course tout en haut (1 000 m). Et si besoin est, nous viendrons une semaine plus tôt pour aménager la piste nous-même », avait déclaré, le 19 octobre, le président de la FIS, M. Marc Hodler. Les organisateurs promettaient alors, si tel était le cas, de mobiliser les forces armées ou de condamner la télévisé menant à la piste.

DÉPÊCHES

■ **ALPINISME** : le Français Eric Escoffier a annoncé, lundi 20 octobre, qu'il venait de réussir l'ascension du Cho Oyu (8 201 m). Il s'agit du premier 8 000 réussi par l'alpinisme depuis le grave accident de voiture qui, en 1987, l'avait laissé hémiplégique pendant six mois.

■ **FOOTBALL** : le président de la Ligue nationale de football (LNF), M. Noël Le Graët, a lancé un cri d'alarme sur le dopage dans le football, lundi à Paris, à l'occasion de la présentation à la presse du premier numéro de LNF Infos, lettre d'information mensuelle de la Ligue. « Je crains que les deux cas de dopage aux anabolisants révélés à ce jour (celui de David Garcion, condamné à six mois de suspension ferme pour usage d'anabolisants lors de la saison 1996-1997, et celui du Havrais Cyrille Pouget, dont la contre-expertise devait avoir lieu fin octobre), ne soient pas isolés. Le football est en effet une proie tentante pour certaines personnes tentées de proposer des produits interdits à des joueurs blessés ou le plus souvent remplaçants. Je pense ce phénomène relativement nouveau, mais il faut l'arrêter immédiatement. » M. Le Graët se prononce pour la multiplication des contrôles antidopage. « En liaison avec le ministère de la Jeunesse et des Sports et la Fédération française de football, je souhaite que les contrôles inopinés soient augmentés, notamment lors des entraînements. »

■ **VOILE** : dans la Transat en double Le Havre-Carthage, partie le 21 octobre, le trimaran Primargaz de Laurent et Yvan Bourgoon est toujours en tête devant Chausseurop de Paul Vahine et de Jean-Luc Nélis et Fugicolor de Loïc Peyron et Franck Profit. La Transatine a dû abandonner, lundi 20 octobre, suite à une avarie. Les premiers multicoques sont attendus en Colombie aux environs du 27 octobre. Le duo Yves Padier-Eric Tabarly sur Aquitaine Innovations est toujours en tête du classement des monocoques.

■ Le départ de la deuxième étape de la Mini Transat (Brest-Santa Cruz de Tenerife - Port-de-France) a été retardé de dimanche 19 octobre à lundi 20 octobre pour éviter un brusque coup de vent aux 50 navigateurs solitaires et à leurs embarcations de 6,50 m. La première étape de Brest à Tenerife avait été remportée en huit jours neuf heures 42 minutes 53 secondes par Sébastien Magnen sur Karen-Liquid.

Conquérir le cœur de chacun c'est conquérir le monde.

AUJOURD'HUI

LE MONDE / MERCREDI 22 OCTOBRE 1997

PRÊT-À-PORTER ÉTÉ 98 Du 13 au 21 octobre, cent un défilés ont eu lieu à Paris, transformant la capitale en scène de toutes les modes, de la nostalgie hollywoodienne de l'an-

glais John Galiano à l'avant-garde futuriste de l'Américain Jeremy Scott. ● APRÈS LONDRES, Milan, et avant New York, les défilés parisiens expriment une nouvelle énergie urbaine,

influencée à la fois par le sport et la haute couture. ● ENTRE GRIS d'orage et gouttes de lumière, une dynamique se révèle, rythmée par les aiguilles du monde : les jambes des femmes. ● LA

SAISON parisienne aura été marquée par le triomphe de Helmut Lang, un meneur dont les lignes efficaces et sensuelles peuvent descendre dans la rue. Dans un souffle d'optimisme,

Martine Sitbon lance ses ballons de couleurs, un arc-en-ciel de velours et de soie, tandis que les acheteurs internationaux retrouvent confiance dans l'esprit cosmopolite de Paris.

Paris affronte la scène internationale de la mode avec panache

Energie et savoir-faire technique, après Londres et Milan, avant New York, les créateurs qui présentaient dans la capitale leurs collections pour le printemps 1998 célèbrent des silhouettes aux jambes nues, prêtes à entrer dans le XXI^e siècle

PLUIES D'ARGENT et foudres d'or, un séisme s'abat sur les lignes grises et noires de l'été 98, traversées d'éclairs roses, mauves et jaunes. L'eau s'égoutte en paillettes translucides. Sous les arcades du Palais-Royal, des perles d'or ruissellent sur les mannequins « couleur du temps » de Koji Tatsumi, inspirés par l'eau, l'air, le feu : matières précieuses luxueusement rongées, cuir « peau brûlée », vestes-carapaces parées pour la métamorphose, le passage dans l'autre millénaire.

Grains de folie, ou cyclone dévastateur ? Cataclysme ou renaissance ? Des vents contraires ont soufflé sur Paris, à l'occasion de la semaine du prêt-à-porter féminin du printemps-été 1998, organisée du 13 au 20 octobre. Dans le tourbillon de la diversité, toutes les influences se croisent, du rétro hollywoodien de John Galiano pour Dior au blanc spatial de Jeremy Scott pour infirmières du troisième type.

En route pour le futur, on s'attarde encore dans le boudoir de quelques scandaleuses années folles (John Galiano), les vampettes disco de Véronique Leroy brillent dans la nuit, comme les pétales « hologrammes » des robes de Jérôme L'Huillier. Le pantalon de jogging se fait sudisette, la veste tombe, les robes frémissent sur la peau, aérées sur le côté.

D'Eric Bergère à Christophe Lemaire, le style s'affirme pour des virtuoses du jet-lag que l'on croise dans les aéroports, entre soleil et mousson, bazars chinois et avenues griffées. Cette nouvelle fièvre cosmopolite redonne à Paris « capitale de la mode » sa légitimité, là où toutes les différences s'affichent.

UNE ÈRE NOUVELLE S'ANNONCE

Sur un pantalon bien coupé (Paco Rabanne), le tee-shirt devient blouse, bulle d'air mouvante. Il y a ceux qui cassent (Jeremy Scott), et ceux qui paissent (Junia Watana-bé), ceux qui coupent, et ceux qui rajoutent, s'étouffant, telle Isadora Duncan prisonnière de son écharpe de mousseline, dans des voiles d'une autre époque.

Les créateurs japonais récoltent ce qu'ils ont semé depuis leur arrivée à Paris dans les années 70 : on retrouve ici et là, réinterprétés sans complexe, les drapés de Yohji Yamamoto, les froissés-plissés d'Issey Miyake, les asymétries de Rei Kawakubo (Comme des Garçons). Mais la crise morale qui affecte le Japon se reflète dans les robes au chic un peu « effondré » cette saison.

A contre-courant de ces jeux inventifs, une ère nouvelle s'annonce, rythmée par les aiguilles du monde : les jambes des femmes. Dans le sillage d'Yves Saint Laurent, qui fêtera l'an prochain quarante ans de couture, la génération des trente ans et quelque chose les célèbre avec humilité, sans les effets qui alourdissent les silhouettes de leur aînés.

L'énergie est là. Chez Guy Laroche, Albert Elbaz parle d'une « élégance verticale ». Sur fond de fumée et de puces informatiques, New York, la « ville debout » chère à Morand, inspire une nouvelle attitude plus individualiste, plus directe. Entre ranch et piscine, cuir découpé (Alexander McQueen pour Givenchy) et robes carressées à fleur de nuit (Oscar de la Renta), cow-girls et espionnes sonnent l'heure des règlements de compte.

La culotte ne tient plus qu'à un fil. Les sandales remplacent les bijoux. Les jupes froissées, les petits hauts de vent cloués de lumière aèrent un corps en liberté. Toute en pointes, la sensualité glacée couleur de peau et de blush anime les images de Guy Bourdin, auquel le magazine d'avant-garde hollandais, *Dutch*, vient de consacrer son dernier numéro. Paris associe une sophistication retrouvée - sandales à talons hauts et lips-



STYLIEN DUPONT/CONTACT PRESS IMAGES



Helmut Lang, l'austro-zen

A quarante ans, le Viennois Helmut Lang sait faire battre deux cents cœurs internationaux dans le décor blanc de l'Espace Communes, à Paris. Inspirateur numéro un de Calvin Klein et de bien d'autres, avec ses jeans lancés il y a trois ans, financé et produit par Kashiwaya, il ouvrira une boutique de 350 mètres carrés à New York début novembre. Du style mixte-minimal il a fait une allure, poétisée cette saison par des improvisations couture et des découpes qui collent à la tendance « travail à domicile » lancée par Muccia Prada à Milan. Helmut Lang habille l'été de coton blanc, de cardigans de laine-filet, plus doux que des couvertures de bébé. Rubans de velours dans les cheveux et pantalons d'homme, costumes taillés dans du coton de chemise, jupes plissées d'où s'échappe un fond de tulle, l'érotisme naît de la pointe d'un sein sous un T-shirt. « Je me sens belle, sexy, dans ses vêtements », dit Naomi Campbell, pieds nus dans ses chaussures de gymnastique. Rien n'entrave la démarche. Tout part d'un geste, d'un moment d'abandon épinglé, un haut de jupe roulé comme un pull, un pardessus qui s'enfile comme un cardigan, pour traverser les villes sur un pied d'ange.

« Il m'épate », dit Joseph, qui vend ses vêtements à Londres. A chaque fois, on croit que c'est pareil ; chaque fois, c'est mieux. » Directrice de *Vogue USA*, Anna Wintour a récemment déclaré à l'hebdomadaire italien *Panorama* qu'elle aurait bien aimé voir Helmut Lang engagé chez Yves Saint Laurent. Sa place ne s'impose-t-elle pas naturellement chez Chanel, tandis que la rumeur avance le nom de Yohji Yamamoto pour la maison de la rue Cambon ?

COMMENTAIRE AIR DU TEMPS, AIR DU LARGE

Paris s'impose comme la capitale de tous les recommencements. Éternelle cosmopolite où deux mille journalistes venus du monde entier rencontrent des créateurs de nationalités et de cultures diverses qui ont choisi Paris, ses griffes célèbres et son savoir-faire renouvelé pour une semaine de défilés organisés aux quatre coins de la ville. Dans les espaces modernes du Carrousel du Louvre, certes, mais aussi dans des salles de théâtre, dans des garages ou des ateliers, ou derrière les murs pluricentennaires du château de Vincennes, réhabilité pour l'occasion en salons et boudoirs de marquises 1920.

Pourtant, dans la confusion des

horaires d'un calendrier qui explose de toutes parts (101 défilés en une semaine), quelque chose bloque. Un paternalisme pantouffler, une certaine forme d'entourloupe française, entretenue par des réseaux de complaisances, d'avantages acquis, de victimisme aussi, nouveau cache-misère de l'autarcie mentale.

On ne peut que s'inquiéter de la montée dans le milieu de la mode d'une tentation corporatiste sur l'air de : « Ah ! tous ces créateurs étrangers ! » Elle isole la profession dans une bulle, entre autosatisfaction et déprime chronique, faute de marché, d'industriels, de soutien à une échelle nationale. « Tout est bloqué. Les dossiers dorment au ministère de l'Industrie, déplore Jérôme L'Huillier. Je me sens jeune dans ce pays, et j'ai l'impression d'être entouré de vieux. » L'heure tourne. Le monde change. Cette saison, le succès de

John Galiano, un Anglais à Paris, avec son travail pour la maison Dior et son défilé personnel, d'Helmut Lang, un Viennois de New York, des Français Martine Sitbon et Albert Elbaz, tous deux originaires de Casablanca, au Maroc, répond à celui des Brésiliens comme Clements Ribeiro à Londres, ou à la révélation de Narciso Rodriguez, Cubain de New York, qui présentait ses créations à Milan, ont réaffirmé que le mode est d'abord un échange.

La seule manière de survivre et de surmonter les obstacles est de connaître son destinataire, par-delà les frontières. La création, si elle existe encore, est moins liée à un repli, à un refuge, qu'à la connaissance des réalités auxquelles certains prennent le risque de se frotter. Une attitude de conquête d'où jaillissent les étincelles du futur.

Laurence Benaim

L. B.

Sec et frais au nord, doux au sud

UNE ZONE dépressionnaire sur le proche Atlantique va se combler sur place. La perturbation associée de la Normandie à la Méditerranée perdra de son activité mercredi. Sur le nord et le nord-est, les conditions anticycloniques vont peu à peu prédominer.

Bretagne, Pays de Loire, Basse-Normandie. - Le temps sera souvent nuageux avec une zone faiblement pluvieuse située plutôt sur la Normandie. Quelques ondées pourront se produire sur les côtes de Bretagne Sud et des Pays de Loire. Les températures seront agréables entre 17 et 21 degrés.

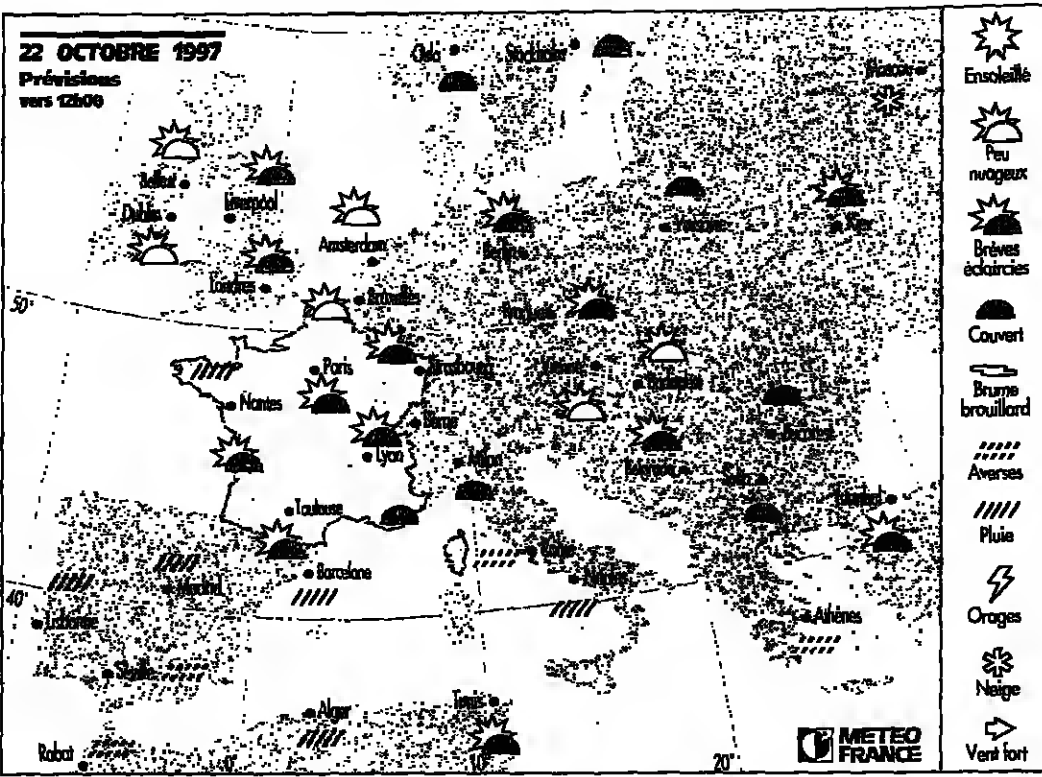
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Après quelques brumes ou brouillards matinaux, les éclaircies seront prédominantes au nord mais les nuages persisteront au sud. Il fera frais surtout le matin entre 2 et 6 degrés. L'après-midi, le thermomètre atteindra 11 à 16 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Après la grisaille ou les brouillards matinaux, le soleil fera de belles percées mais par endroits la grisaille pourra persister. Le thermomètre indiquera 0 à 5 degrés le matin et 12 à 15 l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Le ciel sera assez souvent nuageux avec des ondées possibles près des Pyrénées. Les températures seront agréables entre 20 et 23 degrés l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Beaucoup de nuages pour ces régions avec des pluies faibles. La douceur persiste avec 8 à 11 degrés le matin et 18 à 20 l'après-midi.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le temps sera le plus souvent très nuageux avec quelques pluies faibles. Les températures sont encore douces aux alentours de 20 degrés.

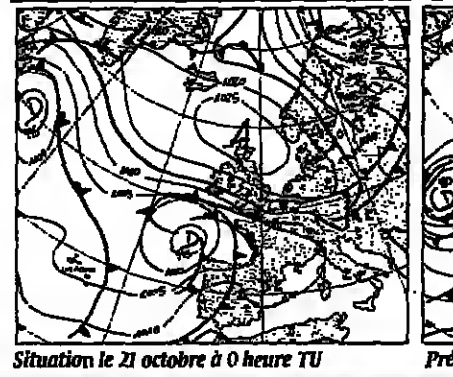


PRÉVISIONS POUR LE 22 OCTOBRE 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S: ensoleillé; N: nuageux; C: couvert; P: pluie; * : neige.

France métropolitaine	NANCY	3/14 N	ATHÈNES	13/20 N	BARCELONE	12/20 N	BELFAST	13/19 C	BERNE	10/19 P	BRUXELLES	10/19 P	BUCAREST	10/18 C	CAEN	8/14 P	CHERBOURG	10/19 P	CLERMONT-F.	10/19 P	COLOGNE	14/21 N	COPENHAGUE	14/21 N	DUBLIN	9/18 P	FRANCKEN	10/19 P	GRENOBLE	8/19 P	LILLE	12/19 N	LIMOGES	10/19 N	LYON	10/19 N	MARSEILLE	14/21 C	NOUMEA	19/25 S
-----------------------	-------	--------	---------	---------	-----------	---------	---------	---------	-------	---------	-----------	---------	----------	---------	------	--------	-----------	---------	-------------	---------	---------	---------	------------	---------	--------	--------	----------	---------	----------	--------	-------	---------	---------	---------	------	---------	-----------	---------	--------	---------

3/4 N	VENISE	7/13 S	LE CAIRE	18/27 S
16/20 P	VIENNE	-2/8 S	MARRAKECH	17/26 N
7/10 N	AMSTERDAM	19/26 P	NAIROBI	15/16 C
5/11 N	LONDRES	14/23 S	PRETORIA	17/28 C
-1/10 S	LUXEMBOURG	26/30 P	RABAT	16/23 C
16/21 N	MAORIO	15/24 S	TUNIS	21/26 S
12/14 C	MILAN	-3/5 N	ASIE-OCEANIE	27/26 N
-4/1	MOSCOW	19/23 N	BANGKOK	27/26 N
-2/5	OSLO	15/24 S	BOMBAY	24/23 S
16/24 P	PARIS	11/22 N	CHICAGO	27/31 C
-3/5	PRAGUE	-2/4 P	NEW YORK	27/34 S
18/26 C	ROME	19/23 N	SAO PAULO	24/24 S
-4/5	SEVILLE	13/20 S	HONGKONG	24/28 S
14/23 P	ST-PETERSBURG	9/22 S	JERUSALEM	15/24 P
18/24 N	STOCKHOLM	-3/5 C	NEW DELHI	17/28 S
3/12 C	TOKYO	3/12 S	PEKIN	13/26 S
-3/5	ALGER	26/31 S	SEOUL	11/21 S
16/21 S	KINSHASA	23/28 P	SINGAPOUR	27/33 N
			SYDNEY	14/19 N
			TOKYO	15/24 S



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **FRANCE.** Le groupe Lucien Barrière gère désormais dans la station de ski isolée 2 000 l'Hôtel Diva (un établissement de luxe de trente-deux chambres), deux grands chalets dominent les pistes et un restaurant situé dans la galerie marchande de cette station des Alpes du Sud. La chaîne hôtelière, notamment implantée à Cannes, va ainsi pouvoir proposer des produits combinant mer et montagne.

■ **HONGKONG.** Les autorités de Hongkong ont démenti que les touristes japonais fassent l'objet de mesures tarifaires discriminatoires lors de leur séjour dans l'ancienne colonie britannique, comme l'avait laissé entendre la presse nipponne.

■ **SRI LANKA.** Le groupe Manning Selva & Lee a été chargé de faire promotion touristique de cette destination qu'un sévère conflit ethnique a rendu peu attractive.

PRATIQUE

Comment repérer l'amiante dans les immeubles en copropriété

LA LOI astreint les propriétaires d'immeubles ou d'appartements à rechercher la présence d'amiante dans leurs murs. Cette obligation ne concerne pas les maisons individuelles. Il y a deux dates limites : le 31 décembre 1998 pour les bâtiments construits entre 1950 et 1980, période où l'amiante était très utilisée ; le 31 décembre 1999 pour les immeubles édifiés avant 1950 ou après 1980.

Pour les constructions antérieures à 1980, la recherche porte sur le flocage (qui recouvre les murs et plafonds) et le calorifugeage (sur les tuyauteries). Pour les autres immeubles (de 1980 jusqu'au 29 juillet 1996), seuls les calorifugeages sont à contrôler.

Un nouveau décret (n° 97-855, du 12 septembre 1997) impose la recherche d'amiante dans les faux plafonds pour les immeubles édifiés avant le 1^{er} juillet 1997, et suscite la colère des propriétaires, car il occasionnera des dépenses supplémentaires notamment à ceux qui ont déjà fait réaliser le diagnostic et qui doivent recommencer.

L'amiante, souvent associé à d'autres matériaux, possède de précieuses qualités physiques : résis-

tance à la chaleur, incombustibilité, résistance mécanique. Il a beaucoup servi dans la construction pour l'isolation et le traitement acoustique. Mais, lorsqu'il se dégrade, des fibres cancérogènes se répandent dans l'atmosphère. Le diagnostic n'a pas pour but d'éliminer systématiquement l'amiante, solution coûteuse et dangereuse, mais de localiser les parties endommagées pour les traiter.

PLUSIEURS ÉTAPES

Le « diagnostic amiante » comporte plusieurs étapes. Tout d'abord, le repérage des revêtements susceptibles de contenir de l'amiante dans les halls d'immeubles, escaliers, chaudières, gaines techniques, conduits vide-ordures, cages d'ascenseurs, caves, parkings. Il peut se faire à l'œil nu, ou nécessiter des prélèvements qui seront analysés au microscope. Une « grille d'évaluation » permet de déterminer l'état du matériau et les risques de dégradation : exposition aux circulations d'air, aux chocs et vibrations.

En cas de risques avérés, il faut procéder à des mesures de poussières dans l'atmosphère (coût : 5 000 francs). Selon les résultats, on recommandera une surveillance

triennale pour un nombre de fibres inférieur à 5 par litre, une surveillance biennale s'il est compris entre 5 et 25, ou des travaux à effectuer dans l'année, s'il y a plus de 25 fibres par litre d'air.

Deux types d'entreprises réalisent les diagnostics : les bureaux de contrôle technique agréés (décret du 7 décembre 1978) et les techniciens de la construction assurés pour le risque amiante. Pour les parties communes, la responsabilité incombe aux syndicats. Pour les parties privatives, chaque copropriétaire agit à sa guise, mais des entreprises proposent de passer dans les appar-

tements lors de la visite de l'immeuble, moyennant un supplément qui peut aller de 100 à 250 francs par lot.

Le prix des visites varie de 1 800 à 3 000 francs la demi-journée, selon la configuration de l'immeuble, en tenant compte de la présence de caves, chaudières, parkings. Certaines entreprises facturent par bâtiment, par cage d'escalier, ou par tranche de trente logements. Tous les dévils ne sont pas établis de la même manière. Ils peuvent inclure les prélèvements, mais pas les analyses (350 à 700 francs par échantillon). Ils peuvent procéder par « zones homo-

gènes » (un prix global pour tous les fragments d'une zone, un plafond de parking par exemple). Ou bien l'analyse des échantillons sera facturée à l'unité.

Quelques entreprises, enfin, dissocient le repérage et les prélèvements, « ce qui permet, en consultant des documents ou en prenant contact avec les architectes, de réduire le nombre de prélèvements, d'environ 25 % », indique Alain Paré, de la société DEP-Parasit.

Les syndicats ont tendance à privilégier l'entreprise la moins-disante et à négocier un forfait s'ils gèrent de grosses copropriétés. Quant aux copropriétaires, même s'ils connaissent le prix minimum pour une visite sans suites, ils ne peuvent savoir à l'avance quel sera le coût définitif si l'on trouve de l'amiante chez eux.

Les bureaux de contrôle (Apave, Socotec, Veritas) présentent des garanties de sérieux, mais leurs procédures sont lourdes. Quant aux techniciens de la construction, ils sont nombreux à avoir investi le marché. Curieusement, ce sont les compagnies d'assurances qui sont seules garantes de leur compétence, puisque l'unique obligation qui leur est imposée est d'être titulaire d'une

assurance responsabilité professionnelle spécifique. Lorsqu'il s'agit d'une entreprise cliente, les assureurs n'hésitent pas à évaluer leur garantie au diagnostic. Par contre, s'ils sont sollicités par de nouveaux venus, ils exigent des références pour la qualification du personnel. « Le gros risque, c'est que le diagnostiqueur ne trouve pas d'amiante alors qu'il y en a, et qu'on s'en aperçoive beaucoup plus tard, lors de la vente d'un immeuble », explique François-Yves Tillit, d'Asa. Les ventes de biens immobiliers bâtis intègrent désormais une clause précisant que le propriétaire s'est acquitté de ses obligations.

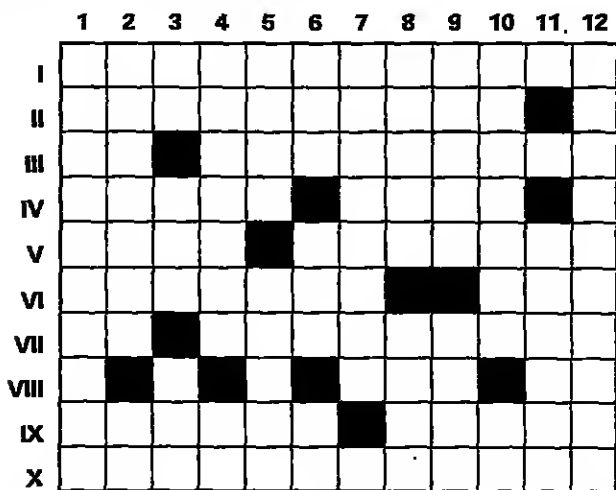
Dans le cadre d'une étude réalisée par une entreprise et récapitulant quelque cinq mille diagnostics, on constate que sur 100 immeubles, 34 ont révélé des flocages ou des calorifugeages, 17 seulement ont nécessité des prélèvements, dont 8 étaient positifs, et des travaux, parfois très lourds, n'ont été réalisés que dans 2 cas sur 100. Un syndicat cite l'exemple d'un immeuble où le montant des travaux s'est élevé à 1 million de francs, partagés entre 68 copropriétaires.

Michaëla Bobasch

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97232

♦ SOS Jeux de mots : 3615 LEMONCE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

1. Passe du saint des saints à la brosse à relier. - II. Pointu à la fin. - III. Note. Une équipe ou il faut tirer pour dégager. - IV. Boîtes plus ou moins bien remplies. Donna de la puissance. - V. Prendre eau de toutes parts. Son barbillon n'est vraiment pas rasoir. - VI. Chambre froide. Musique de la rue. - VII. Partie de la charpente. Pouvoir qui relève de la magie. - VIII. Peut maintenant prendre son siège. Article étranger. - IX. Fit un nettoyage en profondeur. Grand quand il est à la

tribune. - X. Assurent toutes les commodités.

VERTICALEMENT

1. Mettent le bâtiment en danger. - 2. N'ont pas toujours le beau rôle. Au bout de la jettée. - 3. Défenseur américain. Assure le coup. La bande à Philippe, Nicolas et les autres. - 4. Vous transformez en homme de couleur. Dans les rayons. - 5. Plantigrade difficile à implanter. Redresseur de torts. - 6. Au milieu des sangliers. Traverse Paris à toute vitesse. Symbole magnétique. - 7. Se

comporte comme un cafard. - 8. Plans de sustentation. Bout de terre. - 9. Outils de dépannage qu'il faudra rendre. Chaine des Alpes du Sud. - 10. Belle Hélène. En goulotte. - 11. Son maître ne se mouille pas trop. - 12. Nous font voir rouge.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97231

HORIZONTALEMENT

I. Clairvoyance. - II. Ram. Dépeçage. - III. Omar. Linéaire. - IV. Upsilon. Dé. - V. Pi. Fictif. Fr. - VI. Isolée. Emute. - VII. Etron. Voirie. - VIII. Rémi. Aa. Eger. - IX. Erudits. Na. - X. Sessions. BTS.

VERTICALEMENT

1. Croupières. - 2. Lampiste. - 3. Amas. Ormes. - 4. Rifloirs. - 5. Rd. Lien. Ul. - 6. Véloce. Ado. - 7. Opine. Vain. - 8. Yen. Léo. Ts. - 9. Académies. - 10. Néré. Erg. - 11. CEE. Puient. - 12. Essarteras.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Concessionnaires parisiens des journaux et publications n° 97-437.

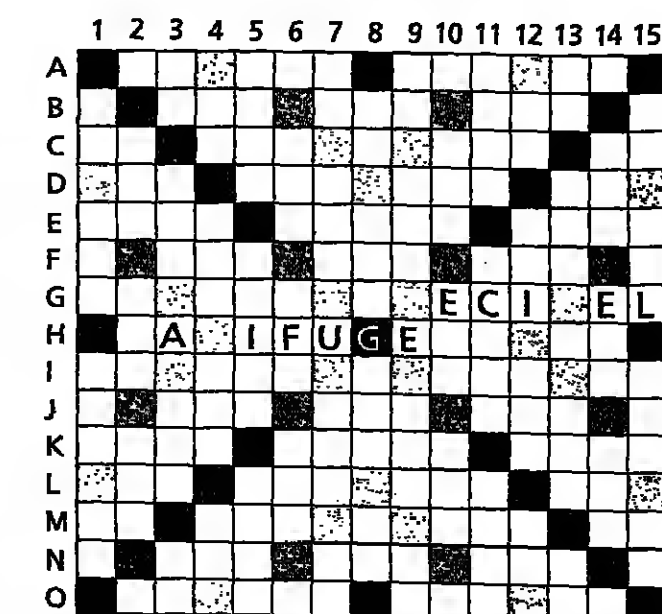
Imprimerie du Monde
12, rue M. Gumbourg
94092 Ivry cedex
ISSN 0365-2087
21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

SCRABBLE

PROBLÈME N° 40

A la recherche du troisième mot

1. Vous avez tiré E E I N R T U
a) Trouvez un sept-lettre, malheureusement implacable.
b) Avec ce même tirage, trouvez sept mots de huit lettres en le complétant avec sept lettres différentes appartenant à l'un ou à l'autre des deux mots placés sur la grille.
N.B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de continuer.
2. Préparation de la grille de la semaine prochaine
c) Premier tirage : A L O O P S. Trouvez un six-lettre.
d) Deuxième tirage : L + U E S A D R. Trouvez deux sept-lettres. En utilisant trois lettres différentes du tirage précédent, trouvez trois huit-lettres.
Solutions dans Le Monde du 29 octobre.
Solutions du problème paru dans Le Monde du 15 octobre
Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal ; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.



a) SOUPENTE, 11 G, 80, faisant AS et MODERATO
b) POUSSENT, A 7, 83-PETUNONS, C 6, 74-DEPUTONS, 6 H, 69-POINTUES, E 8, 70, ou les anagrammes POUTINES, élevés d'anchois et de sardine, et TOUPINES, tournées comme une toupie (vi)-PONC-

TUES, F 7, 64-ETOUPOUS, S F, 70-ÉPOUSENT, 7 H, 64, ou l'anagramme SOUPENTE-REPUTONS, 8 H, 83 ou les anagrammes POUTINES, élevés d'anchois et de sardine, et TOUPINES, tournées comme une toupie (vi)-PONC-

Michel Charlemagne

Les recettes du succès

Deux restaurants, deux ambiances, deux manières de convaincre

ON ATTEND au succès comme on peut, ce qu'il faut c'est se donner un genre, un style et surtout ne pas en déborder. Lieu de divertissement, le restaurant est un bref théâtre où les scènes que l'on y joue ne peuvent être admises que si elles sont répétitives. Personnel fidèle, cuisine sans sautes d'humour, prix stabilisés, décor et ambiance fixés. C'est ainsi et méfiant de nature, le client n'aime rien tant que ces endroits où on lui sert de l'intimité dissolue à sa mesure, dans un cadre toujours semblable, ce qui le rassure et l'autorise à ne voir vieillir que les murs.

Et, pour le coup, s'il fallait donner la palme à un bistrot laissé dans l'état de son lancement, et très savamment entretenu dans la rectitude de son faux délabrement, sûrement L'Ami Louis, dans le troisième arrondissement, mériterait une place d'honneur. On pense à un trompe-l'œil à la Trauer, morceau de bravoure pris sous la main d'un des cinéastes qui travaillaient sur le motif dans les studios de Billancourt. Devanture, rideaux, tables, poêle, serveurs, tout est aussi louché qu'authentique, aussi certifié qu'incertain.

Aidé par les piteux des guides gourmands, les étrangers viennent s'y coller comme sur du papier tue-mouches. L'atmosphère est exotique, l'exotisme chaque fois renouvelé ; la Sainte-Chapelle, le Sacré-Cœur, les Galeries Lafayette, Vuitton et... L'Ami Louis. Pris en otage, ils subissent la dure loi du passage obligé, mais reviennent bravement en faisant savoir à leurs compatriotes qu'au 32 de la rue du Vertbois

existe un morceau de la vraie croix du vrai Paris de toujours.

A peine moins dupes, les Parisiens purs et durs, eux, débarquent dans l'estancot en bémol, les fondateurs de leur avoir inventé un coin cosy-pouloir où l'on peut enfin se retrouver entre gens de bonne compagnie. Avec des jolies de présence alarmantes. Côté additions, une véritable Auberge rouge, cet Ami Louis. Les bons comme les moins bons trois étoiles peuvent aller se réhabiliter. Enfoncés les terribles avec leurs chandeliers Louis XV et leurs nappes de lin, leurs bars en croûte de sel et le bonnard aux mille épices. Chez Louis, pas de chichis, service enlevé, plats classiques et tir à la chevronne lourde.

TOUT EST DANS LE TON

Portions éruptives pour le foie gras et un jambon de pays, c'est vrai, très fameux. Perdreaux cuits avec habileté, nageant dans une sauce à l'ancienne façon Trois-Mousquetaires - un truc de bien avant la diététique. On pourra aussi se diriger vers le très comestible poulet-frites, ou vers la selle d'agneau escortée de son gâteau de pommes de terre, sans renier les grenouilles requinquées d'all ni les rognons des grands soirs. Tous plats claquants au vent tricolore et invitants aux boustifailles des jours à jamais heureux.

Installé dans une aisance héroïque et éternelle, le restaurant de la rue du Vertbois peut difficilement servir de modèle à qui voudrait se faire rapidement une réputation sur la place. En reprenant Pierre au Palais-Royal, Jean-Paul



Arabian avait d'abord son nom à mettre dans la balance, son nom et son passé qui le situaient comme homme aimable et virevoltant, très récemment encore régisseur du lourd corps de ballet de chez Le-doyen.

D'un théâtre l'autre. Installé aux bords de la rue de Richelieu, il est l'un des tout premiers voisins de la Comédie-Française et n'a pas tardé à s'emparer d'un public de dîneurs d'après Marivaux. On sert ici jusqu'à 23 h 30 ; l'heure et la définition du souper. On peut aussi arriver plus tôt et se mêler à une clientèle assez parisienne, contrastée et peu renuante, bien élevée et ragailardie de découvrir ou de retrouver un endroit très ancien qui commençait à ne plus très bien se souvenir de son rôle.

C'est peu de chose, la rétrospective, il faut seulement la sentir. Et en premier lieu savoir lui imprimer un cachet. Médier tendant, la restauration ne peut faire œuvre de véritable élégance que si elle sait égaliser ses prétentions. Cela vaut

autant pour l'épée toquée que pour le bougnot sabreur. Donner un sens à la justice de table. Cela réclame du métier et sûrement une définition précise de la générosité. Vieux pro, cet encore jeune M. Arabian ne semble pas détester ce qu'il vient d'entreprendre. Le lieu était d'inspiration plutôt lyonnaise, voilà sur la carte ce qui méritait d'y rester ; le nouveau chef est italien, voici ses trouvailles du jour, la carte se jouant au quotidien. On pourra naviguer ainsi des quenelles de brochet au risotto aux légumes, des tomates farcies à la brandade de morue fraîche, du bouef à la ficelle à la ménagère aux spaghettis aux giroles.

Tout est dans le ton. Pas d'esbroufe, franc, abordable, abordable. Il y a de la vigueur, l'envie de ne pas se perdre dans la circonvolution ni dans la convulsion. Un gentil reçoit des gentils, c'est déjà beaucoup dans un temps de coupe-jarrets.

Jean-Pierre Quélin

* L'Ami Louis, 32, rue du Vertbois 75003 Paris. Tél. : 01-48-87-77-48. Carte : 600-800 F. Pierre au Palais-Royal, 10, rue de Richelieu 75001 Paris. Tél. : 01-42-96-09-17. Carte : 200-300 F.



centaines de tranches dans toute la France. Il découpe ses courges d'une quinzaine de kilos à l'aide d'un billot à pain et enlève les graines au couteau. Chaque morceau, peu ou prou d'un kilo, est emballé sous un film plastique, sans y ajouter de

persil, ce qui aurait d'après lui pour effet d'augmenter les risques de fermentation. En l'honneur de Halloween et pour prouver qu'il existe nombre de potirons méconnus, Michel Bouché, chef du rayon fruits et légumes au Lafayette Gourmet à Paris, en propose à partir du jeudi 23 octobre une belle brochette : potiron vert d'Hokkaido, potimarron, potiron turban. Certains ont des saveurs de noisette, d'autres de châtaigne, mais tous ont en commun une grande teneur en eau, c'est le lot habituel de ce légume. Pour faire des purées moins aqueuses, pensez à le cuire à la vapeur ou même au four, à sec.

Guillaume Crouzet

* Fête des cucurbitacées du 23 octobre au 5 novembre, Lafayette Gourmet, 48, boulevard Haussmann, 75009 Paris.

Le potiron

Le terme « potiron » désigne un élève admis à titre d'étranger à l'école militaire de Saint-Cyr ; c'est aussi le surnom que l'on donne à un juré de concours d'assises. Ce qui est beaucoup moins clair, c'est de savoir quel légume porte ce nom. On confond le plus souvent la citrouille ou la courge muscade avec l'authentique potiron. Les trois plantes appartiennent à la famille des cucurbitacées, famille nombreuse s'il en est puisqu'elle comprend près de huit cents espèces. La plupart des gens utilisent indifféremment les termes de citrouille et de potiron alors qu'il s'agit en fait de deux espèces botaniques différentes : *Cucurbita maxima* et *Cucurbita pepo*. La différence ne tient pas qu'à leurs dénominations latines puisque la citrouille est destinée quasi exclusivement à l'alimentation animale, ce qui est loin d'être le cas des 25 000 tonnes de potirons vendues chaque année en France.

La citrouille de Cendrillon était-elle un potiron ? C'est en tout cas l'hypothèse que soutient William Wheeler dans son livre *La Citrouille* paru au printemps aux Éditions du Chêne. Il y note que la fête, après avoir envoyé sa filleule au potager chercher une

citrouille, crensa elle-même le légume avant de le transformer en carrosse d'un coup de baignette magique. On peut s'étonner qu'une magicienne capable de changer des souris en chevaux et des lézards en laquais soit obligée de besogner une citrouille avant d'en faire un carrosse. Wheeler émet l'hypothèse que, pour être fée, la maraîchère n'en était pas moins femme et cuisinière, et préférait sans doute « en bonne ménagère, garder la chair pour faire soupes et tortes », ce qui de toute évidence ferait de la citrouille de M. Perrault un très comestible potiron.

La question n'a pas lieu d'être posée dans les supermarchés où, la plupart du temps, le seul légume proposé à la vente sagacié est en réalité une courge muscade. REMPLAçant peu à peu les véritables potirons, le gros jaune de Paris ou le rouge vif d'Orléans, les deux variétés jusqu'ici les plus vendues, cette courge à la chair d'un orange franc et à la saveur douce a tendance à devenir envahissante sur les étales. Gilbert Clareton, cultivateur au Thor près d'Avignon, en expédie chaque jour des

BOUTEILLE

Champagne

Charles Heidsieck

Brut non millésimé « Mis en cave 1994 »

Déchiffrer l'étiquette d'une bouteille de champagne n'est pas chose aisée pour les quatre cinquièmes de la production qui proviennent de vins non millésimés. Des assemblages savants de raisins de provenances variées, de vins d'origines et d'années différentes, sont nécessaires pour donner l'unité qui fait le style d'une maison. Il s'agit aussi de compenser la faiblesse des uns par la qualité des autres. Pour éclaircir sa démarche, la maison Charles Heidsieck a décidé de « dater » le moment de la mise en cave, en faisant le pari que le vieillissement modifie et améliore ses vins. A ne pas confondre avec un millésime qui ne s'applique qu'aux vendanges des meilleures années. Cette simple indication fait déjà figure de petite révolution, dans un milieu où l'on a parfois prétendu qu'une fois en bouteille le champagne ne se modifiait plus ! Pour écarter les stocks. En fait, le champagne est d'abord un vin et, comme tel, connaît un cycle d'évolution. Chez Charles Heidsieck, la démonstration est convaincante avec les trois « mis en cave » disponibles : 1992, 1993 et 1994 dont l'accord, respectivement avec un foie gras ou des beignons, un saumon mariné ou des saint-jacques crues, est souverain. Un renouvellement dans l'usage du champagne !

* Charles Heidsieck « Mis en cave 1994 » : 140 F. Charles Heidsieck, 4, boulevard Henry-Vanier BP 129, 51055-Reims Cedex. Tél. : 03-26-84-43-50.

TOQUES EN POINTE

Bistrot

CA D'ORO

Idi rien de cinquant. Une petite pièce suivie d'un étroit couloir débouche sur une autre salle confortable, sans plus. L'essentiel est en cuisine, où une équipe homogène et italienne concocte une vraie cuisine de Venise. A cette saison, il faut essayer le risotto aux cépes, ou bien aux fruits de mer. En entrée, la bruschetta, pain grillé frotté d'ail, recouvert d'huile d'olive, ou bien l'aubergine farcie, délicate. Les pâtes - *penne al pesto* - savoureuses ; *gorgonzola*, le *vitello tonnato*, viande de veau à la sauce de thon, comme le foie de veau à la vénitienne. Une rareté également, *calamari all'inchioia*, le calamari dans son encre. La cuisine italienne, c'est un peu notre cuisine de fête. Vins valpolicella, lambrusco, barolo. Menu : 80 F (déguster). A la carte, compter 150 F.

* Paris, 54, rue de l'Arbre-Sec (75001), tél. : 01-40-20-97-99. Fermé dimanche. Parking.

Brasserie

MA BOURGOGNE

Sous les arcades de la place des Vosges, une des plus belles terrasses de Paris, bar à vin à l'origine, propose à présent une honnête cuisine de brasserie, on ne peut plus classique. Reste le fond, la marque d'origine : le tripoux, comme l'a-bes, en Anbrac. Aliné Congourou connaît et apprécie les bons vins. Il offre un ensemble de beaufolais, un fameux châteaufort-du-pape, tout cela au verre. Quelques grands blancs, à la carte, comme le Montrachet. De bonnes viandes de Salers, des grillades, un tartare réputé, avec de bonnes frites. Ici, le sourire de la patronne n'est pas une image ; elle donne le ton et, d'ailleurs, égale, régit son petit monde. Les touristes et les privilégiés du quartier en profitent. A la carte, compter 200 F. Vins au verre : 14 F.

* Paris, 19, place des Vosges, 75004, tél. : 01-42-78-44-64. Ouvert tous les jours jusqu'à 1 heure du matin.

Gastronomie

LE CLOS DU CHANOINE

La Bretagne des bois, des fourneaux et des ajoncs, jusqu'à la pointe du Croix, conserve une grandeur mystérieuse, qui, malgré la crise, l'abandon des campagnes, les malheurs de la pêche, nourrit ses admirateurs. Et l'on comprend que le jeune Christophe Langré, après quelques années passées aux côtés de Michel Del Bongo, d'Avignon à Cassanoville, ait eu le mal du pays. Son installation dans un hameau de la pointe de Saint-Malo sur la route de Cancale date d'un an à peine, mais déjà sa notoriété dépasse les limites du canton. Quelques saint-jacques grillées au beurre salé, fraîcheur du produit et simplicité de la mise en œuvre, une sole de petits poissons braisee aux cépes, belle alliance terrienne et marine, ou bien un turbot rôti au beurre moussoux donnent la juste mesure d'une cuisine précise, savoureuse naturellement, sans fioritures. Ici, un jeune poulain réchauffe la saveur d'un filet de barbot, quelques pommes pallissent et un jus de viande accentue le moelleux du turbot épais, cuit sur l'arbre. Les desserts - gâteau au chocolat et sorbet à l'orange - ne sacrifient à aucune convention. C'est un travail sérieux, artisanal, honnête avec déjà une jolie cave. Menus : 100 F (affaires), 110 F et 180 F. A la carte, compter 300 F.

* Saint-Malo, La Mettrie au Chanoine (35400), tél. : 02-99-82-84-57. Fermé mercredi et jeudi midi.

Jean-Claude Ribaut

GASTRONOMIE

PARIS 2°

HISTOIRE ET PLAISIRS DE LA TABLE

MENU 149 F

AVEC FOIE GRAS MAISON

Entrée-Plat-Dessert

Café ou Vin

FRUITS DE MER & COQUILLAGES

LA CARTE

128-158 (196-0450)

40, rue de Valenciennes (Métro : Valenciennes) - 75019 PARIS

Tél. : 01 42 36 45 25

PARIS 6°

ALSACE A PARIS

T.L.J.

01.43.26.21.48

9, pl. St-André-des-Arts, 6° - SALONS

CHOUCRUTES, GRILLADES,

FLAMMEKEUCHE, POISSONS,

HUITRES ET COQUILLAGES

PARIS 7°

MIYAKO

Spécialités de

brochettes grillées

et sushi japonais

Livraison à domicile 6€, 7€, 8€, 14€, 19€ et 24€

Réservez 60 F - Menu 100 F de 12 à 14 h

121, rue de l'Université - 01.47.05.41.89

8 bis, bd. Montparnasse 6° - 01.40.05.03.68

PARIS 7°

Choumieux

SPECIALITE DE CARROULET

et COMITÉ DE GANARD

Tous les jours jusqu'à 19h

Dimanche 10h à 14h

38, rue du Bac - Tél. : 01.42.61.22.37

RESTAURANT DU LA BELLE MONTRE

PARIS 7°

LES MINISTÈRES

depuis 1919 un vin de Paris

Menu 160 F apéritif et vin compris

servi même le samedi et dimanche

38, rue du Bac - Tél. : 01.42.61.22.37

RESTAURANT DU LA BELLE MONTRE

PARIS 8°

THEATRE DU ROND-POINT

CHANTS FINISSE

LA RESTAURANTE

Nouvelle équipe de cuisine

Menus à partir de 85 F et 149 F

(différents chaque jour)

Menu-carte 160 F

Vins régionaux à petits prix

2 bis, av. Franklin D. Roosevelt

Réservez : 01.44.85.98.44

TJ7 de 11h à 2h du matin.

PARIS 11°

BLUE ELEPHANT

La cuisine Royale Thaïe et le raffinement d'un accueil et d'un décor exceptionnels.

Formule au dîner 150 F - Carte aux 250 F

Menu Royal dégustation 275 F

43, rue de la Roquette 75011

Réservez : 01 47 00 42 00 - Tlx. F. naut. mid

Egalement après les spectacles

PARIS 14°

LE MOULIN VERT

Dans un flot de verdure, ce restaurant propose un menu-carte exceptionnel à 179 F, apéritif, vin et café compris. Douze entrées (toutes de foie gras, saumon mariné...), un grand choix de viandes et poissons (escalope de saumon aux morilles, magret aux raisins...) et le choix entre fromage et dessert font de cette adresse un des meilleurs rapports qualité-prix de la capitale.

En semaine, menu "supper-midi" à 89 F. Ouvert 7J/7.

34 bis rue des Filles - 01.45.38.31.31

PARIS 13°

AUBERGE ETCHEGORRY

Spécialités du Sud-Ouest

Foies gras - Chapons farcis

Cassoulet aux haricots tarbais

grand choix de desserts.

Menu Carte Gastronomique

175 F ou 215 F (vin compris)

Hôtel 3*** - Chambres devant sur jardin privatif et vignes.

41, rue Croix-Barbier - Paris 13e

☎ 01.44.08.83.51 / Fermé dimanche

PARIS 14°

LA CREOLE

Ouvert tous les jours - 01.43.26.62.12

Spécialités des îles, dans une luxuriance de verdure et de sources avec Cokan, antillaise le soir. L'un des plus anciens restaurants antillais de la capitale. Carte 220 F environ.

122, boulevard de Montparnasse

PARIS 14°

LE MOULIN VERT

Dans un flot de verdure, ce restaurant propose un menu-carte exceptionnel à 179 F, apéritif, vin et café compris. Douze entrées (toutes de foie gras, saumon mariné...), un grand choix de viandes et poissons (escalope de saumon aux morilles, magret aux raisins...) et le choix entre fromage et dessert font de cette adresse un des meilleurs rapports qualité-prix de la capitale.

En semaine, menu "supper-midi" à 89 F. Ouvert 7J/7.

34 bis rue des Filles - 01.45.38.31.31

PARIS 19°

LE PALAIS DE L'INDE

Fait au jour des Bites Chinoises

"Un des meilleurs restaurants indiens de Paris à prix raisonnables"

65, rue Nivelle - 75117

☎ 01.42.38.71.25 - 01.42.38.31.14

77 SEINE ET MARNE

LA MARE AU DIABLE

le restaurant romantique de George Sand

Un havre de paix, pour déjeuner ou dîner, dans un parc fleuri de 17 ha.

Menu d'affaires 215 F (vin et café compris)

Superbe menu carte dégustation de la cuisine du moment à 245 F.

Déjeuner en terrasse fleurie et dîner aux chandelles auprès des cheminées.

(35 km de Paris) Accès direct autoroute A5A, sortie 12 - RN 5 - Meaux Sénet

01.64.10.30.30 - Semblance, Hôpital

92 NEUILLY

Jarrasse

L'Escalier de Paris

☎ 01.46.24.07.56

4, av. de Madrid - 92200 Neuilly

- Salons particuliers - Votaries

Pusan, un festival contre la censure

La manifestation sud-coréenne permet de fédérer les cinématographies asiatiques

PUSAN
de notre envoyé spécial
Le Festival de Pusan, grand port méridional de Corée du Sud, qui a tenu sa deuxième édition du 10 au 18 octobre, est d'abord une manifestation politique, de dimension nationale et continentale. Un engagement rendu possible par son succès : un an après sa création, salué comme une réussite (*Le Monde* du 26 septembre 1996), il affiche des statistiques en hausse concernant le nombre de films projetés (166), de pays représentés (34), de spectateurs (185 000), d'invités étrangers, et aussi d'admirateurs (surtout de très jeunes filles en foules innombrables dans le quartier où sont concentrées les salles de projection).

La deuxième ville du pays tient la dragée haute à la capitale : alors que le maire cultive les retombées médiatiques d'une manifestation que sa municipalité finance à 25 %, les organisateurs se sont offert le luxe de refuser d'accueillir les trois candidats en lice pour l'élection présidentielle de décembre, dont l'actuel président de la République en exercice. Il faut dire que le festival est dirigé par un ancien haut fonctionnaire de la culture, Kim

Dong-ho, salué ici pour la distance qu'il a su conserver avec les clans au pouvoir. Les secteurs progressistes, exclus de tout accès aux décisions, ont trouvé à Pusan l'occasion d'unir leurs forces.

FILMS JAPONAIS

Le festival est ainsi devenu une plate-forme de lutte contre la censure, qui perd progressivement du terrain. De jeunes militants ont constamment occupé un espace où ils faisaient signer une pétition contre l'interdiction de leur Festival des droits de l'homme à Séoul fin septembre et celle d'un festival du cinéma homosexuel. Le festival a constamment protesté contre le mauvais parti fait aux réalisateurs indépendants, tandis que plusieurs documents concernant la répression figuraient au programme. Celui-ci comportait des films coréens mais aussi étrangers qui demeurent interdits dans le reste du pays : le splendide *Happy Together* du cinéaste de Hongkong Wong Kar-wai, banni parce que ses héros sont homosexuels ; les films japonais, dont la projection demeure interdite en Corée depuis la seconde guerre mondiale - le Japon n'a jamais reconnu les souffrances qu'il a



Les festivaliers de Pusan protestent contre le mauvais parti fait aux cinéastes indépendants.

intelligées dont témoignait *Une habitude triste*, beau documentaire consacré aux milliers de femmes coréennes expédiées par l'occupant dans les bordels de l'armée japonaise.

Le Festival de Pusan, qui ne reçoit pas un won de l'Etat, peut affirmer son ambition : devenir le centre de l'aire cinématographique asiatique. C'est le sens d'une programmation « internationale » mais très majoritairement tournée vers les œuvres de ce continent et de la création du PPP (Pusan Promotion Plan), visant au développement de coproductions régionales. Si elle devait prospérer, l'entreprise serait un bouleversement : par la taille de ses

publics, le dynamisme de ses économies et la vitalité de ses créateurs, l'Asie (Japon, Chine continentale - dont Hongkong -, Taiwan, Corée, pays auxquels se joint désormais volontiers l'Iran et que pourraient rejoindre le Kazakhstan, la Thaïlande ou Singapour) représente une alternative crédible aux tendances hégémoniques de l'Amérique du Nord - autant, sinon davantage que la vieille Europe.

Tout en rendant hommage au dynamisme du cinéma de Hongkong des vingt dernières années, la sélection réunissait la plupart des œuvres importantes découvertes en 1997 : *Le Goût de la cerise*, d'Abbas Kiarostami, palme d'or à

Cannes, et *Hana-Bi*, de Takeshi Kitano, Lion d'or à Venise (deux splendeurs), *Suzaku*, de Naomi Kawase, caméra d'or à Cannes, *Happy Together*, de Wong Kar-wai, *Ayneh*, le Miroir, de Jafar Panahi, *Leopard d'or* à Locarno, *La Rivière*, du Talaïwanais Tsai Ming-liang, Lion d'or 1996 à Venise, et le beau portrait de son maître, Hou Hsiao-hsien, réalisé par Olivier Assayas. Nombre d'autres réalisations ont témoigné d'une grande vitalité - dont, en provenance de Bangkok, deux premiers films prometteurs, *Fun Bar Karaoke* et *Dang Bireley and Young Gangsters*, brochant chacun à sa manière sur les stéréotypes du film de gangsters pour dénoncer la situation sociale.

Parmi les films coréens manquait la nouvelle réalisation du plus grand cinéaste du pays, Im Kwon-taek, qui pourrait être montrée au prochain Festival de Cannes en consécration d'une œuvre importante, longtemps restée dans l'ombre. Le cinéma coréen est marqué par une défiance de jeunes réalisateurs (70 % des quelque soixante productions annuelles sont des premiers films) signant pour la plupart des fictions pour adolescents inspirés par la bande dessinée et MTV. Parmi eux, on distinguait deux ouvrages : *Motel Cactus*, première réalisation de Park Ki-yong, mise en scène très affirmée autour du vide sentimental et relationnel dont souffre la jeune génération ; et surtout le provocant *Timeless*, *Bottomless*, *Bad Movie*, semi-documentaire chez les voyous et les SDF de Séoul, qui fait de Jang Sun-woo un auteur à suivre... si on le peut : depuis la réalisation de son film, aussitôt censuré, sorti dans une version tronquée avant que Pusan en permette la première projection intégrale, Jang reste introuvable.

Jean-Michel Frodon

DÉPÊCHES

■ **ARTS** : *Le Repas chez Simon*, de Panin Veronèse, œuvre monumentale de dix mètres de long, exécutée vers 1570, vient d'être restaurée grâce au mécénat de la BNP (2,8 millions de francs) et a été « inaugurée », lundi 20 octobre, dans le salon d'Hercule du château de Versailles par le ministre de la culture, Catherine Trautmann.

■ **DISQUES** : le chiffre d'affaires du marché du disque a augmenté en France de 4,5 % durant les neuf premiers mois de l'année 1997, a annoncé, lundi 20 octobre à Paris, Hervé Rony, directeur général du Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP). Les formats courts représentent près d'un disque vendu sur trois. Le marché des albums est en revanche jugé « préoccupant ».

■ **Paul-René Albertini**, PDG de Sony Music Entertainment France, a été élu jeudi 16 octobre à l'unanimité président du Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP). Il succède à Patrick Zelnik.

■ **LIVRES** : la 49^e Foire de Francofort, rendez-vous mondial de l'édition, qui s'est achevée lundi 20 octobre, a accueilli 287 000 visiteurs, soit 13 000 de plus que l'an passé, mais moins qu'en 1995 (319 000 visiteurs).

■ **MUSIQUE** : l'église Saint-Pierre de Caen, joyau de l'architecture gothique, s'est dotée d'un orgue entièrement neuf combinant les esthétiques baroque française et de l'Allemagne du Nord, élaboré par le facteur Jean-François Dupont. Cet instrument construit par la ville de Caen devait être inauguré, mercredi 22 novembre, par l'organiste Philippe Lefebvre, cotitulaire de la tribune de Notre-Dame de Paris.

■ **Le vintenniste français Rafael Oleg** a reçu le Prix de musique 1997 (250 000 francs) de la Fondation Simone et Cino del Duca. Agé de trente-huit ans, Rafael Oleg est le premier Français à avoir remporté, en 1986, le grand prix du Concours Tchaïkovski de Moscou. ■ **Walt Disney Company** va produire, en 1998 à Broadway (New York), une version pop de l'opéra de Verdi *Aida*, signée Elton John, a rapporté, lundi 20 octobre, le quotidien *New York Post*. Elton John, en collaboration avec Tim Rice, a composé la musique de la comédie musicale *The Lion King* tirée du dessin animé du même nom, dont la première est prévue le 9 novembre dans le nouveau théâtre de Mickey, à New York.

■ **PHOTOGRAPHIE** : Alain Keler (agence Cnsmms) a obtenu le prix Eugene Smith 1997 de la « photographie humaniste », d'un montant de 20 000 dollars (116 000 francs environ) pour son travail sur l'émergence de mouvements nationalistes et ethniques dans l'Europe de l'Est après la dissolution du communisme.

VOTRE SANTÉ N'EST PAS UN COMMERCE



La Mutualité Française rassemble 3000 mutuelles qui protègent 30 millions de Français. Ce sont de vraies mutuelles, à but non lucratif, qui favorisent l'accès de tous à des soins de qualité.

CONNAÎSSEZ-VOUS BIEN LA MUTUALITÉ FRANÇAISE ?

La Mutualité Française œuvre pour la modernisation du système de santé et de protection sociale en jouant un rôle capital dans 4 domaines :

- **Les mutuelles complètent les remboursements de la sécurité sociale**
Par ailleurs, grâce au « tiers payant » que les mutuelles de la Mutualité Française s'efforcent de généraliser, leurs adhérents peuvent bénéficier de soins sans avance de fonds.
- **Les 1500 établissements mutualistes médicaux, para-médicaux et sociaux**
Hôpitaux, cliniques, pharmacies, centres d'optique, centres dentaires, centres pour personnes handicapées, maisons de retraite, centres de convalescence, centres de loisirs et de vacances... permettent l'accès de tous à des soins et des services de qualité.
- **La prévoyance**
Pour constituer une épargne, mieux préparer la retraite, faire face à l'invalidité et aux maladies de longue durée...
- **La prévention et la promotion de la santé**
Lutter contre le SIDA, la toxicomanie, les maladies cardio-vasculaires, le tabagisme... la Mutualité Française est aujourd'hui un partenaire incontournable pour une véritable politique de santé publique.

Faites confiance aux mutuelles de la Mutualité Française, de vraies mutuelles.

Pour elles, votre santé n'est pas un commerce.



Dix cinéastes se mobilisent contre les mines antipersonnel

FICTIONS, documentaires ou portraits : en dix courts métrages de trois minutes, des cinéastes veulent protester contre les ravages causés par les mines antipersonnel. Bertrand Tavernier a dirigé cette série, « Lumières sur un massacre », à la demande de Handicap International, association membre de la Campagne contre les mines, qui a reçu le prix Nobel de la paix le 10 octobre. Ces dix films seront diffusés en novembre par l'ensemble des chaînes françaises et par d'autres télévisions européennes. Le but est de faire pression sur les Etats hostiles au traité d'interdiction des mines, qui doit être signé à Ottawa en décembre.

L'auteur de *L'Appât* s'est entouré de cinéastes : Mathieu Kassovitz, Volker Schlöndorff, Youssef Chahine, Colloec Serreau, Pavel Lounguine, Fernando Trueba, Pierre Jolivet, Jaco Van Dormael, Rithy Panh (*Les Gens de la rivière*), l'un des dix, a souvent dénoncé les sept à dix millions de mines enterrées dans son pays, le Cambodge, pour une population de neuf millions d'habitants, et les trois cents personnes qu'elles tuent ou mutilent chaque mois. Il parle d'« expérience » : en 1979, sous la dictature des Khmers rouges, il s'enfuit d'un camp de rééducation vers la Thaïlande, en traversant des champs de mines. « J'avais tout perdu, pourquoi aurais-je eu peur ? »

« Chocun a adopté un style de

narration différent, explique Bertrand Tavernier. Mathieu Kassovitz a opté pour une politique-fiction, imaginant des mines dans la France d'aujourd'hui. J'ai demandé à Soudrine Bannière de lire le témoignage d'une bénévole de Handicap International encore sous le choc : elle avait vu la bombe ensonglonnée d'un jeune homme qui venait de mourir sur une mine... » Le cinéaste espagnol Fernando Trueba s'est rendu en Bosnie cet été. Il a tourné à la frontière avec la Croatie, une zone particulièrement minée, jusque dans les jardins des petites maisons villageoises. Il y a interviewé une dizaine d'adolescents mutilés par l'une des cinquante mines qui explosent chaque semaine en Bosnie.

Little Bear, la société de Bertrand Tavernier, produit la série « Lumières sur un massacre ». « C'est facile, en France, de monter des projets cinématographiques militants. Le milieu est très engagé, comme on l'a vu avec la mobilisation autour des lois Debré-Pasqua », affirme le cinéaste. Pour ce travail avec Handicap International, il avait réuni plus de dix collègues en France, mais aussi en Angleterre - Ken Loach a dû renoncer au dernier moment à cause d'un autre tournage. Il en a limité le nombre pour ne pas dépasser le seuil des dix courts métrages que les télévisions partenaires avaient fixé.

Catherine Bédarida

CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 22 OCTOBRE 1997

MUSIQUE Installé porte de Versailles, à Paris, du 19 au 21 octobre le Mix Move 97 - « Salon international de la génération mix » - a rassemblé une centaine d'exposants et plu-

sieurs milliers de visiteurs, témoins de l'engouement pour les nouvelles musiques de danse. ● LES ORGANISATEURS de cette manifestation ont voulu en faire un « espace de dia-

logue qui facilite la compréhension du phénomène et une fête sauvage ». Ainsi une fourmilière d'adolescents animait une cacophonie de rythmes et de sons synthétiques.

● CE SALON a aussi été l'occasion pour les professionnels de réfléchir aux relations, parfois tendues, que les organisateurs de raves clandestines ont avec les pouvoirs publics,

notamment en ce qui concerne les stupéfiants. ● LE FESTIVAL Nancy Jazz Pulsations a accueilli Daft Punk, un duo à l'écart du star-system qui enflamme les clubs.

Explosion et répression de la musique techno en France

Un Salon à Paris, le Mix Move 97, a permis de vérifier l'engouement croissant pour un genre musical en pleine mutation qui séduit autant les nouvelles générations qu'il effraie les responsables politiques

LA VEILLE de l'ouverture du Mix Move 97 - « Salon international de la génération mix » qui s'est tenu porte de Versailles du 19 au 21 octobre - l'annulation de la soirée inaugurale, dans un entrepôt de la Plaine-Saint-Denis, pouvait sembler un incident lourd de symboles. Fallait-il voir dans l'interdiction d'une fête devant réunir plusieurs DJ importants et quelque cinq mille fans de techno l'acharnement des pouvoirs publics contre une culture diabolisée par les médias et les élus ?

Le lendemain, dimanche 19 octobre, les organisateurs du salon expliquaient qu'il fallait plus blâmer l'amateurisme d'un gérant de salle que le harcèlement de la préfecture de police. S'il fallait une réponse aux détracteurs de la techno et à la répression dont elle est encore la victime, la centaine d'exposants et les trois mille personnes se bousculant dimanche après-midi dans le hall 3-1 de la porte de Versailles l'ont fournie. Témoignage de l'évolution inéluctable des musiques d'aujourd'hui, cet événement rassemblait des représentants d'institutions, des industriels de la musique électronique, des consommateurs et des militants de l'underground.

Un peu débordé par le succès de cette seconde édition du Mix Move, son organisateur, Eric Boulo, explique ses motivations : « L'idée était de regrouper les acteurs de ces nouvelles musiques. Il s'agit à la fois d'un marché qui permet aux fabricants d'instruments et aux labels de rencontrer leur public,

d'un espace de dialogue qui facilite la compréhension du phénomène et d'une fête sauvage ». Le salon vivait en effet d'une effervescence anarchique : une fourmilière d'adolescents animait une cacophonie de rythmes et de sons synthétiques. Si les guitaristes, bassistes et batteurs sont les vedettes du Salon de la musique, les DJ sont les vedettes du Mix Move. Les nouvelles musiques de danse ont changé leur statut. En dix ans, les amateurs de boîte de nuit sont devenus des créateurs. L'échantillonnage, le mixage et les scratches (ce son né des frottements d'un disque par le DJ) inventent des formes inédites.

DEXTERITÉ « HENDRIXIENNE »

Dernière les platines et les tables de mixage mises à disposition des visiteurs, professionnels ou amateurs n'ont fait la démonstration d'une dextérité « hendrixienne ». Les organismes professionnels ont du mal à reconnaître leur statut d'artistes-interprètes et de créateurs. Le sampling, échantillonnage d'une musique existante pour en composer une nouvelle, pose de nombreux problèmes juridiques. La Sacem pourtant accepte désormais qu'un DJ apporte une cassette au format DAT pour faire retravailler et déclarer l'œuvre qu'il vient de créer.

Pour ces musiciens, certaines machines comme les synthétiseurs TB 303 ou TR 909 sont aussi mythiques aujourd'hui que pouvaient l'être les guitares Fender pour les amateurs de rock. Les fabricants



Thomas Bangalter et Guy-Manuel de Homem-Christo, le duo français de Daft Punk, en 1995.

d'instruments découvrent les désirs de la génération techno et s'adaptent. Si Américains et Japonais (Denon, Pioneer, E-Mu...) tiennent la quasi-exclusivité de la production industrielle des synthétiseurs, des ingénieurs français travaillent à ces nouvelles demandes. Christian Salès est par exemple l'inventeur de la Groove Box. Produit par Roland, ce synthétiseur a emmagasiné plus de quatre cents sons destinés aux

créateurs techno. « Le but de ces machines, explique-t-il, est de permettre à tout ceux qui veulent s'exprimer de pouvoir le faire sans connaissances musicales particulières. Depuis deux ou trois ans, le marché a explosé. Les fabricants n'arrivent pas à répondre à la demande. Grâce aux artistes, je peux aujourd'hui travailler avec des entreprises internationales. La scène électronique française, avec des gens comme Daft Punk, Motorbass,

Laurent Garnier, a une énorme cote à l'étranger. »

La techno cultive des paradoxes. Musique enfantée par l'évolution des technologies, elle ne chérit rien autant que l'anacronisme du vinyle. Si on pouvait découvrir sur certains stands des platines CD permettant de scratcher des enregistrements numériques, les vieilles galettes de plastique noir gardent la vedette. « Rien ne remplace la qualité d'expressivité du vi-

nyl », constate Christian Salès. En même temps qu'émergeait cette culture techno, on a vu fleurir de nombreux magasins et labels spécialisés dans les maxi-45 tours. Le Mix Move accueille plusieurs dizaines de ces petites maisons de disques au rayonnement presque toujours international. Le salon leur a proposé des tarifs très réduits pour la location des stands. Les organisateurs savent bien que la crédibilité de l'événement dépend beaucoup de la présence des activistes de l'underground.

EN MOUVEMENT

Le public vient fouiller dans les bacs et écouter les dernières productions de courants sans arrêt en mouvement. Certains, look techno-fluo ou néo-hippie, n'ont apparemment pas pris le temps de se coucher depuis les trances des nuits dernières. On trouvera sur place les avocats les plus ardents des free party, raves clandestines poursuivies par les fonderies des pouvoirs publics.

Distributeur de plusieurs labels internationaux, Christophe a aussi participé à nombre de Technival, les plus réputées de ces soirées gratuites : « Cinq à dix mille personnes assistent chaque week-end à des free parties dans la région parisienne. Le Technival est un lieu de communication unique au monde. Un espace de liberté où n'importe qui peut venir danser ou s'installer avec sa propre sanna. Les labels viennent y faire leur marché. Les artistes viennent tester leurs disques. C'est un centre de création très important. La scène techno française ne serait pas ce qu'elle est sans les free parties. »

A ceux qui leur reprochent de ne pas respecter les consignes de sécurité et de servir de repaire pour dealers, Christophe répond : « Comme pour tout mouvement spontané, il est évident qu'il y a eu des excès. Mais ce sont les dealers qu'il faut arrêter, pas les organisateurs de fêtes. Ce genre de répression fédère les jeunes contre l'Etat et encourage d'une certaine façon la consommation de drogues. De toute façon, après une période initiale, la plupart des gens délaisissent l'ecstasy pour se concentrer sur la musique. De plus en plus d'artistes techno militent contre les drogues. Il faut laisser un espace de liberté aux organisateurs dans lequel ils puissent se faire. L'Etat ne doit pas se positionner contre cette génération. »

La France devra faire preuve de tolérance. Nos voisins européens ont souvent pris de l'avance. La ville de Barcelone n'a-t-elle pas mis son Musée d'art contemporain à la disposition du Sonar, l'équivalent espagnol du Mix Move ?

Véronique Mortaigne

* Nancy Jazz Pulsations, jusqu'au 25 octobre. Tél. : 03-83-35-40-86.

Stéphane Davet

Nancy sous l'emprise de l'électronique

NANCY

de notre envoyé spécial

La ville qui fit les belles heures du théâtre dit « universitaire », qui accueillit le free-jazz de Cecil Taylor et Sun Ra, n'a pas échappé à la vogue des musiques électroniques. Minis suivent citée que Lille, Rennes ou Montpellier, très actives en matière de culture techno. Nancy, ville estudiantine, a développé tous les ingrédients nécessaires à la vitalité du secteur. Dans le cadre du Festival Nancy Jazz Pulsation, chaque soir, des DJ y livrent leurs versions personnelles de cette musique fondée sur des rythmes en boucle et la puissance démesurée du son, et qui a, observe le sociologue Pierre Mayol, « une fonction de convivialité clandestine et une fonction sociale festive ».

Installé face à la cathédrale de Nancy, Minimal Records - l'échoppe tient son nom de l'une des inébranlables tendances de la musique technologique -, distribue les white labels, vinyles à pochettes

anonymes importés du monde entier, vend des T-shirts à col en V qui sont une marque de l'appartenance tribale de l'amateur de techno. Le patron est DJ, un y distribue les flyers (prospectus très colorés annonçant l'actualité des raves). Minimal Records reflète l'étrange vitalité d'un genre qui, pour être souvent qualifié d'autiste (pas de paroles, on bruit à tout casser, une superposition de comportements individualistes et de transe collective), n'en absorbe pas moins le jazz, les rythmiques orientales ou latino-américaines.

En 1995, Laurent, directeur du Terminal Transborder, une salle de concert vouée au rock, prend le virage de la techno, sur les conseils de ses amis ravers, passagers clandestins de fêtes bucoliques, suivis amusés de la Love Parade berlinoise, mais aussi habitués des raves en salle. Le Terminal Transborder explore le monde techno avec exhaustivité - du dub au trip-hop -, et une préoccupation quoti-

dienne : ne pas laisser l'ecstasy devenir le « petit-frère » de la techno au prétexte que la garça fut la mère du reggae.

Depuis, la réputation de ce lieu gracieux, à mi-chemin entre le décor ultra-urbain des anciens sites industriels et l'atmosphère cisy d'un café branché, n'a pas souffert de son passage du rock des papas à la techno des enfants. Au Terminal Transborder, le public, blanc, d'origine petite-bourgeoise, jeune (20-25 ans), est visiblement issu de la « culture d'appartenance », marque, selon les sociologues qui travaillent avec Pierre Mayol pour le compte du ministère de la culture, par l'isolement individuel et le suréquipement audiovisuel - en moyenne, un jeune possède « huit appareils pour écouter de la musique à la maison », du radio-réveil à la vidéothèque familiale. Musique de fracture de génération, la techno n'en est pas moins un essai de reconstruction d'univers morcelés.

Françoise fréquente le Terminal

Transborder en compagnie de ses enfants adolescents. Elle a vécu dans le Londres créatif des années 70, elle aime le rock et explique sa conversion à la techno par l'esprit de la fête et de la curiosité. Sa meilleure rave ? « Ici, à vingt kilomètres de Nancy. Il faut marcher dans la nuit, traverser les bois, et là, il y a un lieu désaffecté avec une sona formidable, ça dure toute la nuit, en pleine nature, le soleil se lève soudain, la fête continue. » Françoise aime la folie carnavalesque des Brésiliens, les chants soufis du Pakistanais Nusrat Fateh Ali Khan et ceux des Gnawas du Maroc qui ont en commun avec les amateurs de rave de pratiquer l'art de la cérémonie pour initiés et amateurs éventuellement sensibles aux effets des plantes sur les sens.

LE PISTE

La « convivialité clandestine » est née en Grande-Bretagne sous le gouvernement Thatcher qui obligea les clubs à fermer à 2 heures. Il fallut trouver des lieux alternatifs et les occuper clandestinement. Ce goût du jeu de piste est resté attaché à la techno. Les DJ, stars sans visages, sont des voyageurs à mallettes technologiques arrivant à Paris, Londres, Tokyo ou New York pour y animer une soirée, y mixer leurs disques. Ainsi Daft Punk, deux jeunes gens âgés de vingt-deux et vingt-trois ans qui prennent le contrepied du star-system. Premier précepte : ne jamais montrer son visage. Apparaissant masqués dans les clips et sur les photographies, Thomas Bangalter et Guy-Manuel de Homem-Christo ont vendu près de 900 000 exemplaires de Homework (Virgin) dans le monde, grâce à deux tubes Da Funk et Around The World, gimmick d'accès facile. Ils enflamment aujourd'hui les clubs avec Burning.

Daft Punk veut, disent-ils, « garder toute la liberté de se faire comme bon leur semble ». Quand beaucoup d'artistes pleurent pour passer à la télévision, ils viennent de gagner un procès en appel contre France 2 pour « utilisation illicite » de leur musique pour des spots publicitaires (pour le Tournoi des cinq nations et le film Les Flingueurs). « En toute liberté, puisque la télévision, où

Politique et mise au pas

EN JANVIER 1995 - Jean-Louis Debré était ministre de l'Intérieur - un rapport de la direction générale de la Police nationale intitulé « Les soirées rave : des situations à hauts risques » dressait le catalogue des motifs d'interdiction des raves. Le rapport soulignait, en outre, que trop de répression pouvait aussi « multiplier les risques d'augmentation des soirées clandestines, rendant difficile leur détection et leur localisation ».

Le non-respect des règlements administratifs prévus par l'ordonnance du 13 octobre 1945 régissant les spectacles de variétés ou les bals, catégorie à laquelle appartiennent les raves, ouvre une voie royale à la répression. Dans un entretien publié dans le numéro d'octobre du mensuel Coda, la bible des amateurs de techno, la ministre de la culture, Catherine Trautmann, déclare : « La techno doit être soumise aux mêmes règles que les autres courants musicaux. Si un concert techno est organisé sans respecter les règles de sécurité

et de surveillance (...) l'interdiction, non seulement est justifiée mais est nécessaire ». Or, peut-on lire dans La Fête techno, d'un mouvement musical à un phénomène de société, brochure très complète publiée par Le Confort Moderne de Poitiers, « ce qui fait l'attrait des rave parties, c'est leur caractère illégal, relativement marginal et transgressif ».

UN DÉBAT RAVIVÉ

Un genre aussi créatif peut-il résister à une mise au pas administrative ? L'intervention musclée, filmée en direct par France 3, d'une centaine de CRS contre une rave organisée à Saint-André (Nord) dans la nuit du 4 au 5 octobre, suivie d'une opération du même genre à Evry la semaine suivante, a ravivé le débat. DJ U. F. O., l'un des organisateurs de la « rave » (fête en verlant) de Saint-André dans les environs de Lille, admet que le hangar désaffecté choisi pour cette free party gratuite n'offrait aucune condition

de sécurité. Est-ce une raison suffisante pour expliquer une brutalité policière, à laquelle le ministère de l'Intérieur n'a apporté aucune explication à ce jour. « Deux policiers municipaux nous ont demandé de baisser le son, raconte DJ U. F. O. Nous l'avons fait. Puis ils sont revenus avec une centaine de CRS ». Insultes, sennations, charge. « Ils ont tout cassé, les consoles, les synthétiseurs, etc. ».

Jack Lang, présent au Mix Move, explique ces excès tolérés par les autorités compétentes « par la peur de la jeunesse, et celle d'une musique qui semble trop indomptable. On se sert de la peur de la drogue pour ne pas avouer ces deux autres peurs. L'hypocrisie de l'ordre moral est parfois effrayante ». Considérant « inacceptables » les violences policières de Lille, l'ancien ministre de la culture et de l'éducation a déclaré avoir « écrit à Jean-Pierre Chevènement ».

V. Mo.

“Drôle, décoiffant, Irrésistible. Une bombe !”

Studio magazine

the Full Monty

LE GRAND JEU

le 22 octobre

GRAND PRIX DU JURY & PRIX DU PUBLIC

8^e FESTIVAL DU FILM BRITANNIQUE DE DINARD

Trois comédiens livrés à eux-mêmes au Théâtre de la Renaissance

Anna Karina, Garance Clavel et Bruno Cremer jouent une pièce d'Ingmar Bergman

Homme de cinéma devenu homme de théâtre, Ingmar Bergman a écrit *Après la répétition*, avec pour personnages un « metteur en scène vieillissant » et deux actrices. La pièce qui enchaîne des évidences sur l'art du théâtre bénéficie du jeu de trois comédiens : Bruno Cremer dans le

rôle du metteur en scène, Anna Karina dans celui de l'ancienne actrice-compagne et Garance Clavel dans celui d'une jeune débutante.

compagne) est une géante du cinéma (la Marianne de *Pierrot le Fou*). Emotion de la revoir, de la réentendre, c'est aussi simple. Quelle idée de l'affubler d'un manteau en cuir, hideux, et d'un postiche mastro, trop épais, qui lui alourdit même la voix (c'est l'un des trucs du théâtre : les actrices peuvent se regarder dans une psyché, mais elles ne peuvent pas se voir elles-mêmes sur scène, du fond de la salle, et si, prévues par une copain, elles protestent contre une robe, une coiffure, elles se font envoyer sur les épaules de roses).

Garance Clavel (la jeune actrice qui n'a pas froid aux yeux) est une comédienne moderne : économie de gestes, économie de voix, un aplomb raide et mal audible, peut-être de seule apparence.

Michel Cournot

APRÈS LA RÉPÉTITION, d'Ingmar Bergman. Mise en scène : Louis-Do de Lencquesaing. Avec Anna Karina, Bruno Cremer, Garance Clavel. THÉÂTRE DE LA RENAISSANCE, 20, bd Saint-Martin, Paris 10^e. M^{rs} Strasbourg-Saint-Denis. Tél : 01-42-08-18-50. Du mardi au vendredi à 21 heures ; samedi à 17 h 30 et 21 heures ; dimanche à 16 heures. 100 F à 260 F.

Un homme de théâtre est parfois piqué par l'envie de dire, sur les planches, ses rengaines, périples, gouzis-gouzis, d'homme de théâtre. De les faire jouer par ses acteurs. Molière a donné l'exemple. Et il peut réussir d'une pierre deux coups, puisque souvent le premier rôle féminin échoit à sa bien-aimée, et le second, tant qu'à faire, à l'une de

ses ex-bien-aimées. Prises de bec dans les coulisses, vaisselle brisée à la maison : les trois ou quatre actes sont écrits d'avance, l'auteur n'a qu'à se baisser pour ramasser les dialogues vifs, colorés, les soliloques sombres, rancuniers, vengeurs. Ce que les bonnes ménagères appellent « la cuisine du marché ».

Écrivant *Après la répétition*, Ingmar Bergman n'a-t-il pas cédé à la paresse, ou même au farniente (« ne rien faire », en italien). Le Henrik Vogler de sa pièce, « metteur en scène vieillissant », ne prononce sur l'art du théâtre que des évidences, et les deux actrices en visite — une ancienne compagne, en manque, et une débutante, pas froid aux yeux — sont deux contre-types d'émulieuse, usés jusqu'à la trame (Bergman n'a jamais été un rêve de Prince Charmant pas miso pour un sou).

Décor bâlini de Rudy Saboung-hi : une chaise et un canapé. Mise en scène effarouchée de Louis-Do de Lencquesaing : debout, assis, deux ou trois pas. Restent les acteurs, pour tout potage. Bruno Cremer (le metteur en scène vieillissant) est un géant du théâtre (*Pierrot le Fou*, *Pauvre Bitos*, d'Anouilh), et un géant du cinéma (*La 317^e Section*, de Pierre Schoendoerffer).

Signe distinctif : une voix d'une présence grave, feutrée, talentée, d'un calme précurseur d'orage, style fantôme brumeux mais d'un contour net, au hurin. Ici, dans *Après la répétition*, la brume se condense, Bruno Cremer plane dans l'éther, nous ne nous endormons pas, mais c'est tout de même comme si, à l'écran, nous nous shootions, à la dramaturgie.

Anna Karina (l'ancienne actrice-

L'art de soutenir l'art

PRODUIRE, CRÉER, COLLECTIONNER. Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard, Paris 6^e. M^{rs} Luxembourg. Tél : 01-42-34-25-95. Du mardi au dimanche, de 13 heures à 19 heures ; le jeudi, de 12 h 30 à 21 heures. Entrée 20 F. Jusqu'au 15 novembre.

Cette exposition est une bonne action qui célèbre d'autres bonnes actions accomplies dans l'un des domaines où, en France, les bienfaiteurs sont plutôt rares : l'art contemporain. Après avoir constitué une collection consacrée aux années 70 qu'elle a déposée au Musée de Saint-Etienne, après avoir rassemblé un ensemble d'œuvres photographiques actuelles, la Caisse des dépôts et consignations, depuis 1994, finance des projets et des œuvres que des artistes d'aujourd'hui ne pouvaient créer sans aide, en raison de leurs dimensions ou de difficultés techniques. Ces pièces, monumentales pour la plupart, sont déposées dans des collections publiques, FRAC ou musées. Quinze d'entre elles sont

réunies au Luxembourg, fait à l'étranger, le temps d'un bilan qui est d'abord un hommage à la Caisse et à sa conception libérale de l'action culturelle.

La Caisse des dépôts et consignations apparaît comme le mécène idéal, celui qui ne détermine aucune direction, ne propose aucun programme mais offre à un artiste les moyens qu'il lui faut, tous les moyens. Pour les peintres, Bruno Carbonnet et Djamel Tatah, il s'agit simplement, si l'on peut dire, de temps, de calme, d'un moment de sérénité financière. Carbonnet en a profité pour exécuter un *Buisson ardent*, morceau de lyrisme rougissant. Tatah a peint un triptyque, *Les Femmes d'Alger*, l'exemple même de ce que peut aujourd'hui la peinture face à l'histoire contemporaine : en révéler la violence sans la décrire.

Ce ceux qui pratiquent l'installation, la scénographie, la mise en espace, ce mécène a permis de jouer d'instruments coûteux et compliqués. C'est le danger du reste : succomber aux charmes de la technologie, de la

programmation informatique, de l'image virtuelle, des artifices robotisés. *Hooliganisme*, de Malachi Farrell, cultivé à bon droit l'ironie, mais l'effet pitié de la multiplicité des objets et des opérations, maillots sales, bouteilles d'eau agitées de spasmes, billets de banque volants, téléviseur, bande-son, ballon-crâne doré monté sur un rail. Il en va de même du *Lucille et Frank*, de Tony Brown et, à un degré moindre, du montage de Pierrick Sorin, où la virtuosité vidéographique finit par affaiblir la satire et le burlesque.

Plus prudents, maîtres de leurs moyens, Christiane Geoffroy, Patrick Corillon, Michel Paysant et Bernhard Röddiger présentent des ensembles plus conviviaux. Qu'ils se servent de monteurs, de meubles ou de céramique, qu'ils prennent leurs sujets dans la biologie, la géologie, la littérature ou, plus prosaïquement, la vie quotidienne, ils ont tiré des œuvres denses et efficaces. Dans ce cas, le mécène est câblé.

Philippe Dagen

Les dévotions du pays du Gier pour son « rhino » jazzy

Entre Lyon et Saint-Etienne, un festival retient l'attention par ses musiques audacieuses

PAYS DU GIER de notre envoyé spécial
La neige factice tombe sur un rhinocéros dans sa boule de plastique transparent. L'objet, vendu 30 francs, fait un tabac au sein de l'équipe dirigeante — une dizaine de personnes — et auprès du public du Festival international de jazz de Rive-de-Gier et des pays du Gier (Loire). Le rhinocéros est l'emblème du festival, dix-neuvième du nom, qui a lieu du 2 au 24 octobre ; on le retrouve aussi sur le programme et les affiches, crayonné par Jean-Paul Chazalon, le directeur, étudiant en arts, plasticien, devenu gestionnaire d'une entre-

prise de chaudronnerie de la région.
« Le rhino », c'est lui, fonceur, jouant avec sa réputation de teigneux. Il ne laisse rien passer aux agents artistiques qui tirent sur la corde des cachets, il connaît les musiciens, affirme des choix et des convictions ; surtout, son œil fin lui permet de composer un plus grand programme que celui de l'attention, à l'écart des gros plateaux des tournées automnales. Le jazz du Festival de Rive-de-Gier est généralement créatif, audacieux, libre, rien n'y est gagné d'avance.
Les collaborations avec les

communes voisines se sont intensifiées au cours des ans. On va à *Turazans*, dans le chais de la Maison familiale, dans une forge à Saint-Martin-la-Plaine, dans des salles de Lyon ou de Saint-Etienne. Il faut tout inventer à chaque concert ; la scène et le son parfois, le public toujours.
A Saint-Paul-en-Jarez, dans la Maison du temps libre, le guitariste Claude Barthélémy a amené ses « Chansons tombées du ciel », le samedi 11 octobre. Le répertoire puise dans la mémoire : *Ne Pleure pas, Jeanette*, des merveilleuses Indiennes comme le *Song Song* de Robert Wyatt, *La Sottade*, de Barbara, une chanson en portugais, un *P'tit Bar*, façon rock-musette. Les arrangements sont rock, reggae, blues, jazz.

ÉTONNANTES CONSTRUCTIONS
Claude Barthélémy, guitariste majeur qui a oublié d'être un héros virtuose, se préfère musicien : une chanson, une idée. Il y a d'étonnantes constructions, des tempos pas évidents, des rythmes croisés, mais l'ensemble reste limpide. Manuel Denizet, batterie, et Jean-Luc Pothieux, contrebasse et basse, proposent, entourent, partent. Jean-Louis Pommeroy, au trombone, vient mettre des désordres, souligne. Les voix, sont celles de deux personnalités. Elles se cherchent encore lors de la création au Festival de jazz de La Villette (*Le Monde* du 4 juillet). Elles sont en train de se trouver. Sylvie Cobo, à l'énergie, directe ; Elise Caron, timbre plus sophistiqué, travaillée. Tous montrent leur volonté de faire vivre la force mélodique, les uns avec et vers les autres.

L'un vers l'autre, comme Léon Francioli, contrebassiste, et Daniel Bourquin, saxophoniste. Le jazz européen les connaît depuis plus de vingt-cinq ans ; la danse, le théâtre, le spectacle aussi. Parfois, ils quittent Lausanne, le matériel

occupant les trois quarts de la voiture. Ces deux Suisses sont du genre costauds, bon vivants.

A Saint-Chamond, entre une station-service et un hôtel du bord d'autoroute, se trouve la Maisco des pays du Gier ; on a vu plus engagé. Le lieu permet pourtant la musique. Les proclamés « nouveaux monstres » s'installent devant un parterre de chefs d'entreprise venus témoigner de leur attachement, réel, au festival. Ils jouent free quand la musique le nécessite, ils se font tendres, laissent le temps s'étirer, ils évitent tout ce que le jazz européen trébuche de grosses plaisanteries depuis des années lorsque la musique a besoin de béquilles. Ils s'épanouissent dans l'échange, l'exploration des timbres, s'avouent leurs snobismes respectifs : pleines, rondes chez Francioli, déclinées et douces avec Bourquin. Intelligemment, ils terminent sur une chanson à reprendre en chœur, quelques facéties, le ton est juste.

Le lendemain, un dimanche à midi, Francioli et Bourquin sont chez Daniel Ancel, restaurateur du quartier de la Croix-Rousse, d'origine alsacienne, qui avec Philippe Chavent — autre cuisinier amateur de jazz à la Tour rose — « improvise » avec des musiciens de l'ARFI et organise, moins souvent qu'il ne le voudrait, des concerts. Ils jouent sans que cela soit jamais pareil le répertoire de la veille, un peu plus court, avec le « tube » final. Les amateurs de bonne cuisine et de musique n'indiquent pas dans quel ordre ils placent leurs goûts. Francioli et Bourquin redonnent musiciens, étonnant duo qui continue de se surprendre.

Sylvain Sicler

★ Prochains concerts : Joe Lovano, Egberto Gismonti, Dnald Brown... Jusqu'au 24 octobre. Tél : 04-77-83-07-97. De 90 F à 120 F.

SORTIR

PARIS

Vincent Bagulan
Passé par les Rencontres d'Astafort, ateliers de formation organisés à l'instigation de Francis Cabrel, ce chanteur au timbre nonchalant réussit à faire mouche avec ses petites histoires de gens ordinaires. Son album *Pas mal* (Cargo, Columbia) a obtenu le Prix de l'Académie Charles Cros 97.

Sentier des Holles, 50, rue d'Aubouir, Paris 2^e. M^{rs} Sentier. 20 heures, du 21 au 25 octobre. Tél : 01-42-36-37-27. 60 F et 80 F.
Musiques de l'Afrique du Sud Jusqu'au 28 octobre, l'Auditorium Saint-Germain présente une sélection du festival *Fin de siècle* de Nantes. Notamment les Elite Swingers, emmenés par trois frétillants saxophonistes, un

groupe très en vogue dans les années 60 en Afrique du Sud, qui tricote un jazz à l'humeur solaire, sur lequel chante une mama jiveuse, Dolly Rathebe. Auditorium Saint-Germain, 4, rue Félibien, Paris 6^e. M^{rs} Mabillon. 20 h 30, le 21. Tél : 01-44-07-37-43. 90 F et 130 F.

Nuit des divas
Un titre imbibé pour une soirée avec trois chanteuses de jazz dans le cadre du JVC Jazz Festival à Paris. Abbey Lincoln en figure historique, artiste puissante ; Dianna Krall, gentille starlette hollywoodienne à la voix séduisante ; Dianne Reeves, femme de scène à la présence éblouissante. Grand Rex, 1, boulevard Poissonnière, Paris 9^e. M^{rs} Bonne-Nouvelle. A partir de 20 heures, le 21. Tél : 01-42-31-31-31. De 135 F à 185 F.

Publicité

Prolongation exceptionnelle jusqu'au 30 octobre

LES PETITES HEURES

Eugène Durif / Alain Francon

Théâtre National de la Colline 01 44 62 52 52

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Le Destin de Youssef Chahine (France-Egypte, 2 h 15), avec Laila Eloul, Mahmoud Hameida, Safia El-Emary. Familles, je vous hais de Bruno Bontzolakis (France, 1 h 18), avec Caroline Troussellier, Yvan Kollik, Denis Chateau.
George de la jungle de Sam Weisman (Etats-Unis, 1 h 32), avec Brendan Fraser, Leslie Mann, Thomas Haden Church.
Le Pail de Didier Bourdon et Bernard Campan (France, 1 h 40), avec Didier Bourdon, Bernard Campan, Isabelle Ferron.
Nien ne va plus de Claude Chabrol (France, 1 h 45), avec Isabelle Huppert, Michel Serrault, François Cluzet.
Roeland de James Ivory (Etats-Unis, 1 h 43), avec Teresa Wright, Lou Jacob, Christopher Walken.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél : 08-36-68-03-78 (223 Fmin).

VERNISAGES

Tapisseries contemporaines d'Aubusson
Chapelle de la Sorbonne, place de la Sorbonne, Paris-6^e. M^{rs} Clung-la Sorbonne. RER Luxembourg. Tél : 01-42-76-64-12. De 11 heures à 17 h 45. Fermé dimanche. Du 21 octobre au 30 novembre. 20 F.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Le Mot de l'Épigramme
d'après Henry James, mise en scène de Olivier Lesour, avec Frédérique Lazarni, Philippe Lebas, Didier Lesour et la voix de Bernard Spiegler.

Artistes-Ateliers, 45 bis, rue Richard-Lenoir, Paris-11^e. M^{rs} Voltaire. 20 h 30, le 21. Tél : 01-43-56-38-32. 80 F et 150 F.
L'Atelier d'Alberto Giacometti de Jean Garret, mise en scène d'Hervé Lardoux, avec Jean-Marie Frin.
Cré Internationale (Théâtre), 21, boulevard Jourdan, Paris-14^e. RER Cré-Universitaire. 20 h 30, le 21. Tél : 01-45-89-38-65. 55 F à 110 F.

L'Écomfleur d'après Jules Renard, mise en scène de Marion Bierry, avec Raphaëlle Goupilleau, Noémie Kapler, Matthieu Rozé, Gérard Maro.
Poche-Montparnasse, 75, boulevard du Montparnasse, Paris-14^e. M^{rs} Montparnasse-Bienvenue. 21 heures, le 21. Tél : 01-45-49-92-27. 110 F à 190 F.
Ensemble orchestral de Paris
Mozart : Concerto pour piano et orchestre KV 467. Haydn : Les Sept Dernières Paroles du Christ. François-René Duchable (piano), Amin Jordan (direction).
Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M^{rs} Alma-Marceau. 20 heures, le 21. Tél : 01-45-52-50-50. 50 F à 220 F.
Dang Thai Son (piano)
Schubert : Sonate pour piano D 781. Debussy : Préludes pour piano, livre II. Chopin : Barcarolle, Mazurkas.
Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris-8^e.

M^{rs} Mironesnil, 20 h 30, le 21. Tél : 01-45-53-05-07. 75 F à 240 F.
« En famille », à la Vidéothèque de Paris
A travers fictions et documentaires, courts et longs métrages, la Vidéothèque de Paris observe la famille et propose une radiographie des mutations des familles urbaines depuis les cinquante dernières années, en France et dans des métropoles étrangères.
Vidéothèque de Paris, Nouveau Forum des Halles, porte Saint-Eustache, Paris-1^{re}. M^{rs} Les Halles. Du 21 octobre au 6 janvier. Tél : 01-44-76-52-00.
Festival International
Acteurs, Acteurs
Depuis sept ans, cette manifestation se veut un lieu de rencontre et de réflexion sur le métier d'acteur. Au programme, un panorama de la jeune création européenne : cinéma (sobriété des films), théâtre (sept compagnies), des rencontres, des expositions et des concerts.
Bureau du Festival, La Mennaiserie, 37 Tours. Tél : 02-47-38-23-23.

RÉSERVATIONS

Measure for Measure de William Shakespeare, mise en scène de Stéphane Braunschweig (Festival d'automne).

Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pablo Picasso, 92 Nanterre. Du 4 au 16 novembre. Tél : 01-46-14-70-00. 80 F à 140 F.
Édipe par le théâtre équestre Zingaro, conception et mise en scène de Bartabas. Fort d'Aubervilliers, 176, avenue Jean-Jaurès, 93 Aubervilliers. A partir du 4 novembre. Tél : 01-49-87-59-55. 130 F et 220 F.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M^{rs} Alma-Marceau. 20 h 30, les 24 et 25 octobre. Tél : 01-45-52-50-50. Location Virgin. 154 F à 319 F.
Poco de Luda
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8^e. M^{rs} Pleyel. 20 h 30, le 25 octobre. Tél : 01-45-61-53-00. Location Virgin. 242 F et 275 F.
Calvin Russell
Théâtre de l'Europe, 5, rue Blot, Paris-17^e. M^{rs} Place-de-Clichy. 20 heures, le 27 octobre. Tél : 01-43-87-97-13. Location Virgin. 124 F.

DERNIERS JOURS

24 octobre :
La Dispute : Contention de Marivaux et Didier-Georges Gabay, mise en scène de Stanislas Nordey.
Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pablo Picasso, 92 Nanterre. Tél : 01-46-14-70-00. 80 F à 140 F.
26 octobre :
La Malédiction de la mort de Marguerite Duras, mise en scène de Robert Wilson, avec Lucinda Childs et Michel Piccoli.
Maison de la culture, 1, boulevard La Fayette, 93 Bobigny. Tél : 01-41-60-72-72. 60 F à 140 F.
28 octobre :
César
Galerie nationale du Jeu de paume, 1, place de la Concorde, Paris-8^e. M^{rs} Concorde. Tél : 01-47-03-12-50. De 12 heures à 19 heures ; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures ; mardi jusqu'à 21 h 30. Fermé lundi. 38 F.
31 octobre :
Nina Goldin
Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e. M^{rs} Hôtel-de-Ville. Tél : 01-42-71-09-33. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures ; samedi de 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Entrée libre.

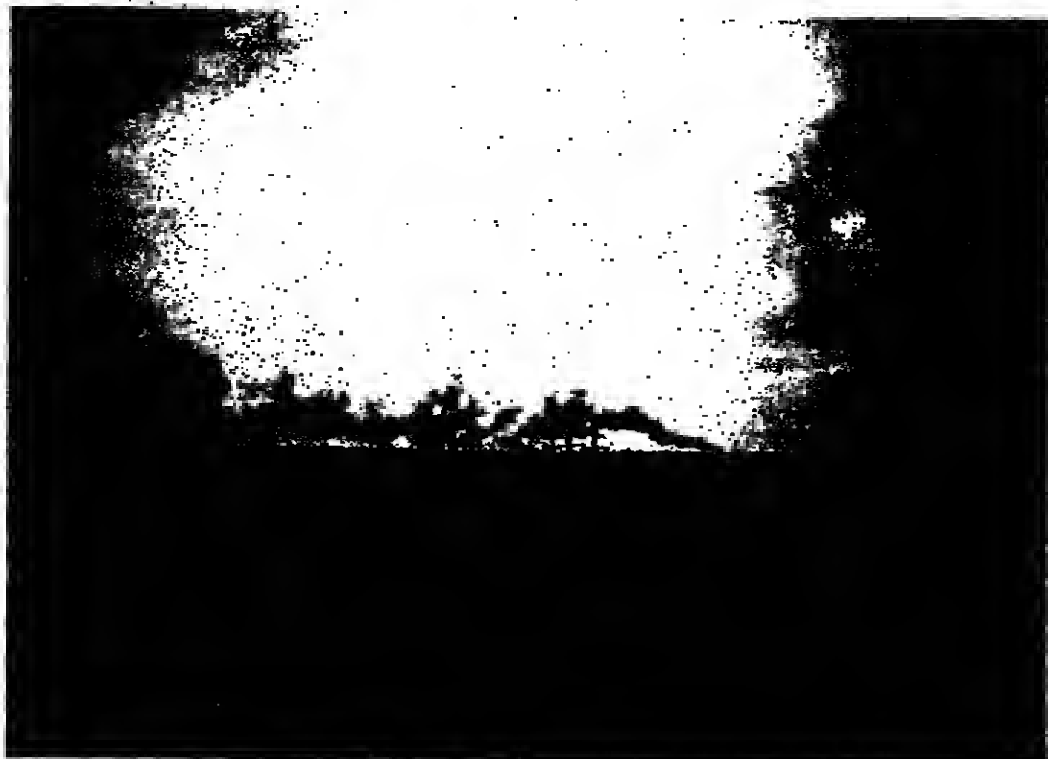
INSTANTANÉ POURQUOI KAWABATA ?

« Entre installation et théâtre », disait le programme du Festival d'automne. L'ouvreur, posté derrière un porche coussu de la rue de Rivoli tranché : « C'est pour l'exposition ? » et indique les trois étages à escalader avant de pénétrer dans l'appartement démenagé-aménagé par le trin Christian Boltanski, Hans-Peter Cloos, Jaan Kalman pour y loger leur vision des *Belles Endormies*, de Kawabata Yasunari.
A gauche, côté salles à manger : quatre cabines alignées, entrouvertes par une taille. On s'assied brièvement sur des chaises dépareillées, devant une table. Collées sur l'une d'elles, deux photographies instantanées, noir et blanc, de la jeune femme qui fait l'affiche, et deux pages arrachées à l'édition de poche du roman (126 p., 20 F). On lit : « Eh bien, moi, j'ai envie de parler sérieusement avec un fantôme. » Les visiteurs qui se heurtent dans la pénombre forment d'excellents fantômes.

Sur une chaise, une veste siglée Agnès b., taille 48 (beau drap) : sur une autre, une chemise (même origine), taille 42. Des voix féminines, à la limite de l'audible, annoncent le texte de Kawabata. A droite, côté salons, c'est une voix masculine qui bouscule la belle traduction de René Sieffert. Même dispositif, cette fois avec fauteuil et téléviseur. Les écrans diffusent des images en boucle : resacc répété ; gros plan d'une jeune femme endormie ; danseuse lointaine ; flou.
Reste le cœur de l'installation : trois chambres closes, où l'on pénètre du regard par un étroit rectangle découpé à hauteur d'œil. Un abat-jour rose, un lit et, sur l'un des lits, deux jambes. Ce jour-là, les belles endormies n'avaient pas dû s'éveiller. Du système du peep-show ne restait que la peep. Le coup d'œil furtif avait remplacé le toucher, nettement moins furtif, du roman. Pourquoi pas, mais pourquoi Kawabata ?

Jean-Louis Perrier

★ *Les Belles Endormies*, Festival d'automne à Paris. Réservation par tél : 01-53-45-17-00. Jusqu'au 25 octobre.



560 000 francs pour une marine de Le Gray

C'est à Chartres, au milieu de kilos d'images acquises entre 200 francs et 5 000 francs, qu'une photographie a atteint, samedi 18 octobre en vente publique, le prix record pour la France de 560 000 francs. Il s'agit d'une des célèbres marines de Gustave Le Gray (1820-1884), une albumine de 30 cm sur 40 cm réalisée autour de 1856, dominée par un bateau à vapeur. L'acquéreur est l'Américain Michael Wilson, producteur de films, ceux de James Bond notamment. Quand le marteau est tombé, des applaudissements ont fusé et Michael Wilson a eu un léger sourire. Ce collectionneur à l'allure de gentleman-farmer a la réputation de pouvoir « mettre 1 million de francs dans une image ». Il existe au moins

cinq autres versions du vapeur. « Celui-là est le plus beau, le plus dramatique », affirme l'expert Marc Pagneux. Le précédent record était déjà détenu par Le Gray. C'était en 1995, à Chartres également, avec toujours Marc Pagneux pour expert et le commissaire-priseur Jean-Pierre Lelièvre au marteau. Il s'agissait d'un nu féminin acquis 553 000 francs par la collection américaine Gilman Paper Company. Le Gray, un des maîtres du XIX^e siècle, a été le champion de cette vente du 18 octobre avec onze épreuves totalisant 1,5 million de francs alors que le produit global de la vente a atteint 2,2 millions de francs. Une autre marine a été préemptée, pour 420 000 francs, par le Musée d'Orsay.

Images privées des colonies

Au château d'If, Claude Bossion exhume des archives familiales des scènes d'avant les indépendances. Edifiant

MARSEILLE
de notre correspondant régional
On peut embarquer au Vieux-Port de Marseille pour une visite aux colonies : leur mémoire filmée défile au château d'If dans le film de Claude Bossion, *Mémoire d'outre-mer*. C'est un montage de films d'amateurs tournés entre les années 20 et 60 dans toutes les colonies françaises. En tournant dans les ruelles aux puces, puis par annonces dans les journaux, Claude Bossion, fils de pied-noir, en a collecté soixante heures. Il a eu l'intelligence d'en faire un vrai film : le récit d'un imaginaire, et non le faux-semblant d'une reproduction du réel. Des phrases lues par des acteurs, tirées des souvenirs, puisées dans les archives ou dans des romans populaires entrent en écho avec les images.

Entre des documents sur la vie quotidienne de familles aisées - celles qui disposaient de caméras - et l'imaginaire colonial, le choc est explosif. Par exemple cette image d'une jeune femme toute de blanc vêtue, assise sur une haute chaise fixée sur des perches reposant sur les épaules de quatre hommes pieds nus : la scène est à Madagascar en 1926. Comme le faisait remarquer un spectateur, on avait peut-être vu ça dans des fictions à costume - ou dans *Tintin* -, on ne l'avait jamais vu, ou très rarement, filmé avec la tranquillité d'âme d'un homme blanc confiant à la pellicule le soin d'une mémoire intime. Toujours à Madagascar, une cuisinière indigène sourit en présentant le plat qu'elle a préparé pour ses maîtres avant de les servir : ils mangent dans un cadre qu'on pourrait croire métropolitain, le maître de maison en cravate et chemise, la famille paisiblement attablée.

Mais la force de ces mises en scène du quotidien par les caméras d'amateurs, c'est qu'elles révèlent comment le corps de l'autre est vu. Corps souvent coupé : on ne voit pas la tête de l'indigène, ou ses jambes, puisque c'est le bébé blanc qu'il porte dans ses bras qu'on regarde. Corps éloignés : les gros plans pour la famille, les plans

larges pour les serviteurs ou les ouvriers agricoles. Corps décentrés : les deux blancs qui ont participé à la chasse à l'éléphant dans la forêt s'asseyent sur la tête de l'animal, au centre de la scène - de l'écran -, les aides-chasseurs se regroupent autour de l'immense cadavre, au bord du cadre. Ceux-là prendront l'ivoire, ceux-ci la viande.

En suggérant, avec les chansons ou les textes décalés, l'imaginaire dans lequel ils évoluaient, Claude Bossion absout en quelque sorte coloniaux et colons

Corps sauvages : la caméra s'attarde longuement sur le moment cruel du dépeçage de la bête, comme elle capte parfois, plein cadre, une danse nègre. Et surtout corps opposés : madame part à la chasse, Diane élégante, marchant devant la civière sur un sentier dans les hautes herbes. Elle est escortée de quatre hommes noirs portant sagies, deux devant, deux derrière, torse nus. Quelques instants plus tard elle revient de la chasse, en tête de la petite colonne : l'animal décapité est suspendu par les pattes à une longue perche portée par les guerriers. Madame semble avoir chassé par plaisir civilisé, sans rien déranger de son habillage, ses chasseurs semblent avoir touché terre et sang avant d'apporter le gibier. Mille fois ces oppositions apparaissent comme en Indochine où rampent les jaunes et filment les blancs.

Mais Claude Bossion a l'intelligence de ne pas accabler : en suggérant, avec les chansons ou les textes décalés, l'imaginaire dans lequel ils évoluaient, il absout en quelque sorte coloniaux et colons.

C'est leur regard instinctif, privé, qui apparaît à l'image et il est d'autant plus terrible que ce sont des Français ordinaires qui évoluaient dans ce rêve-là.

En 1960, à Alger, on se croirait à Marseille à la même époque : les tubas et palmes arrivent sur les plages, on plonge la tête la première dans l'eau et les voitures sont les mêmes dans les mêmes avenues encombrées. Dans un village alentour, la jeunesse se retrouve dans les rues tranquilles où les palmiers remplacent les platanes : on rit devant la caméra. Quant aux événements, « c'est comme si c'était du théâtre », dit une lettre. En creux, le film révèle alors cette vérité oubliée qu'une guerre laisse des oasis de paix d'autant plus larges qu'on a besoin de la gomme de son histoire intime. Et, si les passages du film concernant l'Algérie sont les plus difficiles à saisir du point de vue des historiens, il fait toucher des yeux cet élément majeur : la colonisation de peuplement en Algérie créait forcément une guerre terrible. Les coloniaux peuvent remballer vite bagages et enfants, tandis que pour les colons c'est une vie et un monde qu'il faut réembarquer. Palmes et masques entrent dans une valise, mais que faire des souvenirs de dimanches heureux et partagés, et des terres qu'on a fait moissonner ? Abandonnées après l'exode des pieds-noirs de 1962, elles seront submergées en 1963 par un foisonnement extravagant de coquelicots.

Michel Samson

* *Mémoire d'outre-mer*. Château d'If, Marseille. Jusqu'au 2 novembre. Le film est produit par Circuit Court (04-91-48-40-02), avec le soutien du conseil régional PACA, du conseil général des Bouches-du-Rhône, de la ville de Marseille, du ministère de la culture, de la délégation aux rapatriés, de la Caisse nationale des monuments historiques et sites et de Radio Gazelle.

Commandez vos livres par Minitel
36 15 LEMONDE

Palerme renaît à la vie culturelle en oubliant la Mafia

La ville sicilienne tente de renouer avec son prestigieux passé

PALERME
correspondance
Pendant des années, le nom de Palerme fut associé à la Mafia. La Pleuvre avait enlevé d'un coup le passé glorieux de la ville du *Quattrocento*, ses beaux monuments arabes, ses palais somptueux et ses églises baroques aux décorations éblouissantes. On oublia qu'il y a moins d'un siècle Palerme était l'une des villes les plus élégantes d'Europe, fréquentée par les familles royales d'Allemagne et d'Angleterre, qui aimaient passer les mois d'hiver sur les côtes ensoleillées de la Sicile. Après les bombardements de la seconde guerre mondiale, les fastes disparurent brusquement sous les ruines des palais détruits par les bombes et jamais reconstruits. Alors, l'image de la ville fut tournée au négatif : la Mafia avait rendu ces lieux dangereux et le tourisme international abandonna rapidement Palerme à ses drames qui semblaient sans fin.

Depuis deux ans cependant, les choses ont changé. Même la presse étrangère parle de « renaissance » et se fait l'écho de toutes les nouveautés, dominées par la réouverture du magnifique Teatro Massimo, gloire musicale et culturelle de la ville, après vingt-trois ans de travaux. Un vrai défi pour Leoluca Orlando, le maire de Palerme. Le 12 mai, le Massimo ouvrit ses portes avec un concert de musique classique dirigé par Claudio Abbado. Comme par miracle, Palerme avait retrouvé son théâtre, qui sera aussi utilisé comme espace culturel avec, pour l'inaugurer, le 14 novembre, une exposition dédiée aux décors de spectacle dessinés par le peintre sicilien Renato Guttuso.

Cet épisode n'est que la pointe de l'iceberg de la stratégie culturelle mise au point par le maire, qui commence par « la restauration et l'ouverture des bâtiments an-

ciens abandonnés depuis longtemps : églises, musées, édifices industriels ». Le carnet de commandes est bien rempli. Outre le Massimo, Palerme a vu renaître depuis deux ans des lieux superbes, comme l'église Santa Maria dello Spasimo, immense bâtiment gothique longtemps submergé par des tonnes de déchets. En 1995, le Spasimo fut restitué à Palerme comme espace pour activités culturelles. « Mais le Spasimo va bientôt devenir le musée de la ville, ajoute le maire, parce que l'art contemporain aura d'autres lieux d'exposition : les Chantiers culturels de la Zisa et l'ancien dépôt de chemin de fer à Sant'Erasmo. »

RESTAURATIONS RAPIDES

Les Chantiers culturels fonctionnent déjà : la commune est en train de restaurer à toute vitesse une série de bâtiments utilisés jadis comme dépôts industriels, autour du château de la Zisa, l'ancienne résidence d'été des rois normands au XII^e siècle. Dans un de ses dépôts purs et blancs, qui ressemble à une galerie d'art de Cologne ou de New York, l'artiste anglais Richard Long, père du Land Art, va exposer des installations nouvelles à partir du 1^{er} novembre. Dans les autres lieux se poursuivent spectacles de théâtre expérimental, festival de danse ou concerts de musique contemporaine. Pour Sant'Erasmo, en revanche, il faudra attendre encore quelques mois. Aujourd'hui, quand on marche dans les étroites ruelles du centre historique ou au milieu des étalages du fameux marché de la Vucciria, on respire un air nouveau. Une dizaine d'églises désaffectées ont rouvert leurs portes et, après des années de pillage, sont maintenant gardées par des coopératives d'émigrants ou de démunis.

En été, la ville multiplie les ini-

tatives qui peuvent contenter les publics les plus divers : Palerme sur scène, le Festival du Novecento. Cette année, on trouve à l'affiche Peter Greenaway, qui signe, au Massimo, une mise en scène, et Pina Bausch, avec son nouveau ballet, prévu au théâtre Politeama à la fin de ce mois d'octobre. En avril 1998, le Massimo inaugurera son programme d'opéra, avec Luciano Pavarotti dans *Aida*.

« Outre la culture, on a aussi pensé au divertissement, explique le maire, avec une aide concrète aux grands de cent cafés-concerts. Les investissements publics sont passés de 151 milliards de lire en 1994 à 523 milliards en 1996. Heureusement, les caisses de l'administration étaient remplies de fonds qui n'avaient jamais été utilisés dans le passé. Et une importante aide financière arrive de la Communauté européenne. » Même les investisseurs privés ont posé les yeux sur Palerme : un entrepreneur de Milan veut créer la Banque de Palerme et d'importants groupes d'Italie du Nord, comme Marzotto, ont manifesté l'intention d'investir en Sicile. Du côté des scientifiques, le centre des transferts de Pittsburgh va ouvrir une filiale à Palerme : « Il y a dix ans, je n'aurais même pas pris un café dans cette ville », admet le président, Jeffrey Romoff.

La renaissance culturelle de Palerme est bien une réalité. Et maintenant, les chroniques sanglantes des attentats mafieux semblent appartenir à un certain passé. « La bataille contre la Mafia n'est pas finie : on a simplement gagné le premier match », constate toutefois le maire, dans l'attente des prochaines élections, qui auront lieu fin novembre. Mais quoi qu'il en soit, Palerme s'est réveillée et il se fera difficile de la faire se rendormir de nouveau.

Ludovico Pratesi

REPRODUCTION INTERDITE

EMPLOI

DEMANDES	OFFRES
J. F. 39 ans recherche poste d'opérateur de saisie, 3 ans d'expérience facturation, standard, employé de bureau. M ^{me} Morris au 01-48-96-15-06.	SERV. D'ACCOMPAGNEMENT ENGAGÉ VACATAIRE
J. F. 26 ans, titulaire DUT de gestion des M.H. et licence A.E.S. ch. emploi dans le domaine gestion, compte et res. humaines. Exp. 9 mois, connaissance EXCEL, WORD 6 et ACCESS 2. Motivée, bonne capacité d'intégration et d'adaptation. Tél. 01-48-02-15-27 (r.p.).	HOMMES MIN. 35 ANS
Garde du corps, 40 a. protection ponctuelle ou longue durée. Pas sérieux s'abstenir. Tél./fax : 01-47-80-98-75.	Bonne présence et éducation CV + Photo à : CGS 11, rue Chaligny 75116 Paris.
Très urgent. Dame rech. emploi de bureau, dactylo. Tél. : 01-64-38-12-98.	RECHERCHE
Dame 40 a. ch. heures de ménage, bur. partic. Rest. self catif. Tél. 01-43-73-95-50.	CCIAL CONFIRMÉ H. ou F.
ANCIEN AVOCAT 46 a. Spécialiste droit des affaires et informatique ch. poste à mi-temps. T. 01-45-36-94-94.	30 a. env. Bonne présence. Dynamique, mobile et motivé. Exp. mobilier de bureau souh. Tél. : 01-48-22-77-78.
	Société de documentation/ traduction recherche COMMERCIALES MOTIVÉES Pour prosp. et gest. client. prof. Contacter le 01-47-02-16-00.

Pour vos annonces dans
L'EMPLOI
Tél. : 01-42-17-39-33
Fax : 01-42-17-39-25

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe afin que l'on puisse transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

SABURO TESHIGAWARA
I WAS REAL - DOCUMENTS
23, 24, 25 octobre
01 45 12 19 19

LE MONDE/ IDM
l'histoire au jour le jour
1939-1996
Nouvelle édition 1997
CD-ROM PC-MAC
132 cartes - 260 photos
1 078 articles
245 « une » du Monde
78 enregistrements radio
19 788 dates indispensables.
En vente au Monde sur Minitel : 3615 LEMONDE
ou internet : <http://www.lemonde.fr> et dans les grandes surfaces

Au Brésil, les cicatrices de la peur

La multiplication des enlèvements à Rio de Janeiro crée une psychose et chasse les touristes. Depuis une dizaine d'années, de nombreux commerçants portugais ont préféré regagner leur pays.

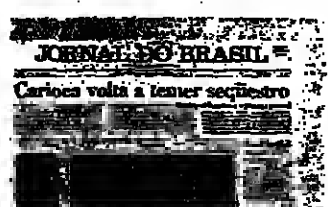
RIO DE JANEIRO
de notre correspondant
Dans le *Jornal do Brasil* du lundi 20 octobre, le dessinateur humoristique Claudio Paiva croque à l'acide une scène de rue qui en dit long sur l'alourdissement brutal du climat d'insécurité à Rio de Janeiro et dans sa grande banlieue (10,5 millions d'habitants). « Qu'est-ce que c'est ? », demande un passant à un malfaiteur qui vient de l'intercepter, arme au poing. « C'est un assaut », (braquage), répond l'assaillant. « Grâce à Dieu, ce n'est pas un sequestro » (rapt), s'exclame la victime, soulagée.

Après une brève accalmie de quelques mois, la vague d'enlèvements suivie de demandes de rançons retrouve un rythme alarmant : selon le département anti-rapt (DAS) de la police de Rio, onze otages étaient toujours, dimanche soir, aux mains de leurs ravisseurs.

SANS ALERTE LA POLICE
Kidnappée jeudi 16 octobre à la sortie de son travail, Sonia Macabado Jardim, âgée de quarante ans, chef du service financier d'une grande maison d'édition, est la dernière en date des quarante-huit victimes officielles du séisme depuis le début de l'année. Dans bico des cas, les familles des otages préfèrent négocier avec les ravisseurs sans alerter la police.

Sous le titre « Les cicatrices de la peur », le quotidien s'appuie sur plusieurs témoignages pour

aborder les traumatismes tenaces laissés par les épreuves endurées. « Voilà une famille, écrit le *Jornal do Brasil*, qui va porter jusqu'à la fin de son existence une croix bien lourde » : malgré le versement édifié par de prétendus sequestres, son épouse et ses enfants ont disparu en juin 1996. Paniqué par la multiplication des rapt au sein de la communauté portugaise de Rio, les Reis, une famille de boulangers, ont décidé, eux, de rentrer au Portugal il y



Cartoon publié à l'occasion du sequestro d'un homme d'affaires à Rio de Janeiro. A huit ans, l'assassinat, à la suite d'une tentative d'enlèvement, d'un compatriote et voisin les a poussés à traverser l'Atlantique.

DANS LA PRESSE

FINANCIAL TIMES
Les gouvernements français ont traditionnellement placé l'intérêt national en politique étrangère bien au-dessus de quelconques préoccupations en matière de droits de l'homme et des libertés démocratiques. Cependant, la nouvelle équipe Jospin a introduit un ton plus moral dans la manière de gouverner. En conséquence de quoi, des groupes de défense des droits de l'homme ont fait de la Tunisie un test des intentions du premier ministre Lionel Jospin en politique étrangère. La question est particulièrement sensible pour ce qui concerne la politique de la France à l'égard de ses trois anciennes colonies nord-africaines d'Algérie, du Maroc et de Tunisie. La France doit tenir compte aussi bien de ses intérêts commerciaux et stratégiques que de la présence d'un

grand nombre d'émigrés sur son sol et d'un bruyant lobby des droits de l'homme. C'est particulièrement visible à propos de l'Algérie, où le gouvernement français maintient son soutien au gouvernement soutenu par l'armée, alors même qu'on soupçonne de plus en plus que toutes les atrocités ne sont pas comises par les fondamentalistes islamiques. En un langage diplomatique discret, on a fait comprendre au président tunisien Ben Ali qu'il ne méritait pas les honneurs officiels.

THE WALL STREET JOURNAL
Gordon Brown, le chancelier de l'Échiquier, s'efforce à définir la politique travailliste à l'égard de la monnaie unique européenne, et réussit fort bien à semer la confusion dans la presse et les esprits. Quoique a suivi les virevoltes du Parti travailliste sur cette question au cours des dernières semaines se-

journaliste évoquant les réticences récentes au téléphone chez son interlocuteur au rappel de si mauvais souvenirs. Ayant par ailleurs passé ce revue les maigres résultats de la DAS, le *Jornal do Brasil* analyse le préjudice financier imputable à l'industrie du rapt.

MANQUE À GAGNER FISCAL
Le sociologue Ib Teixeira, de la Fondation Getúlio Vargas, estime ainsi à quelque 500 millions de dollars (environ trois milliards de francs) le butin annuel des gangs

de Rio spécialisés dans les rapt et le racket.

Du fait de la criminalité galopante, le flot de touristes, qui avoisinait les deux millions en 1987, a désormais fondu de moitié. En outre, le départ massif de commerçants portugais a entraîné, au cours des dix dernières années, un manque à gagner fiscal de l'ordre de 1 milliard de dollars. En revanche, c'est l'euphorie chez les fabricants de véhicules blindés.

Jean-Jacques Sévilla

EN VUE

■ Les électeurs seront pris entre deux feux à l'occasion des élections municipales et régionales, dimanche 26 octobre, en Colombie. La guérilla communiste, qui a déjà exécuté trente-cinq candidats, menace de mort violente les citoyens qui se rendront aux urnes, et les groupes paramilitaires d'extrême droite ont averti que « les abstentionnistes seront physiquement éliminés ».

■ L'évêché de Belfast, où vivent de nombreuses familles catholiques séparées, vient d'adresser une circulaire aux enseignants des écoles confessionnelles pour leur interdire d'utiliser pour les enfants les mots de « papa » ou « maman ». « Pourquoi les faire souffrir inutilement en nommant le parent qui ne fait plus partie de leur vie ? », s'interrogent les auteurs du texte, qui proposent des tournures moins blessantes comme : « les adultes qui vivent dans la maison » ou « les personnes qui s'occupent de toi ».

■ Sarah Ferguson a retrouvé son job alimentaire de porte-parole des Weight Watchers, « terrifiée » de devoir reprendre le collier sitôt après la mort de Diana, au sujet de la « princesse du peuple » et de ses œuvres de charité, la duchesse d'York a tout de suite prévenu : « Jamais, même dans un million d'années, je ne révélerai d'être capable de l'imiter d'aucune façon. » Avant la tragédie, les deux femmes ne s'adressaient plus la parole : « Fergie » racontait volontiers qu'après avoir porté des chaussures de la princesse de Galles elle avait attrapé des verrues aux pieds.

■ Un tribunal rabbinique, dans le sud d'Israël, avait établi que les trois premiers enfants d'un couple de juifs divorcés vivaient avec leur père et que le quatrième, controversé, resterait avec sa mère. Depuis, l'ancien mari veut obtenir du tribunal civil un droit de visite pour l'enfant de l'adultère, qui, dit-il, ne peut plus habiter sous une tente, sans eau ni électricité : la mère avait quitté le plaigant pour un Arabe, un Bédouin d'un campement voisin.

■ Chaque jour, depuis neuf ans, M^{me} C., de Saint-Herblain, en Loire-Atlantique, barcèle ses voisins, les injurie, les agresse physiquement, leur tient des propos racistes, se livre à des tapages nocturnes, à des diffamations, à des dégradations... Quarante plaintes ont été déposées contre M^{me} C. Sans résultat. (M^{me} C. est furieusement procédurière, son mari fut un haut magistrat). Samedi 18 octobre, les victimes - deux cents personnes à bout de recours et de nerfs - ont défilé sous ses fenêtres, en lui jetant des tracts vengeurs : « Halte au voisinage infernal ».

Yves Eudes et Sébastien Lubrano

Christian Colombani

www.nettuno.it/eventi/terremoto

Deux sismologues proposent une visite de villages italiens touchés par les tremblements de terre

LE SÉISME du 26 septembre dernier qui a frappé les provinces italiennes d'Ombrie et des Marches n'a pas seulement endommagé des monuments historiques. Plusieurs villages des Apennins, moins médiatiques, ont gravement souffert. Or, ce sont eux qui intéressent en priorité les scientifiques, car ils sont situés tout près de l'épicentre. Pour permettre à leurs collègues étrangers et aux internautes du monde entier de mieux comprendre ce qui s'est passé, MM. Camassi et Monachesi, deux sismologues de l'université de Bologne, ont mis en place un site web inédit et spectaculaire, faisant appel à la technique du Quick Time Virtual Reality (QTVR) : ils proposent une visite dynamique de quatre localités sinistrées, Amolfo, Arvello, Saint-Martino et Cesl, reconstituées grâce à un enchaînement de photos à 360 degrés dans lesquelles l'internaute se déplace librement.

Le site consacré à Amolfo est le plus abouti. La tournée d'inspection commence sur la place du village : grâce à sa souris, le visiteur virtuel peut « tourner sur lui-même » à son



Édification - nous de l'épicentre, à l'ouest de la zone touchée. Pour évaluer plus précisément les dégâts, il peut zoomer sur un détail. Lorsqu'il est face à une rue en enfilade, un passage, ou une porte, il lui suffit de cliquer pour avancer et se retrouver dans le lieu visé - une

cour, un jardin, une autre place - également reproduit à 360 degrés. « Pour décrire une scène de tremblement de terre, les mots ne suffisent pas. Des photos classiques ou une séquence vidéo auraient été plus explicites qu'un texte, mais tout aussi subjectifs, car ils traduisent les choix du photo-

graphe ou du caméraman. En revanche, des prises de vue circulaires intégrales sont relativement objectives », explique M. Monachesi. Il ajoute que les reconstitutions en QTVR sont un outil exceptionnel pour étudier la relation entre l'étendue des dégâts et le type de construction. Tous ces fichiers peuvent également être téléchargés.

Depuis le 26 septembre, plusieurs autres séismes ont touché la région. Amolfo, Arvello, Saint-Martino et Cesl sont désormais complètement détruits. Les sismologues ne sont pas retournés sur les lieux prendre de nouvelles photos, mais pour l'avenir il projettent de créer des « excursions virtuelles » de plusieurs zones à des stades différents, ce qui permettra d'étudier plus précisément l'évolution des destructions. En attendant, leur site web est le dernier témoin des dommages provoqués par la première secousse et l'ultime souvenir en images des quatre villages encore debout.

Sous la plaque, le mépris

par Alain Rollat

« GALILÉE ? Quel drôle de nom ! Pourquoi pas Lulle ou Champollion ? » Le nom de baptême de notre émission renvoie à l'opposition entre le savoir et le préjugé, répond le producteur de ce nouveau magazine coproduit par La Cinquième et le Centre national de documentation pédagogique. Il s'agit en l'espèce de rendre hommage à un pilier de la connaissance qui a payé très cher ses idées novatrices puisqu'il fut condamné par le tribunal de l'Inquisition.

Le génie visionnaire de Galileo Galilei, qui découvrit notamment le mouvement pendulaire en observant le balancement d'un lustre dans la cathédrale de Pise, méritait bien une émission éducative sur la chaîne du savoir. Celle-ci tient d'ailleurs toutes ses promesses. Les collégiens, auxquels elle est dédiée, y sont traités en adultes. Lundi, par exemple, ils étaient invités à réfléchir, sous reportage à l'appui, sur les arrière-

pensées marchandes des fabricants internationaux de chaussures de sport qui sponsorisent sans les leur champions favoris pour créer des effets de mode et les inciter à la consommation de produits usés en Asie à bas prix, au détriment de l'emploi de leurs propres parents.

L'inquisition des temps modernes ayant pris racine à Vitrolles, « Galilée » se fera donc certainement un devoir d'organiser une classe buissonnière. Pour expliquer aux enfants, par exemple, comment le simple fait, anodin en apparence, de débaptiser une rue peut révéler le pire des procès ou sorcellerie. En témoignage, entre autres expressions de bêtise, l'argument avancé dans *La Lettre du maire* pour justifier le remplacement de l'avenue Jean-Marie-Tiboau par l'avenue Jean-Pierre-Tiboau : « Plutôt que Jean-Marie Tiboau, agitateur et terroriste kanak, responsable du mas-

Abonnez-vous au Monde

OUI, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 536 F ☐ 6 MOIS - 1038 F ☐ 1 AN - 1890 F

au lieu de 585 F au lieu de 1170 F au lieu de 2340 F

* Prix de vente au numéro (fixé en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement soit :

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde 701 MQ 007

☐ par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Signature : _____

☐ M. ☐ Mme Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

TARIFS HORS FRANCE		USA - CANADA	
Abonnement	Prix	Abonnement	Prix
1 AN	2080 F	1 AN	2080 F
6 mois	1125 F	6 mois	1125 F
3 mois	572 F	3 mois	572 F

Pour tout autre renseignement concernant le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers, téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi.

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :
LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Lecterc
93496 Châtigny Cedex

هكذا من الإيجل

36 / LE MONDE / MERCREDI 22 OCTOBRE 1997

(Publicité)

Aujourd'hui nous entreprenons la plus grande, la plus belle et la plus difficile
conquête au monde, la vôtre.

Air France.
Gagner le cœur du monde.

AIR FRANCE



Régionales : Edouard Balladur conduit l'opposition à Paris

EDOUARD BALLADUR a donné le coup d'envoi de la campagne des élections régionales en Île-de-France en annonçant aux élus RPR et UDF du Conseil de Paris, lundi 20 octobre, qu'il conduira la liste de l'opposition dans la capitale. Du côté socialiste, Jean-Marie Le Guen, député de Paris, a estimé, mardi 21 octobre sur France 2, que Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, « pourrait animer le combat » face à l'ancien premier ministre. La gauche avait mené la première offensive, en dénonçant l'obstruction faite aux initiatives et aux projets des six maires d'arrondissement qu'elle gère depuis 1995. Aux accusations de « vulgarité politique » et de « mesquinerie » portées à cette occasion par le président du groupe socialiste, Bertrand Delanoë, Jean Tiberi et la majorité RPR-UDF ont répliqué en dénonçant certaines initiatives gouvernementales qui, selon eux, bafouent « le respect dû à la Ville, à son maire et au Conseil de Paris ».

Le débat est né d'une question d'actualité posée par Nicole Catala (RPR), adjointe chargée de l'emploi, portant sur des « incidents sérieux mettant gravement en cause les règles républicaines ». La députée du 14^e arrondissement a énuméré la mise en œuvre de la circulation alternée par Dominique Voynet, ministre de l'environnement, la visite de Jean-Claude Gayssot, ministre des transports, sur le chantier du métro Météor, celle de Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur, à l'hôtel de police du 18^e arrondissement, puis la communication de Martine Aubry sur les emplois-jeunes, dans ce même arrondissement.

M. Tiberi estime que « certains membres du gouvernement ont franchi la ligne jaune », au risque d'un « dévoiement insidieux des institutions parisiennes ». Daniel Vaillant, maire du 18^e et ministre des relations avec le Parlement, a subi une offensive dirigée de Philippe Goujon, suppléant de M. Balladur et adjoint chargé de la sécurité, qui l'accuse de « dévoyer » la « loi Paris-Lyon-Marseille » (qui, depuis 1982, régit les relations entre mairie centrale et maires d'arrondissement) en faisant élaborer par la mairie du 18^e un contrat local de sécurité.

Tandis que la droite parisienne entonne le refrain selon lequel « les socialistes n'aiment pas Paris », M. Balladur les accuse, dans un entretien publié mardi 21 octobre par *Le Parisien*, d'être « archaïques » et de s'en prendre « aux classes moyennes, aux familles et aux petites entreprises ». Signe que la campagne est lancée, Marie-Pierre de la Goutte, tête de liste socialiste à Paris, intervient pour la première fois sur la scène politique régionale en déclarant que « les habitants de l'Île-de-France n'ont pas envie de servir de prétexte au "come-back" de M. Balladur ».

Pascal Sauvage

FUTONS OMOTE

Confort zen.

3200F

OMOTE
UN ETAT D'ESPRIT

Les députés allègent les impôts des ménages et alourdissent ceux des entreprises

Le déficit budgétaire devrait être moins important que prévu

LES DÉPUTÉS devaient voter, mardi 21 octobre en fin d'après-midi, sur la première partie du projet de loi de finances pour 1998, qui comprend les recettes du budget ainsi que l'article d'équilibre, fixant le niveau du déficit. Ce premier volet du budget, qui devrait être adopté grâce aux voix des groupes PS et RCV - les députés communistes devaient le voter, peut-être à une exception - comprend une première modification.

Le déficit budgétaire devrait finalement être un peu moins important que prévu. L'article d'équilibre devrait le fixer à 257,368 milliards de francs (3,05 % du produit intérieur brut), soit une amélioration de 501 millions de francs par rapport à l'estimation initiale du projet de loi. Les amendements parlementaires (Le Monde daté 19-20 octobre) n'ont donc pas aggravé l'« impasse » budgétaire. En outre, ils ont modifié assez sensiblement la répartition des efforts fiscaux qui seront demandés en 1998 aux ménages et aux entreprises.

Quand il avait déposé son projet de loi de finances, le gouvernement avait, en effet, annoncé une hausse des impôts à hauteur de 14 milliards de francs en 1998, dont 5 milliards à la charge des ménages et 9

milliards à la charge des entreprises. Or, finalement, la facture pour les ménages sera allégée de 1,9 milliard de francs, et celle pour les entreprises sera alourdie d'autant. Au total, les mesures nouvelles pesant sur les ménages devraient se chiffrer à seulement 3,1 milliards de francs, tandis que celles pesant sur les entreprises approcheraient 10,9 milliards de francs. Les députés ont donc respecté - et même accentué - la logique du gouvernement, selon laquelle la conjoncture économique commande de privilégier une politique de soutien de la demande intérieure.

HAUSSES MINORÉES

Pour les ménages, les amendements des députés ont conduit à alléger les hausses d'impôt de 2,68 milliards de francs. Le relèvement de 3 000 francs à 5 000 francs du plafond pour la demi-part dont profitent les personnes seules ayant élevé un enfant devrait ainsi permettre de minorer les hausses d'impôt sur les ménages de 1,6 milliard de francs. De même, l'allègement de la taxe d'habitation pour les foyers les plus modestes devrait s'élever à 1,08 milliard de francs. En contrepartie, les « recettes de poche » (frais de passeport, frais de visa, droit de timbre pour la carte

d'identité, droit d'examen pour le permis de conduire, etc.) ont été majorées de 0,61 milliard de francs.

La majoration fiscale sur les entreprises, elle, demeure essentiellement de l'amendement du président de la commission des finances, Henri Emmanuelli (PS, Landes), tendant à mettre en cause l'avantage fiscal lié aux provisions pour licenciement. Cette seule disposition devrait, en effet, avoir un rendement de 1,9 milliard de francs.

Samedi, lorsque l'Assemblée nationale a terminé l'examen de ce premier volet du projet de loi de finances, le secrétaire d'Etat au budget, Christian Sauter, avait demandé une seconde délibération pour revenir sur certaines dispositions votées par les députés et pour réduire le déficit. Mardi, les députés devaient se prononcer, après les explications de vote des différents groupes, par un seul vote « solennel » sur l'ensemble de la première partie du projet de budget, ainsi que sur cette seconde délibération.

Ces grands équilibres étant ratifiés, les députés vont ensuite engager l'examen de la seconde partie du projet de loi de finances pour 1998, celle qui concerne les dépenses.

Laurent Mauhuit

Echange pincé entre la Banque de France et M. Emmanuelli

LES MEMBRES du conseil de la politique monétaire de la Banque de France ne présentent guère les manières du président socialiste de la commission des finances, Henri Emmanuelli. Gens polis, mais soucieux des usages, ils ont accepté, par un communiqué du 20 octobre, de se rendre devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, mardi 21, tout en mettant les points sur les « i » sur la nature de cette rencontre.

Dans un entretien, Le Monde daté du 14 octobre, M. Emmanuelli avait annoncé son intention d'« entendre l'ensemble des membres du conseil de la politique monétaire », en signifiant son agacement de voir la plupart des banques centrales européennes, dont la Banque de France, décider une hausse des taux. Il avait souhaité que les parlementaires se saisissent davantage des questions monétaires. Dans la foulée, la commission des finances avait adopté la proposition d'audition à l'unanimité.

Le conseil de la politique monétaire a répondu à

cette requête, en acceptant « une invitation informelle » et non une convocation à « une audition formelle ». Dans son communiqué, la Banque de France précise que, « contrairement à ce qu'elle prévoit pour le gouverneur, la loi ne prévoit pas que le CPM puisse être entendu dans le cadre d'une audition formelle de la commission des finances ». « En revanche, des réunions informelles entre les membres du conseil (...) et la commission des finances sont possibles et ont, au demeurant, été organisées au cours des dernières années », conclut-elle.

Une façon de dire à M. Emmanuelli qu'il n'est pas question d'innover pour lui. Les représentants de l'opposition à la commission des finances s'abstiendront de se rendre à la convocation. Philippe Aubergier (RPR) et Pierre Méhaignerie (UDF) l'ont annoncé mardi matin.

Caroline Monnot

425 nouveaux postes de chercheurs au CNRS en 1998

CATHERINE BRÉCHIGNAC, nommée voilà trois mois à la tête du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), dont elle doit présenter, mercredi 22 octobre, les nouvelles perspectives, ne semble guère tentée par la « manière forte » de son prédécesseur, Guy Aubert. Celui-ci avait imposé à l'organisme un plan de redressement financier et tenté de réduire l'autonomie de ses départements et de ses laboratoires. Un projet stoppé net par le gouvernement d'Alain Juppé.

L'heure n'est plus aux grandes réformes structurelles. « Donner aux chercheurs et aux laboratoires la possibilité de travailler sereinement » est l'objectif que se fixe M^{me} Bréchignac, dans la Lettre du siège du CNRS. Le contexte a changé. La situation financière du CNRS est « saine » et, de surcroît, le ministre de la recherche, Claude Allègre, a obtenu, pour 1998, deux cent quatre-vingt-dix créations de postes de chercheurs et cent vingt-huit autres d'ingénieurs, techniciens et administratifs. Voilà bien longtemps que l'organisme n'avait pas été aussi bien servi. Cette embellie éloigne la menace qui pesait sur son avenir : le vieillissement de ses équipes et l'insuffisance de leur renouvellement.

MARGE ÉTROITE

La marge de manœuvre reste cependant étroite. Si la dotation du CNRS (13,7 milliards de francs) progresse de 2,2 % en dépenses ordinaires (masse salariale) et de 2,9 % en autorisations de programmes (actions futures), elle n'augmente que de 1,1 % en crédits

de paiement (moyens de fonctionnement), soit moins que l'inflation. Il faudra donc faire des choix.

La directrice générale, une physicienne âgée de cinquante et un ans, souhaite donner « la priorité à la science », en préservant, précise-t-elle dans le Journal du CNRS, « un espace de liberté totale pour la recherche dite fondamentale ». Mais elle ajoute : « Un véritable dialogue doit s'établir entre les entreprises et le CNRS ». Elle estime que « la politique de l'organisme doit être plus offensive » dans les biotechnologies, l'environnement et les communications. Les sciences humaines et sociales, laissées-pour-compte ces dernières années, ne seront pas oubliées.

Reste à savoir - et les syndicats y seront très attentifs - comment M^{me} Bréchignac pense remplir la mission principale que lui a confiée le ministre : celle de « débureaucratiser » le CNRS. « L'allègement et la clarification des structures » doit « laisser plus de souplesse à la recherche », indique-t-elle avec une certaine prudence. Plus explicite, M. Allègre, qui « veut voir les chercheurs dans les laboratoires et non dans les commissions », envisage de supprimer l'une des trois sessions du Comité national de la recherche scientifique, dont il souhaite aussi réduire le nombre des sections.

Le sort réservé à cette instance d'évaluation des laboratoires du CNRS - à laquelle la communauté scientifique est très attachée parce qu'elle voit une forme de contre-pouvoir - sera l'un des enjeux du mandat de M^{me} Bréchignac.

Pierre Le Hir

Youp la boum !

par Pierre Georges

CELA avait tout de même un petit côté Moulin rouge. Avec French Can Can, ou French Com Com, danseuses-jarretelles, croissant et champagne pour tout le monde. Il faudra bien se faire une raison. Français nous sommes, Français nous resterons dans l'imaginaire américain, si même l'introduction à la Bourse de Wall Street d'une valeur aussi séduisante que France Télécom se fait à la Prosper youp la boum !

On se serait cru dans un film de Renoir, revisité Marché. Et il ne manquait guère à Michel Bon qu'un vieux canotier sur le crâne pour être le Maurice Chevalier de ces lieux : « Télécom, c'est mauuuh, ah, j'ai plus heureux qu'un roi, en douce, j'impose ! »

Formidable atavisme. Mais qu'est-ce qu'on a fait au bon Dieu pour que notre vie, notre pays, notre art d'être, tout ce que nous sommes et espérons être se résument toujours à un remake hollywoodien de nos trucs en plume, en pain et en vin ! Plus nous sommes modernes, plus l'on nous renvoie à notre Belle Époque, à nos petites femmes de Paris, à nos moustaches en guidon de vélo, à notre conservatoire des chanteurs de rue et à nos « Oh là là », à nos « C'est la vie ! ».

Encore que l'idée d'écrire cette chronique, une danseuse sur chaque genou, en trempant une baguette typiquement française dans

un bol de champagne aussi frappé que l'auteur, ne soit pas fondamentalement déplaisante, elle ne nous est jamais venue ! Nous vivons désormais plus devant un ordinateur que sous un bérêt. Nous ne sommes pas tous coiffeurs ou garçons de bistrot. Nous ne dormons pas, sous les toits de Paris, avec une tour Eiffel sur la table de nuit. Nous ne mangeons pas obligatoirement

avec une serviette en Vichy rouge autour du cou. Nous nous lavons autrement que par hasard et certainement pas dans un archaïque nécessaire de toilette.

Nous sommes modernes ! Français, mais modernes ! Modernes qu'on ne nous a jamais dit. Combien de fois faudra-t-il le dire ? Tenez, France Télécom, French Telecom ! Nous ne communiquons pas par pigeons voyageurs ou en agitant les ailes du Moulin de la Galette pour tromper le Prussien. Nous sommes modernes et fonctionnaires. Vendant du France Télécom et achetant à la fois, comme ces salariés du groupe. Vaut-il plus moderne que d'être ainsi à l'entreprise France et à l'entreprise Télécom, vendant d'une main, achetant de l'autre ?

Modernes. Anciens peut-être, mais modernes. Par exemple, au hasard, Le Monde. Le Wall Street Journal consacre ce matin un long article, près d'une demi-page à notre, votre journal. Avec bobine du directeur, infographie, et titre flatteur : « Le Monde recueille les fruits de sa récente rénovation ». Autrement dit, et le Wall Street Journal le dit longuement, le « venerable French newspaper » serait passé avec succès de l'ère « d'entre coopération et couvent » à celle du business. Il aurait parfaitement réussi à la fois son opération-survie et son opération-modernité.

Voilà qui est parfaitement aimable et exact. Mais il n'empêche ! Même là, même dans une enquête aussi sérieuse et pour le propos qui est le nôtre, la présumée old french touch exerce ses ravages. Cions : « Le Monde est aussi français que la baguette. » « Restaurer quelque chose d'aussi familier dans le paysage français que la tour Eiffel fut une tâche délicate. » Ça, c'est du Colom-bani youp la boum !

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le mardi 21 octobre, à 10 h 16 (Paris)

PERMETTURE DES PLACES ASIATIQUES			
Tokyo Nikkei	17210,09	-0,49	-1,11
Hong Kong Index	12403,10	-4,36	-7,79

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES			
Cours au	Var. en %	Var. en %	fin 96
21/10	20/10		
Paris CAC 40	2966,73	+0,68	+28,11
Amsterdam CDS	916,95	+1,06	+41,45
Bruxelles	15885	+0,52	+30,27
Frankfurt Dax 30	—	—	—
Irlande ISEQ	3861,76	—	+41,68
Londres FT 100	5235,80	+0,48	+27,19
Madrid Ibex 35	—	—	—
Milan MIB 30	29724	+0,64	+51,14
Zurich SMI	5819,40	+0,73	+47,62

Tirage du Monde daté mardi 21 octobre : 599 354 exemplaires

-3

Le Monde

Attendez, sortez !

aden

LES GUIDES DES PAYS
DES GOURMETS ET DU LOISIR

TOUTS LES MERCREDIS AVEC LE MONDE
ET TOUTES LES SEMAINES AVEC LES INADROUPTIBLES

MAGHREB En dépit de la grave crise politique intérieure, l'Algérie affiche une belle santé économique, selon le ministre des finances, Abdelkrim Harchaoui. Le pays va s'affranchir, au printemps 1998, de la tutelle du Fonds monétaire international (FMI). Il table sur une croissance annuelle du produit intérieur brut de 5 %.

LES VENTES d'hydrocarbures représentent environ 95 % des revenus des exportations de l'Algérie, qui se classe actuellement au seizième rang mondial pour le pétrole et la sep-

tième place pour le gaz naturel. DEUXIÈME PARTENAIRE commercial de l'Algérie après la France, les États-Unis entendent favoriser les intérêts de leurs industries dans le

pays. Les compagnies américaines, notamment la société Arco, y ont effectué d'importants investissements ces dernières années et presque exclusivement dans le secteur pétrolier.

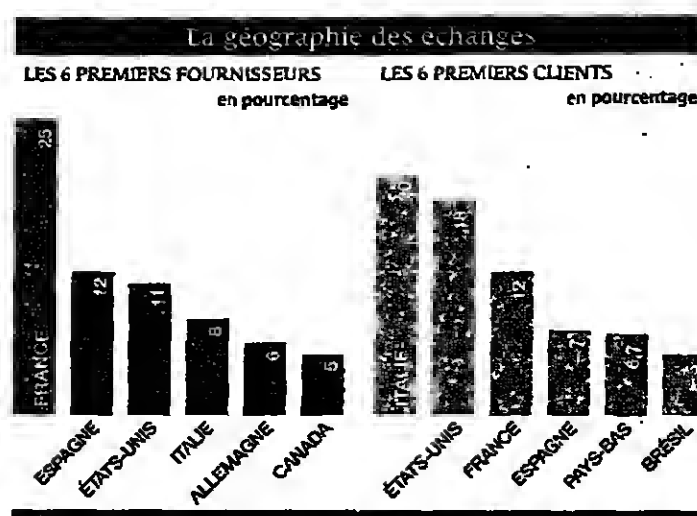
L'économie algérienne sur la voie du redressement

Le ministre des finances, Abdelkrim Harchaoui, annonce que son pays ne conclura pas de nouveaux accords avec le Fonds monétaire international. La balance des paiements est positive et les privatisations vont être poursuivies. La croissance du revenu national devrait atteindre 5 % en 1998

ALGER
de notre envoyé spécial
« L'Algérie ne signera pas de nouvel accord avec le Fonds monétaire international (FMI). » Dans un entretien accordé au Monde, mardi 21 octobre, le ministre algérien des finances, Abdelkrim Harchaoui, a, pour la première fois, confirmé que son pays allait s'affranchir de la tutelle du Fonds au printemps 1998, à l'expiration des accords qui lient l'Algérie à l'institution financière internationale. Pour justifier cette décision à double tranchant – le pays recouvre sa souveraineté mais se prive de facilités financières –, le ministre met en avant la « bonne santé » de l'Algérie. « Nous n'avons plus besoin de soutien pour rembourser notre dette extérieure. Les grands équilibres économiques sont rétablis et les recettes tirées de l'exportation des hydrocarbures vont augmenter les prochaines années », affirme-t-il avant de préciser cependant que l'Algérie continuera à suivre une politique économique et financière de nature libérale inspirée par le FMI. « L'Algérie, dit-il, restera dans l'axe. »
Nommé à la tête du ministère

des finances en septembre 1996, après avoir occupé celui du commerce, M. Harchaoui, quarante-sept ans, brosse de l'économie algérienne un tableau très positif. Le tassement des importations conjugué à la hausse des exportations de gaz et de pétrole, qui fournissent la quasi-totalité des recettes extérieures, ont permis de dégager un excédent confortable de la balance commerciale (4,6 milliards de dollars – 27,6 milliards de francs – à fin septembre, soit davantage que pour toute l'année 1996). La balance des paiements est également positive et les réserves de change n'ont jamais été aussi élevées de toute l'histoire du pays. « Nous en sommes à 7,5 milliards de dollars, soit plus de neuf mois d'importations. Nous terminerons l'année avec probablement 1 milliard supplémentaire », souligne M. Harchaoui.

CHÔMAGE ÉLEVÉ
Pour justifier le maintien d'un tel niveau de devises, alors que le chômage – massif – des jeunes devrait inciter le gouvernement à relancer la production industrielle (hors hydrocarbures, elle commence tout



Même si la France, l'Italie et l'Espagne demeurent des partenaires commerciaux privilégiés pour l'Algérie, la part croissante des États-Unis dans les échanges du pays témoigne de l'intérêt des Américains pour les opportunités futures de ce marché encore à risques.

l'uste à se stabiliser après une dizaine d'années de chute), le ministre avance une raison : la volonté algérienne d'être bien notée par la communauté financière internationale. « Notre dette extérieure at-

teint 32 milliards de dollars. Nos réserves sont là pour prouver que l'Algérie reste une bonne signature, un pays auquel on peut continuer à prêter de l'argent. Nos créanciers ont l'assurance d'être remboursés. » Une

seconde raison milite en faveur de réserves de changes élevées : assurer la convertibilité du dinar, la monnaie nationale, promise par le gouvernement.
M. Harchaoui prévoit pour 1998 une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 5 %, chiffre qui, selon lui, aurait été atteint cette année si les résultats de l'agriculture n'avaient pas été affectés par la sécheresse. Pour s'en affranchir, le gouvernement a choisi de donner la priorité au secteur hydraulique dans le prochain budget, lequel sera excédentaire comme les deux précédents. Le logement (construction de 60 000 logements sociaux) et l'enseignement supérieur seront, selon M. Harchaoui, les deux autres principaux bénéficiaires de ce budget.

Même libérée de la tutelle du FMI, l'Algérie entend mener à bien un programme de privatisations, dont le retard n'est pas sans inquiéter le Fonds. « Près de 250 unités industrielles vont être cédées au privé, dont certaines de grande taille. Auparavant, les effectifs auront été réduits et les finances de ces établissements assainies. Nous mettrons sur le

marqué des entreprises viables, pas des canards boiteux », assure le ministre. Une demi-douzaine d'entre elles seront cotées à la Bourse d'Alger, dont la réouverture, avec l'assistance des Canadiens, est prévue avant la fin de l'année. Elle sera implantée dans les locaux occupés par la Bourse d'Alger avant l'indépendance.

À l'égard de la France, qu'aucun accord financier ne lie plus à son pays, M. Harchaoui, élu député du Rassemblement national démocratique (RND), « le parti du président » aux législatives de juin, ne ménage pas ses critiques. La prime de risque réclamée par la Coface, l'organisme d'assurance-crédit, pour le commerce franco-algérien est, juge-t-il, « excessive ». « Elle renchérit les produits français de façon injustifiée et amène nos opérateurs à se tourner vers d'autres fournisseurs. » Le contentieux a d'autant moins de chance d'être réglé qu'aucune rencontre bilatérale, au grand regret de M. Harchaoui, n'est prévue avec son homologue français, Dominique Strauss-Kahn.

Jean-Pierre Tuquoi

Hausses régulières des productions d'hydrocarbures

DIXIÈME DÉCOUVERTE pour Anadarko depuis 1993, forage concluant pour Arco dans le bassin de Ghadamès, nouveaux puits d'exploration pour Petro Canada sur le permis de Tinher. Ces trois annonces durant l'été confirment l'attrait des gisements d'hydrocarbures en Algérie. Ce pays, qui tire 95 % de ses revenus des exportations d'hydrocarbures (12,5 milliards de dollars cette année), se classe au seizième rang mondial pour le pétrole et la septième place pour le gaz.

La relance de l'exploration d'hydrocarbures remonte au début des années 90 et s'est accélérée depuis trois ans. Les prévisions de production de brut sont depuis régulièrement revues à la hausse et seront au minimum de 1,1 million de barils par jour en l'an 2 000. Au départ, l'objectif était d'augmenter en dix ans la production de pétrole en la portant de 750 000 barils/jours à 1 million au début du troisième millénaire et de doubler sur la même période les exportations de gaz de 30 à 60 milliards de mètres cubes. Pour cela, face à l'ampleur des investissements estimés à 20 milliards de dollars, et devant l'impossibilité pour la compagnie nationale Sonatrach de mener seule ce développement, le gouvernement décidait d'ouvrir le domaine minier aux compagnies pétrolières étrangères. Une loi a été votée en novembre 1991, qui a mis fin à vingt ans de politique ultranationaliste.

L'ouverture s'opère cependant de manière progressive. L'Italien Agip, présent depuis 1980 dans le pays, a été la première entreprise étrangère à signer un accord de production avec la Sonatrach. Les contrats se sont multipliés depuis, concernant principalement des groupes américains (Anadarko, Arco, Mobil, Phillips, Louisiana Land & Exploration), canadiens (Petro Canada), argentins (Pluspetrol), brésiliens (Petrinas), australiens (BHP), britanniques (BP), espagnols (Cepsa, Repsol), allemands (via le consortium Konsalpi) et coréens (Pecdo, Daewoo, Samsung).

Côté français, Elf, qui avait décidé de ne plus réinvestir en Algérie depuis la nationalisation, est présent

indirectement via l'espagnol Cepsa dont il détient 43 % du capital. En revanche, Total, qui a toujours gardé une présence dans ce pays, s'est vu confier le développement d'El Hamra pour la production de condensats et de gaz de pétrole liquéfié (GPL).

A L'HORIZON 2000

Au fil des découvertes, et en fonction du gisement prometteur de Ghadamès, situé dans le sud à proximité des frontières tunisienne et libyenne, les estimations de production sont réévaluées. Au début de l'année, l'hebdomadaire *Pétrostratégies* a publié un tableau montrant la montée en puissance des compagnies étrangères. La physiologie de la production opérée de liquide était dominée en 1995 par Sonatrach (720 000 barils/jours) avec, pour autres acteurs, Agip et Arco à 25 000 barils/jours. Elle sera totalement modifiée à l'horizon 2 000 : sur le 1,56 million de barils/jour, la part de la compagnie nationale algérienne tombera à 650 000 barils, tandis que celle de l'Italien Agip montera à 210 000. Parmi les nouveaux opérateurs, les américains représenteront près du tiers de la production opérée principalement par Anadarko (300 000 barils/jour) et Arco (125 000). L'espagnol Cepsa produira 125 000 barils/jour.

L'ouverture du gaz aux compagnies étrangères est plus récente et remonte à décembre 1995 au lendemain de l'élection présidentielle. Elle s'est traduite par un accord spectaculaire qui autorise British Petroleum à explorer un champ situé à In Salah à 120 kilomètres au sud d'Alger et qui pourrait produire, dans dix ans, 10 milliards de mètres cubes de gaz par an, accroissant la production de 30 %. Les américains Arco et Exxon sont également intéressés par la prospection gazière tout comme Total. Le français est opérateur du champ de TIT (Tin Fouye Tabankort), proche de la frontière libyenne en association avec Repsol. La production attendue est de 6,5 milliards de mètres cubes par an.

Dominique Gallois

Un important partenaire pétrolier pour les États-Unis

WASHINGTON
de notre correspondant
Si l'administration Clinton ne souhaite pas s'impliquer directement dans la crise algérienne, elle entend cependant favoriser le développement des intérêts de l'industrie américaine dans un pays dont les États-Unis sont, après la France, le deuxième partenaire commercial. Cet objectif est favorisé par la position relativement équilibrée adoptée par Washington à l'égard de la mouvance islamiste et du gouvernement de Liamine Zerrouk, en particulier depuis l'élection de celui-ci à la présidence de la République, en novembre 1995.

Quatre mois plus tard, Robert Pellerue, alors sous-secrétaire pour les affaires du Proche-Orient, se rendait à Alger. A son retour, il broyait devant les sénateurs un tableau prouvant l'optimisme de la situation, notant que si la poursuite de la violence décourage en général l'investissement privé, le secteur des hydrocarbures échappe à la règle. Les compagnies pétrolières américaines sont en effet très présentes en Algérie, où elles accentuent leurs investissements, grâce à des financements d'origine américaine et avec le soutien du gouvernement Zerrouk.

Les Américains reconnaissent que les liens historiques entre la France et l'Algérie donnent à Paris, sinon une préséance, du moins un

avantage sur Washington, mais ils soulignent qu'ils ont à certains égards les coudées plus franches, en raison du caractère dépassionné de leurs relations avec les différents acteurs de la crise algérienne. Il en va de même en Allemagne, où deux délégations d'industriels conduites par le ministre délégué aux affaires étrangères, Werner Hoyer, se sont rendues en Algérie au cours des deux dernières années. Les Britanniques font une analyse similaire de la situation. En vertu d'un contrat signé à la fin de 1995, la British Petroleum prévoit d'investir 3,5 milliards de dollars sur trente ans dans la prospection gazière et la construction d'un gazoduc.

STRATÉGIE PLUS LARGE

En dehors du secteur pétrolier et gazier, les projets concrets d'investissement sont rares. On en reste, le plus souvent, à des déclarations d'intention, au premier rang desquelles le projet d'investissement du constructeur automobile sud-coréen Daewoo, annoncé en août (plusieurs milliards de dollars d'investissements, avec à terme la construction d'une chaîne de fabrication).

Au total, ce sont les États-Unis qui paraissent le plus disposés à profiter des opportunités futures du marché algérien. En août 1996, Washington a décidé de garantir à nouveau les crédits à l'exportation

pour des projets en Algérie. En mars de la même année, un accord avait été signé pour le rééchelonnement de la dette algérienne d'un peu plus de 1 milliard de dollars avec Washington.

La présence des États-Unis se concentre donc dans le secteur pétrolier, lequel est fortement dépendant de la technologie américaine. Les compagnies pétrolières investissent dans des activités d'exploration et de production (souvent par un joint-venture avec la compagnie nationale Sonatrach), mais, comme ailleurs en Afrique, elles ne participent pas à la construction de raffineries.

Ces dernières années, les compagnies américaines ont effectué d'importants investissements, en particulier Arco (1,5 milliard de dollars en 1996). Anadarko Petroleum, Bechtel (pour la construction du gazoduc Maghreb-Europe), Louisiana Land & Exploration, ainsi qu'Exxon. Ce dynamisme industriel est d'autant plus encouragé par l'administration, qu'il s'intègre dans une stratégie plus large, celle d'une diplomatie américaine du négoce qui fait désormais de l'Afrique une « cible » parmi d'autres. Ce n'est pas un hasard si les compagnies américaines sont responsables de plus de la moitié des découvertes pétrolières réalisées sur le continent africain.

Laurent Zecchini

La France disposait jusqu'en 1978 d'une base chimique secrète dans le Sahara

DEVENUE indépendante en 1962, l'Algérie a continué de concéder à la France jusqu'en 1978 l'utilisation d'une base secrète, dans le nord du Sahara, qui, depuis 1955, lui permettait d'expérimenter des substances chimiques à des fins militaires. C'est ce que révèle l'hebdomadaire *Le Nouvel Observateur*, dans son numéro à paraître jeudi 23 octobre. Pierre Messmer, ministre des armées du général de Gaulle entre 1960 et 1969, a confirmé l'existence d'accords secrets, en 1962, 1967 et en 1972, entre l'Algérie et la France sur le maintien de ce site baptisé « B2-Namous ».

Cette installation, près de la bourgade de Ben-Wenif, sur un plateau calcaire dans le nord du Sahara algérien, avait fait l'objet d'une annexe secrète aux accords d'Evian, en mars 1962, qui mirent fin à la guerre et qui ont permis à l'Algérie de proclamer son indépendance en juillet. Ces accords d'Evian stipulaient que les Français garderaient officiellement jusqu'en 1967 leurs quatre sites d'essais nucléaires et

spatiaux dans le centre du Sahara (à Reggane, In Ecker, Colomb-Béchar et à Hammaguir). En plus du lancement de fusées, qui ont été les précurseurs des missiles de sa force de dissuasion, la France a pu y procéder, entre février 1960 et février 1966, à dix-sept essais nucléaires, aériens et souterrains, jusqu'à son démantèlement sur deux atolls du Pacifique.

Sur cette base B2-Namous, ouverte en 1955 près de la bourgade de Ben-Wenif, à une centaine de kilomètres de la frontière marocaine, les militaires français testèrent des substances chimiques (gaz moutarde et phosgène). Ce qui n'était pas en violation de la loi internationale.

A l'époque, la France était la puissance dépositaire – et signataire – des instruments de ratification de la Convention internationale de Genève en 1925, qui prohibait l'emploi des armes chimiques et biologiques mais qui réservait aux États adhérents la possibilité d'en user pour riposter à

une agression. Il faudra attendre 1972 pour qu'une nouvelle convention internationale interdise de fabriquer et de stocker des armes biologiques ou à toxines. Mais la France ne l'a ratifiée qu'en 1984. D'autre part, c'est en 1993 que la France, qui a participé quatre années durant à sa préparation, a adhéré à la convention signée à Paris et interdisant de mettre au point, de fabriquer, d'acquiescer, de stocker et de transférer des armements chimiques. Ce nouveau traité est entré en application en avril 1997. La France l'avait ratifié officiellement le 2 mars 1995.

CLAUDE DES ACCORDS D'EVIAN

Au Sahara, après la seconde guerre mondiale, les expériences reprirent au début des années 50 à B2-Namous. Les accords d'Evian autorisèrent la France, dans une clause secrète qui sera négociée par Louis Joxe et Krim Belkacem et qui sera renouvelée à deux reprises, à maintenir cette base ouverte. Élu à la présidence de l'Algérie en 1963,

Ben Bella ne s'y opposa pas. Si les sites d'essais nucléaires et spatiaux du Sahara ferment conformément aux accords d'Evian, le général de Gaulle – qui était, selon *Le Nouvel Observateur*, partisan de ces recherches sur la guerre chimique – obtint en 1967 un nouvel accord secret du président Boumedienne, arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'État militaire. Il accepta de prolonger de cinq ans l'activité de B2-Namous en échange de l'abandon, à prix minimum, des équipements militaires classiques que la France entreposait à Reggane. L'accord prévoit que des centaines de militaires français, qui travailleraient désormais sur ce site secret de 2 500 km², le feront sous une « couverture » civile, une filiale de Thomson, la Sodetec, étant officiellement leur employeur.

En 1972, les militaires français souhaitaient continuer leurs essais de substances chimiques à l'air libre et de matériels de protection. Un nouvel accord secret est signé avec l'Algérie, dont le président est toujours

Houari Boumedienne. B2-Namous sera définitivement fermé en 1978 et le site rendu, après son nettoyage, par les armées françaises. M. Messmer, qui a accepté d'évoquer cette base secrète, a affirmé au *Nouvel Observateur* : « Il y a un temps où les secrets n'ont plus lieu d'être. Nous sommes maintenant dans une période totalement différente des années de la guerre froide. La chimie et la bactériologie sont des activités mortes, et il est toujours possible de parler des morts. »

Si elle a caché l'existence du site B2-Namous avec la complicité de l'Algérie, la France n'a jamais dissimulé qu'elle était impliquée dans des études sur les substances chimiques pour sa défense. La loi de programmation militaire 1987-1991 en témoigne, qui distingue les substances toxiques des armes chimiques. Car si la plupart des produits chimiques sont toxiques, cette propriété ne suffit cependant pas à en faire des agents de guerre opérationnels. La programmation a établi que « la France se contentera

de se donner la capacité d'en produire » pour « ne pas laisser croire, en cas d'agression par des armes chimiques, qu'elle n'aurait que la possibilité de recourir à une riposte nucléaire » et pour éviter, de la sorte, que « ses forces ne soient paralysées par cet agresseur ».

Ces recherches, longtemps menées par des organismes militaires et dans des laboratoires civils sous le contrôle de l'ex-direction des études, recherches et techniques (DRET) de la délégation générale pour l'armement (DGA), ont porté sur les agents chimiques de guerre, la détection, la protection, la décontamination, la prophylaxie et sur la thérapie. A la conclusion de la convention de 1993, qui donne un délai de dix ans pour la destruction des stocks, la France était supposée détenir 2 000 tonnes de produits chimiques, contre 31 000 tonnes pour les États-Unis et de 40 000 à 200 000, selon les sources, pour la Russie.

Jacques Isnard